PAGES D'HISTOIRE

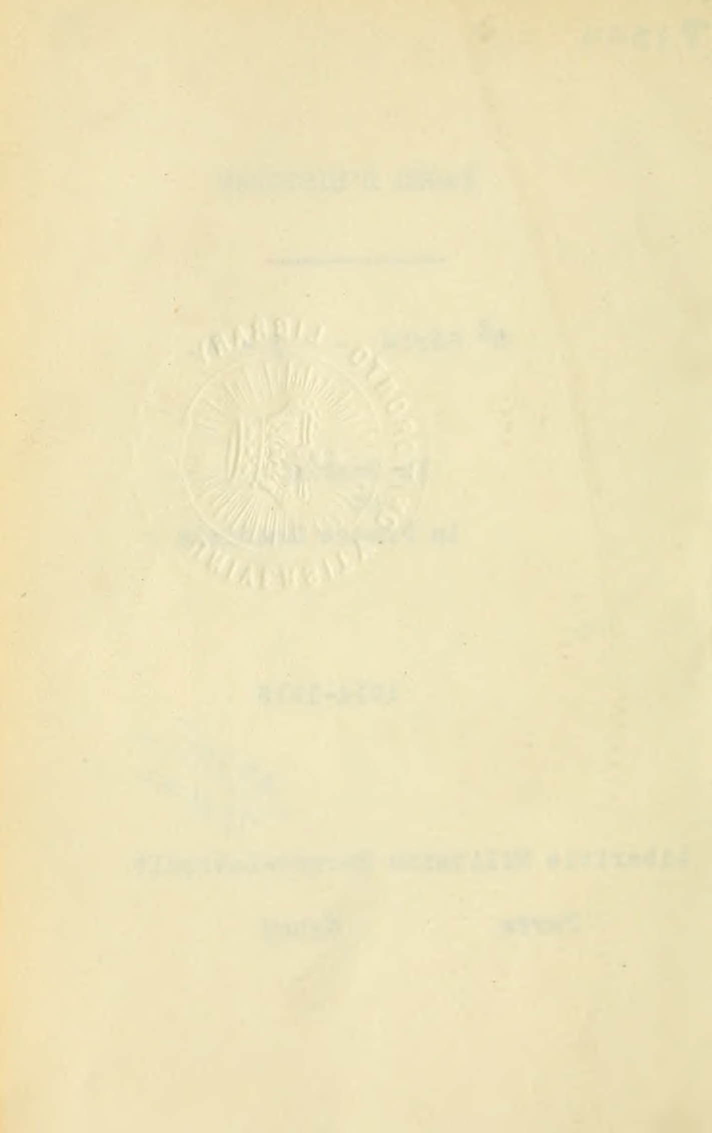
8^{E} Série - j - n

La Guerre
et
la Presse Mondiale

1914-1916

Libaririe Militaire Berger-Levrault

Paris Nancy



Contents

IV

LA

PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE

DE L'ALLEMAGNE

SA « PLACE AU SOLEIL » ET LA GUERRE

Il a été tiré de ce volume cinquante-cinq exemplaires numérotés à la presse, dont :

5 sur papier du Japon (Nos 1 à 5);

50 sur papier de Hollande (Nos 6 à 55).

PAGES D'HISTOIRE — 1914-1916

ouscriptions du Ministère de l'Instruction publique et du Gouvernement Belge

Série j

GASTON CADOUX

MEMBRE DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE STATISTIQUE

ANCIEN PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

LA PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE DE L'ALLEMAGNE

SA « PLACE AU SOLEIL » ET LA GUERRE

LE RÊVE PANGERMANIQUE — L'EXPANSION ALLEMANDE — MOUVEMENTS DE LA POPULATION — L'ÉMIGRATION EUROPÉENNE — LA POPULATION ALLEMANDE AUX COLONIES — LES TRAVAILLEURS ALLEMANDS — LES SALAIRES ET LA CONSOMMATION — LA FORTUNE PRIVÉE — L'ÉPARGNE — LE COMMERCE EXTÉRIEUR — LES PROGRÈS FINANCIERS

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS
5-7, RUE DES BEAUX-ARTS

NANCY
RUE DES GLACIS, 18

1916

LA
PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE
DE L'ALLEMAGNE
SA « PLACE AU SOLEIL » ET LA GUERRE

Le rêve pangermanique. — On ne proclamera jamais trop, à mon avis, les faits précis démontrant la fausseté des allégations au moyen desquelles les pangermanistes ont perverti la mentalité allemande.

Jamais les économistes et les statisticiens ne dénonceront trop hautement les mensonges accumulés pour faire croire à la masse des Allemands que l'Empire était acculé à l'*impérieuse nécessité de combattre pour obtenir sa place au soleil*, de rompre par la force des armes un encerclement politique et économique devenu insupportable, de conquérir les territoires, en Europe et dans les colonies, devenus indispensables à l'existence de trop nombreuses populations.

La série de fables imaginées pour justifier la

guerre doit être réfutée pour les neutres non informés à présent, et, plus tard, après le triomphe de notre juste cause, pour les Allemands eux-mêmes. Car, si nous pouvons espérer que le mensonge, véritablement trop grossier, d'une agression préméditée des nations de la Triple Entente contre la paisible Germanie ne résistera pas à l'examen de nos ennemis eux-mêmes, quand ils connaîtront enfin les actes des Empires allemand et autrichien qui ont déchaîné les hostilités, nous devons redouter qu'un trop grand nombre d'Allemands n'admettent alors, comme excuse de l'attaque injustifiable des Austro-Allemands, cette soi-disant nécessité de faire, par la violence, à la laborieuse Allemagne « sa place au soleil ».

Pour montrer qu'elle avait cette place au soleil avant la guerre, j'ai réuni un certain nombre de données statistiques, tirées en totalité de publications allemandes. Ces chiffres fourniront, je le crois, l'irréfutable démonstration de la fausseté des affirmations des pangermanistes, que les gouvernants ont fini par prendre à leur compte.

C'est la répétition inlassable de ces allégations pangermanistes qui a fini par persuader les masses de la nécessité de conquérir pour les Allemands leur place au soleil, qui les a amenées au parti de la guerre.

Au début des menées pangermanistes, Bismarck et le groupe politique des fondateurs de l'Empire

avaient tenté de résister à leurs injonctions, de réagir contre leur dessein de dominer les gouvernants, en s'appuyant sur une opinion publique par eux préparée.

Mais l'instinctive répulsion des fondateurs de l'Empire allemand contre ces surenchères ne pouvait maintenir longtemps le pouvoir hors des atteintes des pangermanistes après leurs succès électoraux sur les socialistes avec lesquels l'Empereur avait inutilement fleureté. Tout le système d'éducation, issu de l'éveil du patriotisme allemand, et édifié par les universités, foyers toujours actifs de patriotisme, est resté imprégné de l'esprit de Kant, proclamant la supériorité de la volonté sur l'intelligence, de Fichte, répudiant ses anciennes théories de patriotisme européen pour demander à une mâle éducation la régénération de la nation allemande, de Stein et de Gneisenau, de Scharnhorst et du fondateur de l'Académie militaire de Berlin, Clausewitz. Tout ce système d'éducation poussait l'ensemble de la nation vers les pangermanistes, surtout depuis une cinquantaine d'années.

Les écoles allemandes, dans ce dernier demi-siècle, ont voulu remplacer les rêveurs et les poètes par des hommes positifs, affamés de bien-être matériel et libérés de cette sentimentalité qui faisait le charme de l'ancienne Allemagne. En même temps qu'une technique avisée, s'emparant

des découvertes de tous les pays, industrialisait la science allemande, l'école et les associations d'anciens militaires exaltaient à tout propos la vanité native des bourgeois et surtout l'orgueil des hobereaux. Chaque étudiant, si mince que fût son bagage intellectuel, s'est tenu, dans les trente dernières années, pour un surhomme, futur dominateur du monde. Les familles nombreuses de hobereaux, généralement restées étrangères aux affaires, s'aigrissaient de leur médiocrité, sentant, plus ou moins confusément, que l'expansion économique de l'Allemagne, enrichissant les bourgeois et émancipant les travailleurs, menaçait, par l'évolution démocratique, conséquence de cette prospérité économique, l'antique suprématie de leur caste agrarienne et militaire. Elles se désolaient de l'insuffisance de plus en plus pénible des revenus de leurs domaines ruraux et s'indignaient de la diminution d'influence du clan des officiers nobles. La guerre devait relever leur prestige.

Cet état d'esprit a été naïvement exposé dans une lettre, adressée par un noble allemand à l'un de ses amis habitant la Roumanie. Le journal *Aderverul* l'a publiée, dans son numéro du 8/21 août 1915, en accompagnant sa publication de *fac-similés* reproduisant certaines parties de cette curieuse épître. L'auteur, Karl von H..., écrit notamment : « Nous ne pouvons rien perdre par la guerre, au contraire, nous avons tout à gagner... Nous

allons être les maîtres du monde. Toutes les chimères et les bêtises, comme la démocratie, seront chassées de l'univers pour un temps indéfini... En fin de compte, nous avons à purger notre propre pays de toutes les idées révolutionnaires, afin que notre noblesse puisse recouvrer sa splendeur, sa puissance et son autorité anciennes... »

C'est ce clan militaire, uni aux agrariens dont il émane, qui constitua le parti de la guerre dans un esprit de conquête. Ce parti fut, au début, tenu en défiance par les libéraux et les socialistes; il devint puissant quand il eut pour chef le prince héritier, de médiocre intelligence, mais de vanité insatiable et que ni les sentiments de famille ni les scrupules n'embarrassent guère.

Tout en abaissant son idéal vers des buts réalistes et utilitaires, le système d'éducation, que l'influence prussienne imposa partout en Allemagne, suscita une sorte de croyance mystique en la prédestination de la race allemande. Cette conception, favorisée par les dispositions ataviques au merveilleux et par l'empreinte de la Bible sur les luthériens, est pourtant récente. Elle s'est nourrie surtout des paradoxes de l'*Essai sur l'Inégalité des Races humaines*, de Gobineau, qui, édité d'abord en 1853-1855, passa alors presque inaperçu et ne devint célèbre, en Allemagne même, qu'après sa mort, vers 1884, et de *La Théorie du Surhomme*, de Nietzsche, qui fut propagée vers la même épo-

que, sans que la perte de la raison de cet écrivain, en 1889, ait amoindri son succès.

C'est ainsi que chaque Allemand formé par les universités se croit un surhomme et tient pour évident que l'Allemagne est la nation élue, son peuple, le peuple-roi.

Il eût semblé hasardé (et surtout ridicule) de professer de telles idées avant la création de l'Empire.

Les guerres de 1866 et de 1870-1871 leur préparèrent les voies. Une propagande tenace, qui dure depuis trente ans, donna crédit à tel point à cette notion, à cette foi en la supériorité physique, intellectuelle et morale de la race allemande, la rendit si générale, qu'elle put être exploitée comme moyen de gouvernement. L'Empereur y fit d'abord des allusions timides, invoquant pour la fonction impériale une sorte de mission divine, vaguement analogue au sacerdoce des rois-prophètes d'Israël; puis ne craignit pas de se proclamer ouvertement chargé en personne par le « vieux Dieu allemand » de conduire les peuples de l'Empire au combat, afin que la race élue assurât la rénovation de l'univers, après l'avoir conquis et subjugué.

Ces extravagances eussent soulevé par toute l'Allemagne une hilarité générale à l'époque de Heine et même aux temps de Schiller et de Goethe. Le chantre de Guillaume Tell et de Jeanne d'Arc, après avoir splendidement glorifié le patriotisme des Suisses et celui des Français, s'était écrié :

« *Vous espérez en vain, Allemands, former une nation. Contentez-vous d'être humains.* » Le calme olympien de l'auteur de *Faust* tenait pour fantaisies de diplomates les idées de réunion en une nation unique des éléments disparates de la vieille Allemagne. La brutale énergie de la Prusse a réalisé cependant cette unité et agrégé, de force ou de bonne volonté, des duchés, principautés et royaumes que la politique traditionnelle de l'Autriche n'avait jamais voulu souder en un tout homogène. Et le troisième empereur allemand, enivré de sa situation prééminente, a pu croire que tout lui serait possible, en exaltant l'instinct guerrier de ses millions de sujets, en les enivrant, à leur tour, d'un orgueil colossal.

Par les écoles et par les casernes l'élément prussien, essentiellement brutal et réactionnaire, a fait revivre, en plein vingtième siècle, l'esprit dur et dominateur de l'ordre teutonique, après qu'il eut étouffé, par son influence politique, assise sur un système électif excluant la masse des travailleurs, les aspirations démocratiques et humanitaires de 1848. Les Prussiens ont ainsi dressé l'ensemble des Allemands contre l'Europe, en décrétant qu'ils constituaient, comme race élue et supérieure, un peuple-roi, dont l'Empereur est le prophète.

S'il est difficile de comprendre comment une telle régression a pu s'opérer dans le cerveau des libéraux allemands, il est inexplicable qu'une

conception, frappant d'excommunication tout homme qui n'est pas véritablement d'origine germanique, soit acceptée par les nombreux sémites, artisans principaux de l'expansion économique de l'Empire, aussi bien que par l'ensemble des peuples austro-hongrois, où, sur 51.500.000 habitants, 11.740.000, *soit à peine un quart*, représentent l'élément ethnique allemand.

Laissons aux études des philosophes, et surtout des médecins spécialistes des affections mentales, l'examen de cette redoutable folie collective et revenons modestement à notre tâche de simple statisticien.

***

Les faits démographiques et économiques, résumés dans les statistiques allemandes que nous allons examiner, mettent en pleine lumière une vérité, d'ailleurs évidente : le rapide et merveilleux développement de l'Allemagne au cours des trente années qui précédèrent son agression. Leur constatation : de l'accroissement de la population — attachée au sol natal ou émigrée — de l'élévation des salaires, de l'augmentation de l'épargne, de la prospérité admirable des entreprises industrielles, commerciales, maritimes et financières, ne constituera-t-elle pas la négation irréfutable de la prétendue oppression des pacifiques Germains par

l'envieuse Angleterre, la turbulente France et la barbare Russie?

Ces succès ininterrompus ne montrent-ils pas que l'homme d'affaires allemand avait su conquérir une des meilleures places au soleil?

En réalité, partout dans le vaste monde : dans l'Amérique du Nord et du Sud, en Afrique, en Asie, dans la partie orientale de l'Europe et même chez ces peuples qu'ils accusent de vouloir leur ravir leur place, les Allemands avaient pu s'installer librement, faire prospérer leurs entreprises et trouver l'écoulement de leur grandissante production. Partout on a vu s'implanter leurs essaims prolifiques, évinçant insidieusement les uns, rachetant ou absorbant les autres, formant en peu d'années des groupes si puissants que nombre de commerces, d'industries, de banques et d'entreprises maritimes anglais, français, belges ou russes se sentaient sous la menace d'expropriation pour cause d'expansion allemande.

***

Importance relative de la race allemande. — Quand on examine objectivement, en dehors des considérations du droit et de la morale, en regard de l'importance numérique des diverses races composant les peuples européens, la prétention des

Allemands de l'Empire à la suprématie en Europe (prélude de leur domination du monde), on constate que, si prolifique soit-elle, la race allemande est en sensible minorité. Cette infériorité numérique existe non seulement par rapport à l'ensemble des autres races, mais aussi par comparaison avec quelques-unes considérées isolément.

Cette première constatation montre que la prétention à l'hégémonie s'appuie non sur une supériorité numérique, attestant tout au moins une vitalité supérieure à celle des autres nations de l'Europe, mais simplement sur une injustifiable vanité de caste et de race.

En effet, d'après l'Atlas universel de A.-L. Hickmann, sur un total de 423 millions d'Européens, les races purement allemandes ne figuraient en 1910 que pour 73 millions, soit pour 17,25 %. Si infatué qu'il soit de sa supériorité sur le Slave, le Grec, le Latin et autres misérables races dégénérées, le groupe allemand ne peut espérer qu'il imposera sa suprématie aux 350 millions d'hommes des autres races sans provoquer une certaine opposition. Leur résistance, dictée par l'instinct de conservation, sera plus ou moins gênée par le fait que quelques nations sont gouvernées non par des dynasties nationales, mais par des princes issus d'Allemagne et apparentés à la famille impériale; mais cette résistance des peuples s'accentuera d'autant plus que les actes des armées allemandes

et des oppresseurs allemands des populations sous le joug, connus et divulgués, apparaîtront comme de plus cyniques violations des traités, garantie des droits des peuples, et comme l'absolu mépris des conventions internationales, garantie du droit des gens. Et quoi qu'entreprendront les Allemands, ils ne pourront pas faire qu'il n'y ait en Europe que 17,25 % d'Allemands contre 82,75 % d'autres populations.

Voyons maintenant si les statistiques allemandes — nous insistons sur cette origine de nos renseignements — montrent, dans les mouvements de la population de l'Empire, dans les résumés chiffrés de son activité commerciale, industrielle, maritime et financière, la marque de l'oppression économique qui aurait, dans le passé, empêché le peuple allemand d'occuper sa place au soleil.

Mouvements de la population. — En 1910, d'après *Les Forces économiques de l'Allemagne*, étude très intéressante publiée, à l'occasion du quarantième anniversaire de sa fondation, par un des plus importants établissements financiers berlinois, la *Dresdner Bank*, voici quelle était la situation comparative de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne et Irlande et de la France pour le mouvement de la population de 1875 à 1910.

	Superficie en kilomètres carrés	Population	Accroissement de 1875 à 1910	Excédent des naissances en 1910
	—	—	—	—
		Milliers	Pour 100	Pour 1.000
Allemagne . . .	540.858	64.926	52	13,6
Grande-Bretagne et Irlande .	313.607	44.902	37	11
France.	536.463	39.600	8	1,8

Certains économistes allemands ont pu déduire, du taux élevé d'accroissement de la population de l'Empire de 1875 à 1910, que l'Allemagne était menacée de surpopulation. La preuve que cette déduction est mal fondée nous est fournie par plusieurs faits. En premier lieu, le ralentissement très marqué de l'émigration; en second lieu, l'emploi, par l'agriculture et l'industrie, d'une très importante main-d'œuvre étrangère; en dernier lieu, le mouvement, véritablement infime, vers les colonies allemandes.

L'émigration. — D'après l'édition de 1911 de l'Atlas d'A.-L. Hickmann, sur 100.000 habitants il en émigra *annuellement* en moyenne, au cours des dix dernières années : 1.960 d'Irlande, 610 d'Écosse et 450 d'Angleterre, 700 d'Italie, 610 de Norvège, 530 du Portugal, 460 de Suède, 420 d'Espagne, 250 du Danemark, 160 de la Suisse, 138 de l'Autriche-Hongrie, *94 de l'Allemagne*, 50 des Pays-Bas et 22 de la France.

Suivant ce même document, alors que 1.362.400 Allemands ont émigré d'Europe de 1880 à 1890, il n'y en a eu que 530.000 de 1890 à 1900, tandis que, pour l'Autriche-Hongrie, il y a eu 428.600 émigrants de 1880 à 1890 et 650.000 de 1890 à 1900; pour l'Italie, 652.900 émigrants de 1880 à 1890 et 2.265.000 de 1890 à 1900; pour l'Espagne, 367.500 émigrants de 1880 à 1890 et 756.300 de 1890 à 1900. En 1912, le nombre des émigrants allemands n'a été que 18.500. On sait les facilités que rencontrent les Allemands pour s'installer aux États-Unis. Or, le mouvement allemand vers la grande République Nord-Américaine, qui s'est chiffré par 1.232.000 émigrations de 1881 à 1890, s'est abaissé à 32,310 de 1891 à 1900.

Cette diminution de l'émigration allemande n'est-elle pas un indice certain que l'Allemagne ne souffrait nullement, au cours de la période qui a précédé la guerre, ni de surpopulation ni d'une gêne économique de sa classe ouvrière?

Le recours aux étrangers. — On sait que l'agriculture et l'industrie allemandes ont pris l'habitude d'employer temporairement chaque année d'assez forts contigents d'ouvriers et de manœuvres étrangers. Ces auxiliaires, leur « saison » terminée, retournaient en Pologne russe, en Autriche, en Italie, en Belgique, sans que les recensements ou les statistiques conservassent trace de leurs mouvements

périodiques. Mais on a évalué au-dessus de 700.000 les ouvriers agricoles régulièrement occupés sur les grands domaines de l'Est, et dont les propriétaires ont maintes fois déclaré, quand la Russie a eu des velléités de s'opposer à ces migrations, ne pouvoir plus se passer. Je ne connais pas d'évaluation des ouvriers industriels étrangers.

D'après le recensement de 1910, le nombre des étrangers habitant l'Allemagne était de 1.259.873. Il n'était en 1905 que de 1.028.560, et seulement de 778.737 en 1900. Voilà encore une contre-indication d'un état de surpopulation et de gêne économique due à la surpopulation acquise ou prochaine.

La population allemande du domaine colonial. — Suivant l'*Annuaire statistique de l'Empire allemand* édité par l'Office impérial de Statistique pour 1914, nous avons établi quelle était, à cette date, la situation du domaine colonial, alors que la population de l'Empire était de 67.812.000 habitants.

Cette situation se trouve résumée dans le tableau de la page 19.

On voit, par ces constatations des documents officiels, que l'effort allemand de colonisation, bien que remontant à trente ans, n'avait encore attiré, dans les colonies remontant à 1884-1885, que 19.108 Allamends en 1914.

DÉSIGNATION DES COLONIES allemandes	DATE DE PRISE de possession ou de protectorat	SUPERFICIE en kilomètres carrés	POPULATION totale en 1913	POPULATION blanche y compris la population allemande	POPULATION allemande
Est africain	1885	995.000	7.661.000	5.336	4.107
Cameroun	1884	790.000	2.651.000	1.871	1.643
Togo	1884	87.200	1.032.000	368	320
Sud-Ouest africain	1884	835.100	81.400	14.830	12.292
Nouvelle-Guinée	1884	240.000		968	746
Carolines (avec les îles Palaous et Marianes et les îles Marshall)	1889	2.476	602.000	459	259
Iles Samoa	1900	2.572	38.000	544	329
Kiao-Tchéou	1897	552	190.000	4.470	4.256
TOTAUX		2.952.900	12.255.400	28.846	23.952

La faiblesse d'une telle population coloniale est d'autant plus remarquable que ces anciennes colonies allemandes obtenaient, au point de vue de leur réussite matérielle, de très bons résultats. Il n'est pas moins démonstratif de voir qu'à Kiao-Tchéou, où les Allemands avaient dépensé d'énormes capitaux en vue d'en faire un très important centre industriel et commercial, l'élément allemand ne comptait que 4.256 coloniaux (1).

S'il y avait eu simplement menace de surpopulation, croit-on que l'exode vers les colonies nouvelles, où les situations avantageuses s'offraient nombreuses, se fût limité à un total de moins de 24.000 Allemands ; et quelle signification peut avoir un aussi petit total par rapport à une population de 67.812.000 habitants que possédait alors l'Allemagne?



On pourrait objecter aux divers indices que nous venons d'examiner que, se référant aux mouvements de la population, ils ne démontrent pas,

(1) L'expansion coloniale comptait si peu dans la politique de l'Allemagne de 1870 à 1900 que ce ne fut qu'après 1906 qu'un office indépendant colonial fut créé dans l'administration impériale. Peu d'étrangers savent, et peu d'Allemands se souviennent, sans doute, que le premier sous-secrétaire d'État colonial, le Dr Dernburg, n'a été nommé qu'en 1907.

d'une manière suffisamment concluante, que la masse laborieuse allemande ne ressentait pas, de la double influence du rapide accroissement de la population et de l'antagonisme de rivales puissantes, une gêne persistante, de plus en plus accentuée jusqu'à devenir vraiment intolérable.

Pour répondre à cette observation, voyons donc à présent, à l'aide des statistiques officielles impériales, si le nombre des sujets allemands tirant leurs moyens d'existence du commerce et de l'industrie a augmenté, au cours de la période que nous considérons, non seulement d'une façon absolue, mais encore par rapport aux accroissements de la population de l'Empire.

Rapport entre le nombre des travailleurs allemands occupés et la population de l'Empire. — En 1882, l'Annuaire statistique officiel a constaté l'existence en Allemagne de 3.005.457 entreprises industrielles et commerciales, occupant 7.340.789 personnes, pour une population totale d'environ 45.700.000 habitants.

En 1895, on relève 3.144.977 entreprises, faisant vivre 10.269.269 personnes, sur une population recensée de 52.280.000 habitants.

En 1907 (date du dernier relevé officiel connu), il y avait 3.448.378 entreprises industrielles et commerciales, occupant ensemble 14.435.922 personnes, pour une population qu'on peut évaluer, en

se basant sur le recensement de 1905, à 60.700.000 habitants.

Je pense que ces constatations démontrent que le nombre des travailleurs occupés normalement en Allemagne par l'industrie et le commerce n'a pas simplement progressé d'une façon remarquable au cours de ces vingt-cinq ans, mais que ce nombre s'est élevé sensiblement plus que celui des habitants au cours de tout ce quart de siècle.

Le tableau de la page suivante, établi par nous à l'aide des relevés de l'Annuaire de statistique de l'Office impérial, permet de voir comment se répartissaient, entre la petite, la moyenne et la grande industrie et entre les divers groupes de professions, les travailleurs allemands en 1882, 1895 et 1907.

On voit qu'en 1907, *la différence* EN PLUS du total des personnes occupées normalement par les entreprises industrielles et commerciales était, par rapport à 1882, de 7.095.133 travailleurs, ainsi répartis d'après les groupes des professions :

Personnes occupées *en plus* :

Par l'horticulture, l'élevage et la pêche.	86.693	personnes
Par l'industrie, les mines et la construction.	4.919.210	—
Par le commerce, les transports, les hôtels et les débits	2.001.324	—
Par les théâtres, concerts, musique et spectacles.	87.906	—

ANNÉES	PETITE INDUSTRIE (de 1 à 5 personnes)		MOYENNE INDUSTRIE (de 6 à 50 personnes)		GRANDE INDUSTRIE (au-dessus de 50 personnes)		SITUATION GÉNÉRALE des industries		OBSERVATIONS
	Nombre des exploitations	Nombre des personnes	Nombre des exploitations	Nombre des personnes	Nombre des exploitations	Nombre des personnes	Nombre total des exploitations	Nombre total des personnes occupées	
1882.	2.882.768	4.335.822	112.715	1.391.720	9.974	1.613.247	3.005.457	7.340.789	Population (1880) : 45.236.000.
1895.	2.934.723	4.770.669	191.301	2.451.333	18.953	3.044.267	3.144.977	10.269.269	Population recensée : 52.280.000.
1907.	3.146.134	5.383.233	270.122	3.688.838	32.122	5.363.851	3.448.378	14.435.922	Population (1905) : 60.641.000.
RÉPARTITION PAR GROUPES DE PROFESSIONS									
I. Horticulture. — Élevage et pêche.									
1882.	30.673	51.437	1.183	11.422	30	4.559	31.886	67.418	Par rapport à 1882, le nombre des personnes employées en 1907 a augmenté de 86.693.
1895.	39.698	70.091	2.571	25.853	52	7.184	42.321	103.128	
1907.	49.200	96.378	3.970	40.820	146	16.913	53.316	151.111	
II. Industrie (y compris mines et entreprises de construction).									
1882.	2.175.857	3.270.404	85.001	1.109.128	9.481	1.554.131	2.270.339	5.933.663	Par rapport à 1882, le nombre des personnes employées en 1907 a augmenté de 4.919.210.
1895.	1.989.572	3.191.125	139.459	1,902.049	17.941	2.907.329	2.146.972	8.000.503	
1907.	1.870.261	3.200.282	187.074	2.714.664	29.033	4.937.927	2.086.368	10.852.873	
III. Commerce et transport (y compris hôtelleries et débits).									
1882.	676.238	1.013.981	26.531	271.170	463	54.557	703.232	1.339.708	Par rapport à 1882, le nombre des personnes employées en 1907 a augmenté de 2.001.324.
1895.	905.453	1.509.453	49.271	526.431	960	129.754	955.684	2.165.638	
1907.	1.204.737	2.056.916	76.366	888.931	2.828	395.185	1.283.931	3.311.032	
IV. Théâtres. Concerts. Musique et spectacles.									
1907.	21.936	29.657	2.712	44.423	115	13.826	24.763	87.906	Cette catégorie n'avait pas été comptée à part en 1882 ni en 1895.

L'accroissement est, de 1882 à 1907, de presque 100 % (14.435.922 occupés en 1907 contre 7.340.789 en 1882), alors que l'augmentation de la population au cours de cette même période n'a pas atteint 35 % (en 1882, 45.236.000 habitants contre 60.641.000 environ en 1907).

Je tiens cette comparaison pour très concluante, car elle fournit la preuve que, si rapide qu'ait été l'augmentation du nombre des habitants dans l'Empire allemand, l'augmentation du nombre des occupations normales et régulières a été considérablement plus rapide et plus importante.

Cette preuve, très forte, qu'aucune crainte venant des menaces de gêne économique due à la surpopulation n'était fondée, se trouve d'ailleurs corroborée par les constatations suivantes qui sont relatives aux accroissements de la consommation par tête d'habitant, et à la hausse des salaires quotidiens pendant la période qui va de 1879 à 1910.

Les salaires et la consommation des substances alimentaires. — Si l'activité pacifique des sujets de l'Empire avait réellement été contrariée par les nations concurrentes, les salaires auraient eu une tendance à s'immobiliser, sinon à baisser. Or, voici, d'après les *Forces économiques de l'Allemagne*, des prix moyens de salaires journaliers qui indiquent la hausse de ces salaires au cours des dernières années :

Désignation des professions	Années	Salaires quotidiens moyens en marks	Années	Salaires quotidiens moyens en marks
—	—	—	—	—
Mineurs (charbonnages du district de Dortmund).	1890	3,98	1910	5,37
Maçons et charpentiers (Berlin) .	1882	3,00	1908	6,75
Peintres en bâtiment (Berlin) .	1888	3,50	1908	5,85
Appareilleurs (Berlin).	1883	3,50	1908	5,85
Menuisiers (Berlin)	1887	3,00	1905	5,00
Ouvriers des usines Krupp (Essen).	1880	3,19	1906	5,35

Un autre indice caractéristique de la prospérité générale d'une nation est l'accroissement de la consommation de substances alimentaires. L'ensemble de la population allemande a accru sa consommation des principales denrées alimentaires, de 1879 à 1910, dans les proportions considérables qu'indique le tableau suivant, tiré de l'étude publiée par la *Dresdner Bank*.

Désignation des substances alimentaires	Consommation par tête d'habitant — Moyennes annuelles (en kilos)		Taux de l'augmentation pour 100
	pendant la période de 1879 à 1883	pendant la période de 1906 à 1910	
—	—	—	—
Froment et seigle.	188,6	233,6	23,9
Pommes de terre.	337,7	608,0	80,0
Viande (en Saxe).	32,4	47,6	46,9
Sucre.	6,1	17,6	188,5
Café-cacao-thé.	2,5	3,6	44,0
Fruits du Midi (exotiques).	0,8	3,2	300,0
Sel.	14,1	23,4	66,0

Donc le pouvoir d'achat des salaires gagnés par la masse des travailleurs allemands a progressé très sensiblement; le bien-être de l'ensemble de la population s'est accru d'une manière que ce tableau permet de mesurer.

Consommation des matières premières. — Quant à la prospérité générale, un indice, non moins probant que les deux que nous venons d'examiner, est l'accroissement de la consommation par tête d'habitant des matières premières nécessaires à l'industrie. De la même source nous tirons les renseignements suivants :

Désignation des matières premières industrielles	Consommation par tête d'habitant — Moyennes annuelles (en kilos) — pendant la période de 1879 à 1883	pendant la période de 1906 à 1910	Taux de l'augmentation pour 100
Houille.	976,0	2.152,0	120,5
Lignite	354,0	1.160,0	227,7
Fer brut.	66,0	200,5	203,8
Zinc, plomb, cuivre. . . .	2,7	8,8	225,9
Coton.	3,3	6,6	100,0
Pétrole.	8,5	14,6	71,8

Ces indices me semblent étayer solidement ma thèse.

D'autres s'ajoutent encore pour prouver que rien n'a contrarié l'essor économique du peuple allemand, que rien ne l'a empêché d'occuper sa place, une des meilleures places, au soleil.

Développement de la fortune privée et de l'épargne. — L'étude économique publiée par la *Dresdner Bank* et qui résume les données de statistiques officielles et les renseignements émanant des économistes allemands les plus notoires, proclame : « Depuis la fondation de l'Empire, la fortune nationale de l'Allemagne s'est considérablement accrue. On évalue cette majoration à 4 milliards de marks par an. 9 % des contribuables, en Prusse, paient l'impôt sur les fortunes dépassant la somme de 100.000 marks. Tandis qu'il y a vingt ans, sur 100 habitants de la Prusse, 30 payaient l'impôt sur le plus petit revenu imposable (1), le nombre des contribuables de cette catégorie s'élève à présent à 60 % de la population... »

En 1911, si nous nous en référons à cette étude, l'impôt sur les fortunes a été payé en Prusse :

	Pour des fortunes de :
	—
Par 54,6 %	6.000 à 20.000 marks.
— 36,4	20.000 à 100.000 —
— 8,5	100.000 à 1 million de marks.
— 0,5	supérieures à 1 million de marks.

(1) Le chiffre du revenu annuel au-dessus duquel le contribuable prussien est imposé est de 900 marks. Les communes peuvent être autorisées à percevoir aussi une taxe sur le revenu, généralement établie sous forme d'impositions additionnelles à l'impôt d'État; mais, à titre exceptionnel, cette taxe communale peut atteindre tous les revenus, par conséquent ceux au-dessous de 900 marks (Note de l'auteur).

L'épargne. — Au point de vue de l'épargne, le tableau de la page 29 montre d'après les relevés des Annuaires officiels de statistique, quelle a été, au cours des sept dernières années mentionnées par ces documents, la progression des opérations des caisses d'épargne officielles ou privées.

Or, non seulement les classes laborieuses allemandes ont vu grossir, au cours des derniers vingt-cinq ans, et surtout au cours des dix dernières années, la masse de leurs capitaux d'épargne; mais encore, ce qui est plus démonstratif pour ma thèse, le total de leurs capitaux épargnés était devenu, dès 1910, sensiblement supérieur au total des capitaux des caisses d'épargne réunies de la France et du Royaume-Uni.

D'après *Les Forces économiques de l'Allemagne*, l'épargne possédait en 1910 : en Allemagne 16.780.568.000 marks, en France 4.514.500.000 marks et dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et Irlande (en 1909) 4.422.300.000 marks. Nous prenons toujours, pour ces comparaisons, les chiffres adoptés par les statisticiens allemands.

On voit que tous les précédents indices de prospérité économique du peuple allemand se trouvent confirmés par la majoration ininterrompue de la masse des capitaux épargnés.

ANNÉES	NOMBRE des livrets ou comptes	CAPITAUX des déposants (en milliers de marks)	VERSEMENTS opérés dans l'année (en milliers de marks)	INTÉRÊTS ACQUIS dans l'année (en milliers de marks)	RETRAITS OPÉRÉS dans l'année (en milliers de marks)
1912	22.979.254	18.679.973	5.248.706	578.878	4.973.851
1911	22.349.570	17.821.684	4.951.759	542.506	4.453.621
1910	21.531.034	16.780.568	4.548.950	504.549	3.946.397
1909	20.616.699	15.672.121	4.177.792	473.402	3.530.838
1908	19.845.329	14.552.555	3.549.491	441.811	3.357.419
1907	19.291.320	13.920.609	3.332.008	407.412	3.241.457
1906	18.658.460	13.411.271	3.257.729	383.177	2.907.060

Soit, pourront dire des contradicteurs allemands, nous avons bénéficié largement, tant en Allemagne que chez nos voisins, de notre activité industrielle, de notre organisation commerciale et de notre esprit d'entreprise. Mais, précisément à cause de nos méthodes de production, nous étions dans la nécessité d'exporter de plus en plus, de devenir, par conséquent, l'une des plus grandes nations maritimes. Et, chaque fois que nous avons voulu étendre notre activité sur les mers, nous assurer de nouveaux débouchés importants, la jalousie des nations rivales, particulièrement de l'Angleterre, a entravé, sinon empêché notre expansion. Si cette plainte — maintes fois répétée — était fondée, le taux d'accroissement du commerce extérieur de l'Allemagne serait moins élevé que celui de ses grandes concurrentes maritimes : la Grande-Bretagne, les États-Unis et, si l'on veut, de la France.

Le commerce extérieur. — Or, voici, d'après les statisticiens qui ont rédigé l'étude de la *Dresdner Bank*, les taux d'accroissement, de 1891 à 1911 du commerce extérieur (importations et exportations) des trois nations considérées :

	En 1911 par rapport à 1891
Pour la Grande-Bretagne, il est de.	65,9 %
— les États-Unis, il est de.	69,8
— la France, il est de.	105,1
— l'Allemagne, il est de.	143,1

D'après les mêmes sources, pendant que le total des *exportations* de l'Allemagne passait de 3 milliards 175 millions de marks en 1891 à 8 milliards 106 millions en 1911, le total des *exportations* d'Angleterre, Écosse et Irlande passait de 5 milliards 51 millions de marks en 1891 à 9 milliards 264 millions de marks en 1911.

L'aveu que, fidèle aux doctrines libérales en matière commerciale, l'Angleterre avait ouvert librement aux Allemands ses marchés intérieurs et extérieurs est d'ailleurs facile à trouver dans les travaux de leurs principaux économistes au moment des projets de J. Chamberlain. Dans son ouvrage *Der Englische Imperialismus*, le professeur von Schulze-Gaevernitz établit que, si l'Angleterre avait admis ce néo-protectionnisme en rejetant le libre-échange, ou plutôt si la politique préconisée par Chamberlain, ou même celle de M. Balfour avait triomphé, le commerce allemand aurait subi un redoutable recul.

Marine de commerce. — Mais serrons encore la question et examinons, enfin, si le développement de la marine marchande allemande s'est trouvé gêné ou ralenti par la rivalité jalouse de l'Angleterre.

Le tableau suivant, copié à la page 25 de l'édition française des *Forces économiques de l'Allemagne*, démontre que là encore l'Allemagne a su

prendre sa large place au soleil et qu'elle ne peut invoquer aucun motif de plainte.

TONNAGE DES NAVIRES marchands (net)	EN 1891	EN 1911	TAUX de l'accroissement du tonnage en 1911 par rapport à 1891	PART de chaque flotte marchande dans la marine de commerce mondiale en 1891	PART de chaque flotte marchande dans la marine de commerce mondiale en 1911
	(1.000 ton. de registre)		pour 100	pour 100	pour 100
De l'Allemagne	1.416,3	2.882,2	103,90	7,4	10,1
De la Grande-Bretagne.	8.933,5	12.240,7	37,00	46,8	43,0
De la France.	786,6	1.325,1	68,50	4.1	4,16

Ainsi l'augmentation soit du *tonnage* général, que l'Allemagne a pu doubler dans ce laps de temps, soit du *taux de majoration* qui, pour l'Allemagne est à peu de chose près egal aux taux réunis de l'Angleterre et de la France, soit enfin de *la part revenant à chaque flotte marchande* dans la marine de commerce universelle, a été nettement en faveur des entreprises maritimes allemandes, et il est évident que nulle part leur libre trafic n'a été gêné ni entravé jusqu'à l'ouverture des hostilités.

Progrès financiers. — L'expansion de l'Allemagne au point de vue des finances privées a été tout aussi rapide et importante, bien que les

finances des divers États (et celles de l'Empire) aient pu, à certains moments, rencontrer d'assez grandes difficultés quant aux réalisations de leurs budgets.

Le nombre des établissements financiers et des banques (sans compter la Banque de l'Empire) ayant un capital d'au moins 50 millions de marks, était, en 1912, de dix-neuf.

La Banque de l'Empire, fondée en 1876, et dont le capital est de 180 millions de marks, ressemble assez, comme rôle, sinon comme importance, à la Banque de France. Elle est dirigée par des fonctionnaires de l'État et ses principales opérations consistent en escompte d'effets de commerce sur deux signatures, en avances sur titres et en émission de billets de banque dont le montant, en période normale, doit être garanti, pour un tiers au moins, par des espèces ou des lingots. Cet établissement a servi à ses actionnaires, de 1876 à 1911, des dividendes dont la moyenne annuelle est de 6,92 %. Les bénéfices sont partagés avec l'État. De 1876 à 1911, les actionnaires ont reçu 336.400.000 marks et le Trésor 323.500.000 marks.

Il y aurait matière à d'intéressantes observations sur les bases qui servent à calculer la part de l'État dans les bénéfices et surtout sur la manière dont est chiffrée, depuis la guerre, l'encaisse or de la Banque; mais cela nous éloignerait trop de notre sujet.

En 1912 existaient en Allemagne plus de 3.500 maisons de banque privées, quelques-unes d'une réelle importance.

Les neuf grands établissements financiers de Berlin et les dix grandes banques dont le siège social est situé dans d'autres villes, traitent la plupart des affaires de crédit et d'émission de valeurs mobilières. Beaucoup d'entreprises industrielles et commerciales se trouvent ainsi — en Allemagne et même à l'étranger — dans la dépendance financière de ces banques. Par exemple la Dresdner Bank est représentée dans les conseils d'administration d'enviror 200 sociétés anonymes par actions.

Afin de donner une idée précise du développement des grands établissements de banque en Allemagne, fonctionnant à côte de la Banque de l'Empire en 1912, nous en donnons l'énumération en faisant suivre leur titre de l'indication de leur capital social.

I. Établissements dont le siège est à Berlin.

	Millions de marks
1. Deutsche Bank	200
2. Disconto-Gesellschaft	200
3. Dresdner Bank	200
4. Bank für Handel & Industrie	160
5. A. Schaaffhausenscher Bankverein	145
6. Berliner Handels-Gesellschaft	110
7. National-Bank für Deutschland	90
8. Commerz & Disconto-Bank	85
9. Mitteldeutsche Credit-Bank	60

II. Établissements dont le siège est dans d'autres villes allemandes.

		Millions de marks
1.	Allgemeine Deutsche Credit-Anstalt. . .	110
2.	Rheinische Credit-Bank	95
3.	Rheinische-Westfälische Disconto-Gesellschaft.	95
4.	Barmer Bankverein.	88,75
5.	Bergisch-Märkische Bank	80
6.	Essener Credit-Anstalt.	72
7.	Mitteldeutsche Privat-Bank	60
8.	Norddeutsche Bank.	50
9.	Pfälzische Bank.	50
10.	Schlesischer Bankverein.	50

En plus de ces 19 grands établissements, il existait, en 1912, 139 autres banques allemandes dont le capital social était d'au moins 1 million de marks. L'ensemble du capital social des 158 banques, dont nous venons de parler, était en 1912 de 2.928.894.000 marks et leurs réserves atteignaient à la même époque 801.663.000 marks.

Les bénéfices nets de ces 158 banques pour l'exercice 1912 se sont élevés à 307.401.000 marks.

On voit que, là encore, la situation de l'Allemagne laborieuse était satisfaisante et prospère.

Cette impression est d'ailleurs confirmée quand, toujours en se référant aux statistiques allemandes, on examine l'importance du marché des valeurs mobilières. L'importance nominale des émissions

de valeurs faites en Allemagne de 1883 à 1911 se totalise à près de 52 milliards 500 millions de marks (exactement 52.424.600.000 marks), dont environ 13 milliards (exactement 12 milliards 968 millions de marks) de valeurs étrangères.

Les bénéfices accusés par quelques-unes de ces entreprises sous forme de sociétés par actions ont été quelquefois modestes; mais, pour un nombre important, ils ont été, dans la période que nous examinons, tout à fait remarquables.

Pour les *fabriques de produits chimiques*, voici les dividendes distribués pour les deux exercices 1910 et 1911 :

Badische Anilin & Sodafabrik (au capital de 36 millions de marks) : 25 %.

Höchster Farbwerke (au capital de 36 millions de marks): 27 et 30 %.

Farbenfabrik Fried. Bayer & C° (au capital de 36 millions de marks) : 25 %.

Aktiengesellschaft für Anilin-Fabrikation (au capital de 14 millions de marks) : 20 %.

Trois autres sociétés de produits chimiques, d'importance comparable, au capital de 4.300.000, 6 millions et 16.500.000 marks, ont donné des dividendes de 12 à 18 %.

Les *entreprises d'électricité* ont été presque toutes

absorbées par deux groupes : l'Allgemeine Elektricitäts-Gesellschaft et la Société Siemens et Halske. Elles ont distribué à leurs actionnaires des dividendes de 9 à 14 % tout en réalisant de forts amortissements et en constituant d'importantes réserves.

Les quatre principales *fabriques de machines* ont distribué de 12 à 25 %.

Les treize compagnies de *mines et de charbonnages*, dont le capital-actions se totalise à 775.300.000 marks, ont donné des dividendes variant entre 8 et 24 %.

Enfin les *compagnies de navigation maritime*, dont les trois principales sont : la *Hamburg-Amerika Paketfahrt*, de Hambourg, le *Nord-Deutscher Lloyd*, de Brême, et la *Hansa Dampfschiffahrt*, ont donné, la première 8 et 9 %, la seconde 3 et 5 %, et la dernière 19 et 15 % de dividendes.



Parvenu à la fin de mon exposé, j'espère avoir fait la démonstration que, dans les vingt-cinq ou trente années qui ont précédé l'agression de l'Allemagne, cette nation a bénéficié, parallèlement à l'accroissement de sa population, de progrès écono-

miques si continus et si considérables, que ce fait réduit à néant l'assertion que les nécessités de leur existence obligeaient inéluctablement les Allemands à une guerre. Ils pouvaient continuer leur expansion sans conquête de nouveaux territoires, européens ou coloniaux. Dans son livre admirablement documenté et quasi prophétique, *Le Problème anglo-allemand*, publié en anglais en *1912*, un professeur belge établi en Écosse, M. Saroléa, écrivait : « C'est aujourd'hui un lieu commun universellement accepté en Allemagne que l'Angleterre, de propos délibéré, a fait obstacle à l'expansion allemande ou, pour se servir d'une métaphore employée journellement par la presse populaire, « *qu'elle a pris à l'Allemagne sa place au soleil...* » On a pu constater la valeur de cette affirmation allemande.

Le tableau que nous venons d'esquisser prouve encore qu'il est inexact que la jalousie de ses concurrentes, notamment de l'Angleterre, ait jamais entravé la libre action pacifique de la nation allemande sur terre ou sur mer.

La tendance innée du groupe germain, développée sous l'influence prussienne, vers tous les monopoles et vers la prédominance, a fini par faire désirer, jusqu'à l'exaspération, à toute la nation, depuis l'Empereur et sa camarilla jusqu'à la bourgeoisie (autrefois libérale) et à la masse des ouvriers (qu'on croyait démocrate-socialiste), l'établisse-

ment, par la guerre, de la domination allemande, d'abord sur l'Europe et ensuite sur toute la terre.

Et nous avons constaté que cet appétit insatiable de domination, incompatible avec les idées d'égalité des droits et de justice, ne trouve pas même l'ombre d'un prétexte dans une prépondérance numérique du groupe ethnique allemand sur les autres races européennes. Nous avons, surtout, reconnu quel puissant faisceau de preuves de l'entière liberté d'action économique dont les Allemands ont bénéficié se trouve constitué par les statistiques allemandes résumant leurs progrès industriels, commerciaux, maritimes, financiers, etc... Nous avons comparé l'importance de ces rapides progrès à l'augmentation de la population, et démontré que la quantité et la qualité du travail en Allemagne avaient augmenté dans des proportions beaucoup plus considérables que le nombre de ses habitants. Et nous avons vérifié que la masse plus grande des travailleurs allemands, ayant reçu de son labeur une rétribution plus considérable, avait pu, tout en bénéficiant de conditions d'existence matérielle très améliorées, tout en consommant infiniment plus, épargner des capitaux dont l'importance a notablement dépassé celle des épargnes en France et en Angleterre.

Dans toutes ces manifestations de son activité, nous avons enfin pu nous convaincre que l'avance de l'Allemagne sur ses concurrentes s'était de

plus en plus accentuée, et que c'était avec raison que ses économistes et ses statisticiens déclaraient que les Allemands de l'Empire avaient atteint une ère de splendide développement économique.

A moins d'être follement insatiables, les industriels, les commerçants, les financiers allemands ne pouvaient donc que se tenir pour satisfaits des succès continuels de leurs entreprises, tant chez eux qu'à l'extérieur. Par suite de quelle aberration ont-ils pu se laisser halluciner par les hobereaux, les junkers et autres pangermanistes, et, par leur adhésion au parti impérialiste, le rendre maître de leur destinée et de celle de millions de travailleurs, alors que ce parti ne se cachait pas de vouloir la guerre?

C'est que certains, enivrés de leurs richesses si promptement acquises, ont cru qu'ils augmenteraient sans mesure leurs gains en ruinant ou supprimant les concurrents belges, français et anglais, si peu gênants qu'ils fussent. L'âpreté de ces incroyables convoitises s'étale dans le *Mémoire secret* que le chancelier de l'Empire a reçu des comités des six grandes associations industrielles et agricoles allemandes. Cet esprit de rapine s'est généralisé et est corroboré par le *Manifeste* dit *des annexionistes*, signé de professeurs et d'intellectuels allemands. Ces deux documents ne sont, en réalité, qu'un appel cynique et stupéfiant au vol à main armée, comme l'ont pratiqué les

hordes barbares. La mentalité de leurs auteurs indique, chez des gens se disant civilisés, une effroyable régression vers le brigandage des temps anciens.

Telle est, malheureusement, la redoutable folie que l'influence de la noblesse de Prusse dans la culture allemande, que cinquante ans d'excitations et de mensonges pangermanistes ont fini par inoculer à presque tous les cerveaux allemands.

C'est contre ce péril d'odieuse et mortelle domination que luttent héroïquement les braves des nations alliées. Nous sommes convaincu qu'ils vaincront. Mais, après la victoire, combien d'œuvres difficiles de reconstitution et d'apaisement resteront à accomplir ?

L'une des plus délicates sera de convaincre, et les Allemands désillusionnés et les peuples que leurs mauvais bergers auront envoyés nous combattre à leurs côtés, du néant des prétextes au moyen desquels on a réussi à les jeter contre nos alliés et contre nous; notamment, du mensonge relatif au refus de laisser, aux Allemands, comme à tous les peuples, leur place au soleil.

J'espère qu'un temps viendra où l'immense majorité de nos ennemis actuels se rendra compte qu'elle a été cyniquement sacrifiée, non à la réalisation d'un grand idéal national, mais aux intérêts matériels et à la féroce vanité d'une minorité infime de dirigeants réactionnaires.

Je souhaite que, grâce aux efforts suivis des hommes d'État et à l'action persévérante des publicistes des peuples alliés et des nations neutres vraiment indépendantes, la vérité soit connue de nos ennemis revenus à la raison.

Je souhaite qu'ils demandent compte aux fauteurs de la guerre, à ceux qui sont, avec eux mais avant eux, responsables de tant de vies sacrifiées, de tant de ruines irréparables, et de si déshonorantes atrocités, qu'ils leur demandent compte d'une accumulation de forfaits si monstrueuse que rien de ce qu'on pourrait imaginer comme châtiment ne sera jamais capable de l'expier.

De tels crimes peuvent-ils rester impunis? Ne doit-on pas aux mânes des millions de victimes d'en dénoncer et d'en poursuivre les auteurs?

Et si cette contribution, bien modeste, à la proclamation de la vérité vengeresse, pouvait inciter des orateurs ou des écrivains, des économistes ou des statisticiens, mieux qualifiés que moi, à poursuivre cette propagande nécessaire, ce serait, pour mon labeur, une magnifique récompense et, peut-être, pour mon cœur, le début de l'apaisement.



TABLE DES MATIÈRES

NANCY, IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT — MARS 1916

ACHEVÉ D'IMPRIMER APRÈS LE 5e BOMBARDEMENT DE LA VILLE

PAGES D'HISTOIRE — 1914-1916

Souscriptions du Ministère de l'Instruction publique et du Gouvernement Belge

e SÉRIE k

VOIX

DE

l'Amérique Latine

PRÉFACE DE GOMEZ CARRILLO

(Le Péril allemand dans l'Amérique latine)

L'amour de la France (ENRIQUE LARRETA) — *Le monde pour la civilisation* (JUAN MAS Y PI) — *Les massacres de Dinant* (Roberto PAYRO) — *La guerre boche* (Manuel CARLES) — *Le Brésil et la guerre* (J. DE MEDEIROS E ALBUQUERQUE) — *Aux neutres d'Orient* (GRAÇA ARANHA) — *A nos grands frères les Français* (J. CORREDOR LA TORRE) — *La Colombie et la France* (Dr HENRIQUEZ DE ZUBIRIA) — *Notre mère la France* (R. FERNANDEZ GUARDIA) — *La cause des Alliés est celle de l'humanité et de la civilisation tout entière* (Dr ORESTES FERRARA) — *La France et l'Angleterre sauvant l'Amérique* (M. MACKENNA-SUBERCASEAUX) — *Pourquoi nous sommes francophiles* (V. GARCIA CALDERÓN) — *La solidarité des peuples latins* (J. ENRIQUE RODO) — *Hommage à la France* (Eugenio GARZON) — *Le Venezuela et la guerre européenne* (C.-A. VILLANUEVA) — *Notes et documents. Etc.*

TROISIÈME MILLE

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS — 5-7, RUE DES BEAUX-ARTS

NANCY — RUE DES GLACIS, 18

95

Prix : 75 centimes

VOIX

DE

L'AMÉRIQUE LATINE

Il a été tiré de ce volume cinquante-cinq exemplaires numérotés à la presse, dont :

5 sur papier du Japon (Nos 1 à 5) ;

50 sur papier de Hollande (Nos 6 à 55).

PAGES D'HISTOIRE — 1914-1916

Souscriptions du Ministère de l'Instruction publique et du Gouvernement Belge

e Série k

VOIX

DE

l'Amérique Latine

PRÉFACE DE GOMEZ CARRILLO

(*Le Péril allemand dans l'Amérique latine*)

L'amour de la France (Enrique Larreta) — *Le monde pour la civilisation* (Juan Mas y Pi) — *Les massacres de Dinant* (Roberto Payro) — *La guerre boche* (Manuel Carlès) — *Le Brésil et la guerre* (J. de Madeiros e Albuquerque) — *Aux neutres d'Orient* (Graça Aranha) — *A nos grands frères les Français* (J. Corredor La Torre) — *La Colombie et la France* (Dr Henriquez de Zubiria) — *Notre mère la France* (R. Fernandez Guardia) — *La cause des Alliés est celle de l'humanité et de la civilisation tout entière* (Dr Orestes Ferrara) — *La France et l'Angleterre sauvant l'Amérique* (M. Mackenna-Subercaseaux) — *Pourquoi nous sommes francophiles* (V. Garcia Calderón) — *La solidarité des peuples latins* (J. Enrique Rodo) — *Hommage à la France* (Eugenio Garzon) — *Le Venezuela et la guerre européenne* (Carlos A. Villanueva) — *Notes et documents. Etc...*

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS | NANCY

5-7, RUE DES BEAUX-ARTS | RUE DES GLACIS, 18

1916

PRÉFACE

LE PÉRIL ALLEMAND DANS L'AMÉRIQUE DU SUD

> Dans le *Daily Mail*, on lit qu'au cours d'un lunch que lui offrait le Club des Voyageurs à New-York, M. Alfred Noyes montrait à ses hôtes un atlas récemment publié en Allemagne, dans lequel de vastes régions de l'Amérique du Sud appartenant soit au Brésil, soit à la République Argentine, étaient tranquillement indiquées comme des colonies allemandes.

Un des hommes les plus éminents de la République Argentine m'envoie la coupure ci-dessus, en me demandant si je connais l'atlas dont parle le *Daily Mail*. « Qu'il existe des livres de cette nature — me dit-il — et que nous ne leur ayons pas accordé l'importance qu'ils méritent, montre que nous ne sommes pas encore guéris de notre ancienne indolence et que la menace d'une intervention étrangère n'entre pas dans nos cervelles, pleines d'un platonique monroïsme. » L'ami illustre qui me parle ainsi termine sa lettre par cette question : « Croyez-vous que le triomphe de l'Allemagne constituerait un péril immédiat pour notre indépendance ? »

A une telle question, ma foi ! mon premier mouvement est de répondre : Non. Pour moi, en effet, l'idée qu'il puisse entrer dans une cervelle européenne l'illusion d'établir des colonies dans des

pays comme l'Argentine, l'Uruguay et le Chili, qui ont déjà atteint un degré de civilisation et de culture comparable à celui de la France ou de l'Angleterre, ne saurait être qu'une folie. Mais il y a des documents pangermanistes qui démontrent que, s'il n'y a pas de péril immédiat ni peut-être de péril réel, il n'en existe pas moins en Allemagne un idéal de conquêtes au delà des mers.

L'atlas dont parle le *Daily Mail* doit être celui qui, sous le titre de *Gross Deutschland* fut publié à Leipzig, il y a quatre ans, par R. Tannenberg. A la page 255 de cet ouvrage, se trouve une « carte de l'Amérique en 1950 », qui donne comme *Deutsche Sud-Amerika* les territoires de Rio Grande do Sul, de la République Argentine, du Paraguay, de l'Uruguay et du Chili. La partie septentrionale de l'Amérique du Sud, de même que l'Amérique Centrale et le Mexique, le géographe les laisse aux Etats-Unis pour en faire une *English Sud-Amerika*.

Ce qui importe, c'est de supprimer la langue espagnole, qui, pour les pangermanistes, est une chose anachronique et méprisable...

Vous me direz que cela n'est qu'un songe fantastique. Sans doute. Mais, peu à peu, les rêveurs de l'espèce Tannenberg deviennent trop nombreux. De 1903, date de l'apparition du *Sud-Amerika und die deutschen Interessen* de Wilhelm Sievers, jusqu'à la veille même de la guerre, où une revue berlinoise publia une étude sur l'avenir du Brésil, il ne s'est pas passé d'année sans que la bibliographie impérialiste et pangermaniste se soit enrichie de quelques titres américains. Les premiers, les précurseurs peut-on dire, ne parlent pas de conquête matérielle mais d'*influence;* les derniers, par contre, déclarent avec franchise leurs appétits coloniaux.

*
* *

Voici quelques lignes extraites de la préface du livre de Sievers :

« Si l'Empire allemand veut recouvrer sa position menacée d'une des puissances dirigeantes de la terre, il doit essayer d'acquérir une influence là où la chose est encore possible, c'est-à-dire dans l'Amérique du Sud, et non sous la forme d'annexion comme à Kiao-tchéou, ce qui nous mettrait à dos les populations, mais sous la forme d'appui économique, industriel et même militaire si besoin est, envers les Etats sud-américains contre les ambitions croissantes des Etats-Unis du Nord. Dans ce but, l'Empire allemand devrait acquérir la force nécessaire pour tenir en échec les Etats-Unis, se résigner à l'hostilité commerciale de la Grande-Bretagne, qui est déjà grande, et chercher l'appui résolu d'un Etat qui, pour ainsi dire, n'ait aucun intérêt dans l'Amérique du Sud, de la Russie, pour la nommer, à laquelle on offrirait, comme compensation, de lui laisser les mains libres en Asie. Cette politique est d'autant plus recommandable que la Russie est l'ennemie naturelle de la Grande-Bretagne et des États-Unis. « De toute façon, le moment est venu de prendre position pour occuper la seule partie de la terre qui soit encore disponible, parce que les choses marchent aujourd'hui plus vite, dans l'histoire politique du globe, qu'il y a un siècle, et de grands États se développent et tombent avec plus de rapidité que ce que l'on croyait jusqu'à présent. »

Deux ans après, en 1905, Rienner, dans son *Ein pangermanische Deutschland,* dit :

« Il ne faut pas croire que l'entrée en jeu de la

force et du capital allemands serait mal reçue par les Sud-Américains. Les plus discrets accueilleraient non seulement avec plaisir, mais encore avec joie, ce secours matériel et moral, parce qu'ils verraient en lui un appui effectif contre leur ennemi naturel, les États-Unis, ennemi qui prétend les obliger non seulement à une dépendance économique, mais encore à des cessions de territoire, et même à la perte de leur nationalité dans la mesure où il lui serait possible d'y parvenir. »

Enfin, en 1908, von E. Liebert va plus loin dans le domaine de l'utopie conquérante et il écrit :

« Nous avons 60 millions d'âmes dans l'Empire allemand, et près de 30 millions qui parlent notre langue à l'étranger. Cette masse puissante qui nous est unie par les liens du sang et de la langue doit resserrer encore davantage ses liens avec nous au moyen d'intérêts éthiques, littéraires et économiques, et ainsi « compénétrée d'une manière de « plus en plus intime, elle formera ce grand Empire « allemand » dont parle notre empereur depuis 1896 (1). »

*
* *

Mais il faut arriver à ces dernières années pour

(1) Plus significatif et plus frappant encore est le passage suivant de *Reines Deutschtum* de Friedrich Danger, page 208, 4e édition :

« Une politique prévoyante devrait employer les moyens adéquats pour diriger l'émigration de manière que les intérêts vitaux des particuliers fussent d'accord avec ceux de l'État. Cette politique est celle qui, par l'application résolue de forces dont elle dispose, doit stipuler avec tous les autres États les conventions nécessaires, afin que nos émigrants soient reçus dans des conditions qui répondent aux vues de notre Gouvernement. Les États intérieurement divisés comme la République Argentine, le Brésil et, plus ou moins, à peu près toutes ces républiques mendigotes de l'Amérique du Sud, devraient être amenés par la douceur ou par la force à écouter des paroles très significatives. »

voir formulée avec une rude clarté l'illusion de la *Deutsche Sud-Amerika*. A Hambourg, surtout, où les savants se laissent hypnotiser par le pouvoir d'expansion que représente une formidable marine marchande, où les colonies étrangères sont nombreuses, où, à chaque pas, l'on rencontre une enseigne en espagnol ou en portugais; dans la prodigieuse Hambourg que quelqu'un a osé appeler la capitale du monde futur, il y a des prédicateurs de conquête qui regardent comme une réalité prochaine la carte de Tannenberg. Je me rappelle encore la surprise qu'éprouvèrent quelques Hispano-Américains lorsque, une nuit, une Société géographique hambourgeoise invita les commerçants allemands à assister à la conférence d'un certain « doktor » Pufling ou Fluping, qui revenait ravi du Brésil et qui, en chantant les beautés naturelles du tropique, s'élevait à un véritable lyrisme. Par ses descriptions de forêts, de fleuves, d'aubes tièdes sous un ciel d'émail, de nuits illuminées d'innombrables étoiles, il combla d'orgueil et d'enthousiasme les fils du tropique qui l'écoutaient.

Mais bientôt, en pénétrant sur le territoire de Rio Grande do Sul, le ton du conférencier changea brusquement : « Ici, dit-il, ce n'est plus le Brésil, c'est l'Allemagne ; les bords des rivières vous font croire que le Rhin a prolongé son cours jusque-là ; tout ici nous parle dans la langue de notre âme ; les villages sont ceux de la Forêt-Noire transplantés ; les coutumes sont les nôtres, et les indigènes mêmes se sentent déjà germanisés. » Puis, tout à fait tranquille et très sûr de lui-même, il se mit à réciter des chiffres stupéfiants, d'une statistique qui semblait fantaisiste aux Américains, mais que les Allemands acceptaient comme scrupuleusement exacte. Tant de centaines de fabriques... tant

d'usines... tant de banques... tant de brasseries... tant d'hôtels... Partout flottait au vent le pavillon de l'Empire allemand... Des écoles allemandes par milliers... Les journaux en allemand... Des poètes nouveaux, nés sur la nouvelle terre, chantant en allemand des beautés inconnues en Europe... Les femmes blondes imposant leur charme ; les hommes forts, héritiers de la plus noble race européenne, se partageant la richesse et le pouvoir. Et, à la fin, sans doute pour nous « épater », nous, les étrangers, ces paroles contre lesquelles protesta un seul auditeur, un Vénézuélien, le colonel Pimentel : « Jusqu'à présent nous n'avons pas voulu faire valoir nos droits politiques sur un territoire qui, en réalité, est un tronçon de l'Empire au delà des mers ; mais le moment est venu, et il faut que le drapeau de la vieille Germanie couvre ce morceau de la carte du monde... »

Je dois dire, pour rendre hommage à la vérité, que, s'il n'y eut pour protester à haute voix qu'un Vénézuélien, quelques Hambourgeois sérieux, des commerçants, des banquiers, des armateurs, exprimèrent plus tard le mécontentement que leur avait causé un pareil langage. Quant à la presse, elle ne voulut même pas se faire l'écho des ambitions du conférencier. A Hambourg, ville commerçante, les Allemands sont prudents...

« Il ne faut pas rendre responsable tout un grand peuple des exaltations de quelques-uns », murmura l'organisateur de la soirée, pour excuser le conférencier.

*
* *

En ce qui me concerne, ni alors ni aujourd'hui, je n'ai rendu responsable l'Allemagne entière des

rêves de ses impérialistes. Latin d'âme, adorateur fanatique de la culture qu'incarne la France, je fais sans cesse des vœux, dans ces heures tragiques, pour le triomphe des Alliés. Mais je ne crois pas avoir jamais insulté ou calomnié les Allemands. Au contraire, je reconnais en eux, comme le reconnaissent tous les Français sensés, des qualités de force et de méthode, gâtées, hélas ! par une ambition et un orgueil maladifs. Ne pas agir ainsi serait de l'aveuglement. Mais, en considérant une telle force et en me rendant compte du péril qu'elle représente, je ne puis que trembler en pensant à l'avenir, et me demander jusqu'où arriverait l'ambition allemande, si la victoire couronnait ses efforts.

Il existe, surtout, une loi allemande que le monde entier devrait examiner avec une grande attention, et que bien peu connaissent ou commentent parmi nous. C'est la fameuse loi Delbrück, dont l'article 25 dit :

« Ne perd pas sa nationalité allemande celui qui, avant d'acquérir une nationalité étrangère, a obtenu, sur sa demande à l'autorité compétente de son pays d'origine, l'autorisation écrite de conserver sa nationalité. Avant d'accorder cette autorisation, le consul allemand devra être consulté. »

Et l'on ne doit pas oublier que, lorsque cette loi fut discutée à Berlin, le ministre Richthofen avoua que le Gouvernement de Sa Majesté pensait à l'Amérique. Voici ses paroles :

« Nous avons le plaisir de faire constater que le projet permet aux Allemands qui, pour des motifs d'ordre économique, se voient obligés... d'acquérir la nationalité étrangère, de conserver également la nationalité de l'Empire... A l'égard de certains pays, la nouvelle situation que la loi se propose de

créer est très convenable. Il me suffira de rappeler qu'en Angleterre un négociant n'est admis à la Bourse de Londres, que lorsqu'il possède la nationalité britannique. Dans les pays de l'Amérique latine, il n'est pas facile à un Allemand qui ne possède pas la nationalité du pays où il réside de soutenir la concurrence contre ceux qui l'ont acquise. »

Les États-Unis furent les seuls à considérer cela comme un péril, en dépit de leur force, et, aussitôt, ils prirent les mesures nécessaires pour annuler cette facilité, dans les limites de leur territoire, grâce à l'article 40 de la loi fédérale du 29 juillet 1906, laquelle dispose que le candidat à la naturalisation devra déclarer, sous serment, qu'il a, de bonne foi, l'intention d'être citoyen des Etats-Unis et qu'il renonce pour toujours à toute obligation et à tout devoir et fidélité envers tout prince, chef d'État ou souverain, et en particulier envers le prince, l'État ou le souverain dont il était sujet jusqu'à ce moment. « Dans ces conditions — ajoute un commentaire juridique américain — l'Allemand qui, avant de solliciter la naturalisation américaine, même alors qu'il le fait pour acquérir des avantages d'ordre économique avec le droit de posséder des biens fonciers dans certains États de l'Union, aura fait usage de la faculté accordée par l'article 25-§ 20 de la loi allemande, se rend coupable de parjure, et le consul devient réellement son complice. »

*
* *

Pour conclure, ou plutôt pour résumer en peu de mots les réflexions que me suggère ce grand problème des tendances envahissantes de l'Allemagne, je n'hésite pas à déclarer que, sans croire

à un péril allemand proprement dit pour l'Amérique latine, je suis de l'opinion de ceux qui affirment que le patriotisme bien entendu est celui qui, sans craintes, sans méfiances, sans exagérations et sans préjugés, sait toujours regarder avec énergie et avec franchise les hypothèses les plus éloignées, les plus vagues et même les plus absurdes. Et qu'on ne dise pas qu'il y a toujours temps pour tout, car c'est pour avoir pensé ainsi que la noble France, souriante, confiante et, hélas ! imprévoyante, s'est trouvée un jour en face des carrières de Soissons, que de modestes commerçants qui en apparence s'occupaient seulement d'extraire de la pierre pour la construction de maisons pacifiques, avaient transformées en forteresses souterraines, où les armées de von Kluck, à l'heure de la retraite de la Marne, ont trouvé un refuge inexpugnable.

Gomez Carrillo.

VOIX

DE

L'AMÉRIQUE LATINE

L'AMOUR DE LA FRANCE

Il faut le dire bien haut, l'éclosion de notre prospérité dans ce qu'elle a de plus digne est en grande partie un triomphe magnifique du génie civilisateur de la France. Votre lumière a éclairé et animé notre matin. Ah oui! pour les idées grandes, pour les œuvres généreuses et fécondes, le génie français est une aurore toujours renaissante, et c'est avec raison que votre race prit comme emblème le coq au chant animateur, l'oiseau irisé et fier que votre grand poète Edmond Rostand a si noblement exalté dans une des plus hautes et belles conceptions de la poésie contemporaine.

Dès les premiers jours de notre vie indépendante, et à votre insu peut-être, nous avons reçu de vous la clarté et la chaleur de la pensée; respiré avec véhémence les fleurs de votre culture d'une souche toute latine; écouté, suivi, admiré la parole, le geste, le cri de la France.

Pour nous, vous êtes les vrais héritiers de la Grèce dans le monde moderne. Jamais, à aucun moment de l'histoire, le don d'intelligence ne fut plus répandu et plus étonnant qu'il ne l'est à présent dans votre pays;

jamais la passion critique et raisonneuse ne trouva pour s'exprimer un langage plus vif, plus spirituel, plus coloré. Aucun peuple ne fut jamais plus apte au jeu subtil de la raison et aux compréhensions les plus diverses de la science, de l'art et de la vie tout entière dans ses austérités et ses jouissances.

Quant à moi, je crois voir s'élever, au milieu de cette cité bienheureuse des esprits, une nouvelle incarnation de la Minerve antique, une Pallas lutécienne, au doux regard pensif et malicieux, armée de la lance héroïque, et portant toujours sur son casque corinthien l'aigrette, cette même aigrette étincelante qui signalait aux marins de la mer Égée l'emplacement d'Athènes, cette même aigrette de charme et de soleil qui adornait l'Acropole et qui servait surtout à tenter au loin la curiosité des voyageurs.

Oui! la belle harmonie symbolisée par les attributs d'Athéna pacifique et guerrière, vous avez su la maintenir ici dans toute la sagesse et la noble mesure des forces dominatrices.

Admirable équilibre de joie et de travail, d'ordre et de fantaisie, de grâce et de puissance, de génie et d'héroïsme que nous voudrions reproduire un jour dans nos cités d'au delà l'Océan, ruches nouvelles de la latinité. Car nous sommes aussi des Latins, des Latins espagnols; nous n'aimons pas qu'on alourdisse la pensée par la force matérielle; nous n'aimons pas non plus que, comme les gens de Sybaris, on apprenne aux chevaux de guerre à danser au son de la flûte.

Enrique Larreta,

Ministre plénipotentiaire
de la République Argentine.

LE MONDE POUR LA CIVILISATION

Le monde pour l'Allemagne! s'écrient les Treitschke, les Bernhardi, les quatre-vingt-treize de l'*Es ist nicht wahr,* démenti qui est lui-même une fausseté... « Le monde pour tous », répondent les nations alliées : pour la France, pour l'Angleterre, pour la Russie, pour la petite Belgique, pour tous, pour l'Allemagne elle-même, qui n'est pas coupable des erreurs et crimes de ses gouvernants, bien qu'en temps opportun nous aurons à calculer le degré de culpabilité qu'il y a dans toute obéissance aveugle.

Il s'agit donc d'une guerre offensive de la part de l'Allemagne et défensive de la part des autres nations. Offensive et défensive, en termes très étendus, non seulement dans le sens étroit de la technique militaire. Ainsi, par définition, sympathiser avec l'Allemagne c'est aller contre la vie de ceux qui aspirent à vivre leur indépendance. Et moi, jaloux de mon autonomie, je considère comme une agression personnelle tout ce qui répond à l'*Ueber alles* germanique, défi lancé au monde et que le monde a accepté, avec sérénité, bien qu'il ne fût pas préparé, comme l'honnête citoyen qui, sûr de son droit, relève l'offense d'un fier-à-bras professionnel.

Juan Mas y Pi,

Argentin

LES MASSACRES DE DINANT

Le consul argentin, M. Himmer, fusillé.

Ils — les Allemands — prenaient des vieillards et les promenaient par la ville, les bras levés, en tirant des coups de fusil pour les terroriser. Ils enfonçaient les portes des maisons, cassaient les carreaux à coups de crosse et jetaient à l'intérieur des grenades incendiaires. Tous ceux qui ouvraient les portes, se laissaient voir ou sortaient en fuyant l'incendie, étaient faits prisonniers et conduits à l'ancienne forge de Bouille. Là, il y avait des gens de tous âges, des vieillards des deux sexes, des enfants, des mères avec leurs nourrissons. Il est impossible de décrire avec quel raffinement ils martyrisaient ces malheureux !

Ils mitraillent en masse les citoyens.

Vers 6 heures du soir, ils les firent sortir tous ; ils en fusillèrent quelques-uns au hasard, et les autres furent traînés par les soldats, qui ne cessaient de tirer des coups de fusil en l'air ; cela obligeait les prisonniers à se jeter par terre, les bras toujours levés. Puis ils séparèrent les hommes des femmes. Les hommes, qui étaient au nombre de cinquante, furent alignés contre un mur. Un peloton s'avança, chargea les fusils et visa les prisonniers. Mais à la voix du commandant les soldats se retirèrent, et l'on vit quelques mitrailleuses qui ouvrirent le feu immédiatement. Cette scène se développa en présence des femmes et des enfants, qui virent ainsi mitrailler leurs pères, leurs maris, leurs frères et

leurs fils ! Ceux qui échappèrent au feu des mitrailleuses furent tués par les soldats qui s'amusaient à tirer sur les survivants. Parmi ces victimes, il faut citer le vice-consul argentin, M. Remy Himmer.

Comment fut assassiné le consul argentin.

M. Himmer, sa femme, ses enfants et de nombreuses familles ouvrières se trouvaient, le dimanche 23 août, réfugiés à l'usine, — une fabrique de tissus dont M. Himmer était l'un des propriétaires, — lorsque, vers 5 heures du soir, ignorant encore le résultat de la bataille et des événements qui se déroulaient dans la ville, ils décidèrent de sortir, avec un drapeau blanc, pour demander l'autorisation de se réfugier dans leurs maisons. Ils furent immédiatement entourés par des soldats allemands et conduits devant un officier, lequel sépara du groupe M. Himmer et tous les hommes et adolescents âgés de plus de seize ans, qui, sous la menace des revolvers, durent marcher jusqu'à l'abbaye des pères Prémontrés, devant laquelle se faisaient les exécutions.

M. Himmer revendiqua inutilement son titre de consul de la République Argentine. Sans interrogatoire, sans jugement, il fut fusillé avec ses employés, ses contremaîtres et ses ouvriers. De la sortie de l'usine au moment de l'exécution, il ne se passa pas dix minutes.

Dès le début des hostilités, M. Himmer avait fait hisser un drapeau argentin au-dessus de l'écusson du consulat. Celui-ci resta intact, mais le drapeau fut arraché et détruit ; la maison fut saccagée. M. Himmer avait placé les archives de son consulat dans son bureau de l'usine, croyant qu'elles y seraient plus en sûreté ; mais, peu de temps après, l'usine et tout ce qu'elle contenait furent incendiés.

Je dois ajouter, me dit un témoin, que rien ne justifiait de telles représailles. Deux uhlans seulement avaient été tués, quelques jours avant, par des soldats français sur un chemin qui mène à notre faubourg de Leffe.

Exécutions et incendies.

Dans le quartier de la Roche-Bayard, après avoir construit un pont de barques, les Allemands obligèrent les voisins à le passer et les tuèrent en leur tirant des coups de fusil dans le dos. D'une famille composée du père, de la mère, de deux garçons de douze et quinze ans et d'une fillette de dix, il ne reste que cette dernière. Ceux qui étaient depuis le matin enfermés dans la prison de Dinant souffrirent beaucoup. On faisait sortir les hommes dans la cour et on envoyait aux caves les femmes et les enfants. Les soldats tiraient des coups de fusil sur la prison et faisaient fonctionner les mitrailleuses pour s'amuser de la terreur des malheureux. Et cela dura des heures entières.

Dans d'autres quartiers de la ville, à Leffe et à Saint-Pierre, on fusilla les gens dans leurs propres maisons. De nombreux habitants de Leffe furent exécutés au sortir de la première messe de l'église des Prémontrés. Dans l'usine de Leffe, on tua le directeur, un vieillard qui s'etait enveloppé dans un drapeau blanc, et un grand nombre de ses ouvriers qui s'étaient réfugiés dans les ateliers.

Raffinement de cruauté.

Je signalerai des cas plus terribles encore. Dans un appartement d'un premier étage, les Allemands enfermèrent quatre jeunes gens en leur disant d'avance qu'ils allaient incendier la maison, et en les menaçant de faire feu sur le premier qui se pencherait à la fenêtre, qu'ils avaient laissée expressément ouverte. On peut supposer ce que ces jeunes gens souffrirent. L'un d'eux, à moitié asphyxié, tomba sur le rebord de la fenêtre : les balles allemandes lui broyèrent le bras. Un père de famille qui sortait de chez lui avec un enfant de trois mois dans ses bras fut fusillé au seuil même de sa porte. Une pauvre vieille femme, qui avait cependant soin de lever les bras, fut aussi froidement fusillée.

Roberto Payro,

Argentin.

LA GUERRE BOCHE

Tous ceux qui cultivent ici la science en quelqu'une de ses mille branches sont restés perplexes devant les responsabilités à établir. Nous serions fâché qu'on attribuât à cet esprit une cause autre que la véritable, et qu'on vît dans ce que nous allons dire la moindre intention médisante. Mais il nous semble qu'il y a un mot qui, venu des tranchées jusqu'en Amérique, caractérise ce revers de la civilisation, la régression de l'homme en état de guerre vers un passé brutal ; c'est le mot de *Boche*. *Boche,* le savant allemand exact et bon en temps normal, qui proclame aujourd'hui l'empire de la force ; *boche,* l'homme du monde allemand, correct et respectueux, qui détruit les cités belges et terrorise les femmes et les enfants ; *boche*, l'officier allemand, instruit et discipliné, qui exécute des ouvriers, détruit des moissons, bombarde des villes ouvertes, renverse des monuments, empoisonne et rend fou avec des gaz délétères. *Boche,* c'est le retour à la barbarie primitive, la restauration amorphe de l'âge païen en plein vingtième siècle. Ce n'est pas là le germanisme de la Renaissance, de la philosophie, des universités. Nous joignons nos hommages à ceux que l'Histoire a déjà rendus depuis longtemps à ce germanisme fécond, en témoignage de gratitude universelle. Mais cette guerre inique, préparée dans un dessein *boche,* provoquée à la *boche*, commencée comme *boche,* et qui finira comme finit tout ce qui est *boche,* nous la vouons à l'exécration du monde et nous prévoyons que ce terrible châtiment sera suivi de la résurrection du vieux germanisme humanitaire.

Manuel Carlés,
Professeur à l'Université de Buenos-Ayres.

LE BRÉSIL ET LA GUERRE

On se demande parfois en Europe quelle est l'opinion publique au Brésil sur la politique internationale. La vérité est qu'il n'y a pas chez nous une opinion publique à ce sujet. L'Amérique du Sud est trop loin de toute l'agitation européenne, pour qu'elle lui accorde une grande attention. On a assez de petites questions intérieures pour occuper l'attention du public.

Pourtant, quand une question quelconque se pose d'une façon aiguë, c'est toujours le point de vue français qui prédomine. On peut en être bien sûr, car toutes les sources d'information que l'on a sont françaises. La section télégraphique de presque tous les journaux est confiée à l'Agence Havas. D'autre part, en matière de presse étrangère, on ne lit que des quotidiens et beaucoup de revues littéraires, politiques et scientifiques qui viennent de France, tous et toutes. Il n'y a qu'un domaine où les publications allemandes prennent d'année en année un peu plus d'importance : le domaine médical. Mais les médecins qui vont à Berlin recevoir le complément de leur instruction professionnelle ou qui le demandent à des publications scientifiques allemandes, ne sont pas pour cela moins francophiles, en tout ce qui concerne leur orientation littéraire et politique. On en a une preuve excellente dans la motion que les médecins de São Paulo ont envoyée au D[r] Pozzi, au commencement de la guerre.

Et pourtant, dira-t-on, il y a au Brésil près d'un demi-million d'Allemands.

Mais il faut penser à l'extension du pays et à la distribution ethnique de sa population. On doit se rappeler que le Brésil a une extension territoriale supé-

rieure à dix-sept fois la France. Dans toute la région du Nord et du Centre, il n'y a pas d'Allemands. Ils ne se trouvent que dans les États du Sud : Rio Grande, Parana, Santa-Catharina. Or, ces trois États représentent une surface de 532.028 kilomètres carrés sur 8.524.777. Il faut d'ailleurs dire que, même dans ces États, les Allemands ne sont pas la majorité. La dernière statistique générale publiée, celle de 1900, donnait 1.578.361 Brésiliens et 218.134 étrangers, dont la presque totalité est allemande. Aujourd'hui les chiffres sont changés ; mais la proportion est gardée.

Il y a là un danger pour le Brésil, parce que les Allemands, bien qu'en petit nombre en face de la population totale du pays, sont massés dans un très petit espace ; mais, même dans ces États, ils n'ont pas réussi à dominer l'opinion du pays.

On peut dire que, de l'Amazone jusqu'à l'Espirito-Santo, l'opinion publique a été absolument unanime en faveur des Alliés. Tout le nord, tout le centre du pays sont donc pour eux. Dans l'Espirito-Santo, on commence à rencontrer une petite quantité de colons allemands. De là jusqu'au Parana, on trouvait déjà des voix — des voix éparses, sans grande importance — qui se manifestaient pour l'Allemagne. Dans les trois États du sud du Brésil, ces voix ont été plus nombreuses.

Le fait n'a rien en soi d'extraordinaire, étant donnée, comme on vient de le faire remarquer, la distribution des colons d'origine allemande. On sait d'ailleurs ce qui arrive aux États-Unis, où il y a aussi une zone allemande bien caractérisée.

Mais, d'une manière générale, sans aucune illusion, la guerre une fois déclarée, l'opinion publique au Brésil n'a pas eu un moment d'hésitation : elle a été nettement favorable aux Alliés.

Pourtant, les représentants de l'Allemagne n'ont pas accepté cet état de choses sans lutte.

D'abord, ils ont voulu conquérir la presse. Ils ont réussi à s'emparer de l'orientation de quelques journaux par un moyen très simple : un véritable chantage.

Rien n'est plus facile au Brésil que d'installer un

journal, bien que la règle soit que chaque journal ait sa typographie. Des maisons allemandes fournissent à crédit des machines à imprimer, des linotypes, tout ce qu'il faut. Tandis que les fabriques françaises discutent, ergotent, demandent des garanties compliquées, les maisons allemandes accordent un grand crédit, avec de très larges facilités de paiement.

Au moment de la déclaration de guerre, les Allemands n'ont eu qu'à se procurer les dettes de quelques journaux pour les enfermer ensuite dans ce dilemme : « *Ou vous défendez l'Allemagne, ou nous faisons valoir nos titres de crédit, c'est-à-dire nous vous acculons à la faillite.* »

Tous les directeurs n'ont pas pu résister à ce chantage. Mais cet effort a été tout à fait stérile. Quelques-uns des journaux ainsi achetés avaient une clientèle très nombreuse. Ils sont devenus du jour au lendemain des feuilles secrètes et clandestines, que personne ne lit plus. On sait vaguement qu'ils continuent à exister.

Pas un seul grand journal qui n'ait eu à subir des tentatives de corruption. Dans quelques cas, l'arme préférée a été le boycottage : les commerçants allemands supprimaient leurs annonces des feuilles francophiles. C'est ainsi, par exemple, qu'ils ont essayé de peser sur l'*Estado de São Paulo,* qui se publie à São Paulo, et sur *A Noite,* qui se publie à Rio de Janeiro. Mais ni l'un ni l'autre n'ont dévié de leur attitude. Le premier est d'ailleurs le journal le plus considérable du Brésil entier. Aucun ne jouit de son admirable prospérité. Le second, qui n'a que quatre années d'existence, est le journal qui, à Rio, a la plus grande circulation.

Il faut ajouter que l'attitude des journaux brésiliens a eu d'autant plus de mérite, que les Français ou ne faisaient rien ou faisaient pis que rien : les agences télégraphiques françaises ont augmenté de 50 °/₀ le prix de chaque mot...

Peu de jours après la déclaration de guerre, la Chambre des Députés a entendu un discours nettement favorable aux Allemands. Ce fut un discours très habile et d'une grande élévation de forme. Il a été prononcé

par le président de la Commission de diplomatie, M. Dunshee d'Abranches.

Ce discours a eu un avantage. Il provoqua immédiatement une riposte. Un député, qui est aujourd'hui le ministre des Finances, M. Pandia Calogeras, s'est levé et a montré que l'opinion de M. Dunshee d'Abranches n'était partagée ni par la Chambre ni même par la Commission qu'il présidait. La situation est apparue si nette, que M. d'Abranches a donné sur-le-champ sa démission, non seulement de président, mais même de membre de la Commission.

Cette manifestation oratoire a donc permis à la Chambre d'affirmer ses sentiments. Et pourtant, il faut le dire encore une fois, on ne pouvait présenter le point de vue allemand d'une façon plus habile.

Dans le discours de M. d'Abranches, comme dans quelques articles qu'on a publiés en faveur de l'Allemagne, on remarque toujours une préoccupation : épargner la France. On passe la responsabilité de la guerre actuelle à l'Angleterre. La France n'est qu'une victime sympathique des ténébreuses machinations de la « perfide Albion ». Les défenseurs de l'Allemagne n'osent pas chez nous braver le sentiment francophile, tellement ils le sentent indéracinable. Beaucoup font semblant de croire que la victoire des Alliés serait surtout la victoire de l'Angleterre et qu'elle serait aussi néfaste pour le reste du monde que pour la France.

Cette nuance est à remarquer, car elle fait voir combien la sympathie qui attache le Brésil à la France est jugée profonde, même par les amis de l'Allemagne.

Parmi les intellectuels brésiliens, il y eut pourtant au moins deux manifestations, dignes de mention, favorables à la cause germanique. La première fut celle de M. Vicente de Carvalho, un des plus grands poètes brésiliens. Il a fait en faveur de l'Allemagne une conférence remarquable. En vérité, l'essentiel de cette conférence était une comparaison entre la culture allemande et la culture française. M. Vicente de Carvalho tâchait de prouver que la première était plus profonde. Mais là s'arrêta son action.

L'autre converti au germanisme fut M. Oliveira Lima. Son action a été et continue d'être plus persévérante, plus tenace. Il n'épargne pas plus la France que l'Angleterre ou la Belgique.

Le 24 novembre 1914, il publiait à São Paulo un article où il comparait le progrès de l'Allemagne et celui de la France : « D'ailleurs, disait-il, l'Allemagne tout entière donne cette certitude d'un progrès réel et solide, aussi indiscutable que la décadence française qui est en même temps retardée et précipitée par son industrie de luxe. »

Et son article s'achevait sur cette indication que la guerre actuelle n'était due qu'à l'envie de la France et de l'Angleterre.

Plus tard, il ajoutait que « les raisons de lutter ne manquaient pas aux Allemands, puisque l'Angleterre tâchait de monopoliser le monde et ne voulait pas laisser de place au soleil à une race qui se croit plus apte à exercer la suprématie politique et économique ».

M. Oliveira Lima pousse sa thèse si loin qu'il va jusqu'à dire que la France et l'Angleterre étaient aussi préparées à la guerre que l'Allemagne; que les deux adversaires avaient également « prévu, préparé, organisé la guerre, même au delà de ce que pouvaient leurs ressources ». Si l'Allemagne a réussi mieux, ce fut à cause de sa supériorité administrative, économique et intellectuelle. Les Français et les Anglais ne souffrent donc pas à cause de leur bonne foi ou de leur imprévoyance, mais de leur incapacité.

M. Oliveira Lima n'est pas plus tendre pour les Belges. Il a dénié importance aux rapports sur les atrocités allemandes en Belgique, et même, à un moment donné, il a expliqué que, si les Anglais ne s'enrôlaient pas plus nombreux, le fait n'était dû qu'au grand nombre de Belges qu'ils voyaient dans les rues de Londres. Ce spectacle les poussait à se demander pourquoi ils iraient combattre pour l'indépendance d'un pays dont les fils ne semblaient pas se soucier. Il est vrai que M. Oliveira Lima assurait qu'il ne faisait que reproduire l'opinion de la *Saturday Review*.

Bien souvent, en effet, on voit qu'il cherche à se montrer impartial. Mais ses efforts n'aboutissent qu'à faire une sorte d'anthologie de tout ce que par-ci par-là des journaux publiés en Angleterre disent de mal des Alliés. Ce qu'ils disent de bien ne compte pas à ses yeux. Il en arrive ainsi à donner cours à des affirmations d'après lesquelles on devrait faire aux Français *des accusations d'atrocités, même contre des femmes, tout à fait identiques à celles que les Français font aux Allemands!*

On doit citer un peu longuement le cas de M. Oliveira Lima, d'abord parce que c'est un esprit éminent, puis parce que nul ne s'est montré plus tenace dans sa propagande contre les Alliés. Les Allemands font souvent réimprimer ses articles et les distribuent partout gratuitement. Bien que son acharnement contre l'Angleterre, la France et même la Belgique ait causé un indicible étonnement, il est bon de dire que personne ne lui dénie d'être de bonne foi.

Pourtant, malgré toutes ses qualités, qui sont vraiment des plus brillantes, il n'a pas réussi à modifier le sentiment national. Plus on s'étonne moins on le suit.

On comprend son insuccès, quand on songe que toutes les forces intellectuelles de la nation se sont nettement montrées favorables aux Alliés. Si l'on voulait citer, même en ne prenant que les noms les plus éminents, ceux qui se sont prodigués en articles, en conférences, ou qui ont pris part à des fêtes dont le résultat pécuniaire devait être remis à des œuvres d'assistance des Alliés, la liste s'allongerait indéfiniment.

L'homme le plus illustre de la politique brésilienne est M. Ruy Barboza. Homme d'État, orateur, écrivain, président de l'Académie Brésilienne, nul ne jouit d'un prestige si grand et d'ailleurs si mérité. Il s'est dépensé sans compter dès le premier jour. Beaucoup d'autres ont suivi son exemple. On peut rappeler d'une façon bien incomplète, un peu au hasard, les noms de MM. Jose Verissimo, Graça Aranha, Manuel Bomfim, Alfredo Pujol, Olavo Bilac, Tobias Monteiro, Victor Viana, Capitão Montarroyos, etc.

Un nom est aussi à détacher et à mettre en lumière : celui de M. Antonio Azevedo. Il vient d'être élu président du Sénat, c'est-à-dire deuxième vice-président de la République.

A ce propos, on peut parler de l'orientation du Gouvernement.

Au moment de la déclaration de guerre, le Président de la République était encore le Président Hermès da Fonseca. Il ne lui restait que trois mois pour arriver à la fin de son mandat. Son germanisme n'offrait plus aucun danger, car tout son prestige s'était effondré pendant une administration nettement malheureuse.

On savait que le ministre de la Guerre avait aussi des tendances germanophiles, mais que le ministre de la Marine, l'amiral Alexandrino de Alencar, était tout à fait enthousiaste des Alliés. Restait pourtant un doute : le ministre des Affaires étrangères. Ce ministre était fils d'Allemands. Son nom d'ailleurs le proclame assez, puisqu'il s'appelle Müller. Qu'allait-il faire?

Il s'est montré le neutre le plus correct qu'on puisse désirer.

M. Lauro Müller, bien que fils d'Allemands, a toujours vécu loin de l'influence germanique. A beaucoup de points de vue, il y a eu un grand avantage à son origine allemande, parce que, se voyant injustement suspecté, il a tenu à montrer son impeccable correction.

Elle a été si justement appréciée des gouvernements alliés que, dans un document diplomatique anglais, Sir Edward Grey a déclaré que la neutralité brésilienne était le modèle des neutralités.

Peut-être une autre attitude serait-elle meilleure. Des personnalités brésiliennes ont essayé d'obtenir du Gouvernement de leur pays au moins une protestation contre la violation de la neutralité belge. On allait jusqu'à parler d'une aide plus effective : le transfert aux Alliés de certains vaisseaux de guerre. On préconisait même un traité d'alliance avec les Alliés, aux termes duquel, en échange de l'aide brésilienne, ils promettraient à l'avenir leur appui au Brésil, dans tous les cas où celui-ci serait attaqué par une autre

nation qui aurait repoussé la proposition de faire juger son différend par un arbitrage.

Le Brésil serait donc dans l'obligation de proposer toujours l'arbitrage pour le règlement de toutes ses questions internationales. C'est, d'ailleurs, ce que décrète sa Constitution. Les Alliés n'auraient à intervenir qu'au cas où une nation étrangère repousserait le recours à l'arbitrage et prendrait l'initiative d'une attaque.

On pouvait être sûr que ce cas ne se produirait jamais, et on ne voyait aucune raison pour que les Alliés rejettent la proposition.

Bien que l'aide militaire et navale du Brésil ne fût pas considérable, elle pouvait avoir du poids. Elle pouvait attirer d'autres nations sud-américaines. Mais le Gouvernement brésilien préféra s'en tenir à la neutralité. En tout cas, il faut lui rendre cette justice, qu'aucune neutralité n'a jamais été aussi correcte. Le témoignage de Sir Edward Grey est assez significatif pour qu'on n'ait pas besoin d'insister.

*
* *

Depuis le commencement de la guerre, l'esprit public brésilien n'a pas changé. Ce n'est pas que les Allemands aient diminué leur propagande. Au contraire. Mais un fait est venu affermir l'orientation francophile : l'entrée en guerre de l'Italie. La colonie italienne au Brésil est au moins quatre fois plus nombreuse que la colonie allemande.

Le Brésil a maintenant beaucoup à craindre d'une victoire allemande : d'abord, l'abaissement général du niveau de la civilisation dans tout le monde, abaissement qui serait l'inévitable résultat de cette catastrophe, puis le danger de voir perdue la partie méridionale du pays, partie sur laquelle les visées allemandes sont connues.

Si donc, demain, quand viendra la victoire des Alliés, le Brésil manifeste sa joie, on pourra trouver qu'il n'y a là qu'un sentiment jusqu'à un certain point égoïste.

Mais, en 1870, la situation était différente. Il n'y avait presque pas d'Allemands au Brésil. Le Brésil n'avait donc pas plus d'intérêt au triomphe de la France qu'à celui de la Prusse. Pourtant, les journaux de l'époque racontent que le lendemain de la défaite française, on ne voyait dans les rues de Rio que des yeux rougis de gens qui avaient pleuré. Et ce fut une journée lugubre, une journée lourde de tristesse, comme si c'était un jour de deuil national.

Ce ne sera donc pas par égoïsme que le Brésil partagera avec la France l'allégresse de la victoire. Ce sera à cause de la plus profonde solidarité qui jamais ait uni deux peuples.

J. DE MEDEIROS E ALBUQUERQUE,

de l'Académie Brésilienne.

AUX NEUTRES D'ORIENT

Grecs et Roumains, une grande nation, sur les bords lumineux de l'Atlantique du Sud, formée par la culture gréco-latine, s'émeut profondément de vos angoisses à cette heure suprême où la fatalité est venue porter sur vos frontières le décisif combat pour notre civilisation. Par les espaces, les âmes des peuples de même formation s'unissent et réalisent cette unité morale qui nous fera invincibles et immortels. Et c'est ainsi qu'inspirée par cette union spirituelle, la « Ligue brésilienne pour les Alliés » s'adresse à ses frères hellènes et roumains.

Cette guerre de l'Allemagne porte dans ses entrailles mille convoitises, les unes lointaines et obscures, les autres positives et évidentes. Elle est essentiellement le renouvellement de l'attaque des barbares contre la civilisation gréco-latine. C'est l'éternel retour de l'Histoire. La civilisation hellénique de la Méditerranée sacrée a toujours été un miracle et une séduisante aspiration pour les peuples grossiers. Toute la barbarie asiatique et européenne a voulu en vain y atteindre, mais dans l'impuissance à y réussir, il est survenu au sang des barbares une rage de détruire le sublime modèle inaccessible. Encore une fois l'Histoire se répète. Pendant de longues années l'Allemagne s'activa à copier les œuvres inimitables de notre culture. Elle a fait pédant et lourd ce qui est lumineux, subtil et fluide. Elle a falsifié et déformé par une érudition inopportune tout ce qui vient de l'intelligence, de la spontanéité et de cette secrète intimité avec l'univers, qui est le trait caractéristique de la divine âme hellène. Son audace n'a pas eu de bornes, elle a voulu stupéfier le monde par le

prodige d'une assimilation illimitée, mais, ô ironie de l'esprit, quand l'Allemagne, à force de labeur et d'érudition, a essayé de reproduire les traits merveilleux de Pallas Athéné, elle a créé le visage grotesque d'une Germania à lunettes!... Et le monde a souri! L'Allemagne a subi la faillite de toute sa science, de son art et de tout son effort, et alors, dans une fureur démoniaque, elle a voulu faire disparaître de la face de la terre la grâce de notre culture et la remplacer par la grossièreté germanique.

C'est ainsi que l'hellénisme et le romanisme sont en cause. La France, l'Angleterre et l'Italie en défendant leur nationalité luttent pour la civilisation libérale et juridique dont elles sont les plus grands héritiers dans l'Occident. Le Slave est venu se joindre aux Gréco-Latins contre les Germains, inspiré de cette sympathie spirituelle entre les peuples de génies également subtils et dont l'intelligence souple est capable de refléter toute la douce et féconde lumière de la Méditerranée.

C'est une grande et magnifique collaboration des efforts suprêmes pour la défense de ce qui est l'essence de notre vie, ô Grecs et Roumains! Et cependant... vous n'avez pas couru à l'appel des armes!.. Vous hésitez et, avec une réserve invraisemblable, vous regardez l'écrasement de l'héroïque Serbie, rempart de votre liberté, de votre existence. Qui vous arrête, frères spirituels? La crainte? Si elle vous domine, elle vous tuera. Vos ancêtres à Salamine et aux Thermopyles n'ont pas connu cette crainte et ils ont sauvé notre civilisation. La Serbie, vaillante et indomptable, n'a pas eu peur. La Belgique a été sublime. Elles seront réintégrées dans leurs foyers par notre prochain triomphe et glorieuses dans la postérité! Le petit Monténégro n'a pas hésité à précipiter les dernières guerres libératrices des Balkans, et c'est par la bravoure de ce moucheron tenace, attaquant le fauve germanique-ottoman, que vous avez eu, à la fin, ô Grecs et Roumains, les gains du partage!...

Le monde entier vous contemple attristé et s'étonne de votre folle impassibilité. Il n'est pas possible que

vous gardiez cette froideur jusqu'au dernier instant. Il est encore temps de venir vous ranger aux côtés de vos défenseurs. A quel intérêt suprême, à quel calcul obéissez-vous ? Fatale tromperie de l'ambition et de la ruse ! Par votre neutralité criminelle vous serez perdus. Quel que soit le vainqueur, vous n'aurez mérité par une attitude ambiguë que son mépris. Nous savons que l'âme de vos peuples reste fidèle aux traditions de leurs origines et frémit d'impatience dans une longue veillée des armes... Mais dans les Balkans s'est formée une ligue des barbares dirigée par une coalition des souverains étrangers. Ce sont vos rois qui découragent vos âmes. Qu'y a-t-il donc de commun entre ces souverains du Nord brumeux et vous, Grecs et Roumains, prompts et ardents ? En obéissant à la voix du sang allemand, ils vous trahissent au profit de leurs intérêts de famille. Faites votre devoir urgent avec vos souverains ou sans eux. Vous êtes des peuples libres, souvenez-vous de vos grandes destinées, soyez fidèles à vous-mêmes.

Pour combattre l'Allemand, le Turc, le Bulgare, les ennemis de votre race, il faut la force ; le temps des discussions et des accommodements est passé. Le barbare ne recule que devant le canon. C'est vous qui, en première ligne, devez empêcher ses succès, même momentanés. Vous êtes placés par le destin pour libérer enfin et à jamais Constantinople de l'Asiatique et pour barrer la route de l'Orient à l'Allemand. Et si vous ne le faites pas, craignez votre refus !... L'*ombra de colui che a fatto il grand rifiuto*...

Vous devez nous écouter. Vous tenez dans vos mains, pour une grande part, notre propre existence nationale. La victoire des Allemands serait un cataclysme universel. Après l'Europe, ce serait le tour de l'Amérique d'entrer en guerre contre l'Allemagne. Le Germain aurait la tentation d'occuper des morceaux du Brésil. Mais nous, peuple pacifique, sans défense militaire, nous ne nous livrerons jamais à la convoitise germanique. Notre pays pourra être dévasté, écrasé, mais nous ne serons jamais le vassal de l'Allemagne. La

Belgique et la Serbie trouveraient en nous des émules dans leur martyre. Heureusement, des hommes de notre culture latine dirigent notre nation et nous ne connaissons pas l'oppression des Hohenzollern.

Si vous mainteniez votre absurde neutralité, ce serait une trahison pour l'éternité. Pour le monde entier est accomplie la période de l'indécision, de l'indifférence, de la spéculation mercantile où quelques peuples sacrifiaient l'honneur et la vie. L'heure de la neutralité est passée. Dans une telle guerre, aucun peuple ne peut rester impassible. Ce serait l'abdication du sentiment et de la pensée. Chaque pays doit prendre position d'un côté ou de l'autre, ou pour la civilisation gréco-latine ou pour la barbarie germano-turque. L'Amérique même sera forcée de se décider. Il y va de sa tranquillité, de l'existence nationale de beaucoup de pays américains dont le sort est en jeu sur les champs de bataille de l'Europe.

Qu'importent les scrupules juridiques dans cet instant tragique ! La neutralité est un artifice créé pour la commodité et l'égoïsme des peuples. Mais ce mince voile va se déchirer de toutes parts. Les nations qui se battent héroïquement et donnent leur âme et leur sang dans mille combats ont en horreur les neutres, ces renards d'aujourd'hui, ces chacals de demain. Nous aussi, Brésiliens, nous avons un suprême devoir à remplir envers les peuples qui luttent pour notre destin. Qui nous empêche de céder aux Alliés les milliers de fusils, les munitions qui nous sont inutiles ? Qui nous empêche de leur fournir à eux seuls des vivres et de les refuser aux ennemis de notre civilisation ? Serait-ce encore la peur de l'Allemagne ? Mais nous ne la craignons pas. Une fois déjà l'Allemagne a vu le Brésil désarmé, mais résolu, la braver et elle s'inclina. C'est ainsi qu'on doit agir avec l'Allemand...

Qu'est-ce qui nous retient pour donner toute notre assistance positive aux Alliés ? Les intérêts !... Alors, par considération pour quelques trafiquants boches de nos grandes villes et par égard pour les colonies allemandes éparses sur notre territoire, nous mentirions à

notre passé, nous renierions notre idéal, nous répudierions nos devoirs sacrés envers cette noble civilisation qui nous fut donnée dans le sang de nos ancêtres européens ?

Voyez à quoi mène la politique de l'intérêt !

Si le devoir des Latins de l'Amérique lointaine est celui-là, combien plus impératif est le vôtre, Grecs et Roumains, dans cette guerre sur vos frontières, guerre sainte pour ceux qui combattent pour l'âme immortelle de la spiritualité hellène. O Grecs et Roumains, chaque minute d'hésitation met en danger votre existence et votre éternité ! Armez-vous de la colère antique ! Brisez au plus vite la ligue des souverains germaniques. Balayez les barbares qui veulent vous étouffer dans vos riantes patries ! Prenez les armes pour la victoire de la beauté et de la paix auxquelles le monde aspire par notre culture !

Pour le Comité exécutif :

GRAÇA ARANHA,

Brésilien.

A NOS GRANDS FRÈRES LES FRANÇAIS

Aucun peuple étranger à la guerre européenne ne fut aussi profondément ému que les peuples latino-américains, lorsque les canons allemands commencèrent à tonner dans les paisibles forêts des Vosges, à l'aube splendide de l'été de 1914.

C'est que, pour nous, les Latins d'Amérique, dans cette partie suprême, on allait jouer non seulement la destinée de l'Europe, mais l'avenir de la race latine qui est notre avenir, le sort de la démocratie qui est l'âme de notre existence politique, et la suprématie de la culture gréco-romaine, mère de la culture française et de la culture ibérique, les nourrices intellectuelles de l'Amérique hispano-portugaise.

Quelques jours après les combats d'Alsace, les canons allemands faisant un détour inattendu, passèrent sur le cœur meurtri d'un petit peuple pour envahir la France. Et les petits peuples de notre Amérique tournèrent encore une fois leurs regards douloureux vers l'Europe ensanglantée, et poussèrent devant la Belgique martyre un cri de solidaire indignation.

Ainsi, parce que le sang latin coule dans nos veines, parce que le génie latin a nourri nos esprits, parce que nous avons tous juré l'égalité sociale, parce que, comme peuples faibles, nous sommes moralement solidaires des nations faibles, notre âme a accompagné, depuis la première minute de cette heure angoissante, le glorieux peuple de France, notre grand frère, dépositaire de notre belle culture et champion héroïque de la Liberté dans la Justice.

Et ni les basses intrigues, ni l'or, ni les mensonges

d'une cynique propagande, n'ont pu briser, depuis seize mois, l'alliance morale (qu'aucun protocole n'a déshonoré) entre la République Française et ses jeunes sœurs de l'Amérique latine.

Cependant, hors de ce concert d'imposante et fraternelle sympathie pour la France, des voix discordantes se sont élevées en Espagne et dans l'Amérique latine, des voix qui chantent un hymne d'admiration à l'Allemagne des Hohenzollern, merveilleux empire, détenteur de la plus grande force humaine qu'aient vue les siècles.

Pourquoi ?

De ces amis de l'Allemagne, il y en a qui sont sincères. Aveuglés les uns par la haine du libéralisme, ils font à la France le juste honneur de voir en elle une esclave de la liberté, et ils veulent qu'elle périsse ; induits en erreur historique par la propagande allemande ; d'autres croient — ô miracle de l'ignorance — à une coalition militaire contre l'existence de la nation germanique. Mais les plus nombreux d'entre eux, les moins dignes de pardon, ce sont ceux qui, par dépit, ont trahi leur passé, l'histoire de leur pays et leur propre conscience ; ce sont ceux qui ne peuvent pas oublier le dédain — censurable, mais non impardonnable — de la France intellectuelle pour les intellectuels du monde ibérique.

La seule raison qui pourrait justifier l'attitude des germanophiles latino-américains (qui ne sont heureusement pas nombreux) serait la preuve irrécusable que l'Allemagne a été victime d'une agression. Or, ils sont impuissants à prouver, non seulement que l'Empire allemand a été assailli, mais qu'il a été provoqué en duel. Et pendant que, de bonne ou de mauvaise foi, ils fouillent inutilement dans les archives diplomatiques et qu'ils donnent les plus étranges interprétations aux événements politiques qui précédèrent la guerre européenne, nous, les amis de la France, n'avons que ce mot à dire : *l'Allemagne de Guillaume, l'élu de Dieu, n'a jamais laissé passer une occasion, durant ces cinq derniers lustres, sans nous dire que son rôle providentiel dans l'histoire de la famille humaine est d'en*

prendre la direction suprême, pour sauver le monde, qui a besoin d'être régénéré par un peuple supérieur. De cette idée, les savants, les économistes et même les poètes de l'Allemagne contemporaine ont fait l'Evangile germain, et la cour militaire des Hohenzollern, une vérité d'acier. Ils nous l'ont fait voir, cette idée obsédante, dans leurs livres, dans leurs discours, dans leurs confidences; ils nous l'ont fait voir même à la lueur effrayante des villes incendiées. Et aujourd'hui, ils veulent nous crever les yeux pour que nous ne la voyions plus!

Ah! non, nous n'avons besoin ni de maquiller les « chiffons » des chancelleries, ni d'interroger les sphinx de la diplomatie, ni de calomnier les morts, ni d'accuser les vivants, pour porter notre conscience garante de cette irrécusable affirmation historique : la cruelle, l'épouvantable, la hideuse orgie de sang qui décime les peuples du vieux continent, est le chef-d'œuvre de l'Allemagne providentielle. Guillaume II, prophète du Dieu des Germains, nous l'a dit. Il n'a pas cessé de nous le dire depuis le jour mémorable (novembre 1898) où, s'adressant à la chrétienté, sous la porte séculaire de Jaffa, et à l'Islam, sur la tombe vénérée de Saladin, il parla de sauver les âmes et de les unir dans un bien suprême; il nous le répétera solennellement dans quelques jours à Stamboul (ses lèvres divines trahissent toujours les secrets de son chancelier), pour affirmer encore une fois sa mission surhumaine, lorsque les talons de ses macabres hussards lèveront la poussière des siècles dans la ville classique des conquérants.

Et les historiens, et les sociologues, et les publicistes de toutes les croyances et de tous les partis qui, en Allemagne, ont parlé de l'Allemagne moderne et de son avenir, n'ont-ils pas proclamé emphatiquement la puissance invincible de la Germanie mondiale et de sa culture universelle?

Mais nous faut-il aller chercher nos armes de combat dans les bibliothèques pour démontrer que la guerre européenne est la guerre de l'Olympe de Berlin, à ceux qui, *par gratitude* ou par conviction, défen-

dent les auteurs de la plus monstrueuse iniquité humaine ?

La guerre du militarisme prussien, oui. Il n'y a que certains neutres, M. de Bethmann-Hollweg et Guillaume II (lorsqu'il se trompe dans ses discours ou qu'il veut tromper son vieux Dieu) qui osent encore la démentir. La guerre des monarques francophobes, nous la connaissons tous, nous l'avons tous vue ; on la faisait depuis vingt ans en France, où les divisions allemandes étaient mobilisées dans l'espionnage, où les ingénieurs teutons montaient les plates-formes des obusiers dans les villes fortifiées, où les soldats du génie prussien, modestement habillés en paysans, creusaient des tranchées en Champagne ; nous l'avons vue dans les colonies françaises de l'Afrique du Nord, où les sujets allemands travaillaient pieusement la conscience des indigènes pour les pousser à une guerre religieuse contre la France ; nous l'avons vue à Constantinople, où l'État-major de Berlin avait attelé le Grand Turc à un canon braqué sur la Russie ; nous l'avons vue aux bords dorés du Nil et du Gange, menée par des agents tudesques qui fomentaient secrètement la révolte de l'Islam contre une alliée de la France ; nous l'avons vue jusqu'aux côtes lointaines de l'Amérique Équatoriale, où la prévoyance des stratèges allemands avait trouvé des bases navales, des points de repère et des postes télégraphiques.

Cette guerre, que les maîtres de la nation allemande commencèrent par des manœuvres ténébreuses avant de la déclarer, n'était plus un mystère de la politique des Hohenzollern ; seuls les Français l'ignoraient, aveuglés par l'amour de la paix et confiants dans la certitude qu'elle ne donnerait économiquement aucun avantage au peuple allemand, devenu essentiellement utilitariste depuis un demi-siècle.

L'État-major allemand, qui méprise les vieilles méthodes de la guerre chevaleresque et loyale de jadis, combattait contre la France depuis vingt ans, embusqué dans cet ironique mensonge qu'on appelle l'amitié diplomatique. Les savants allemands, fidèles alliés du

militarisme prussien, combattaient, eux aussi, depuis longtemps, dans leurs sinistres laboratoires, contre ce bon peuple de France, berceau de la science moderne, qu'ils trompaient avec de fausses paroles de fraternité.

Pour l'Allemagne, la partie était depuis longtemps commencée, lorsque les mortiers de Krupp crachèrent leurs premiers obus sur les villages de la Meuse.

Cela est aussi vrai que le soleil qui éclaire, dans les plaines rubicondes des Flandres et dans les blondes vallées de la Morava, la plus sanglante tragédie qui ait déshonoré l'humanité.

Puis, est-ce que nous ne connaissons pas, nous, les nations faibles de l'Amérique latine, la caste militaire prussienne, qui a brûlé toutes les prodigieuses énergies du peuple allemand pour tremper le glaive redoutable d'un autocrate ambitieux ? Est-ce que cet homme étrange, qui s'est lancé à la conquête du monde sur les épaules de son Dieu germain, n'a pas laissé l'empreinte brutale de son poing d'acier sur nos jeunes républiques, chaque fois qu'il a étendu son bras au delà des mers atlantiques?

Je me souviens qu'au commencement de l'année 1902, lorsque les puissances européennes firent présenter leurs créances au Gouvernement du Venezuela par leurs amiraux, la seule escadre qui voulut faire ostentation inutile de sa force dans les eaux vénézuéliennes, fut l'escadre allemande. Les politiques germanophiles de l'Amérique latine ont la mémoire fragile, ou peut-être ont-ils pieusement étouffé ce mauvais souvenir pour rendre hommage de dévouement à un père Jésuite allemand devenu Pape noir ; mais les peuples latino-américains n'ont pas oublié les coups de canon que la *Panthère,* qui fut longtemps le porte-parole de Guillaume II, tira sur les côtes sans défense de la terre de Bolivar.

En vain, les panégyristes du Hohenzollern chercheront à soustraire de l'histoire ce geste d'arrogante brutalité. Ils y trouveront toujours ce mot ineffaçable : *l'Allemagne est la seule puissance qui, dans l'espace*

d'un demi-siècle, a frappé une république latino-américaine.

Bien avant, la Colombie avait été soumise à une humiliante cérémonie, théâtralement organisée par le Kaiser pour flatter la vanité despotique du Gouvernement allemand. Et chaque fois qu'un fonctionnaire ou un révolutionnaire a commis la moindre faute de respect pour un sujet de Guillaume II, dans un de nos pays, le surhomme de Berlin s'est montré impitoyablement jaloux de la suprématie divine de son peuple. Car ce peuple choisi par Dieu, comme jadis la tribu d'Abraham, pour conduire l'humanité au bonheur immortel, jouit d'un droit suprême sur les devoirs des autres, et n'a d'autre devoir humain que celui de faire respecter son droit. C'est grâce à ce droit miraculeux que Guillaume II a pu, sans manquer à sa tâche d'infaillible détenteur de la justice des peuples, bombarder un port vénézuélien pour se faire payer une dette insignifiante, en 1902, et retenir au Chili 40 millions de marks, en 1915, malgré les pressantes réclamations du Gouvernement de Santiago, qui n'a même pas mérité une réponse de Son Excellence le Chancelier de l'Empire allemand.

Voilà, en quelques mots, ce qu'a été pour les peuples latino-américains l'Allemagne des princes, des militaires et des savants contemporains, qui sont la force impulsive de l'Allemagne moderne, et qui ont fait l'Allemagne de la force, cette Allemagne d'acier, absorbante, colossale, qui veut nous écraser tous, de son poids formidable et de la puissante autorité de sa mission divine. Quant à l'autre Allemagne, l'Allemagne d'honnêtes travailleurs qui vont chercher fortune dans les montagnes généreuses de notre Amérique, mais qui restent, hélas ! les esclaves de la religion de la force, prêchée par leurs maîtres, j'aurai l'occasion d'en parler plus tard.

Aujourd'hui j'ai voulu seulement dire à nos grands frères les Français quels sont les sentiments et les idées que nous a inspirés ce drame épouvantable qui se joue en Europe depuis seize mois, drame diabolique, œuvre

inimitable de douleur raffinée et de puissant anéantissement, qui porte l'empreinte infernale du génie militaire prussien.

Et s'il nous était permis de douter de leur victoire par les armes, j'ajouterai que jamais leur défaite n'entraînerait la ruine de leur influence intellectuelle dans nos jeunes démocraties, où l'esprit impérissable de la Révolution française se dresserait, invincible, pour barrer la route à la « Kultur » de fer.

J. CORREDOR LA TORRE,
Colombien.

LA COLOMBIE ET LA FRANCE

Quelle ne fut pas notre douloureuse surprise, à nous tous Hispano-Américains, et notre poignante anxiété, en apprenant que l'Allemagne venait de déchaîner sur l'Europe la plus effroyable guerre que l'Histoire du monde ait eu à enregistrer jusqu'à ce jour, et que la France, pays de toutes nos sympathies et de nos aspirations, devait être la première victime, vouée selon eux à une destruction presque totale.

Notre premier geste fut de vouloir voler à la frontière pour châtier l'envahisseur, comme s'il se fût agi de notre propre patrie en danger, mais l'action immédiate de notre part étant impossible, vu la direction générale des opérations militaires commencées, ce fut pour bien des nôtres l'emploi plus méthodique de nos services et de nos forces.

Les uns firent bonne figure en Champagne, dans l'Argonne, et, en divers endroits, beaucoup tombèrent au champ d'honneur; d'autres se consacrèrent, dans le Service de Santé, aux soins à donner aux blessés; d'autres encore contribuèrent à l'entraînement physique et athlétique des forces combatives de la nation.

De même la presse colombienne fit tout son devoir, dans la manifestation publique de ses sympathies françaises, et, malgré les agissements teutoniques, elle ne cacha pas un instant ses vœux les plus chers pour le triomphe de la France.

Quand on voit toutes ces ruines, toutes ces atrocités commises et avec quels raffinements de cruauté et de sadisme, comme seule sait en imaginer la « Kultur » allemande, ces champs de batailles couverts de morts, où des milliers d'êtres humains perdirent la vie, où les meilleurs des meilleurs tombèrent les premiers, où

tant de génies connus et inconnus furent fauchés, perte irréparable pour l'humanité tout entière, il n'est plus permis aux neutres de rester neutres, et c'est un crime contre sa propre patrie que de différer plus longtemps de combattre aux côtés de ceux qui luttent depuis si longtemps, si généreusement et sans compter, pour le triomphe de la liberté et du droit.

Et cette vérité est encore plus éclatante pour nous Hispano-Américains, à quelque nation que nous puissions appartenir d'abord comme Latins, issus du plus noble sang de l'Espagne, qu'il soit castillan, andalou, catalan ou basque, puis par l'éducation de notre cérébralité dans ce foyer de lumière qu'est l'Université de Paris, pur reflet de l'âme de la nation.

Son rayonnement est tellement puissant qu'il pénètre au plus profond de ce continent mystérieux, dont la découverte fit la gloire de Colomb et l'apogée de l'Espagne.

Et cela à tel point, que c'est à Bogota, capitale de la Colombie, située à l'extrémité sud du pays, sur un plateau des Andes, à 2.650 mètres de hauteur, que l'on retrouve la pensée française dans toute son intensité et son plus beau développement, ce qui la fit du reste si justement nommer l'Athènes de l'Amérique du Sud. Il n'est pas de Colombien qui ne connaisse Victor Hugo, Alfred de Musset, Lamartine, le siècle de Louis XIV, l'épopée napoléonienne, les mille tableaux d'héroïsme et d'actions d'éclat de l'histoire de France, ainsi que cette phalange admirable de savants qui, d'Ambroise Paré à Pasteur, consacrèrent leur talent et leur vie à de merveilleuses découvertes, pour le plus grand bien de leurs semblables.

Nul de nous n'ignore encore moins cette époque glorieuse entre toutes de la Révolution française, dont le souffle puissant, traversant l'Atlantique, vint secouer le Nouveau Monde d'un bout à l'autre du continent, et animer l'un des nôtres, Simon Bolivar, du plus pur et du plus ardent patriotisme, lui faisant créer d'un seul coup une des plus belles pages de l'histoire du monde : le droit des peuples à se gouverner eux-mêmes.

Cette nouvelle conception sociale, immense espoir de

l'humanité vers des destinées meilleures, fit de tous ces divers peuples esclaves des peuples libres, et la Colombie, la première parmi les nations hispano-américaines, proclamait son indépendance le 20 juillet 1811.

En revanche nous ne devons rien à l'Allemagne. Bien plus, cette pieuvre bicéphale, dont les deux têtes sont Hambourg et Brême, a étendu de nombreux tentacules sur toute l'Amérique du Sud, à tel point qu'elle en est arrivée à la considérer comme une de ses colonies. Cette infiltration sourde s'est produite d'abord doucement, grâce à ses commis voyageurs, à ses consuls, à ses banquiers; maintenant elle déborde de tous côtés, menacant de tout submerger si l'on n'y prend garde. L'Allemagne s'est empressée de choisir en Colombie les meilleurs points stratégiques, tant commerciaux que militaires; c'est ainsi que sur notre principal artère, le fleuve Magdalena, on voyage à bord de bateaux du nom de *Bismarck*, *Moltke*, etc.

Ces divers bateaux faisaient partie de la flotte fluviale de la Hambourg-Amerika Linie, en connexion avec ses divers transatlantiques de la série des *Prinz* (ex-Atlas Line), aujourd'hui croiseurs auxiliaires, tels le *Prinz-Eitel*, etc., et faisaient le service entre la Colombie, les Antilles et New-York, où ils retrouvaient les gros cargos de la même compagnie pour Hambourg. C'est ainsi qu'elle s'était emparée de presque tout le trafic de la Colombie, tant minier qu'agricole, en exportant directement toutes ces diverses productions, du fin fond du pays jusqu'à ses deux grands ports, Hambourg et Brême.

Les divers postes de télégraphie sans fil qui existent en Colombie ont été installés par les Allemands, et celui du port de Cartagena, sur la mer des Antilles, est particulièrement remarquable. De même, sous prétexte de cultures de bananes, etc., leur Compagnie hanséatique du Rio Leon commande d'une part le golfe du Darien et par conséquent Colon et le canal de Panama, de l'autre par Turbo la route d'Antioquia qui va au centre de la Colombie. Et mille autres faits, tous identiques, qu'il serait trop long d'énumérer ici, mais qui montrent clairement la mainmise de l'Allemagne, d'une

façon formelle et systématique, sur cet immense et admirable pays.

Qu'est-ce que la Colombie ? La Colombie, c'est le pays le plus riche du globe, mais le moins connu, et par conséquent le moins exploité. Si son étude peut paraître un peu longue, elle est par contre extrêmement intéressante et utile.

La Colombie est exactement située au nord de l'Amérique du Sud, elle est la continuation directe de l'Amérique Centrale. Elle commande :

1° L'Océan Pacifique, sur une longueur de près de 3.000 kilomètres ;

2° L'Océan Atlantique, par les fleuves Putumayo et Meta, affluents de l'Amazone et de l'Orénoque ;

3° La mer des Antilles. C'est sur ses 2.500 kilomètres de côtes que se trouvent ses principaux ports : Cartagena, Barranquilla, Santa Marta, Rio Hacha et les embouchures de trois fleuves très importants, le Magdalena, le Sinu et l'Atrato.

Ces fleuves coulent au fond d'immenses vallées, formées par de très hautes chaînes de montagnes, parallèles au cours de ces fleuves, divisant ainsi la Colombie en plusieurs bassins. Ces montagnes ont souvent 6.000 mètres, et comme à partir de 4.500 mètres se trouve la région des neiges et des glaciers, on trouve donc en Colombie tous les climats du Sénégal à la Sibérie, cela à quelques lieues de distance, c'est-à-dire en quelques heures.

C'est ce qui en fait, du reste, sa fertilité prodigieuse et son extraordinaire richesse, car tous les produits du sols, ceux des pays tempérés comme ceux de la zone torride, y viennent également et leur culture donne des résultats absolument fabuleux, surtout dans les vallées, où les terrains sont irrigués de tous côtés, sous une température moyenne de 27° à 30° C. Son sous-sol n'est pas moins merveilleux, et pour cause, c'est le premier pays de l'Amérique pour sa production d'or : il est sorti de la Colombie, depuis la conquête, pour plus de 3 milliards d'or (chiffre officiel), et cela malgré l'emploi de procédés d'extraction très primitifs.

Il renferme en outre de l'argent, d'énormes quantités de cuivre, du platine, du mercure, du fer, des mines de sel, du charbon et des sources de pétrole. On trouve comme pierres précieuses beaucoup d'émeraudes réputées les plus belles du monde et que produit actuellement la mine du Muso ; il y existe aussi du diamant.

Si nous disons que le bétail s'élève et se reproduit en liberté, dans les immenses prairies naturelles que l'on rencontre partout en Colombie, que la superficie de ce pays égale quatre fois celle de la France, qu'il vient comme superficie après le Brésil et l'Argentine, et comme population immédiatement après le Brésil (6.000.000 d'habitants), qu'il commande par sa situation géographique la route de l'Asie et se trouve à quatre jours de New-York et à quatorze jours de l'Europe, nous aurons, grâce à toutes ces données, une petite idée de ce que peut être la Colombie. C'est aussi le pays rêvé pour l'expansion française, car là-bas, en Colombie, tout invite le voyageur à séjourner et s'y établir ; c'est la haute culture intellectuelle française des habitants, leur amabilité proverbiale, leurs goûts artistiques qui les poussent vers les lettres et les arts, la plus belle et la plus éclatante manifestation du génie latin ; c'est aussi les richesses incommensurables de ce merveilleux pays que nous venons de décrire. Il faut, à tout prix, que la France tranche d'un seul coup les tentacules de la pieuvre germanique, et qu'elle reprenne de ce fait, en l'amplifiant, la place qu'elle occupait auparavant en Colombie, et que ces quarante dernières années lui ont fait perdre, ses yeux étant constamment tournés vers sa frontière de l'Est.

Maintenant que ce cauchemar a disparu, il lui faut hâtivement réparer le passé et se tourner à nouveau vers ce pays promoteur et champion de l'indépendance hispano-américaine, qui n'a jamais cessé un instant d'espérer le triomphe des armées françaises et la revanche du droit sur la force.

12 décembre 1915.

Dr HENRIQUEZ DE ZUBIRIA,

Ancien Secrétaire de la Légation de Colombie
et Délégué de la Colombie à l'Institut Pasteur.

NOTRE MÈRE, LA FRANCE

Tous les peuples issus du vieux et robuste tronc latin sont frères : frères par le sang, par la pensée, par les aspirations ; frères également dans la gloire et dans la lutte pour le progrès de l'humanité.

C'est à cette noble race latine qui, avec la Grèce, a édifié l'ancienne civilisation européenne, qu'on doit la renaissance des arts et des lettres annihilés par la fureur des barbares ; c'est à elle qu'on doit la découverte de l'Amérique et la proclamation des droits de l'homme. Le génie latin a été, en même temps que l'ouvrier le plus robuste, l'artiste le plus exquis de la civilisation chrétienne, et la bravoure latine son plus puissant défenseur. Aux journées épiques des Champs Catalauniques, de Poitiers et de Lépante, il opposa une barrière formidable aux hordes de la barbarie de nouveau déchaînées, et avec un même héroïsme il sauva la liberté à Valmy et à Jemmapes, cette liberté dont la France aujourd'hui est le paladin le plus brave dans une lutte titanique où se joue le sort du monde.

Tous les peuples latins ont droit à notre plus profonde gratitude et à notre amour filial ; mais honorons surtout ceux qui nous apprirent à penser comme des hommes libres, ceux qui luttent pour la civilisation et pour l'idéal latin, ceux qui, en ces moments tragiques, meurent courageusement pour sauver le patrimoine, l'avenir et l'existence même de toute la race.

San José, Costa-Rica, octobre 1915.

Ricardo FERNANDEZ GUARDIA.

LA CAUSE DES ALLIÉS EST CELLE DE L'HUMANITÉ ET DE LA CIVILISATION TOUT ENTIÈRE.

Lorsque les belligérants se disputent des territoires ou qu'ils luttent pour obtenir des avantages matériels, les États qui demeurent en dehors du conflit opposent une neutralité de principe.

C'est la forme habituelle, parce que les guerres résolvent d'ordinaire des questions d'intérêts entre deux ou plusieurs nations.

Il n'en va pas de même aujourd'hui. Les citoyens des pays non belligérants peuvent conserver la neutralité de leurs actes, ils n'ont pas le droit d'être neutres dans le domaine des idées et des sentiments. L'Allemagne qui, pendant tant d'années, a submergé le monde de sa « Kultur » et de sa science en protestant à chaque occasion de son amour de la paix, a, par ses déclarations de guerre successives, soulevé des problèmes dont aucun peuple ne saurait se désintéresser.

Les gouvernements des divers pays peuvent, à la rigueur, rester neutres dans le cas où il leur est possible de se prévaloir — et c'est leur seule excuse — de l'impuissance matérielle où ils se trouvent de concourir efficacement au triomphe de la juste cause que soutient actuellement un groupe de belligérants ; mais cette guerre-ci intéresse directement tous les pays qui se réclament de la civilisation. Il ne peut y avoir pour personne de neutralité de sentiments. Prétendre le contraire serait élever à la hauteur d'un dogme monstrueux un égoïsme à vue courte.

Les deux groupes de belligérants ont nettement défini leurs doctrines et affirmé leurs consciences. Vainqueurs ou vaincus, ils les ont fixées éternellement pour le cours des siècles à venir.

Pourquoi l'Allemagne — et par ce pays il faut entendre aussi la décadente Autriche, la caduque Turquie et la Bulgarie vassale — verse-t-elle sans pitié le meilleur de son sang ? Pourquoi ruine-t-elle ses États, détruit-elle ses flottes, annihile-t-elle son commerce ? Est-ce pour réaliser un noble idéal ? Non. Elle veut la victoire pour asservir des peuples libres et pour imposer au monde, grâce à sa force militaire, un *tant pour cent* de participation sur tous les revenus et sur toute la production.

La France et l'Angleterre, et avec elles tous les alliés, opposent à cette conception brutale et réaliste la vieille et toujours juste théorie des nationalités. Elles considèrent comme un droit des sociétés civilisées que la liberté et l'indépendance soient accordées aux petits peuples aussi bien qu'aux grands. Cette doctrine idéaliste doit, dans l'exercice du pouvoir, limiter l'usage de la force et en prévenir l'abus. Elle donne au plus faible la certitude légale et la confiance qui l'aident à vivre et à progresser.

Nous autres, peuples qui ne savons pas diriger notre activité vers des organisations guerrières, car nous estimons que la vie tend à des fins plus hautes et plus nobles que ces éléments de destruction et de misère, devons sentir fortement tout le péril qui nous menace et comprendre que dans les Flandres, en Galicie, dans les Alpes et dans les Balkans, notre avenir se joue en même temps que celui des peuples alliés.

Si, par malheur, le destin souriait aux armes teutonnes, si, comme corollaire de cette sanglante victoire, le principe de la force triomphait, que se passerait-il ? Notre avenir tout entier serait à la merci de l'hégémonie de la nation la plus puissante, et nous vivrions dans la perpétuelle crainte de perdre notre indépendance et notre personnalité.

Le jour où l'on admettrait que dans l'univers il ne peut exister que des victimes et des bourreaux, nos peuples compteraient bientôt au nombre des victimes, car ils seraient rapidement réduits à l'esclavage, la grande richesse des pays américo-latins devant vite exciter la cupidité de la barbarie armée et victorieuse.

Notre suprême intérêt est intimement lié aux immortels principes du droit des nations que défendent les alliés et sans lesquels aucun équilibre ne peut exister dans le monde.

Chaque peuple civilisé doit pouvoir décider librement de son avenir, selon ses tendances historiques et les sentiments de sa race.

La grandeur d'un pays ne doit pas être fixée suivant son étendue et sa puissance, comme le souhaite le « kolossal » rêve germain. Il faut que son existence et son renom se mesurent à son génie et à la contribution qu'il apporte à l'œuvre commune du progrès humain.

La neutralité de l'esprit, l'atonie du sentiment dans la crise terrible que nous traversons sont, pour les peuples qui les admettent, un suicide moral ; notre raison nous empêche de regarder avec des yeux indifférents un spectacle qui, pour nous qui manquons de puissance militaire, a plus d'intérêt que pour quiconque.

Le cœur enthousiaste des jeunes nations que n'ont pas encore corrompu l'or ou les intrigues de louches diplomates doit s'unir à leur raison.

Quelque explication que des intellectuels habiles tentent de donner aux actes qui nous troublent et nous émeuvent, il nous est impossible de les admettre, car nous voyons sombrer en quelques heures le patient et fécond labeur d'une longue suite d'années.

Nos âmes se soulèvent de dégoût devant les violations de territoires, l'emploi de moyens qui aggravent inutilement le mal de la guerre, les gaz asphyxiants, la destruction méthodique des cités, l'assassinat des femmes et des enfants, l'établissement d'un terrorisme criminel et du retour à un état de sauvagerie qui met en grave danger les destins ultérieurs de l'humanité.

Dans ces conditions, la neutralité de la pensée est une complicité et c'est un crime !

Jamais un esprit de réaction barbare piétinant tous les principes du droit et de la morale n'a soufflé avec une plus formidable force sur les civilisations.

L'Amérique latine est reconnaissante au peuple français, qui donne aujourd'hui si généreusement son sang, de son suprême et héroïque sacrifice. Elle prend part de tout son cœur au chagrin et à la désolation des mères, des pères et des femmes de France. Elle adresse ses vœux ardents aux héroïques soldats du droit et de l'humanité. Elle assure de ses sentiments enthousiastes et de sa gratitude infinie toutes les vaillantes nations qui, en défendant leurs territoires, servent noblement la cause du monde et gravent à nouveau plus profondément au livre de l'humanité les imprescriptibles droits de la liberté et de la justice.

Dr ORESTES FERRARA.

Président de la Chambre des Représentants de Cuba
Professeur de droit à l'Université.

LA FRANCE ET L'ANGLETERRE SAUVANT L'AMÉRIQUE

Ayant besoin d'expansion pour leur augmentation de population et leur commerce, les Allemands se trouvaient entourés par le cercle de fer de la diplomatie européenne. La France les avait resserrés dans un coin par l'habileté de ses combinaisons diplomatiques. Tout effort d'expansion en Afrique ou en Asie était la guerre, et ils n'étaient pas encore complètement prêts pour l'affronter.

Que faire dans ce cas? Par où étendre le regard? Sur quel point trouver des terres pour l'Allemagne de l'avenir?

L'Amérique du Sud, avec ses immenses territoires inhabités, se présentait à eux comme un beau rêve. Ses admirables conditions naturelles, sa richesse inexploitée, son climat, sa législation, son gouvernement, la vie facile et bon marché du Nouveau Monde, les attiraient comme un aimant.

Le sud du Brésil et le sud du Chili étaient les objectifs de leur rêveuse ambition.

Là, en ces belles et fertiles provinces, devrait se fonder la nouvelle Allemagne, de là devrait surgir la nouvelle race plus vigoureuse et plus robuste comme produit d'une terre vierge.

Pour mettre en pratique ce bel idéal, il fallait encourager l'émigration allemande dans ces provinces jusqu'à ce que le nombre des Allemands ou de leurs fils fût supérieur à celui des nationaux.

Ce résultat obtenu, le surplus serait facile à réaliser.

On ne manque jamais d'un bon prétexte pour chercher querelle, et la force brutale déciderait du conflit.

En attendant, les colons restaient en communication constante avec la mère patrie pour la tenir au courant des faits politiques, commerciaux et sociaux du pays, tous les conjurés guettant le moment favorable pour donner le coup.

L'espionnage, qui est une institution parfaitement organisée en Allemagne et qui doit avoir un ministère spécial, travaillait pendant ce temps de toute sa vigueur, et il doit exister de nombreuses et curieuses informations des Allemands résidant à Rio Grande do Sul et à Valdivia, adressées au département de l'espionnage du Gouvernement de Berlin.

Il doit exister également à la Chancellerie allemande d'intéressantes notes confidentielles des ministres en Amérique du Sud, communiquant au Gouvernement des nouvelles de l'état de ses colonies, lui fournissant des données sur la politique, les finances, l'anarchie et la mauvaise administration des pays où ils sont accrédités, avec des détails qui surprendraient notre bonne foi et notre candeur...

La France, l'Angleterre et la Belgique, en défendant leur dignité et leur indépendance, défendent, sans le savoir, la dignité de l'Amérique du Sud, menacée par la voracité germanique.

Félicitons-nous des triomphes des Alliés, qui sont aussi les nôtres !

M. Mackenna-Subercaseaux,

Chilien.

L'AME NOUVELLE DE PARIS

Nous nous sommes bien trompés. Éblouis par le merveilleux spectacle de la ruche allemande, où tout était méthode, discipline, organisation des moindres détails, où chaque abeille avait sa cellule désignée pour y déposer le miel et son aiguillon bien aiguisé, nous nous imaginions que nos libres nations latines représentaient le désordre, la dégénérescence et la ruine.

Tous, plus ou moins, nous avons douté de la civilisation engendrée par Rome qui nous a donné notre personnalité spirituelle, qui s'est faite et se continue dans une lutte incessante de doctrines, parmi la splendeur des individualités libres de toute entrave et emportées par le vol spontané de son génie.

La France, un jour menacée dans son indépendance, s'est levée pour montrer qu'elle n'était pas en ruine, qu'elle n'avait pas dégénéré, que le désordre de sa vie civique était plus apparent que réel et qu'il y avait, au fond de son âme immortelle, des énergies morales saines, fortes, prêtes pour l'action, que ses ennemis ne soupçonnaient pas.

Et Paris apprit la terrible leçon, alors qu'au-dessus de ses monuments planaient les machines de guerre, qui laissaient tomber des bombes sur Notre-Dame et tuaient des enfants dans les rues.

Paris joyeux, Paris qui chantait pour le monde entier la chanson de son immense joie d'être, Paris qui existait pour réaliser des œuvres de beauté et pour discuter, comme Athènes sous les portiques aux lignes harmonieuses, toutes les questions que peut concevoir l'intelligence humaine, Paris un jour se réveilla grave,

uni, tranquille, résolu, avec la leçon de la mort qui avait passé si près de ce bruyant centre de vie.

Une âme nouvelle s'est épanouie depuis dans l'organisme délicat de cette cité vers laquelle sont venus les fils de tous les peuples civilisés de l'univers, avides d'y trouver tout ce que l'existence humaine peut produire de plus agréable et de plus beau, depuis le plaisir et le libertinage jusqu'aux créations de l'art et à l'enseignement des philosophes.

Cette âme nouvelle de Paris est sérieuse et réfléchie, comme il convient à qui a vu la mort de près et s'est trouvé victime d'une agression inopinée, injuste et brutale ; elle est vaillante et décidée comme doit être l'âme de qui veut se défendre jusqu'au dernier souffle ; elle est tranquille et ne connaît plus les excitations malsaines ni les impulsions fantasques, parce qu'elle déborde de foi en la justice de sa cause et dans son triomphe définitif.

Dès que les Parisiens se retrouvèrent seuls, libres des Américains qui venaient acheter chez eux le plaisir, des Allemands qui venaient y vendre leur travail et leurs produits, des visiteurs de toutes races qui parcouraient la ville superbe sans la comprendre et sans jamais pénétrer dans l'intimité de son esprit, ils cessèrent d'être bavards et indiscrets ; un calme silence régna dans les lieux où retentissaient jusqu'alors les discussions dans toutes les langues du globe.

Les enfants de Paris comprirent leur mission sur la terre ; ils comprirent qu'ils étaient à la fois la tête et le cœur de la France et que la France avait charge de défendre la civilisation latine et de sauver les libertés du monde qu'elle avait achetées au prix de tant de douleurs et de sang.

Je parcours les rues, je traverse les jardins publics et les quartiers populeux, je passe devant les demeures somptueuses, je vais du bois de Boulogne à l'île Saint-Louis, je gravis la colline sacrée de Sainte-Geneviève et, du haut de la basilique de Montmartre, je regarde le spectacle de la cité enveloppée dans les brumes transparentes d'une claire journée d'hiver.

De tous côtés une foule active et tranquille vaque à ses occupations, expédie ses affaires quotidiennes, fait ses achats, s'arrête devant les vitrines où s'étalent des ouvrages d'un art patriotique, conduit les enfants dans les jardins pour jouer autour des gracieuses fontaines, à l'ombre des statues qui sourient dans l'éternelle jeunesse du marbre et du bronze.

J'entre dans les cafés, je visite les théâtres, je frappe aux portes des foyers. Partout l'atmosphère est sereine, sans exaltation ni découragement, et partout on sent que la nation unie travaille silencieusement à la victoire, au milieu de ses douleurs, avec une confiance invincible et une résolution que ni les menaces ni les revers ne sauraient affaiblir.

Finie, la frivolité; tous ceux qui étaient frivoles et dissipés aux jours de la défunte richesse et du délicieux bien-être, tandis que la France se laissait vivre, sont aujourd'hui des ouvriers de la victoire.

Tout le monde travaille : les hommes valides à l'armée, les vieux aux postes que les jeunes ont laissés vacants, les femmes à la maison, dans les hôpitaux, dans les ateliers au service de ce but immense qui est la défense nationale.

La France entière est un immense atelier qui s'est organisé tout seul, par un effet spontané du tempérament, de la race, sans qu'on ait eu besoin de lui indiquer la marche à suivre ou de lui dicter les règles d'un savant mécanisme. Il n'est pas un seul habitant du pays qui ne contribue dans la mesure de ses moyens à la défense, au service de la République, au soulagement de ceux qui sont dans les tranchées du Nord, à la préparation de ceux qui devront les remplacer quand ils tomberont, au maintien des forces vives de la nation, que la guerre maltraite si terriblement.

Ce sont les femmes qui montrent l'esprit de sacrifice le plus élevé et la plus belle compréhension de leurs devoirs. Ces mêmes femmes de France qui donnaient au monde la juste mesure de la grâce féminine, de l'élégance et du bon goût, maintenant mettent leur

pénétrante intelligence et leur charme incomparable au service de la patrie. Toutes, depuis la grande dame qui coud et tricote pour les soldats, ou qui soigne les blessés dans les hôpitaux, jusqu'à la pauvre ouvrière devenue contrôleuse au Métropolitain, jusqu'à la paysanne qui laboure la terre et jette dans les sillons la semence dont le mari fera la récolte à son retour de la mêlée — s'il en revient ! — toutes accomplissent leur devoir, toutes donnent un magnifique exemple qu'on ne signalera jamais assez à l'admiration universelle.

On dirait que chaque Française a entendu les voix qui appelèrent la divine bergère et l'envoyèrent relever la « grande pitié du royaume de France ». L'esprit de Jeanne d'Arc flotte sur la terre française, la transforme, l'ennoblit, la rend invincible.

Carlos Silva Vildósola,
Chilien.

LA NEUTRALITÉ DE L'AMÉRIQUE LATINE

M. Antonio Flores, ancien président de la République de l'Équateur, a écrit à notre éminent confrère, M. Eugenio Garzon, une lettre sur la neutralité de son pays. Il est à signaler que c'est avec l'Équateur que la France a conclu son premier traité d'arbitrage international, et que c'est M. Antonio Flores lui même qui, en 1887, étant ministre, le signa avec M. René Goblet, ministre des Affaires étrangères de France. Élevé à la présidence de la République, M. Antonio Flores ratifia ce traité.

Voici la lettre :

San-Remo, le 23 novembre 1914.

Monsieur Eugenio Garzon,

On sait le zèle dont vous faites preuve chaque fois qu'il s'agit de défendre l'honneur et le bon nom des républiques hispano-américaines. Aussi je vous adresse ces lignes pour défendre publiquement mon pays.

A mon passage à San-Remo pour la France, je viens de voir dans un journal que « le ministre américain à Quito a eu une conférence avec le ministre des Affaires étrangères de l'Équateur sur la protestation anglo-française au sujet d'une prétendue violation de la neutralité commise par l'Équateur aux îles Galapagos, et que le susdit ministre des Affaires étrangères a donné des assurances que son Gouvernement avait observé une rigoureuse neutralité ».

Je n'ai aucune connaissance des faits, étant complètement éloigné des affaires publiques depuis la fin de ma présidence de la République de l'Équateur, selon la Constitution. J'estime pourtant de mon devoir

de faire observer que, dans l'archipel de Galapagos, il n'y a d'autre autorité équatorienne que celle de son chef-lieu, La Floreana. Les autres îles sont désertes, et le Gouvernement de l'Équateur n'a là aucun moyen d'empêcher la violation de la neutralité, s'il y en a une.

Je suis persuadé que, si cette violation est constatée par le Gouvernement de mon pays, il ne pourra pas moins faire que de suivre l'exemple du Chili dans la protestation que ce Gouvernement vient d'élever pour la violation de sa neutralité commise également à son insu par des navires allemands.

Ai-je besoin d'ajouter le vif chagrin que ce malheureux incident me cause et causera à la presque totalité de mes compatriotes, qui partagent les sympathies dont je crois avoir donné des preuves à la France (une seconde patrie, car j'y suis venu enfant faire mes études à Paris), dans les missions que j'y ai remplies comme ministre plénipotentiaire de l'Équateur?

Antonio FLORES,

Ancien Président de la République de l'Équateur.

POURQUOI NOUS SOMMES FRANCOPHILES

L'amour ne se raisonne pas, la sympathie non plus. J'ai vu dans la légion étrangère un Argentin qui, le jour de la déclaration de guerre, ferma sa boutique dans un village de la pampa pour venir s'enrôler; j'ai vu un Péruvien qui, le même jour, abandonna sa ferme de l'Amazone pour aller au combat et se faire blesser en Argonne, comme ces phalènes de nos forêts qui accourent de très loin et se brûlent à la flambée d'un campement. Ma tâche paraît donc difficile, puisqu'il s'agit de faire comprendre à la raison les « raisons du cœur ».

C'est avec l'Indépendance qu'a commencé la francophilie. Malgré les peines sévères contre l'introduction des livres, malgré ce blocus de la pensée si parfaitement réalisé par l'Espagne en Amérique, on voyait se glisser des tracts, des nouvelles et des rumeurs sur la fulgurante émancipation de la France. Quelques sages Américains, comme Santa Cruz Espejo dans l'Équateur, Peralta à Lima, devinaient plutôt qu'ils ne lisaient les livres des encyclopédistes. Un Péruvien illustre, Olavide, — celui que les anciens dictionnaires biographiques français appellent Olavidès, — venait à Paris où il était comblé de fêtes et d'éloges parce qu'il avait été en Espagne la victime de l'Inquisition à cause de son amour pour la France et pour les généreuses idées de liberté qu'elle commençait à propager. L'Académie Française le célébrait en séance publique; Marmontel l'admirait; Voltaire se disait son ami et lui écrivait : « Il serait à désirer que l'Espagne eût quarante hommes comme vous. »

Si ces quarante hommes que réclamait le maître ne se rencontraient point en Espagne, on les trouvait du moins en Amérique. Que dis-je? Quarante? Non; une légion entière, celle de Bolivar qui triomphe à Junin et à Ayacucho. L'émancipation des colonies américaines se faisait sous l'invocation de la France.

Tout est français alors, le langage des proclamations où l'on découvre à chaque pas des lieux communs de Rousseau, les codes qui ne sont que des traductions, l'inspiration des poètes qui confondent — ce qui fait sans doute honneur à leur sens critique — romantisme et liberté, et se détournent des maîtres anciens par attachement aux idées nouvelles. Romantisme signifie pour eux rupture et rébellion. Aux « droits de l'homme » ils ajoutèrent un chapitre sur les droits du poète, puisque sur les vers aussi pesait une tyrannie. En la secouant, ils pensaient contribuer à fonder la jeune République, d'autant plus que les organisateurs des démocraties naissantes étaient généralement des lettrés égarés dans la politique.

Le cas le plus singulier en l'espèce est celui d'Olmedo. Olmedo fut jusqu'à un certain point pour Bolivar ce que fut Victor Hugo pour Napoléon. Dès sa première jeunesse, en bon Américain légitimiste, il chanta ses rois. Il était sincèrement Espagnol quand il professait dans la très ancienne et très illustre Université de Saint-Marc à Lima. Mais voici qu'éclate un soulèvement général d'indépendance. Le génie de Bolivar le séduit. Il écrit son chant à *La Victoire de Junin* qui, comme l'héroïque phalange, parcourt le continent. Le poète se transforme en législateur, en diplomate. Naturellement ses sympathies vont alors vers la France. Et comment s'étonner qu'il s'improvise poète français dans des vers qui ne sont pas si mauvais, après tout, ceux qui commencent ainsi :

Ces îles fortunées, qu'un esprit agissant
Naguère a données à l'Ecuador naissant,
Verront fleurir bientôt dans leurs flancs étonnés
Le riz et l'ananas et les épis dorés?

Le changement était légitime, en somme. L'Amérique n'eut pas à souffrir comme l'Espagne une invasion française. Il n'y avait pas chez nous ces forces de tradition conservatrice et nationaliste qui allaient trouver leur formule dans le fameux cri : *¡ Vivan las caenas !* (Vivent les chaînes !) poussé par un peuple qui préférait le despotisme du souverain espagnol à l'autorité bon enfant de l'« intrus ». La chaîne, la « pesante chaîne » continua à retentir dans plus d'un hymne national. L'aversion que nous éprouvions pour l'ancienne métropole ne pouvait pas ne pas nous rapprocher davantage de la France. C'est depuis lors que nous nous sommes laissé aller à ces gallicismes d'expression et de pensée que l'Espagne, notre mère, nous a si souvent reprochés.

Les grands idéals se déformaient parfois en Amérique. Ce qui fut en Europe une convulsion momentanée y devint une fièvre durable. Un de nos hommes politiques les plus spirituels me disait un jour : « Ah ! que de révolutionnaires chez nous se sont bourrés des romantiques ! Il faudrait en faire un autodafé, comme celui que fit le curé des livres pernicieux de don Quichotte. »

On disait jadis : « C'est la faute à Voltaire. » A propos de nos fréquentes révolutions, nous pourrions dire à notre tour qu'un peu de la faute, sans qu'ils l'aient voulu, en est à Victor Hugo, à Lamartine et à beaucoup d'autres. Une sorte de vague inspiration messianique à une réforme sociale séduisait tous les chefs de bandes. Les plus vulgaires révolutions cherchaient sincèrement leur inspiration dans les plus nobles projets : affranchir le pays d'une tyrannie, émanciper les nègres, libérer les Indiens. Les caractères essentiels de l'école romantique, son constant souci de rédemption, son individualisme exaspéré, devinrent des traits de notre vie, et, dans nos républiques, qui auraient plongé Platon dans l'étonnement, ce furent les poètes qui inspirèrent les présidents.

Voilà le revers de la médaille. En revanche, grâce aux influences exotiques, le tempérament américain s'affinait. Notre sensibilité subit un changement radical.

Le descendant des Espagnols — de l'aveu de tous les bons observateurs — s'est adapté plus facilement que ses ancêtres à la grâce hellénique, à l'élégance spirituelle, à toutes les inquiétudes de la vie moderne. L'adaptation a même été si prompte que souvent, comme l'a admirablement montré mon ami Gonzalo Zaldumbide, ce déracinement ne va pas sans douleur. Des poètes de chez nous, comme José Asunción Silva hier, ou comme aujourd'hui Ruben Dario, en sont arrivés à avoir les nerfs et la subtilité d'un Français, d'un Français transporté dans des terres primitives. Quoi d'étonnant, dès lors, que soit échue à un poète de la petite République de Nicaragua la singulière fortune d'avoir transformé la poésie de la grande Espagne?

Le cas fameux de José Maria de Heredia n'est pas le seul. Il en est d'autres plus obscurs, comme celui du Péruvien Vergallo que louèrent Victor Hugo et les parnassiens, ou celui encore du très subtil Cubain Julian del Casal. C'est la meilleure preuve des affinités étroites qui existaient entre la sensibilité française et ces âmes américaines qui, brusquement, par réminiscence inconsciente plutôt que par effort réfléchi, se mirent à chanter dans Paris, à chanter sans aucune nostalgie, comme si elles y retrouvaient un écho mystérieux de leur terre natale.

Ajoutez à l'influence constante et presque exclusive de la littérature française en Amérique, la séduction de Paris — le paradis dont rêvent les vingt ans, — et vous ne serez pas surpris de cette presque unanimité américaine en faveur de la cause des Alliés. C'est une sympathie si ardente, si singulière qu'elle chante là-bas la *Marseillaise* dans les rues et que dernièrement l'Uruguay déclarait fête nationale le 14 juillet.

Notre Amérique savait, bien avant la guerre, que la France représente dans le monde ce qu'à travers les pires convulsions politiques nous avons cherché comme idéal : la véritable liberté faite du respect des libertés individuelles ; — ce que nous admirons le plus, l'élégance morale ; — ce qui nous séduisit toujours (rappelez-vous notre Lima du dix-huitième siècle et ses reflets de

Versailles), la grâce légère, ironique, la grâce qui ne peut paraître une faiblesse qu'à ceux qui ne savent pas deviner le poing énergique sous la soie du gant.

Je n'ai pourtant pas encore dit le plus curieux de cette influence. Le plus curieux, c'est qu'elle a été spontanée. Des propagandes efficaces, comme celle de ce *Bulletin* (1), sont de date récente. En revanche, l'Allemagne publiait chaque année sur l'Amérique des livres d'exportation ; elle envoyait tout sans compter, capitaux, hommes en vagues épaisses selon sa tactique, commis voyageurs jusque dans les plus lointains parages, espions aussi, qui sait ? — toute une organisation industrielle et politique qui s'emparait des banques, accaparait le commerce, préparait enfin l'assaut de la « forteresse Amérique ». Déjà, sournoisement, elle exportait des manuels de « Kultur » en espagnol, qui s'imprimaient à Leipzig. Elle ne cesse aujourd'hui d'envoyer en Amérique des tracts qui colportent les nouvelles de l'Agence Wolff et sont distribués gratuitement à nos journaux.

Effort inutile ! L'Allemagne n'a jamais pu séduire qu'une minorité. C'est à peine si elle a rencontré au Chili un terrain plus favorable à son influence. Ailleurs, on lui achetait parfois des canons ou des machines, on traitait avec son commerce ou son industrie ; mais dans les Universités le livre français gardait sa suprématie. Dualité fâcheuse quelquefois. Déjà, bien avant la guerre, des écrivains américains, plus autorisés que moi en la matière, se sont plaints que la France ne dirigeât point vers l'Amérique un courant commercial qui affirmât davantage l'échange des idées. La sagesse latine ne négligeait jamais de mêler l'utile à l'agréable.

La guerre est survenue au moment même où quelques esprits d'une haute et généreuse perspicacité s'efforçaient de rendre ce lien plus solide. L'injustice était

(1) Il s'agit du *Bulletin de la Bibliothèque Américaine,* fondé par un des maîtres les plus éminents de l'Université de Paris, M. E. Martinenche, avec le concours de quelques écrivains de grande valeur, tels que M. J.-F. Juge et M. Charles Lesca. Nous avons pris dans ce *Bulletin* quelques pages pour nos *Voix de l'Amérique latine.*

vraiment trop forte de faire du Sud-Américain un personnage d'opérette, un rastaquouère aux bagues énormes. La France avait le devoir de tourner ses regards vers ces terres lointaines où sa culture avait fondé de véritables colonies morales, des départements de son génie, plus français sans doute que Madagascar ou l'Indo-Chine. D'illustres voyageurs, Anatole France ou Clemenceau, revenaient étonnés de Buenos-Ayres. On les avait compris à demi-mot, comme à Paris. Le public appréciait une nuance, souriait d'un calembour sur ces femmes dont l'homme d'État français avait vanté la « voix *argentine* ». M. Paul Adam m'a dit la surprise qu'il avait éprouvée à rencontrer aux confins du Brésil, dans un paysage de caféiers, toute une école symboliste florissante. Une initiative comme celle du « Groupement » ne pouvait manquer d'être bien accueillie chez nous. M. E. Martinenche en a recueilli des preuves excellentes dans son périple autour de l'Amérique latine, et il sait combien nous lui sommes reconnaissants de son affectueux dévouement à nos républiques. Il a l'admirable vertu française de « marcher pour les idées ». Je crois devoir rappeler celles qu'il exprimait dans son rapport du 4 Juin 1914, parce que ses paroles étaient prophétiques et qu'elles me paraissent traduire très exactement cette nécessité d'une « politique américaine » dont tout le monde est convaincu aujourd'hui :

« On joue volontiers en ce moment dans certains journaux au petit jeu de chercher ce qui restera à faire à la France quand seront épuisées les quatre questions d'où dépend, paraît-il, sa politique intérieure. Les esprits les mieux avertis semblent d'accord pour lui conseiller de jeter plus souvent les yeux autour d'elle. Elle a eu l'honneur d'être l'intermédiaire indispensable entre le nord et le midi de l'Europe. Notre Groupement a toujours pensé qu'il serait glorieux pour elle qu'elle jouât le même rôle entre l'Ancien et le Nouveau Monde. Elle ne songe à aucune conquête, pas même à une conquête morale. Elle n'enseigne que la clarté, elle n'invite qu'au respect de tous dans l'indépendance de

chacun. Héritière d'une civilisation qu'aucun sophisme ne lui fera renier, elle estime qu'une Amérique qui demeure latine est nécessaire à l'équilibre du monde. Et c'est pourquoi ses sympathies vont naturellement à ces Latins qui, dans des patries fermement aimées, veulent cultiver, sous la Croix du Sud aussi bien que sous la Grande Ourse, le même sentiment de l'humanité. »

Notre Amérique a déjà répondu amplement à ces sympathies françaises. Elle aussi est idéaliste, quichottesque, dans le plus beau sens du mot. Dans sa forge obscure se prépare, avec les inévitables convulsions du feu, une statue semblable à celle qui se dresse à l'entrée de New-York et qui devrait être dans un de nos grands ports : la Liberté éclairant le Monde. Lorsqu'un grand écrivain de l'Uruguay, José Enrique Rodó, voulut parler à l'Amérique — et l'écho de sa voix a retenti sur tout le continent — il a pris à Shakespeare l'image d'Ariel et de Caliban pour montrer la supériorité de notre idéalisme, qui est français. Nous n'avons pas besoin que la céleste musique du drame nous révèle l'approche du génie ailé. Nous savons tous de quel côté des tranchées se trouve Caliban. La guerre met en relief l'éternelle dualité ; elle nous montre que Sycorax, la « furie aux yeux bleus », la mère du « monstre roux », continue de menacer le monde. Et pour la France, comme le dit Prospero à Ariel dans la fantaisie pathétique de Renan, est arrivée l'heure « de montrer ce que nous savons et ce que nous pouvons. Voici le dernier combat ».

Le dernier? Souhaitons-le. Nos vœux accompagnent le génie de Prospero qui est parti pour le bon combat. Quand la *Marseillaise* résonne là-bas, dans nos rues, nous croyons entendre déjà la musique qui précède Ariel triomphant.

VENTURA GARCIA CALDERÓN,

Péruvien.

LE COURAGE SOURIANT DU SOLDAT FRANÇAIS

La puissance allemande est écrasante ; mais l'âme française est déconcertante. Race latine qui transforme en matière et en force l'énergie spirituelle la plus subtile, la plaisanterie et l'ironie, pour l'opposer à l'organisation et à la férule allemande. Soldat de France, soldat incompréhensible, soldat étrange, qui combat comme un lion et sourit comme un sceptique, qui ne croit à rien et se sacrifie pour la Patrie, qui, le rire aux lèvres, monte à l'assaut des tranchées, agonise les yeux pleins de sérénité et meurt comme un martyr.

Race française, race paradoxale et d'apparence frivole, le monde ne te connaissait pas. Étincelante d'esprit, mais instable, indisciplinée, elle paraissait condamnée à la dissolution et à la ruine, au choc un peu rude du destin. Mais l'heure grave sonne, et l'esprit de cette race fait des miracles ; il unifie les volontés, il apaise les querelles, il donne de la patience aux emportés, du calme aux agités, et, après un an de guerre, la France est l'unique pays belligérant qui n'ait pas connu la grève.

Mais elle n'abdique pas les prérogatives de son élégance spirituelle ; elle sait être terrible, avoir la finesse et l'héroïsme, sans perdre son ironie. L'esprit ne l'abandonne jamais, et l'humour allègre et éblouissant est sa meilleure force.

Le soldat français ! Tandis qu'il se repose du combat et prépare un assaut, il organise des représentations de théâtre, il caricature ses chefs et édite des journaux dans les tranchées.

Mais l'ironie et le sourire, si déconcertants qu'ils

paraissent, représentent ce qu'il y a de plus humain dans l'homme. L'animal n'atteint pas l'ironie, il ne connaît que la fureur et la tristesse.

Et ces soldats ironiques et libres, ces héros au courage souriant opposent la force indomptable de leur esprit lumineux à la puissance de fer des Teutons. Depuis la Marne, les Allemands n'avancent pas en France.

Quant à nous, qui sommes Latins, indisciplinés et sceptiques, retenons l'enseignement de cette guerre : les races sans organisation peuvent être grandes, si elles transforment l'ironie en courage, la liberté en initiative et le scepticisme en mépris de la mort.

El Comercio,
de Lima (Pérou).

LA SOLIDARITÉ DES PEUPLES LATINS

La conscience latino-américaine serait inconséquente avec ses traditions fondamentales d'origine et d'éducation, perdrait l'instinct de ses plus hauts intérêts si elle ne sentait pas magnifiée, en ces heures incertaines, la solidarité qui la relie à la grande nation de sa race et de son esprit, à la nation qui garde pour nous le triple prestige de sa latinité dirigeante, de la magistrature intellectuelle qu'elle a exercée sur notre culture, et de la tradition de liberté incarnée dans sa grande révolution, mère de la nôtre, et dans l'enracinement triomphant de ses institutions démocratiques. Nous avons reconnu en tout temps un tel lien intellectuel et avons rendu à la France, en sympathie très véhémente, cette immense irradiation de sympathie qui constitue l'essence, la force et le charme de l'esprit français. Nous voyons dans le drapeau tricolore de Valmy et de Jemmapes le symbole du plus puissant essai de civilisation humanitaire, libérale et généreuse qui ait aspiré à se réaliser dans le monde depuis la Rome des Antonins, et de la plus parfaite floraison de culture désintéressée, de délicatesse mentale et de goût exquis qui ait illuminé l'esprit d'une société humaine depuis l'Athènes de Périclès et la Florence des Médicis. Comment ne serions-nous pas avec le peuple qui représente cela, quand un coup qui veut être mortel le menace, quand une angoissante expectative fait surgir en notre mémoire les miracles de la Révolution d'une part, et de l'autre les tableaux sinistres par lesquels l'imagination de Victor Hugo nous a transmis la douleur et le désespoir de l'Année terrible.

Heureusement pour nous, qui croyons en l'immense part de l'avenir humain que ce peuple garde en lui, la

nouvelle épreuve à laquelle il était destiné survient en des conditions telles que, en même temps que s'accroît par les alliances le pouvoir de ses armes, tous les prestiges de sa cause nationale grandissent et s'exaltent. A son côté est la libre Angleterre, mère et modèle du gouvernement autonome ; la nation qui, même où elle est allée en conquérante, a conduit avec elle la liberté pour la répandre et l'enseigner ; l'Angleterre qui, à défaut des liens du sang, nous a imposé toujours le respect et une haute admiration parce que ses institutions ont contribué à nous donner un idéal d'organisation et parce que toutes les formes de notre progrès matériel américain nous rappellent le stimulant apporté par ses capitalistes expansifs et civilisateurs. Cette alliance des deux grandes nations propagatrices de liberté, bien qu'en des modes distincts, me paraît l'harmonie la plus belle et la plus sympathique qui puisse exister au monde. Telle que la guerre se présente, si elle est d'un côté la lutte des nationalités contre un impérialisme qui paraît tendre à l'unité d'on ne sait quelle restauration de l'Europe féodale, d'un autre côté elle signifie la lutte des principes libéraux de gouvernement contre la monarchie de droit divin, fondée sur la consécration de la force comme signe de prédestination et sur l'usage légitime de la force contre l'idéalisme désarmé du droit : « La force prime le droit. »

Et s'il manquait encore quelque chose pour caractériser l'union de la France et de ses Alliés dans l'ordre actuel du monde, il y a là le rôle joué par cette Belgique, merveille de travail et de culture, d'administration et d'ordre, que l'austérité sans tache de ses exemples n'a pu sauver du brutal outrage de la force ; incomparable ruche humaine foulée aux pieds et détruite par la plus inique des invasions et qui, à l'heure du danger, s'est transformée de ruche pacifique en un noyau formidable de héros pour sceller de son sang généreux le droit des petites nationalités à maintenir leur personnalité et leur autonomie et à refuser d'être l'instrument servile de desseins tyraniques.

La France représente encore, dans ce conflit de na-

tions, — et nous ne pouvons pas l'oublier, — la virtualité du génie latin, l'affirmation que nous faisons de son intégrité et de son pouvoir, et qui serait dénaturé, peut-être pour toujours, si de nouveau le coup d'Arminius renversait les légions de Varus, quarante ans après Sedan.

. . . .

Si cette alliance de l'Europe occidentale tombait vaincue, on ne saurait à présent préciser dans quelles directions obscures s'orienteraient les destinées du siècle qui commence, mais il est indubitable que ce serait dans le sens de normes et de principes absolument divergents de ceux que la nature et l'histoire désignent comme idéal aux jeunes nations du Nouveau Monde. Cela par soi seulement devrait décider nos vœux. N'oublions pas d'ailleurs que, pour les éléments réactionnaires et guerriers du Vieux Continent, l'Amérique n'a pas, tout à fait, cessé d'être « la proie coloniale », le pays de légende ouvert à l'imagination de la conquête. Un impérialisme national qui serait vainqueur du reste de l'Europe et, en conséquence, sans limites pour le contenir, signifierait pour l'avenir immédiat de nos peuples une menace d'autant plus certaine et d'autant plus considérable qu'elle viendrait favoriser l'action de l'autre impérialisme yankee qui trouverait dans la conscience commune du danger l'occasion d'affirmer sans égards son appui protecteur.

En somme : race, mentalité, institutions, spontanéité de l'affection, notion de notre intérêt collectif, tout, tout nous lie étroitement à l'une des parties de cette discorde gigantesque. Vue du point de vue hispano-américain, comme de quelque autre point distant de plusieurs heures de la Wilhelmstrasse de Berlin, la cause de la France et de ses Alliés est, au sens le plus haut et le plus large, la cause de l'humanité.

J. Enrique Rodo,

Uruguayen.

HOMMAGE A LA FRANCE

Bien que les circonstances actuelles n'appellent d'autres sujets de conversation que ceux qui concernent la guerre, nous nous proposons de recommencer à parler ici de l'Amérique latine, en nous bornant aux questions d'intérêt moral et matériel qui unissent la France et le nouveau continent.

Depuis dix ans, le *Figaro* n'a pas cessé un seul jour d'établir entre eux un lien puissant et également profitable des deux côtés de l'Océan. La continuation d'un tel effort ne saurait être identiquement aujourd'hui ce qu'elle était hier; mais j'ai la ferme conviction que cette rubrique ne tardera pas à reprendre son activité et son importance d'autrefois. Et rien ne pouvait me sembler plus agréable, en renouant ces relations, que de signaler le grandiose spectacle donné par l'Amérique dès la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France.

Comme s'il s'agissait d'un conflit dans lequel elles fussent directement intéressées, d'un conflit touchant à leurs frontières et à leurs ports, les nations sud-américaines se rangèrent, dès la première heure, du côté français. Dans les salons et dans les rues, dans les cafés et dans les théâtres, dans les cercles comme dans les imprimeries de journaux, on n'entendait qu'un seul et même cri, lancé avec une émouvante unanimité :

Vive la France !

Les journaux de Buenos-Ayres, du Brésil, du Chili, de l'Uruguay, grands ou petits, tenaient à honneur de donner les moindres détails du conflit européen et, lorsque les nouvelles étaient favorables à la France, de toutes parts la joie populaire éclatait sous la forme des

plus touchantes manifestations ; les étudiants étaient les premiers à donner le signal de ces démonstrations francophiles.

A l'Université de Buenos-Ayres, j'ai vu un professeur, ouvrant son cours du matin par un historique de l'héroïque et douce France, frénétiquement acclamé par ses élèves. Dans les rues de Rio-de-Janeiro, la foule chantait la *Marseillaise*. Sur tout le territoire argentin, particulièrement dans les provinces de Cordoba et de Tucuman, l'enthousiasme en faveur de la France était général. Dans l'État de Sao-Paolo, au Brésil, il y eut de véritables meetings populaires ; à Montevideo, les étudiants mirent en mouvement toutes les sympathies françaises partagées par la population ; et la ville de Valparaiso, au Chili, fut littéralement électrisée par les acclamations de 20.000 âmes, saluant de leurs vivats les réservistes français qui s'en allaient rejoindre leur poste de combat.

Je puis solennellement affirmer à mes amis de France que, de la ligne la plus éloignée de notre frontière du nord jusqu'à la Terre de Feu, limite extrême de notre continent, tout le monde fait ici des vœux ardents pour la victoire de leur pays. Cette énorme clameur d'amitié est si intense, si sincère, qu'elle se traduit par la voix même des enfants. Lorsque les écoliers se répandent dans les rues, en sortant de la classe, ils tirent de leurs poches de petits drapeaux français et les agitent gaiement en criant :

Viva la Francia !

Et c'est encore là le meilleur hommage de l'Amérique latine que je puis transmettre à la France.

Eugenio Garzon.

Ancien Sénateur de l'Uruguay.

LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS ET LE PRÉSIDENT DE L'URUGUAY

(20.000 personnes ont défilé devant la légation de France.)

La légation de l'Uruguay en France communique la dépêche suivante :

Montevideo, 15 juillet.

M. Lefaivre, ministre de France, a rendu visite à S. Exc. le Président de la République de l'Uruguay pour le remercier, au nom du Gouvernement français, de son initiative de déclarer le 14 juillet fête nationale uruguayenne, avec la sanction unanime du Sénat. Après les paroles prononcées par le ministre de France, le Président Viera a répondu :

« Monsieur le Ministre,

« L'idée d'incorporer ce faste aux nôtres n'est pas d'aujourd'hui : elle vient de loin, car la signification de l'événement commémoré en cette date a toujours été présente parmi nous, qui sommes nés républicains et démocrates. La France a été pour l'Uruguay non seulement la nation qui proclama les droits de l'homme, elle a été aussi l'amie de notre nationalité naissante pendant les jours où notre existence nationale et la liberté des peuples du Rio de La Plata, réfugiées l'une et l'autre dans les murs invincibles de Montevideo, étaient en danger. On peut juger donc des raisons que nous avons eues de considérer le 14 juillet comme un faste national. Nous l'adoptons aujourd'hui définitivement et dans une forme légale, pour confirmer notre solidarité avec les

idées que cette date représente et avec la glorieuse tradition de la France dans sa lutte pour la liberté et les droits de l'homme.

« Veuillez bien accepter, Monsieur le Ministre, et transmettre au Gouvernement ami que vous représentez, nos vœux les plus cordiaux pour que la France puisse bientôt continuer dans la paix sa mission lumineuse à la plus grande gloire de l'humanité. »

Le 14 juillet, la ville a été pavoisée aux couleurs uruguayennes et françaises. De nombreux groupes de citoyens ont parcouru la ville en chantant la *Marseillaise*.

La légation de France a été visitée par plus de 20.000 personnes.

Une grande soirée a eu lieu, le soir, au théâtre Urquiza, au bénéfice de la Croix-Rouge française. Ce fut une manifestation grandiose. M. Baudin improvisa un discours au cours duquel il remercia le peuple uruguayen de son hommage à la France et mit en relief l'unité spirituelle des deux républiques.

M. Baudin, à qui le ministre des Finances et M. de Miero, ministre plénipotentiaire de l'Uruguay en France, ont donné des banquets, part demain pour le Brésil, en emportant les meilleures impressions sur l'avenir des rapports de la France et de l'Uruguay. M. Baudin sollicitera de son Gouvernement une mission spéciale pour l'Uruguay.

Les journaux sont unanimes à applaudir ce resserrement des liens d'amitié entre les deux pays.

LE VENEZUELA ET LA GUERRE EUROPÉENNE

I

Dès la première nouvelle de la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France, ce fut au Venezuela une véritable consternation générale, car nous étions liés à ces deux pays par des intérêts à la fois politiques, sociaux et économiques. Il y en eut bien peu parmi les intellectuels de ma patrie qui ne se prissent à songer avec inquiétude à l'avenir que nous réserverait un triomphe allemand. Nul n'ignorait, en effet, l'aspiration des Germains à fonder l'*Amérique allemande,* ambition qu'avait mise en évidence, pour ne citer qu'un exemple, une carte publiée par une revue de Berlin où l'on voit l'Amérique séparée en deux moitiés par la ligne du canal de Panama : au nord, l'Amérique yankee; au sud, l'Amérique allemande. Le *Kaiser,* on peut le supposer, avait formé ce vaste projet en se souvenant de celui de Marie de Médicis, qui avait eu un moment l'idée de fonder l'Amérique française. Sans doute, l'empereur germain rêvait-il de se proclamer roi d'Amérique dans le temple même qui garde à Caracas le sépulcre de Bolivar, ou bien dans celui où, à Buenos-Ayres, dort le général San Martin. Ce rêve n'est-il pas de même sorte que cet autre qui, dit-on, a traversé sa pensée : se faire couronner roi de France dans la chapelle des Invalides, panthéon de Napoléon?

Maîtres du commerce au Venezuela, les Allemands, avec une singulière habileté, entreprirent la conquête

de la chose publique au moyen de missions d'instructeurs militaires qu'ils appuyaient d'opérations de banque pour les chemins de fer, les ports, les magasins, les canaux, les abattoirs. Pour toutes ces opérations, ils se faisaient donner en garantie des hypothèques sur les douanes. C'était la mainmise prussienne sur la fortune de l'État, solide point d'appui pour le grand projet impérial.

Lorsque les gens de Berlin estimèrent que la poire était mûre, ils résolurent de se jeter sur nous en prenant pour prétexte des réclamations d'un ou de plusieurs sujets allemands à propos de chiens, d'ânes et de porcs qu'ils auraient plus ou moins perdus dans une de nos guerres civiles. Ce n'était qu'un prétexte, parce que le mobile secret de leur agression en 1902 n'était autre que l'acquisition de la belle île que nous appelons Margarita et qui, située sur le chemin de Panama, pouvait leur servir de station de charbon et, avec le temps, de point d'appui pour des opérations sur notre côte, dont les ports ont la plus grande importance. Ne sont-ils pas, en effet, d'excellents ports de repos et d'approvisionnement pour les flottes marchandes et les vaisseaux de guerre des nations maritimes qui n'ont pas d'escales à elles sur la mer des Caraïbes, avant de pénétrer dans le canal et d'entrer dans l'Océan Pacifique?

La côte du Venezuela était et est encore un des numéros du programme naval germanique.

On n'a pas oublié dans mon pays cette agression où nous courûmes grand péril, et qui fut arrêtée par l'intervention de la Chancellerie de Washington. Il y a aussi un autre souvenir qui n'est pas sorti de notre mémoire. Dans le rendez-vous que se donnèrent à Washington ceux qui avaient quelque réclamation à adresser au Venezuela, comme s'il s'agissait de notre liquidation générale pour faillite frauduleuse, alors que nous étions en train de payer tout le monde et que l'or abondait dans les caisses de l'État, seule la France resta à l'écart de cette bande de juifs, bien qu'elle eût rompu avec nous ses relations diplomatiques et qu'elle

eût aussi des revendications à présenter. Non seulement elle refusa de prendre l'attitude d'une ennemie, mais elle ne se contenta même pas d'un geste d'indifférence. Elle prit position diplomatique à côté des États-Unis, elle neutralisa en Europe l'action des Alliés (Allemagne, Angleterre, Italie), et, grâce à ce rôle d'amitié, elle nous aida par son action à sortir heureusement du cruel embarras où nous avait mis l'empereur germanique.

Nos relations diplomatiques ne tardèrent pas à se rétablir avec la France, mais, quelques mois après, elles furent de nouveau interrompues par le président Castro.

C'est alors que Castro chercha à s'appuyer sur Berlin, sur l'agresseur de la veille qui avait bombardé nos ports sans défense ; et, en effet, après avoir brutalement coupé toute communication commerciale entre la France et le Venezuela, il constitua une légation à Berlin, dont il confia la direction au Dr Gil Fortoul qui était en train de quitter son poste de consul général à Paris et avait reçu ses passeports. Cette légation ne fut que pour la parade, car, au lieu de ce qu'on attendait, elle n'assura alors le développement d'aucune politique diplomatique à Berlin. D'autre part, notre agent se tint à l'écart des salons et consacra toute son activité à des exercices hippiques.

Cet agent fut le diplomate qui, chargé de représenter le Venezuela à la seconde Conférence de La Haye, y proclama la *doctrine Castro* qu'il n'a jamais définie ni alors ni depuis lors, et dont on ne parle dans l'histoire diplomatique que pour la singularité du cas.

Tout le monde au Venezuela n'appuya pas cette politique allemande de Castro. On la désapprouva généralement ainsi que la *doctrine* qui ne nous épargnait pas le ridicule dans le monde international. On ne put néanmoins rien faire pour renouer l'amitié avec la France et rétablir avec elle un échange commercial, jusqu'au jour où fut renversé le Gouvernement de Castro.

Le nouveau président, le général Gomez, inaugura son gouvernement en ouvrant nos ports au commerce

français. Quelque temps après, il put annoncer que notre amitié avec la France était rétablie, et cet acte reçut l'approbation générale de mes compatriotes et fut célébré joyeusement dans tous nos cercles sociaux et politiques.

Cependant le président Gomez ne chercha pas alors à inaugurer une politique française en opposition avec la politique allemande de Castro. Il voulait simplement reconquérir une amitié qui nous était chère depuis nos origines historiques, et nous permettre de vivre cordialement en paix avec nos amis internationaux.

Telle était la politique de la Chancellerie de Caracas au moment où l'Allemagne déclara la guerre à la France. Le Dr Marquez Bustillos, qui avait remplacé le général Gomez à la présidence de la République, décréta alors la neutralité du Venezuela et l'a maintenue depuis avec rigueur.

II

Les gouvernements peuvent être neutres, mais nous, qui sommes en dehors de l'administration, nous avons le droit d'avoir nos sympathies pour l'un ou l'autre des groupes de belligérants. Nous en avons un bon exemple aux États-Unis : le président Wilson y a décrété la neutralité, mais l'ancien président Roosevelt y a proclamé sa sympathie pour les Alliés et est même allé jusqu'à demander l'intervention armée de son pays aux côtés des Latins contre le germanisme.

C'est pourquoi la majorité de mes compatriotes s'est prononcée en faveur des Alliés. Ils se souviennent, en effet, qu'il y eut en 1792 un Vénézuélien, Francisco de Miranda, qui combattit dans les armées républicaines françaises et qui eut le très grand honneur d'y commander en chef. La coalition austro-prussienne de 1792 pénétra en Belgique, avec Paris pour but, par les mêmes routes que les Prussiens et les Autrichiens en 1914. Notre Miranda, dans la première de ces invasions,

eut à lutter contre les ennemis de la France sur les mêmes champs où, l'an dernier, se livrèrent les grands combats précurseurs de la vaste et glorieuse bataille de la Marne : Maestricht, Liége, Anvers, Venlo, Tirlemont, Louvain, Mons, Malines, Charleroi.

Pour contenir la coalition austro-prussienne de 1914, plus d'un de nos soldats, suivant l'exemple de Miranda, a pris les armes et a trempé de son sang les champs de bataille : Luis Camilo Ramirez se bat en Artois, est blessé trois fois, et par sa bravoure gagne la croix de guerre avec deux palmes ; Sanchez Carrero charge furieusement l'ennemi en Champagne jusqu'au moment où il tombe, la poitrine traversée par une balle ; le poète Ismael Urdaneta est poignardé par les Turcs auxquels il essaie d'enlever à l'arme blanche une tranchée aux Dardanelles ; l'étudiant Félix Villarroel est soldat dans l'armée anglaise ; c'est du sang vénézuélien qui coule dans les veines des frères Tarbès, blessés à l'assaut de Tahure, et du jeune Vicente Marcano, encore respecté par les balles.

De tous ces faits, l'Histoire ne pourra-t-elle pas conclure que, dans toute armée française qui pénètre en Belgique pour contenir l'assaut des Austro-Prussiens en marche sur Paris, il y a toujours un morceau de l'âme vénézuélienne ? Je pourrais ajouter : un morceau aussi de l'âme américaine. D'autres Latins d'Amérique ont donné glorieusement leur vie pour la défense de la France, comme le poète colombien Hernando de Bengoechea et l'Équatorien Rodolfo Seminario, fils d'une mère vénézuélienne. D'autres encore rendent des services militaires, comme le lieutenant équatorien Felipe Rendon, les capitaines Canales et Vallejo, et l'architecte péruvien Calderon, ou scientifiques comme le médecin Mejias, de la République Dominicaine, et le chirurgien colombien Leba. D'autres enfin servent dans l'ambulance américaine, comme les architectes uruguayens Castro et Hardoy, ou Mlle Seminario, dont la mère, une Vénézuélienne, est la sœur de Reynaldo Hahn.

Pour en revenir à mon pays, il y a d'autres liens qui l'unissent pour toujours, lui et l'Amérique, à la France.

Voici quelques faits qui y demeurent gravés à jamais dans les mémoires fidèles :

« Ce fut la Révolution française qui prépara notre indépendance et nous fit aimer la République.

« La France fut le premier État européen qui prit en considération, en 1811, la reconnaissance de notre indépendance.

« En 1813, l'empereur Napoléon nous promit son aide matérielle, c'est-à-dire de l'or, des fusils, des bateaux, des vêtements et même des soldats, pour reconquérir notre indépendance perdue en 1812.

« Bolivar avait un cœur français.

« C'est la France qui, en 1825, intervint auprès de la Sainte-Alliance pour que, dans un conflit armé, ne fût point mise en péril la reconnaissance qu'avait faite Canning de l'indépendance de la Colombie, du Mexique et de Buenos-Ayres.

« C'est encore la France qui offrit ses bons offices à partir de 1825, afin que Rome reconnût notre indépendance et que se rétablît normalement le fonctionnement de l'Église catholique en Amérique. C'est elle qui appuya fortement la nomination des premiers archevêques et évêques, malgré l'opposition du roi d'Espagne.

« Des officiers français ont servi sous les ordres de Bolivar.

« Un officier de Miranda à Jemmapes, couronné plus tard roi de France, Louis-Philippe, a reconnu l'indépendance du Venezuela en septembre 1831, quand nous nous séparâmes de la Confédération de Colombie.

« Flammarion a conféré à Bolivar l'immortalité astronomique en donnant son nom à l'astre *Boliviana*.

« C'est des Universités françaises que sont sortis la plupart de nos grands savants. »

Voilà qui explique pourquoi, au Venezuela, nous avons vécu des moments de joie intense chaque fois que la France a remporté un triomphe dans les sciences, la diplomatie ou la guerre, et pourquoi nous avons pleuré avec elle ses malheurs que nous faisions nôtres.

Pendant la guerre franco-prussienne de 1870, l'histoire rapporte que des Vénézuéliens s'enrôlèrent dans

les ambulances de Paris où ils accomplirent des actes d'humanité et d'héroïsme. On cite les noms des médecins Gaspar Marcano et Luis Rodriguez Hernández, du chimiste Vicente Marcano et de l'étudiant Theodor-Ravelo qui avait comme infirmière à l'hôpital du Val-de-Grâce sa sœur Amelia dont est célébrée plusieurs fois la chrétienne abnégation. Dans les annales des hôpitaux de la guerre actuelle, la tradition s'est continuée. Avec le même héroïsme et la même abnégation, des Vénézuéliens donnent des soins aux vaillants blessés. Le médecin Diego Carbonell est resté à l'hôpital 117 à Paris jusqu'au moment où il a été nommé consul général du Venezuela en France. L'architecte[1] Marcel Villanueva s'est mis au service de l'ambulance américaine de Paris. L'architecte Luis Basalo, l'ingénieur Roberto Basalo et l'industriel Luis Theodor-Ravelo de Tovar sont à l'hôpital 211, à Royan. Des femmes de chez nous se rencontrent aussi sous la bannière de la Croix-Rouge française, entre autres les filles de l'illustre ancien président du Venezuela, le général Guzman Blanco, et Mlle Ravelo de Tovar, dont le père a été notre consul général à Paris. La veuve et la fille de notre distingué poète Carrillo y Navas se consacrent à l'éducation des orphelins pauvres d'officiers français. Enfin, tandis que des soldats de chez nous, comme je l'ai indiqué plus haut, donnent leur sang à la France, nos poètes saluent de Caracas la marche triomphale des drapeaux français vers les eaux du Rhin, ainsi qu'il est dit dans la belle poésie qu'on va lire :

LA FRANCE VERS LE RHIN

Dédié à l'illustre Président de la République
Française, M. Poincaré.

« Noble Rhin allemand ! Quelle heureuse fortune t'attend ! Déjà je vois s'approcher de ton rivage, dans la fraîcheur de

---

(1) Les architectes mentionnés dans cette étude sont élèves de l'École nationale des Beaux-Arts de Paris.

l'aube, les panaches et les épées de la troupe qui porte le drapeau de l'Europe couronné de ses lauriers.

« Noble Rhin allemand ! Plus d'une nation enfoncera sur tes bords sa bannière en un salut martial, et, dans l'onde que renouvelle ton courant, chaque soldat baignera son front, comme dans un nouveau Jourdain.

« Ainsi la Renommée aspire à couronner les peuples qui, à flots de sang et d'énergie, s'en vont vers les combats. Ainsi la Gloire donnera le baptême aux hommes qui, à force d'héroïsme, soumettront Berlin à leur volonté.

« Si bientôt, sur le lit de tes ondes, tes propres Nymphes chantent en chœur l'hymne de la Paix, qu'importe que tes eaux d'argent, souillées par le sang germanique, courent en pleurant vers la mer !

« Qu'importe que, sur tes rives fleuries, les nuits deviennent plus sombres et s'accompagnent d'une plus profonde épouvante, puisque l'aigle effrayant de la Guerre avec ses deux ailes étendues sur la terre ne lui permet pas de voir le soleil !

« La force lutte et la valeur assiège. Ainsi commença la barbare tragédie de deuil universel. Chaque bataille qui se livre brise un anneau de la chaîne qui attache le peuple allemand.

« Oh ! quels arcanes de douleur, à mesure que croît l'effort humain pour mourir ou triompher ! Cet effroi étonné de quatre continents, ceux qui l'ont soulevé, ce sont les peuples les plus vaillants de l'antique Europe !

« Qui marche par ces chemins abandonnés, soulevant ses magnifiques légions en un geste si héroïque ? Qui donc, enveloppé de superbes trophées, s'est éloigné des Hautes-Pyrénées ? — C'est France l'immortelle !

« Nation étrangère à tout esclavage, elle n'a pas de plus cher souci que de détruire les liens les plus solides de l'Empire, et de mettre en liberté les vassaux qu'affranchit l'élan de ses chevaux lancés à plein galop.....

« République de courtoisie fidèle, en ton âme noblesse et honneur obtiennent une plus vigoureuse floraison. Ainsi dans la blancheur des vases s'embellissent deux boutons cultivés sur un même rosier. »

ANDRÉS E. DE LA ROSA.

III

Au Venezuela, il n'y a pas, à proprement parler, d'influence intellectuelle allemande, malgré l'effort qui se continue depuis vingt-cinq ans pour nous germaniser par le moyen de ces collèges allemands fondés en opposition avec la propagande d'enseignement français de l'Alliance française à Caracas et des sœurs de Saint-Joseph de Tarbes. On n'a même pas pu créer un courantd'étudiants du Venezuela qui iraient faire ou compléter leurs études dans les Universités allemandes. Tous, ou presque tous, ils se dirigent vers Paris où le *Groupement* se met à leur disposition pour leur faciliter la tâche. Qu'il s'agisse de médecine, de sciences appliquées, de chimie, de physique ou d'agriculture, la science française domine parmi nous. Notre Code civil est établi sur le modèle du Code Napoléon. Les livres de philosophie allemande ne sont pas ceux qui abondent dans les bibliothèques de nos intellectuels. L'enthousiasme n'est pas plus grand pour la poésie et la musique germaniques. En littérature et en philosophie, notre goût est français ; en poésie, il est espagnol et, en musique, italien ; c'est dire que nous sommes demeurés fidèles à l'idéal latin auquel nous attache, en dehors de l'art, la tradition historique de la religion et de la langue. Cela ne signifie pas que, dans les classes cultivées du Venezuela, on ignore ou qu'on méprise le développement intellectuel allemand, mais que nous continuons à préférer ce qui est de chez nous, et depuis longtemps déjà la France est de chez nous.

La statistique nous apprend (1) que, dans le mouvement des livres importés par la douane de La Guyara pendant le second semestre de 1914, l'Allemagne a introduit 109 kilos de livres cartonnés, *dont aucun de caractère scientifique*. Au contraire, la France figure

(1) Ministère des Finances. Statistique commerciale et maritime, correspondant au semestre de juillet à décembre 1914.

avec 1.268 kilos de livres brochés, 96 de livres cartonnés et *914 de livres scientifiques*. L'Espagne, il est vrai, nous a envoyé 4.455 kilos de livres brochés et 1.381 reliés, mais il n'y en avait que 435 kilos de caractère scientifique. Les États-Unis ont introduit dans la même période 635 kilos de livres cartonnés et 72 kilos de livres scientifiques. L'Angleterre, la Belgique, l'Italie et la Hollande n'envoyèrent aucun livre scientifique.

Si, comme on le voit, la France tient le premier rang dans le commerce des livres scientifiques, il n'en est pas de même pour le mouvement général d'importation dans notre pays. On en jugera par les tableaux suivants :

Importation dans le premier et le second semestre de 1914.

ORIGINE	JANVIER A JUIN	JUILLET A DÉCEMBRE
États-Unis	16.876.639f 26	14.391.469f 31
Angleterre et colonies anglaises	10.680.931 69	4.309.207 06
Allemagne	6.744.242 58	1.493.922 12
France	2.889.038 15	1.140.173 61

Importation pendant les années 1909 à 1914.

ORIGINE	1909	1910	1911
États-Unis	16.326.452f 52	19.629.737f 81	27.044.343f 46
Angleterre et colonies anglaises	12.327.480 56	19.284.710 63	27.888.018 31
Allemagne	10.754.247 84	10.566.255 79	16.559.301 66
France	3.415.320 80	5.175.680 23	9.624.684 54

ORIGINE	1912	1913	1914
États-Unis	35.401.233f »	35.979.980f 03	31.168.108f 47
Angleterre et colonies anglaises	22.971.361 »	22.260.593 57	14.990.138 75
Allemagne	16.577.143 »	12.404.073 91	8.238.164 70
France	13.556.477 »	5.666.611 43	4.029.211 77

En ce qui concerne les exportations du Venezuela, la France passe avant l'Allemagne. La chose est assez surprenante, car nul n'ignore que le commerce allemand est prédominant chez nous, que les colonies allemandes dans les diverses cités et les ports de notre

République comptent plus de membres que les colonies françaises, et que leur nombre leur assure une grande influence sociale, surtout dans les régions du Centre et de l'Ouest. Cette influence s'accroît d'autant plus qu'en général les Allemands qui vont au Venezuela y contractent mariage avec des femmes de chez nous et y fondent des foyers prospères.

Exportation pendant le premier et le second semestre de 1914.

DESTINATION	JANVIER A JUIN	JUILLET A DÉCEMBRE
États-Unis	23.971.003f 04	24.597.159f 64
France	27.921.985 49	2.921.870 55
Allemagne	8.892.023 50	1.106.238 18
Angleterre et colonies anglaises	4.686.858 27	2.701.142 34

Exportation pendant les années 1909 à 1914.

DESTINATION	1909	1910	1911
Etats-Unis	31.492.837f 86	32.670.909f 85	36.700.834f 50
France	26.603.462 77	29.149.456 41	31.928.350 80
Allemagne	5.550.736 23	11.987.339 17	22.120.264 »
Angleterre et colonies anglaises	8.615.874 39	10.956.669 40	10.688.581 »

DESTINATION	1912	1913	1914
États-Unis	51.334.735f »	43.888.925f 33	48.568.162f 68
France	35.824.741 »	51.751.523 27	31.185.626 04
Allemagne	20.428.542 »	28.827.814 24	9.998.261 68
Angleterre et colonies anglaises	8.424.463 »	11.394.058 90	7.393.500 61

IV

Il est difficile de dire dès maintenant quelle sera l'orientation diplomatique que prendront après la paix les États latins d'Amérique. Tout dépendra naturellement de l'issue de la lutte. Supposez que l'Allemagne triomphe. Elle mettrait aussitôt en pratique son plan d'une *Amérique allemande* pour préparer à son *Kaiser* un nouveau costume d'empereur américain. Ce plan se heurterait à l'opposition formelle des États-Unis, mais

cette opposition serait sans doute platonique. La force militaire que pourrait mettre en action la République yankee n'éviterait pas la prise de possession de notre continent par la Germanie, souveraine maîtresse des terres et des mers.

Il n'y a pas à redouter, à notre avis, que jamais pareil acte se réalise. Nous avons la conviction que la victoire ira aux Alliés et que l'idéal latin dominera la civilisation de l'avenir.

Il faut cependant songer que, quand viendra la paix, une fois résolue la question d'Orient et liquidées les questions africaines, on verra surgir la *question américaine*. Chacune des puissances victorieuses cherchera à occuper par son commerce la place laissée vacante en Amérique par la disparition du facteur germanique, si tant est que ce facteur puisse disparaître complètement. Cette place, les États-Unis cherchent à l'occuper. Nous risquons, nous, les Vénézuéliens, d'être exposés à de graves dangers à cause de notre situation exceptionnelle sur la mer des Caraïbes. Il serait prudent de songer dès maintenant aux conflits possibles, avec une âme sereine, mais aussi avec la résolution d'éviter une surprise. En tout cas, c'est un devoir patriotique de préparer l'avenir au moyen d'une diplomatie qui nous donne un point d'appui, des amis qui nous défendent, des concours pour notre développement économique et commercial, et des garanties pour la sûreté de notre indépendance et l'accomplissement des traités internationaux.

Pour atteindre ce but, nous ne voyons rien de mieux que de demeurer fidèles à la politique que l'histoire diplomatique appelle *doctrine de Bolivar*. Cette doctrine nous recommande de nous appuyer sur un État européen pour éviter l'influence sans contrôle que pourraient exercer les États-Unis sur les républiques latines d'Amérique.

Cet État, selon nous, et c'est un sentiment que partagent beaucoup de nos compatriotes, doit être la France. Dans ces conditions, Paris deviendrait une des extrémités de l'axe sur lequel tournerait l'Amérique latine, l'autre extrémité étant Washington.

Notez enfin que, grâce à l'organisation démocratique de la France, nous pourrions former une *Confédération républicaine* qui permettrait aux républiques latines d'Amérique de trouver dans la France et dans les États-Unis du Nord des directions qui respecteraient, en se faisant contrepoids, l'indépendance nécessaire à notre progrès et à l'équilibre du Nouveau Monde.

Carlos A. Villanueva,
Vénézuélien.

NOTES ET DOCUMENTS

LA PROPAGANDE FRANÇAISE DANS L'AMÉRIQUE DU SUD

Le bulletin quotidien que M. Victor Margueritte a fondé au début de la guerre sous le titre de *l'Information universelle*, afin de combattre dans l'Amérique du Sud les effets de l'ardente propagande allemande, publie aujourd'hui la belle page suivante de M. Léon Bourgeois, que nous sommes heureux de mettre sous les yeux de nos lecteurs :

« J'ai eu à plusieurs reprises l'occasion de dire, en présence des chefs des missions diplomatiques américaines à Paris, dans ces réunions du Comité France-Amérique, auxquelles j'eus maintes fois l'honneur de participer, quelles étaient toutes les causes de la sympathie et de la confiance qui unissaient la France à l'Amérique latine.

« Mais la guerre effroyable qui nous fut imposée nous a valu, de la part de nos amis d'Amérique, tant de manifestations chaleureuses et touchantes, que nous avons senti vibrer entre eux et nous et pour toujours une âme commune et impérissable.

« Cette âme, je l'avais sentie déjà lors des conférences de La Haye. Là, dès les premiers instants, une sorte de consentement instinctif avait groupé les représentants du Nouveau Monde et les délégués français. Nous nous étions sentis alors les citoyens et les soldats d'une même patrie républicaine. Nous avions éprouvé cette allégresse de nous reconnaître les uns et les autres comme les enfants d'une même famille. A entendre, parlant merveilleusement notre langue française, les orateurs de ces républiques latines, nous

comprenions qu'une même culture avait formé nos esprits. Nous avions reçu les mêmes enseignements de la Grèce et de Rome, et les maîtres de notre esprit étaient ces mêmes philosophes des dix-huitième et dix-neuvième siècles qui nous ont donné un commun idéal politique et social.

« Ainsi, ce n'étaient pas seulement les mêmes mots que nous prononcions, les uns et les autres, c'était le sens profond de chacune de nos paroles que nous percevions également. C'était tout notre être qu'animaient, qu'éclairaient, qu'ébranlaient ces grandes vérités dont nous espérions faire admettre, par l'ensemble des États du monde, la formule définitive dont nous préparions la réalisation dans les faits.

« Aucune des républiques américaines n'avait manqué à l'appel de son nom. Toutes, à La Haye, se sont inscrites au grand-livre du Droit et de la Paix. Et avec elles, la France eut l'honneur d'y être inscrite également dès le premier jour.

« Dans cette longue liste d'États prêts pour l'organisation du droit humain, tous nous avions vu une promesse de merveilleux avenir pour l'humanité. Qu'est-il advenu aujourd'hui de notre magnifique et commun idéal ? Devant la brutale agression germanique, cet insolent défi jeté à la face de la latinité, notre race tout entière s'est dressée pour le défendre. Jamais il n'était apparu plus lumineux, plus désirable, plus nécessaire. Jamais il ne fut plus puissant. Triomphalement il poursuit son chemin. Et, tandis que sur nos frontières, des millions d'hommes combattent et meurent pour la protéger, de l'Occident à l'Orient, l'idée latine accomplit journellement de magnifiques conquêtes, pacifiques celles-là.

« Par-dessus les barrières de la vieille politique continentale, avec la puissance du flot vainqueur, elle est arrivée jusqu'aux extrémités de la lointaine Asie. Les républiques du Nouveau Monde ont été l'étape nécessaire de cette marche triomphale. Ces républiques avaient parfois remercié la France d'avoir donné à leur littérature, à leur politique, à leur philosophie des exemples et des modèles. Mais, à l'heure du danger, malgré toute la pression allemande, elles ont rendu à la France, avec enthousiasme, les forces vives de leur jeunesse et de leur génie fraternel.

« Aujourd'hui, elles préparent ensemble, par leur alliance étroite, la nouvelle société humaine, véritable, spirituelle. Un même esprit les anime, une même conscience détermine en elles la volonté de vivre en commun. Elles l'emporteront sur les tendances destructrices, sur les forces de division, de désagrégation et de mort liguées contre elles.

« En vérité, je le répète : entre nous et les fils des républiques latines, il y a désormais une société vivante et bien vivante ; une âme commune est en nous. »

Léon Bourgeois,
Sénateur.

LES SYMPATHIES FRANÇAISES DANS L'AMÉRIQUE DU SUD

M. Pierre Baudin, ancien ministre, sénateur, chargé de prononcer l'allocution habituelle à la neuvième Matinée nationale qui a eu lieu hier à la Sorbonne, avait pris comme sujet sa récente mission dans l'Amérique du Sud.

Après avoir donné des explications sur cette mission, le conférencier a montré l'accueil enthousiaste qui lui avait été fait dans les républiques sud-américaines, et il a rappelé les manifestations que sa présence a provoquées au Brésil, en Uruguay et en Argentine.

« Tous ces pays, a dit M. Pierre Baudin, admirent profondément le magnifique effort militaire de la France. Au Brésil, l'opinion publique s'est exprimée clairement à ce sujet, sous les formes les plus sympathiques et les plus diverses. »

M. Pierre Baudin a mentionné notamment la réunion tenue à la superbe bibliothèque de Rio-de-Janeiro, à laquelle assistaient des professeurs et des étudiants de l'Université.

A Montevideo, où la mission se trouvait le 14 juillet, devenu jour de fête nationale de l'Uruguay, d'émouvantes et impressionnantes manifestations ont salué son passage. Pendant une représentation, à laquelle assistait la mission, la *Marseillaise* a été écoutée debout par toute la salle.

En Argentine, l'élite et la masse de la population se sont souvenues du rôle joué par M. Pierre Baudin comme ambassadeur extraordinaire. Des réunions et une magnifique représentation ont été données en l'honneur des Alliés.

« Tous ces pays, a dit le conférencier, se sentent menacés par la folie criminelle des Allemands qui soulèvent l'indignation unanime du monde latin par leur monstrueuse organisation de cruauté et de cupidité. Ayons foi dans la haine universelle qui enveloppe l'Allemagne et qui, je l'espère, survivra à la guerre et à la victoire finale. »

M. Pierre Baudin a terminé par ces mots : « Ainsi, un puissant et large courant s'est déterminé dans les pays latins de l'Amérique du Sud contre la barbarie pangermaniste. »

L'AMITIÉ ARGENTINE

Nous comptons en Argentine de fidèles et agissantes amitiés, et, pour mieux dire, la cause que défendent les Alliés y recueille d'ardentes sympathies parce qu'on y comprend l'importance historique de cette guerre mondiale, et qu'on s'y sent solidaire de ceux qui sont les champions des intérêts vitaux et de l'indépendance des peuples.

De ces sympathies et de cette solidarité un noble et délicat témoignage nous vient de Buenos-Ayres. C'est, sous la forme d'une élégante brochure, le compte rendu d'une fête offerte dans la somptueuse résidence du Dr Charles Madariaga pour commémorer l'anniversaire de la bataille de la Marne.

Cette cérémonie réunissait autour du distingué amphitryon, du vice-président de la République Argentine et des représentants officiels des gouvernements de l'Entente, tout ce que Buenos-Ayres compte d'éminent dans le monde des lettres des arts, de la politique et du haut enseignement.

Une pareille manifestation serait, par elle-même, suffisamment significative ; mais ce qui ajoute à son prix, c'est le caractère que ceux qui l'organisèrent, ou qui y prirent part, ont entendu lui exprimer expressément et qui se traduit dans les généreuses paroles qui y furent prononcées.

On ne peut se défendre d'un peu d'émotion, par exemple, quand on entend le chroniqueur du *Courrier de La Plata* déclarer que « l'anniversaire de la bataille de la Marne sera certainement célébré, dans un avenir très proche, à l'instar d'une fête nationale, non seulement par les Français, mais encore par tous les peuples avides de justice et de droit, qui en feront une fête internationale, une commémoration du triomphe de la civilisation sur la barbarie ». M. Madariaga n'est pas moins net, dans sa touchante allocution : « *Rester neutre* dans ce conflit, le plus grand qu'enregis-

trera l'histoire, ajoute-t-il, *cela ne se comprend pas,* ne se conçoit pas. » Ainsi pensent et s'expriment le poète Almafuerte et M. Barroetaveña.

L'écho de semblables paroles sera pieusement recueilli chez nous. Elles montrent ceux qui, dans cette lutte gigantesque où le sort du monde est engagé, comprennent qu'on n'y saurait être neutre. Mais elles nous sont un précieux réconfort, et, comme l'a dit M. le ministre de France, « elles resserreront encore les liens d'amitié qui nous unissent à ce beau pays de l'Argentine ».

R. N.

Parmi les journaux de la République Argentine essentiellement francophiles, on doit citer *El Diario* de Buenos-Ayres qui n'a jamais cessé, depuis sa fondation — c'est-à-dire depuis trente-cinq ans — d'être un ami décidé de la France.

Il a toujours saisi l'occasion de manifester sa grande sympathie pour notre pays, se réjouissant de ses succès ou s'attristant de ses malheurs.

Dès août 1914, un écrivain argentin de grande notoriété, M. F.-A. Barroetaveña, a entrepris dans les colonnes de *El Diario* une campagne contre les appétits immodérés et immoraux de l'Allemagne. En une série de vingt articles, il a étudié et défini la mentalité allemande sous toutes ses formes, rappelé ses crimes : meurtres, incendies, pillages inutiles, destruction systématique de monuments, etc.

Les titres de ces articles ont déjà leur éloquence :

« Le despotisme prussien. » — « A feu et à sang. » — « Violation du droit des gens. » — « Les lois de la guerre violées par les Allemands. » — « Le véritable danger » (qui n'est ni le péril jaune ni le péril slave, mais le danger allemand). — Enfin « Les Huns et les Germains » (étude comparative de leurs méthodes de faire la guerre, leurs cruautés, incendies, pillages, pour s'imposer par la violence). Dans ce dernier article, l'auteur se demande : « Quels sont les plus barbares ? » Vous avez deviné sa réponse.

En février 1915, M. F.-A. Barroetaveña réunit ces articles en un volume sous le titre : « L'Allemagne contre le monde », et en adressa un exemplaire au généralissime Joffre, qui en accusa réception par une lettre datée du grand quartier général, le 14 avril 1915, dans laquelle, après avoir remercié

et félicité l'auteur, il ajouta : « La sympathie que l'œuvre de la France et de ses alliés rencontre dans le monde nous montre chaque jour davantage l'intérêt de l'œuvre que nous poursuivons avec une inébranlable confiance. »

L'œuvre de M. F.-A. Barroetaveña en faveur de la France s'ajoute aux nombreux témoignages de sympathie si souvent donnés tant par la rédaction de *El Diario* que par son directeur, M. Manuel Lainez.

C'est M. Manuel Lainez qui, dans un banquet officiel donné en son honneur en mai 1914, pendant le séjour qu'il fit à Paris comme envoyé extraordinaire du Gouvernement argentin pour une mission spéciale, termina son discours par cette phrase : « J'ai toujours été l'ami de la France, je le suis et le resterai toujours. »

Enfin, cette année, c'est M. Manuel Lainez qui, accueillant sympathiquement un appel de Mme Messimy, présidente de l'hôpital annexe V. G. 3 installé à l'École polytechnique, organisa à Buenos-Ayres, avec le concours de grandes dames argentines et l'appui de *El Diario*, une représentation au bénéfice de cet hôpital, dont le produit net (29.151f 30) fut envoyé par l'intermédiaire de la direction de *El Diario* et versé entre les mains de Mme Messimy.

Comme l'a dit son directeur, et d'accord avec ses sentiments personnels, *El Diario* a toujours été, est et restera l'ami de la France.

SYMPATHIES CHILIENNES

La Patrie, journal qui paraît en français à Santiago du Chili, nous apporte les échos d'une grande fête donnée là-bas en l'honneur de la France. Au cours de cette fête, une des plus hautes personnalités chiliennes, M. Mackenna Subercazeaux, prononça un discours dont voici un passage :

« La France répand, dans le monde entier, grâce à ses artistes, les fleurs du bon goût et fait connaître les émotions de la beauté, sans lesquelles la vie ne serait qu'un désert aride.

« La France fait rayonner son génie créateur sur le reste du monde et elle prodigue généreusement ses prodigieuses

inventions, sans autre but que le progrès universel, sans égoïsme, sans restrictions et sans s'arrêter à se demander si ses propres inventions, perfectionnées et exploitées par des cerveaux mécaniques, ne pourront pas devenir de terribles armes contre elle-même.

« La France, dans sa soif insatiable de progrès, a conquis pour l'humanité l'espace infini et a donné à l'homme des ailes pour escalader le ciel !

« La France, toujours amoureuse de l'idéal, altruiste, humanitaire, a subi un moment la dangereuse illusion du pacifisme et, pendant que ses ennemis, avec une implacable ténacité, préparaient sourdement la guerre, elle se laissait aller à des rêves de paix idéale et dépensait ses meilleures énergies dans des œuvres de progrès démocratique et social. »

Et l'orateur conclut ainsi :

« Elle vivra tant que vivra une conscience humaine qui protège le droit contre les attentats de la force. Elle vivra tant que l'esprit dominera la matière, tant que sur le front de l'homme rayonnera la lumière souveraine de l'intelligence.

« La patrie de Descartes, de Pasteur, de Victor Hugo ne pourra jamais mourir. Elle est une force nécessaire au bonheur et au bien-être moral de la race humaine. »

UN HOPITAL FRANCO-ÉQUATORIEN

Nous apprenons que, sur l'initiative de MM. Dorn y de Alsua et P. Valdez, la colonie équatorienne vient de prendre à sa charge, pour toute la durée de la guerre, la moitié des frais de l'hôpital auxiliaire n° 139, de la rue du Général-Foy.

Un comité, composé de Mme T.-C. de Aspiazu, présidente d'honneur, et MM. Dorn y de Alsua, ministre de l'Équateur, président, P. Valdez, consul général de l'Équateur, secrétaire, et A. de Aspiazu, troisième secrétaire de la légation de l'Équateur, trésorier, a été constitué pour assumer la direction générale de cette œuvre à laquelle la plus grande

partie de la colonie équatorienne actuellement à Paris a contribué par des souscriptions mensuelles importantes.

Nous ne pouvons qu'applaudir à cet acte de charité et nous croyons que tout le monde approuvera la forme par laquelle il se traduit. Cette collaboration constante, ces soins donnés généreusement à nos glorieux blessés pendant toute la durée des hostilités constituent, en effet, un secours bien plus efficace que les dons isolés, et la France saura apprécier le beau geste de solidarité humaine des Équatoriens de Paris.

L'ALLEMAGNE ET LE MEXIQUE

On a dit que, pendant la guerre européenne, l'Amérique latine « était débarrassée des Allemands ». Ceci paraissait vrai, en effet, puisque les Allemands qui habitaient le Nouveau Monde se sont empressés, dès *avant la déclaration* de guerre, de rentrer en Allemagne. Mais voici une dépêche de Washington qui nous fait voir combien on a tort de croire que l'Allemagne oublie ses ambitions de domination américaine :

« Les fonctionnaires du Gouvernement américain ont envoyé au département d'État à Washington un volumineux rapport contenant le résultat des recherches faites depuis plusieurs mois et qui dévoilent les machinations des représentants ou agents allemands et autrichiens, particulièrement des consuls austro-allemands des Etats-Unis. Ces accusations sont appuyées par de nombreux témoignages. Il est certain que le grand jury ouvrira une enquête.

« Le rapport établit que les dépenses auxquelles se sont livrés les accusés dépassent 27 millions de dollars ; elles ont été, en majeure partie, consacrées à la propagande allemande. 12 millions ont servi à fomenter la révolution du général Huerta au Mexique ; 12 millions de cartouches et d'innombrables fusils avaient été achetés dans ce but, et un navire spécialement affrété attendait à Cuba le moment de transporter des munitions au Mexique.

« On projetait de faire reconnaître le président Huerta par l'Autriche et l'Allemagne en échange de concessions commerciales et diplomatiques. L'Allemagne espérait, en outre,

que les troupes américaines interviendraient au Mexique et réquisitionneraient pour leur propre usage les munitions destinées aux Alliés.

« Ce rapport révèle également par le détail les manœuvres de von Rintelen, arrêté récemment en Angleterre, et des attachés allemands Boy Ed et von Papen, en connexité avec ce complot.

« On a relevé d'autres dépenses, notamment 3 millions versés à des détectives pour espionnage, 3 millions pour la propagande dans la presse et par des conférences, 5 millions pour l'achat d'usines de munitions à Bridgeport que projetait l'Allemagne, sous le prétexte de fournir des munitions aux Alliés, en réalité dans le but de causer aux autres fabriques des embarras en n'exécutant pas les contrats.

« Parlant de ces machinations de l'Allemagne, le *New-York Herald* annonce qu'à la suite de l'inutile dépense de 15 millions, les agents de l'Allemagne renoncent à leur campagne tendant à influencer l'opinion par le moyen d'orateurs de rues. Il ajoute que 11.000 agitateurs employés de cette manière ont été récemment renvoyés. »

TABLE DES MATIÈRES

NANCY, IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT — MARS 1916

ACHEVÉ D'IMPRIMER APRÈS LE 5e BOMBARDEMENT DE LA VILLE

PAGES D'HISTOIRE — 1914-1916

Souscriptions du Ministère de l'Instruction publique et du Gouvernement Belge

8e Série 1

L'EFFORT DE LA FRANCE

Préface par **ALFRED CROISET**

MEMBRE DE L'INSTITUT

Les Nations européennes et la Caserne germanique, par Victor Bérard.

L'Effort moral de la France, par Gabriel Séailles.

L'Effort militaire de la France, par Pierre Dauzet.

L'Effort industriel de la France, par Lucien Lévy-Bruhl.

Conclusion, par Victor Basch.

TROISIÈME MILLE

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS
5-7, RUE DES BEAUX-ARTS

NANCY
RUE DES GLACIS, 18

105

Prix : 60 centimes.

L'EFFORT DE LA FRANCE

Il a été tiré de ce volume cinquante-cinq exemplaires numérotés à la presse, dont :

5 sur papier du Japon (Nos 1 à 5) ;

50 sur papier de Hollande (Nos 6 à 55).

PAGES D'HISTOIRE — 1914-1916

Souscriptions du Ministère de l'Instruction publique et du Gouvernement Belge

8e SÉRIE I

L'EFFORT DE LA FRANCE

Préface, par Alfred CROISET.
Les Nations européennes et la Caserne germanique (Victor BÉRARD).
L'Effort moral de la France (Gabriel SÉAILLES).
L'Effort militaire de la France (Pierre DAUZET).
L'Effort industriel de la France (Lucien LÉVY-BRUHL).
Conclusion (Victor BASCH).

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS | NANCY
5-7, RUE DES BEAUX-ARTS | RUE DES GLACIS, 18

1916

PRÉFACE

Au mois d'août 1914, quand l'Allemagne a déchaîné de sang-froid la guerre monstrueuse qui ravage l'Europe, elle avait la certitude qu'avant la fin de l'année le monde serait à ses pieds. Elle avait tout organisé, tout prévu. L'Angleterre, égoïste, resterait neutre, et l'Italie bienveillante. La Belgique effrayée laisserait passer ses armées innombrables qui écraseraient la France en un mois. Elle se retournerait ensuite contre la Russie, qui demanderait grâce. En peu de temps tout serait fini : l'Allemagne se dresserait « au-dessus de tout ».

On sait ce qu'il advint du rêve pangermaniste. L'Angleterre, dès la première heure, comprit son devoir et résolut de l'accomplir jusqu'au bout. La Belgique, héroïquement, barra la route aux envahisseurs. La France, d'abord surprise, se ressaisit : sur la Marne, sur l'Aisne, sur l'Oise, sur l'Yser, l'offensive allemande fut brisée. L'Italie à son tour entra dans la lutte à côté des Alliés. La Serbie infligea de dures leçons aux Autrichiens. La Russie, successivement victorieuse, puis refoulée, reforma ses armées et arrêta l'ennemi. Aujourd'hui l'Allemagne, malgré l'adhésion des Turcs et des Bulgares, trouve partout devant elle un mur infranchissable contre lequel elle épuise vainement ses forces et qui condamne définitivement ses espérances.

Comment tout cela s'est-il fait? Comment cette prodigieuse préparation de l'Allemagne se trouve-t-elle paralysée par une résistance qu'elle n'avait pas prévue, qu'elle s'efforce de dissimuler encore, mais qu'un Maximilien Harden et beaucoup d'autres sentent désormais invincible?

C'est qu'un effort non moins prodigieux que le sien, plus tardif, mais supérieur en ressources, supérieur surtout en force morale, s'est exercé en sens contraire, et que la balance peu à peu a penché en faveur du droit et de la civilisation.

Dans les études qui vont suivre, on a essayé de retracer une image sommaire de l'effort de la France. Le lecteur verra comment celle-ci, d'abord mal préparée à une agression qui semblait trop monstrueuse pour être vraisemblable, s'est reprise devant la réalité; comment elle a demandé à son armée, à sa marine, à son industrie, à ses énergies de toute sorte le surcroît d'élan qui était nécessaire pour résister et pour vaincre.

Dans cette merveilleuse contre-attaque, tout est digne d'étude et d'admiration. Mais le ressort principal de l'immense travail accompli est l'unanime volonté des Alliés de rétablir dans le monde le règne du droit et de la justice. C'est la force morale qui a créé la force matérielle. Devant l'horreur de la guerre germanique, la conscience humaine s'est révoltée. Plus elle avait accordé de crédit aux idées généreuses et pacifiques qui lui avaient semblé devoir être, au vingtième siècle, la règle des relations entre peuples civilisés, plus elle a senti d'indignation devant la barbarie renaissante, devant la sauvagerie impitoyable, armée de science positive et de sophismes. La guerre actuelle est une croisade. Elle excite, chez les défenseurs de la civilisation, l'enthousiasme héroïque qui

s'attache aux grandes causes. Elle prend l'être humain tout entier, suscitant ses instincts les plus nobles et l'animant par la claire conscience de ses intérêts les plus vitaux. Elle ne souffre ni faiblesses ni lâches accommodements. Il faut aller jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à l'extinction du principe de désordre et de mort que la culture allemande pangermaniste, empoisonnée de césarisme et de militarisme, a développé en elle depuis un siècle, et qu'elle a eu la folie de vouloir imposer au monde ; au culte de la force brutale, il faut substituer le culte de la justice et de l'humanité. C'est à quoi tend l'effort des Alliés, et à quoi il ne faillira pas.

Alfred Croiset,

Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris, Membre de l'Institut.

L'EFFORT DE LA FRANCE

LES NATIONS EUROPÉENNES ET LA CASERNE GERMANIQUE

La guerre présente n'est pas seulement le plus formidable choc d'armées que le monde ait jamais vu. C'est une rencontre d'idées politiques et morales telle que l'Histoire n'en avait pas connu depuis vingt-trois siècles, depuis Marathon et les Thermopyles : M. Asquith eut grand'raison de dire à la Chambre des Communes que l'héroïsme des Belges et des Serbes prendra place désormais dans les fastes de l'humanité reconnaissante, au même rang que l'héroïsme des Athéniens et des Spartiates.

Comme les Serbes et les Belges d'aujourd'hui, les citoyens de la Grèce d'alors ne faisaient que repousser l'expansion d'un régime militaire, qui croyait représenter le dernier mot de la science, de l'organisation, de la *Kultur*.

Les Grecs donnaient aux Perses le nom de Barbares ; mais ils n'attachaient pas à ce mot le sens de sauvages, d'ignorants, d'êtres sans organisation politique, sans culture individuelle, sans cohésion sociale ; tout au contraire, ils admiraient le faste de ces Barbares, la science de leurs prêtres et de leurs sages, la grandeur de leurs villes et leur savante exploitation d'un empire qui s'étendait du Bosphore aux Indes et de la Caspienne aux Cataractes. Le Barbare, pour l'homme libre de Grèce, c'était l'homme asservi.

La Grèce n'était alors qu'une adepte toute récente de la civilisation : elle n'avait derrière elle que quatre ou cinq siècles de vie intellectuelle ; le rayonnement de

sa pensée n'illuminait encore que quelques îles, quelques promontoires, quelques plainettes marines, au bord de cette Europe sauvage où la brute humaine sortait à peine de l'animalité. Quand le Grec d'alors voulait trouver la source première de ses inventions, de ses idées, de ses cultes même, c'est vers les trente et quarante siècles de la vieille histoire asiatique qu'il tournait les yeux. Or toute cette Asie savante et trafiquante de Memphis, de Sidon, de Ninive et de Babylone était enrégimentée dans les innombrables bataillons du Perse.

Le Perse avait été l'organisateur militaire de cette Asie. Il en avait confédéré les millions de guerriers sous sa discipline. Il en avait tourné toutes les inventions et toutes les ressources vers la guerre. Il en avait percé les monts et sillonné les plaines de ses routes d'étapes. Il en avait rassemblé les vaisseaux dans sa flotte. Il y avait achevé le plus colossal instrument de conquête. De simple et pauvre monarque d'un petit État reculé, son roi de montagnes était devenu « le Roi des Rois ».

La Grèce n'avait encore organisé que sa cité, sa *polis,* ce microcosme d'individus libres et d'intérêts indépendants, où tout semblait subordonné aux querelles locales, aux rivalités personnelles, à la plus licencieuse des libertés : la parole y remplaçant l'action et la discussion y dissolvant toute discipline, toute cohésion y semblait impossible, toute collaboration, désorganisée.

A Marathon, à Salamine et à Platées, la science barbare rencontra, sur un champ de massacre, les défenseurs de la cité : la science, indispensable moyen de vivre, souverain instrument de combat dans toutes les luttes pour la vie, source inépuisable de forces et de richesses ; la cité, mère de la justice et de la loi, des arts et du bonheur, de la morale et des « humanités », comme dirent nos aïeux de la Renaissance, le jour où, sortant du Moyen Age germanique, ils retrouvèrent dans les livres le souvenir et le contact de la cité grecque.

Entre Européens et Germains d'aujourd'hui, c'est la même rencontre qu'entre Hellènes et Asiatiques du cinquième siècle avant notre ère. Pour les hommes du vingt-cinquième ou du trentième siècle futur, l'histoire se partagera en quatre grandes périodes : temps primitifs jusqu'à Marathon ; temps anciens, de Léonidas à l'invasion des Barbares ; temps modernes, des Barbares à Albert Ier ; temps nouveaux depuis la fuite du roi des rois germaniques. Nous sommes à l'un de ces carrefours de l'histoire où se rencontrent et se coupent les routes venues du plus lointain passé.

C'est qu'à travers la *res publica* romaine, toutes les nations européennes — sauf les Allemands — nous arrivent de la cité grecque. Elles en ont toutes gardé une idée et un culte de la liberté individuelle et de l'indépendance commune, qui ne peuvent pas s'accorder avec l'idée que les Germains se font de l'une et de l'autre. « Le vingtième siècle, disait Guillaume II aux bourgeois de Görlitz, le 28 novembre 1902, sera mené par la science, surtout par la technique, et non plus, comme le dix-neuvième siècle, par la philosophie. Nous devons nous conformer à cet idéal : la grandeur de l'Allemagne est dans sa recherche scientifique, dans sa capacité d'organisation et de discipline. Liberté de pensée, liberté de science, voilà la liberté que je souhaite au peuple allemand et que je veux lui assurer, — mais non pas la liberté de se mal conduire au gré de chacun. »

Ces paroles impériales figurent comme devise en tête du second volume (1902-1906) des faits et gestes de Guillaume II, *Tagebuch Kaiser Wilhelms II*.

Dès le début de son histoire, la Grèce avait proclamé que la philosophie, la raison discutante, doit mener le monde et que, même à la guerre, il faut pouvoir donner quelques bonnes raisons : « Frappe, mais écoute », disait l'Athénien à son allié le Spartiate... Et la Grèce repoussait tout autre maître que ses propres lois librement adoptées, mais obéies jusqu'à la mort : « Passant, va dire à Lacédémone que nous sommes morts ici pour obéir à ses lois. » Il n'est pas douteux que

Léonidas aurait eu son avantage personnel, et que son peuple aurait eu son bénéfice immédiat à recevoir les ordres du Roi des Rois ; mais, comme la Serbie et la Belgique de 1914, la Grèce du cinquième siècle refusa de livrer son territoire et ses armes : « Viens les prendre ! »... Cri de vraie liberté dont, jusqu'à nous, durant vingt-trois siècles, l'écho s'est perpétué dans notre Europe !

La science, la technique surtout, peut assurer aux individus et aux peuples le bien-être quotidien. Mais la seule liberté de pensée, de culte et de science, la muette liberté de l'esprit ou la sourde liberté du livre ne suffit pas aux disciples de la Grèce : il leur faut la liberté du geste et de l'action. « Se mal conduire » a peut-être un sens précis dans la bouche d'un délégué du Vieux Dieu ; les hommes libres entendent se bien conduire ; mais ils veulent d'abord se conduire suivant leurs propres lumières et même pouvoir « se mal conduire » aux yeux d'autrui, quittes à en supporter les conséquences ou le châtiment, si l'expérience leur démontre leurs erreurs et leurs fautes de conduite.

C'est dans la cité grecque que les nations européennes firent cet apprentissage de la liberté. Puis la *res publica* romaine prit l'Europe à son école pour lui inculquer le besoin et le respect de l'égalité.

« Le principe fondamental de tout le droit public à Rome, dit Fustel de Coulanges, était la souveraineté absolue de l'État, de la « chose publique », *res publica*. L'État, la *res publica*, n'était pas chez les Romains une conception vague, un idéal de la raison ; c'était un être réel et vivant qui, bien que composé de tous les citoyens, existait par soi-même et au-dessus d'eux. Les Romains comprenaient l'État comme un être constant et éternel, au sein duquel les générations d'individus venaient passer l'une après l'autre. Aussi cette *res publica* était-elle à leurs yeux un pouvoir supérieur, une autorité maîtresse, à laquelle les individus devaient une obéissance sans limite... La République, l'État, était une sorte de monarque insaisissable, invisible, omnipotent toutefois et absolu ; tout était sous la

surveillance de l'Etat, même la religion, même la vie privée, tout lui était subordonné, même la morale (1). »

A Rome, l'établissement de l'Empire et la souveraineté absolue de l'Empereur ne furent que l'incarnation de la *res publica* dans un être visible, tangible, auquel l'État délégua viagèrement tous ses pouvoirs, au lieu de les déléguer, comme autrefois, à plusieurs magistrats annuels. L'*Imperator* ne fut désormais que l'État fait homme ou plutôt l'État fait dieu, car les autels de la déesse Rome et le culte des divins empereurs furent établis en chaque province pour entretenir le respect, la crainte religieuse, le fanatisme même de la *res publica* dans les cœurs de tous les *cives romani,* — et tous les hommes libres de l'Empire avaient désormais ce rang.

Sans distinction de race ni de langue maternelle, tous étaient les citoyens de la nation impériale, participants égaux, bénéficiaires et serviteurs tout ensemble de la communauté romaine. L'égalité devant une loi écrite, l'égalité sous le devoir civique et sous le commandement de l'État : tel était le caractère essentiel de cet Empire romain où tout homme était l'égal de son prochain, l'homme libre de l'homme libre et l'esclave de l'esclave, où les peuples aussitôt annexés devenaient les frères et cousins du peuple romain, *fratres consanguineique populi romani*.

La *res publica* ne voulait distinguer les citoyens que suivant les mérites personnels ou d'après l'illustration des fonctions exercées. La vieille Rome avait eu sa noblesse héréditaire, sa caste de patriciens. Mais toute l'histoire de la République avait été le renversement de cette inégalité de naissance et son remplacement par une aristocratie d'État, par une sorte de noblesse viagère, que conféraient les charges. Plus de castes : rien que des citoyens, rangés en classes de fonctionnaires. Plus de privilèges : rien que des droits communs à tous et des honneurs accessibles à chacun...

---

(1) Fustel de Coulanges, *Histoire des Institutions*, I, p. 147.

Aujourd'hui encore, c'est la naissance qui continue de classer le Germain pour la vie, et dans les divers pays de notre Europe, les restes de l'influence germanique, implantée par les invasions et le Moyen Age, peuvent se mesurer au préjugé et aux bénéfices de la naissance.

A la liberté grecque et à l'égalité romaine, l'Europe, devenue chrétienne, ajouta le désir, le devoir de fraternité : entre tous les hommes, fils du même Père, serviteurs du même Dieu de paix et d'amour, elle rêva un avenir de paix et de charité. Le Vieux Dieu de colère et de vengeance resta sur le haut de son Sinaï ou dans les ruines de son temple juif. La Grèce, Rome et l'Europe n'accueillirent que le Dieu nouveau et sa loi fraternelle du « Fils de l'Homme ».

Venu pour sauver ses frères, tous ses frères, le nouveau Dieu ne réservait plus à un seul peuple les bienfaits de sa loi : il s'adressait aux Gentils comme aux fils d'Israël. Il ne voulait pas perpétuer entre les hommes les haines ou les mépris réciproques : il entendait que son culte fût ouvert à tous les cœurs de bonne volonté et que la paix dans la collaboration devînt l'idéal de l'humanité fraternelle.

Le jour où la Révolution française grava sa triple devise *Liberté, Égalité, Fraternité* au fronton de nos monuments et la fit entrer dans le parler commun de l'Europe, elle ne fit, à vrai dire, que résumer le triple enseignement de la Grèce, de Rome et du Christ.

Les nations alliées peuvent offrir quelques dissemblances dans leur façon de comprendre ce triple enseignement : plus soucieuse de liberté, l'Angleterre peut s'étonner de la passion un peu démagogique que la France nourrit pour l'égalité, et c'est aux Slaves, aux Serbes et aux Russes que la Quadruple Entente pourrait demander le plus complet exemple de fraternité. Mais que peuvent compter ces différences en regard de la ressemblance foncière entre toutes ces nations grécisées, romanisées, christianisées ?

Sauf les Germains, toutes les nations de l'Europe,

aussi bien celles du Levant et du Nord que celles du Couchant et du Midi, nous arrivent de la cité grecque par l'intermédiaire de la *res publica* romaine, devenue la double *res publica* chrétienne d'Occident et d'Orient. Toutes ont partagé les vicissitudes ou reçu les leçons du double Empire romain, disloqué par l'invasion des Barbares en plusieurs États nationaux. Toutes ont la même conception gréco-romaine du droit et de la loi pour avoir longuement vécu sous l'obéissance ou sous l'obédience romaines, soit dans les anciennes provinces de la Rome occidentale, soit dans les terres ou dans l'Église de la Rome byzantine. Toutes ont hérité des deux Romes la même notion et comme le même sens, le même instinct de l'État, et c'est là ce qui fait l'unité profonde de la coalition européenne contre le *Kriegsherr* allemand et ses vassaux. Russes, Anglais, Français, Belges, Italiens et Serbes ne vivent pas sous le même régime politique : pourtant, les monarchies anglaise, belge et serbe, la république française et le tsarisme russe sont de même essence, sortis du même tronc gréco-romain.

Du tsarisme russe à la république française, le contraste peut aujourd'hui sembler fondamental et presque inconciliable. Mais à remonter l'histoire de l'une et de l'autre (1), on revient à la même source et l'on retrouve sans peine la bifurcation de ces deux courants : ils ne sont aujourd'hui que l'aboutissement, l'un de la Rome occidentale, l'autre de la Rome byzantine. C'est parce que la *res publica* romaine se partagea en deux délégations d'Empire, que nos peuples d'État semblent partagés aujourd'hui en deux types de nations : les laïcités d'Occident et les chrétientés d'Orient. Mais comparez les unes et les autres au Germain, et tout aussitôt le vrai contraste reparaît, non pas entre elles, de l'une à l'autre, mais entre lui et elles, entre son isolement et leur groupe.

---

(1) Voir mon livre *La Russie et le Tsarisme*. Librairie Armand Colin.

*
* *

Aristote définissait l'homme un « animal politique », c'est-à-dire un être qui n'atteint son plein épanouissement et sa fin que dans une communauté urbaine et policée, dans la *polis*. Les peuples d'État sont encore aujourd'hui des peuples politiques. C'est vers la *polis* grecque qu'ils se tournent encore comme vers la source de toute leur civilisation et vers l'un des modèles de toute leur politique. La définition d'Aristote reste toujours valable à leurs yeux : le sauvage bête fauve, vit dans ses bois, sa grotte ou son désert ; le rustre, bête inculte, ne vit que dans les champs ; l'esclave, bête dégénérée, vit dans les palais ou les domaines de son maître, en troupeau comme les autres bêtes domestiques ; mais l'homme vit dans sa *polis*, et le Germain dans sa caserne.

M. de Bülow nous dit dans l'Introduction de son livre *Politique allemande :* « A côté d'une riche abondance de grandes qualités et de précieux avantages accordés au peuple allemand, le don politique lui a été refusé. Nous ne sommes pas un peuple politique. Ce n'est pas que nous ayons jamais manqué de pénétration d'esprit pour saisir l'enchaînement des forces religieuses, morales, sociales et économiques qui déterminent la politique. Cette science, nous l'avons toujours possédée, proportionnellement à l'état des connaissances du temps, et même au delà. Mais le grand art de passer de la compréhension directement à l'application, ou même le talent plus grand de faire ce qu'il faut, en obéissant à un sûr instinct créateur et sans réfléchir longtemps ni se creuser la tête, voilà ce qui nous a fait défaut et ce qui nous fait encore défaut maintes fois... En politique, nous vivons dans une évidente disparité entre savoir et pouvoir, par défaut de sens politique. »

Qu'est-ce donc que ce sens politique, dont le défaut a toujours fait l'infériorité des peuplades allemandes,

quand on les compare non pas seulement aux grandes nations, aux peuples triomphants de l'Angleterre ou de l'Amérique, mais aux continentaux les moins enviables, « Tchèques, Slovènes, Magyars, Polonais, Français, Italiens même », comme dit M. de Bülow, en une énumération dédaigneuse ?

« Le sens politique, répond M. de Bülow, est le sens des généralités. Les peuples bien doués, agissant tantôt et plutôt par instinct, au bon moment et sous la pression d'une situation critique, placent les intérêts de la nation avant les tendances et les desiderata des particuliers. Or, il est dans le tempérament allemand d'exercer son énergie surtout dans le particulier, de placer l'intérêt général après l'intérêt plus restreint et plus directement saisissable, de le lui subordonner même. C'est là ce que vise Goethe dans sa cruelle phrase, souvent citée, que l'Allemand est capable dans le détail et piteux dans l'ensemble. »

L'intérêt local, l'intérêt privé, l'intérêt individuel prenant le pas devant l'intérêt commun, public, général : ce phénomène, qui, dans les États nationaux, dénote une crise ou une décadence, est et a toujours été la règle dans les communautés allemandes.

Rome ne voulait tenir compte des individus que dans la mesure où ils servaient l'État. L'Allemagne n'a jamais toléré l'État que dans la mesure où il sert les individus. Rome interdisait toute coalition des particuliers contre le peuple souverain : la « conjuration » des citoyens était à ses yeux le premier des crimes de lèse-majesté ; elle cloua au pilori de l'Histoire et abattit comme un fauve ce « conjuré » de Catilina ; elle persécuta et jeta aux bêtes ces « coalisés » de chrétiens... Le serment d'homme à homme, la coalition assermentée, la conjuration d'intérêts ou d'ambitions fut le seul lien de la société germanique au Moyen Age et reste encore la plus chère habitude de l'Allemagne actuelle.

L'Allemand se ligue pour satisfaire ses goûts et ses besoins, servir ses préférences ou ses idées. Il éprouve même le besoin d'être toujours ligué dans le plus

grand nombre possible d'associations, de *Vereine*. C'est la race du *Verein*, et même du *Verein* pour le *Verein*, comme d'autres sont les races du *speech* pour le *speech* ou de l'art pour l'art. Mais toute association allemande, dit M. de Bülow, est plus ou moins séparatiste ; tout *Verein* dirige son activité instinctive ou consciente contre la souveraineté et les intérêts du public : « Même quand une association poursuit un but élevé de nature économique ou politique, ses membres, et notamment ses chefs, ne tardent pas à voir en elle le point d'appui d'un Archimède, pour soulever hors de ses gonds tout le monde politique. »

Et M. de Bülow de citer encore la boutade d'un député au Reichstag. « Le défunt député de Kardorff me disait peu de temps avant sa mort : « Voyez quels fanatiques d'associations nous sommes ! En France, l'*Alliance française* a réuni des millions pour fonder à l'étranger des écoles françaises ; mais elle n'a jamais songé à prescrire au Gouvernement des lignes directrices de sa politique. Notre *Ligue pangermaniste* a beaucoup fait pour stimuler le sentiment national ; mais elle se considère comme la plus haute juridiction dans les questions de politique étrangère. Notre *Ligue navale* a fait de grandes choses pour populariser l'idée d'une flotte ; mais elle n'a pas toujours résisté à la tentation de tracer les voies de la politique navale au Gouvernement et au Reichstag... Nous nous imprégnons si fort de l'idée de notre association que nous ne voyons plus rien en dehors d'elle... Plus un but est spécial, plus vite se fonde un club allemand, et pour longtemps. Plus les fins à atteindre sont générales, plus les Allemands mettent de temps à s'unir, et plus ils sont disposés à renoncer, et rapidement, et pour des motifs insignifiants, à la communauté péniblement constituée. »

Tels sont les Allemands après quinze et vingt siècles de *Kultur* politique, c'est-à-dire de laborieux efforts pour essayer de modeler leur sauvagerie primitive sur la civilisation gréco-romaine.

Depuis quinze cents ans, depuis deux mille ans, ils

essaient de se cultiver, de se mettre à l'école politique des peuples étrangers, de l'Angleterre, de la France, de l'Italie, de Rome et de la Grèce, pour suppléer par l'étude et la science au défaut congénital de la race : « Nous n'avons jamais manqué, dit M. de Bülow, de reconnaître nos singulières infirmités politiques ; nous pouvons être fiers actuellement de notre floraison de sciences politiques ; pendant que j'exerçais mes fonctions, je me suis vivement intéressé au développement de cet enseignement. Mais il faudra longtemps avant que nous sentions les effets de cette érudition sur la pratique politique : il coulera beaucoup d'eau sous nos ponts jusqu'à ce que les faiblesses et les défauts innés de notre tempérament politique disparaissent par ce procédé. »

Dans l'histoire de l'Allemagne, l'union nationale a toujours été l'exception. « La règle, dit M. de Bülow, c'est le particularisme sous les diverses formes appliquées aux circonstances ; cela est vrai du présent comme du passé. » Au dix-neuvième siècle, l'unité allemande a été proclamée, « sous le baptême de feu de Kœniggrætz et de Sedan » ; mais l'union allemande n'est pas encore faite et ne sera pas faite de longtemps encore, si l'on entend par union nationale le groupement volontaire de la nation consciente en un État unifié : « En 1871, par la fondation de l'Empire, ajoute M. de Bülow, nous avons conquis une existence d'État nationale. Notre développement politique a pris par là une voie nouvelle et sûre ; mais il n'est pas encore arrivé à son terme : la tâche, assurément commencée, mais non pas achevée, doit être l'unité de notre vie intellectuelle et politique. »

M. de Bülow dit ailleurs : « La tendance propre à l'humanité de se coaliser en syndicats, corporations et communautés, cette inclination naturelle atteint en politique la forme la plus haute dans le groupement de la nation en un État. Là où cette forme suprême est réalisée en connaissance de cause, les formes inférieures perdent de plus en plus leur importance, l'ensemble de la nation se subordonne des groupements

de moindre dimension et cette subordination se fait, non par la violence et tout d'un coup, mais au fur et à mesure que s'étend la conscience nationale... Les peuples à esprit politique vigoureux vont au-devant de cette évolution : l'Allemand s'est souvent mis en garde contre elle. »

Dans le présent comme dans le passé, l'Allemand en est toujours resté, il désire toujours en rester aux formes inférieures : c'est aux fédérations de voisinage ou de sympathies, aux confréries laïques ou religieuses, aux corporations de métiers ou de classes, aux syndicats d'études ou de conquêtes, aux associations locales ou personnelles, bref aux *Vereine* de goûts, d'intérêts, de sentiments, qu'aujourd'hui comme hier vont toutes ses préférences.

Nous pouvons suivre les peuplades germaniques à travers dix-neuf siècles d'histoire : nous les voyons toujours former sur la terre allemande des groupements particularistes, dont les cadres et les dimensions peuvent varier, dont les buts particuliers et les relations réciproques peuvent tendre, mais n'atteignent jamais à « cette forme suprême » où, en pleine connaissance de cause, le groupement d'État se subordonne tous les autres, « non par la violence et tout d'un coup », mais par le vœu et le règne d'une conscience nationale.

« Ce n'est pas mauvais vouloir, ajoute M. de Bülow, ni manque de sens patriotique ; mais de par son tempérament l'Allemand se sent plus à son aise, lié aux petites associations, que rangé dans la vaste union nationale. » Voilà la vraie formule : d'un côté, le lien personnel, donc fragile et éphémère, des associations germaniques ; de l'autre, l'union instinctive, donc permanente et infrangible, des nations romanisées.

Car les seuls peuples qui jadis ont vécu sous la loi de Rome ou continuent de vivre sous son influence ont la notion et le souci instinctif de la *res publica*. Mais toujours restée en dehors du seuil romain et de l'emprise romaine, la Germanie a gardé sa notion, son vieil instinct de groupements sociaux où l'homme

ne se lie qu'à un autre homme, où le lien d'homme à homme, — l'*hommage,* pour reprendre le vrai mot historique, — remplaçant le lien de citoyen à État, le peuple n'est pas fait de citoyens égaux, discutant librement de leurs ententes, mais de sujets, de serviteurs ou d'esclaves, recevant les ordres d'un propriétaire et d'un maître.

C'est pourquoi dans l'Europe d'aujourd'hui, influencée tout entière par les conceptions de la loi romaine, la Germanie reste un monde isolé et comme le témoin d'un âge antérieur que les autres Européens ont traversé jadis, mais que les uns, depuis une vingtaine de siècles, les autres depuis cent ans au moins, ont renié.

Les théoriciens allemands ont beau nous présenter leur empire actuel comme l'héritier du Saint-Empire d'autrefois (1), et ce Saint-Empire lui-même comme le continuateur du vieil Empire romain : jamais pour eux État et nation, Empire et *res publica* n'ont été termes synonymes. A leur gré, deux, trois et dix nations ennemies, les unes asservies, les autres dominantes, peuvent composer un seul État et, dans le même Empire, quinze et vingt *res publicæ* indépendantes peuvent conserver leur droit particulier et leurs intérêts rivaux, sans les concilier sous l'arbitrage d'une loi unique, mais en les juxtaposant sous la médiation d'une diplomatie interne.

Que l'on jette seulement un regard sur ce nouvel Empire, restauré par Bismarck en plein dix-neuvième siècle et décoré par lui des titres les plus modernes, puisque son fondateur empruntait à notre France révolutionnaire les mots de *nation,* de *liberté* et qu'il comptait parmi les meilleurs défenseurs de son œuvre tous ceux qui voulaient une Allemagne « nationale-libérale » !

Étrange nation ! Quatre royaumes : Prusse, Bavière, Saxe et Würtemberg, dont la superficie varie de

---

(1) « Renaissance de l'Empire germanique, *Wiedergeburt des deutschen Reichs* », dit toujours Guillaume II en parlant du nouvel empire bismarckien.

350.000 à 20.000 kilomètres carrés ; six grands-duchés et cinq duchés, Bade, Hesse, Mecklembourg, Saxe, Oldenbourg, Brunswick et Anhalt ; sept principautés, trois villes libres, en tout vingt-cinq États dont le plus grand a 40 millions de sujets, dont le plus petit n'en a pas 50.000 ! Et sous cette pyramide hiérarchique de souverains et de gouvernements, une Terre d'Empire, un *Reichsland* d'Alsace-Lorraine qui n'est que le morceau pantelant encore d'une autre nation.

Étrange État où chaque peuple, chaque peuplade, chaque propriété royale, ducale ou princière conserve sa souveraineté législative, quitte à subir la loi d'assemblées communes. Mais élue par toutes les peuplades au suffrage universel, l' « Assemblée d'Empire », le *Reichstag*, est tenu en servage par le chef de l'Empire et par le « Conseil de l'Alliance », le *Bundesrath*, et ce nouvel Empire allemand n'a que les apparences d'un gouvernement moderne et européen : il vit en réalité sous le bon plaisir de l'Empereur, contrôlé par le *Bundesrath*, et ce « Conseil de l'Alliance » n'est pas une Chambre haute, un Sénat ou une Chambre des Pairs à la mode du reste de l'Europe, ce n'est toujours, comme la Diète de l'ancien Empire romain-germanique, qu'un congrès permanent de diplomatie interne où les gouvernements de l'Alliance envoient leurs plénipotentiaires maintenir au jour le jour cette confédération impériale, qu'un traité a établie en 1871 au profit de la Prusse victorieuse et qu'a souscrite, bon gré mal gré, chacun des contractants.



C'est cette conception germanique qu'il faut avoir présente à l'esprit pour juger toute la politique de Guillaume II : en guerre, il donne le même nom de *Kamaraden* à ses combattants d'Allemagne, d'Autriche et de Turquie ; en paix, c'est le même nom de *Bundesgenossen* (alliés) qu'il donnait à ses confédérés du dedans et à ses partenaires de la Triplice. Il n'y a

jamais eu de nation allemande avec des limites naturelles. L'Empire d'aujourd'hui, comme celui d'autrefois, n'est toujours qu'une confédération aux frontières élastiques, si l'on peut dire, et c'est pourquoi le petit-fils de Guillaume Ier a pu nourrir l'ambition d'étendre cet empire bien au delà des frontières allemandes, sur tous les peuples européens que convoitait son commerce, comme l'inoubliable grand-père avait étendu le sien, bien au delà des frontières prussiennes, sur toutes les peuplades allemandes ou autres que ses victoires avaient courbées. Cette nouvelle confédération impériale était née, à la fin du dix-neuvième siècle, de deux guerres : pourquoi ne serait-elle pas continuée au vingtième par une troisième, achevée par une quatrième? et pourquoi les vaincus de 1914 et de 1920 n'auraient-ils pas quelque jour la même résignation aux évidents bienfaits de l'Empire que les vaincus de 1866? D'autres peuvent rêver l'unité et le bonheur de l'Europe dans la paix fondée sur le droit; authentique héritier des Césars germaniques, Guillaume II n'a jamais mis sa confiance que dans la guerre pour réaliser cette coalition impériale des nations européennes, — et quelle guerre!

Sous la volonté et sous le commandement de Napoléon Ier, l'Europe avait été « confédérée » contre l'Angleterre, puis contre la Russie, et c'est une armée de soldats asservis, une chaîne de peuples contraints, Bavarois, Hessois, Westphaliens, Italiens, Espagnols, Dalmates, Saxons, Prussiens, que le César français avait emmenée avec ses troupes de France aux désastres du grand hiver. Dans l'Empire de Bismarck ont été enrôlés tout pareillement des peuples que le Kaiser traîne à sa guerre d'aujourd'hui. Mais cet Empire allemand, à la différence de notre Révolution bottée, est, en même temps qu'une armée disciplinaire, une association religieuse, une confrérie du Vieux Dieu, une nouvelle Sainte Alliance, imposée par la schlague aux répugnances des Allemands et aux révoltes des Polonais, Danois, Alsaciens, Lorrains et autres « confédérés ».

Et voilà ce que les historiens d'outre-Rhin appellent le « droit germanique » : ils en reconnaissent le caractère essentiel en cette union du militarisme et de la théocratie ; aujourd'hui comme autrefois, l'Allemagne ne peut vivre unie que sous l'Empire et la Papauté, personnifiés en un seul et même maître.

Les théoriciens présents et passés de ce droit germanique ont découvert mille raisons d'en admirer l'« essence ». De siècle en siècle, catholiques et protestants d'Allemagne ont rivalisé de mépris pour le droit « païen » de Rome, d'admiration pour le droit « chrétien », disent-ils, de l'ancienne et de la nouvelle Germanie. Car avant comme après le Christ, la Germanie était déjà « chrétienne » et servante de Dieu : « Il était dans l'essence du droit germanique, — dit le plus catholique d'entre eux en son apologie du Saint-Empire, — d'accorder le plus d'indépendance possible aux diverses classes sociales. Elles étaient libres de diriger et d'administrer librement leurs intérêts privés. Une hiérarchie organique s'élevait de bas en haut. Le père de famille gouvernait sa maison en toute liberté. La réunion des familles formait la commune. Les communes s'organisaient en districts, en cantons, en pays et, dans cette échelle d'associations qui remontait jusqu'à la royauté elle-même, chaque degré ne fournissait au degré suivant que la part de service réclamé par l'intérêt général (1). »

C'est que, « dès l'apparition des Allemands dans l'histoire, — ajoute le même auteur, — nous voyons en eux une race différente des autres : *ils ne forment pas une nation ;* ce sont des peuplades distinctes qu'aucun lien politique ne rattache les unes aux autres et qui ont entre elles les rapports les plus divers ; les unes sont alliées ; d'autres se combattent ; d'autres enfin vivent dans un isolement complet ».

Pour maintenir les divers rapports de cette « hiérarchie organique », il a toujours fallu invoquer une auto-

---

(1) Jean JANSSEN, *L'Allemagne et la Réforme*, I, p. 408-410.

rité supérieure aux forces humaines, une règle étrangère aux volontés de ces humanités divergentes : c'est le « Vieux Dieu » qui toujours dut intervenir pour courber les résistances ; c'est le Vieux Dieu qui, seul, peut être la source de tout droit et de toute puissance ; sur le chaos des volontés germaniques, l'échelle des associations et des autorités est toujours une échelle de Jacob dont les pieds sont en terre, dont la tête est au ciel : « Dans l'ancien Empire, toute autorité publique, dit le même théoricien, était considérée comme un pouvoir d'emprunt conféré par Dieu sous la forme d'une charge. Le chef de l'Empire la recevait de Dieu. Il la transmettait aux membres de l'Empire. De ceux-ci, elle passait à leurs hommes liges et descendait ainsi jusqu'aux plus humbles de ceux qui avaient un droit, une part quelconque au gouvernement. Tout seigneur devait service à un autre seigneur plus grand que lui ; tout subordonné, à son tour, pouvait être seigneur d'un moindre que lui. L'ensemble de la vie sociale reposait sur ces deux principes : *commander et servir*. »

Commander et servir ; être toujours le serviteur ou le maître d'autrui ; mieux encore, être tout à la fois serviteur et maître, *homme* d'un chef et seigneur d'un *vassal ;* ne pas être uni au prochain, à l'égal, par ces lois naturelles que le chrétien pense trouver en sa conscience et qu'il voudrait formuler et, de siècle en siècle, mieux dégager en ses lois écrites ; mais imposer et subir les ordres oraux de la force ou les liens de l'autorité ; se conformer aux obligations de la coutume ou de la rencontre ; ne pas croire que le droit puisse sortir de la libre conviction des membres de la communauté, ni que la société puisse reposer sur la volontaire obéissance des citoyens à des chefs librement élus ; mais « supposer avant tout un ordre de choses supérieur et surnaturel », dans lequel chacun des hommes a sa place hiérarchique et son rôle prédestiné avec un statut spécial à chacun, un droit spécial à chacun, lesquels droit et statut correspondent à la mission spéciale de chacun ici-bas ; proclamer que « l'égalité des droits ne consiste nullement à ce que tous soient auto-

risés à faire ce qui est permis à quelques-uns, mais à ce que chacun soit protégé conformément à sa situation, à son état » : telle est, disent les théoriciens, la conception germanique parce qu'elle « envisage le droit comme découlant de Dieu même, et non pas seulement comme une règle établie par les hommes pour leur propre avantage » [1].

Quel contraste entre ces deux formes de sociétés humaines : d'un côté, l'autorité plénière de l'État romain, pouvant aller jusqu'à l'oppression des individus et à la tyrannie des âmes, de l'autre, la sujétion hiérarchique des hommes de Germanie, allant jusqu'à l'asservissement des corps et à la servilité des caractères ; là, le devoir national d'obéissance et de dévouement à l'État, ici, le devoir féodal de service et de fidélité au chef ; là, une libre et égalitaire communauté, ici, un obligatoire et militaire enrôlement. Toute la différence entre la « civilisation » européenne et la *Kultur* germanique se ramène, en fin de compte, à cette opposition fondamentale.

On en peut constater le prolongement ou les effets dans toute la vie politique des deux groupes, — l'Européen oscillant toujours du coup d'État à la révolution populaire, le Germain sursautant toujours de l'anarchie au militarisme ; celui-là remontant toujours du désordre à la règle, celui-ci retombant toujours de la discipline à la confusion. — Les mêmes effets apparaissent dans leur vie sociale, morale et intellectuelle, et jusque dans les productions de leur pensée, de leur travail et de leurs arts.

L'Européen produit ses grands et petits chefs-d'œuvre par la quotidienne incarnation de la conscience nationale en un génie individuel ; le Germain ne présente le plus souvent au monde que des orchestres d'intellectuels ou de manœuvres sous le bâton d'un chef. Porte-parole de sa nation, l'artiste ou l'artisan latin ne

---

(1) Voir là-dessus le chapitre de Janssen, auquel j'emprunte ces différentes citations : *L'Allemagne et la Réforme*, I, p. 419-437.

peut produire qu'au sein d'un État vivant et conscient ; nos plus belles périodes d'art, de littérature et d'industrie ont toujours coïncidé avec nos plus clairs réveils de conscience nationale. Pour le Germain, c'est tout justement le contraire : « Nos périodes politiques les plus faibles, dit M. de Bülow, les temps de la plus évidente décadence de l'État allemand nous ont donné précisément la plus belle floraison de notre vie intellectuelle ; les classiques du Moyen Age, comme ceux des temps modernes, ont créé la littérature allemande au milieu des ruines de notre vie politique. »

Pour faire œuvre d'art, œuvre humaine, œuvre universelle, il semble que l'Européen a besoin de se sentir plus libre, plus latin, si l'on peut dire, et que le Germain a besoin d'être dépouillé de son germanisme, de vivre sous la férule ou l'influence de l'étranger. En ses temps de *Kultur* triomphante, le Germain n'est qu'un homme de guerre et de science, un barbare armé par l'industrie du savant : c'est l'ombre française qui fait naître en Allemagne les Goethe et les Schiller ; le soleil impérial n'y fait grandir que les Krupp, auxquels l'Université de Bonn décerne ses titres de docteur *honoris causa*.

Sous le soleil impérial, l'Allemand le plus cultivé du vingtième siècle n'est toujours, en dépit de l'éducation la plus européenne, qu'un Germain : pour lui, M. de Bülow, État et nationalité ou, comme il dit lui-même, « domaine politique et possession nationale » ne sont pas termes synonymes : « Il faut distinguer entre le territoire sur lequel s'étend la domination politique d'un peuple et le territoire possédé par ses nationaux ; s'il y avait moyen de s'arranger sur notre terre de telle sorte que les nationalités pussent se séparer les unes des autres d'une façon aussi nette que les États, on allégerait l'histoire de son problème le plus difficile ; mais les frontières des États ne séparent pas les nationalités. »

Devant cette constatation, l'Européen conclut : il faut aux dépens des États constituer les nationalités, parce que toute nationalité consciente a le droit de

disposer d'elle-même et que les États oppresseurs, s'ils ont eu la force d'asservir une nation, n'ont aucun droit à garder cette proie. Mais M. de Bülow conclut tout au contraire, — et c'est la vraie conclusion germanique : il faut disloquer les nationalités pour respecter les États fondés par la force sur les plans de l'éternelle Providence, incompréhensibles peut-être à notre raison, mais réalisés par l'histoire.

Car ce qui fait l'État, au gré de ce Germain du vingtième siècle, comme au gré des Germaniques du treizième siècle, ce n'est pas un lien juridique entre hommes égaux et conscients ; ce n'est pas non plus le territoire héréditaire, possédé par une famille de citoyens, ni la réunion des individus dévoués à cet « être réel et vivant éternel et constant » qu'est la nation et pour lequel chaque génération doit travailler et, s'il en est besoin, se sacrifier sans se plaindre. Non : l'État n'est qu'une création de la force ; c'est le domaine conquis par la force, l'agrégat maintenu par la force, l'enclos et le troupeau sur lequel s'exercent la tyrannie d'un maître et l'exploitation d'un peuple sous le bon plaisir de cet homme établi et maintenu par Dieu (1). « Dans la lutte des nationalités, ajoute M. de Bülow, une nation est marteau ou enclume, victorieuse ou vaincue ; il n'y a pas de troisième solution. »

Ce que l'on appelle État prussien et Empire allemand, ce ne sont toujours qu'organisations tyranniques, échelles de victorieux et de vaincus, de seigneurs, d'hommes libres, de captifs, de serfs et d'esclaves, sous la botte d'un chef de guerre et de ses guerriers, de par la volonté du Vieux Dieu germanique.

Si l'on veut un exemple concret, voyez comment le maintien des provinces polonaises dans l'État prussien et de la nation polonaise dans l'Empire allemand semble à M. de Bülow un des devoirs cardinaux de toute politique allemande. Il croit néanmoins rendre

(1) Cf. le discours de Guillaume II aux recrues de la flotte (1er mars 1898).

pleine justice à la nationalité polonaise : « Bien que les Polonais aient perdu toute indépendance politique et se soient montrés incapables, pendant des siècles, de créer un puissant État, il faut que nous ayons du respect et, précisément parce que nous avons une haute idée de notre propre nationalité, il faut que nous ayons de la sympathie pour l'attachement que le Polonais montre à ses souvenirs nationaux. Mais tout notre respect pour la nationalité polonaise ne nous empêchera pas de veiller au maintien et au renforcement du régime allemand dans les territoires qui furent autrefois polonais : c'est le devoir allemand, le droit allemand de l'État prussien de veiller à la protection, au maintien et au renforcement du régime allemand *à côté des Polonais.* »

Une cervelle latine est incapable d'inventer ni même d'accepter pareille définition de l'État, de l'ordre, du devoir, du droit. Pour tous les disciples de Rome, le droit et les devoirs sont universels, humains, et non pas français, allemands ou polonais. Nous pensons qu'en tout pays, les droits et les devoirs de l'homme et du citoyen sont les mêmes, fondés sur l'égalité des charges et des individus. Mais l'Allemand, après dix-neuf siècles de *Kultur,* conserve son intime pensée qu'il existe un droit allemand, un devoir allemand, sous le joug desquels les hommes « d'à côté » ont l'obligation de se ranger; car ils n'ont le droit que de vivre; mais ils ont le devoir de mettre leur bonheur et leur vertu dans l'obéissance aux ordres du Germain, interprète de Dieu : « Sous l'administration prussienne, dit encore M. de Bülow, la situation des Polonais s'est considérablement améliorée... D'autre part, nos concitoyens de Pologne ont vaillamment combattu sous les drapeaux dans les guerres de 1866 et 1870. » Partant, tout est pour le mieux dans la meilleure des Allemagnes et des Polognes : de quoi se plaignent les « citoyens » polonais? On leur laisse de quoi manger; on leur apprend bien à se battre ; on les dresse congrûment au service de la divine organisation allemande; que peuvent-ils demander de plus?

M. de Bülow nous donne une définition encore plus précise de cette « organisation allemande » que les intellectuels d'outre-Rhin offrent non seulement à la Pologne, mais à la Scandinavie, à la Belgique, à la Hollande, à la Suisse, à la France, à l'humanité tout entière, comme le terme de l'évolution humaine : c'est l' « offensive de l'État prussien pour sauver, conserver et, si possible, fortifier le régime allemand » dans l'Est, dans l'Europe, dans l'univers.

Tous les manifestes des XCIII intellectuels, toutes les conférences de Ostwald et autres chimistes ou alchimistes de Germanie ne vaudront jamais cette dernière phrase de M. de Bülow pour bien faire comprendre aux générations futures ce qui se débat dans la guerre d'aujourd'hui entre l'Empire de *Kultur* et les nations civilisées, entre l'Allemagne régimentaire et les hommes libres « d'à côté », entre l'État prussien, organe de l'oppression germanique, et l'Europe liguée pour la défense du droit national et international, tel que l'entend le reste de l'humanité blanche et tel que nous l'ont fait vingt-trois siècles de civilisation grecque d'abord, puis romaine, chrétienne enfin.

Victor Bérard.

Directeur à l'École des Hautes Études à la Sorbonne.

L'EFFORT MORAL DE LA FRANCE

Le monde s'est étonné de l'œuvre que la France a accomplie. Elle a gardé la maîtrise de soi dans la bonne et dans la mauvaise fortune ; ingénieuse dans la générosité, elle a allégé la souffrance en la partageant entre tous ; elle a suppléé par son génie d'improvisation aux lacunes de sa préparation militaire ; elle a levé et formé des armées, appris la guerre en la faisant, mobilisé son industrie, fabriqué des milliers de canons et de mitrailleuses, des millions et des millions d'obus. Mais au principe de ce grand labeur, dont les effets apparaissent à tous les yeux, il y a ce qu'on ne voit pas, ce qui l'inspire et le soutient : l'effort moral de la France.

*
* *

N'imaginons pas que la France s'est transformée soudain, qu'elle est devenue, du jour au lendemain, par je ne sais quel miracle, ce qu'elle n'était à aucun degré la veille. Pas plus que la matière, la vertu ne se crée pas de rien. Un peuple, comme un individu, ne donne que ce qu'il possède. La France républicaine valait mieux que ne le croyaient ses adversaires du dedans et ses ennemis du dehors, mieux peut-être qu'elle ne le croyait elle-même. Notre peuple, certes, avait ses défauts, dont il commençait lui-même à s'inquiéter, mais il était resté dans nos campagnes laborieux et économe, dans nos villes ardent et généreux, partout intelligent et brave. Il aimait la paix, mais il ne l'aimait pas lâchement, par faiblesse et par peur, il aimait en elle la justice, le droit, les biens supérieurs, qu'il était prêt à défendre et pour lesquels il était prêt à mourir. L'agression de l'Allemagne le souleva tout entier dans un même sentiment de révolte

et d'indignation. Il comprit que cette guerre mettait en cause, avec sa propre indépendance, le droit des peuples et la liberté du monde, et, du premier jour, il prit la résolution, qu'il a tenue et qu'il tiendra jusqu'au bout, de poursuivre la bataille, quel qu'en puisse être le prix, jusqu'au jour de la victoire.

Les luttes de la politique avaient pris un caractère de violence et d'acharnement qui menaçait la paix publique. L'intérêt national couvrait les ambitions d'hommes sans scrupule qui se disputaient le pouvoir. Toutes les lâchetés et toutes les perfidies semblaient permises contre le concurrent qu'on voulait abattre. Un parti violent prétendait mettre hors de la patrie tous les Français qui ne partageaient pas ses préjugés et ses passions. On se battait dans l'obscurité et dans la confusion, avec d'autant plus d'acharnement. Mais en dépit de l'aphorisme banal qu'on a le Gouvernement qu'on mérite, le peuple valait mieux que ceux qui se vantaient de le représenter. La première victoire de la France fut une victoire sur elle-même. l'oubli immédiat des colères et des rancunes qui la divisaient.

En face du danger, la réconciliation se fit spontanément et d'un élan unanime. L'assassinat par un misérable fou de l'orateur magnifique qui était la gloire du parti socialiste ne causa qu'un deuil universel. Tous rendirent hommage à sa générosité, à son désintéressement et à son génie. Les intrigues, les mensonges et les calomnies de la comédie politique avaient été balayés d'un seul coup par le souffle violent de la tempête. Si les Français se trouvaient unis, c'est qu'à vrai dire ils n'avaient jamais cessé de l'être, c'est que, en dépit des accusations du nationalisme, tous avaient un sentiment commun, qui, avec des nuances diverses, les ralliait au drapeau et les armait pour la même cause : l'amour de la patrie française. En voyant la République attaquée, ses institutions menacées, le droit des peuples insulté, les plus ardents étaient ces hommes qu'on accusait d'affaiblir le sentiment national par la volonté de la paix entre les peuples. Ils ne démentaient

aucun de leurs principes, ils se levaient pour défendre leur idéal de justice, pour en finir avec le militarisme, pour vaincre ce qu'ils n'avaient cessé de combattre. En lutte contre l'Allemagne, contre ses junkers, contre son esprit guerrier et féodal, contre sa prétention à l'hégémonie universelle, les puissances alliées étaient conduites à proclamer qu'elles défendaient le droit des peuples, la paix définitive par la création d'un ordre juridique international.

Ainsi se conclut l' « union sacrée », ainsi, par un effort moral, qui ne fut que l'expression spontanée de ce qu'il y avait de plus profond en elle, la France se trouva tout entière debout, face à l'ennemi. Associés dans l'œuvre du « Secours national », des hommes, que leurs croyances, leurs opinions, leurs luttes de la veille séparaient, des hommes qui se tenaient pour d'irréconciliables adversaires, prolétaires et bourgeois, l'archevêque de Paris et les chefs du syndicalisme ouvrier, s'étonnaient de penser, de vouloir et d'agir en commun. Ils découvraient que tous ensemble, avec leurs oppositions, leurs intérêts contraires, leur conception différente de la société, ils étaient la France, dans ce qu'elle a d'un et de divers, la France d'hier et la France de demain, qui malgré tout se tiennent, se relient l'une à l'autre et constituent la nation dans la continuité de son évolution. La guerre, en donnant à défendre toute la France, avec son passé, son présent, son avenir, accordait dans une même volonté de résistance les représentants des tendances diverses, qui, dans leur contrariété même, gardaient les souvenirs de sa longue histoire et attestaient la richesse de sa vie spirituelle.

*
* *

Chacun comprit que seul il n'était rien, qu'il dépendait de tous les autres, de leur générosité, de leur courage, de leur esprit de sacrifice, et des résolutions, des espérances, des joies et des douleurs communes se composa la grande âme, collective et fraternelle, qui

fondit toutes les discordances dans son harmonie. Les hommes partaient, la vie économique du pays était suspendue, les femmes et les enfants ne pouvaient être abandonnés à la misère, au froid, à la faim. Ceux qui s'en allaient affronter la mort pour tous devaient emporter l'assurance que les êtres chers, qu'ils laissaient derrière eux, seraient accueillis, adoptés par la nation. Cette grande œuvre de solidarité ne manqua pas d'ouvriers. L'État, les communes, les libres associations organisèrent les secours, soutinrent les courages, trouvèrent les ressources pour tous les besoins. A toute douleur répondit une pitié, à toute souffrance un dévouement.

Les peuples se connaissent mal, portent les uns sur les autres des jugements généraux et superficiels. On parle du Français comme d'un individu répété à des millions d'exemplaires. Il était entendu que la France était capable d'un emportement d'héroïsme, mais il était convenu qu'elle était incapable de persévérance, de ténacité, de cette énergie qui permet seule le relèvement dans l'épreuve. Elle pouvait, à la rigueur, forcer la victoire, elle ne pouvait supporter la défaite. La France a su trouver en elle-même, à l'heure du grand péril, toutes les vertus qu'on lui refusait. Dans une retraite précipitée, ses armées n'ont pas cessé de combattre, en gardant la volonté et la certitude de la victoire. Le courage de nos soldats n'est ni l'emportement de l'instinct, ni l'honneur professionnel du soldat de métier, il descend des plus hautes parties de l'âme, et trouve l'aliment qui le nourrit et le régénère dans le sentiment le plus élevé du devoir. Comme un flot qui déborde l'obstacle, les Allemands, dans leur poussée irrésistible, arrivaient jusqu'aux portes de Paris. La grande ville savait qu'elle n'était pas en état de défense, que ses forts n'étaient pas armés et manquaient de munitions, elle garda son calme et son sang-froid, elle voulut rester fidèle à sa tradition d'héroïsme, se défendre, arrêter l'ennemi, se donner, se sacrifier au salut de tous. Quand la victoire de la Marne eut rejeté l'ennemi, éloigné les canons, dont on avait entendu les

grondements, Paris ne se livra pas à des manifestations bruyantes, il n'arbora pas un drapeau et rentra dans la sécurité, comme il avait accueilli le danger, avec une dignité tranquille et silencieuse.

L'action veut des nerfs calmes, la domination de soi-même, une pitié active qui ne laisse pas le loisir des lamentations et des larmes. La nation tout entière s'est sentie atteinte par les maux qui frappent les victimes de la guerre et s'est mise à l'œuvre pour les réparer. Il fallait tout faire à la fois, maintenir l'ordre dans une action multiple et précipitée, improviser sur l'heure les mesures qui pouvaient assurer un asile, des moyens d'existence, des possibilités de travail aux foules que l'invasion faisait refluer vers l'intérieur. Par leurs violences et leurs cruautés les armées allemandes chassaient devant elles, dans un cauchemar de meurtre et d'incendie, des centaines de mille d'habitants de la Belgique et de nos départements du Nord. Ils allaient par les routes, femmes, enfants, vieillards, affamés, exténués, portant avec eux la vivante image des désastres qu'ils annonçaient. Les maires de nos villages, les maîtres de nos écoles ne laissèrent pas se répandre la contagion de la peur, ils accueillirent les réfugiés, ils leur procurèrent des aliments, un abri, en même temps qu'ils relevaient le courage des populations, en tournant leur pensée vers les devoirs qu'elles avaient à remplir envers ceux qui souffraient pour tous. Les réfugiés ne sont plus la foule errante, qui ne sait où porter ses pas et sa misère, ils sont répartis dans les villes, dans les villages, ils reçoivent des secours réguliers, ils travaillent, et, si l'attente est longue du retour, la cordialité de l'accueil fait l'exil moins amer.

*
* *

Si le grand effort moral, que la France, depuis plus d'un an, soutient sans défaillance et qu'elle soutiendra jusqu'au bout, pas un instant ne s'est détendu, le mérite, pour une grande part, en revient aux femmes

françaises : elles ont donné l'exemple, elles ont fait tout le bien qui dépendait d'elles, et, chose plus difficile encore, elles ont souffert tout ce qu'il fallait souffrir dans le silence et dans la résignation. Mères, épouses. sœurs, par leurs enfants, par leurs maris, par leurs frères, elles sont aux armées et ce n'est pas seulement leur tendresse, c'est leur vaillance qui anime et soutient les combattants. Dans toutes les classes, dans toutes les conditions, chacune à son poste a rempli son devoir et aidé ceux qu'elle aimait à remplir le sien. Elles ont écouté les plaintes, elles ont consolé les tristesses, elles n'ont pas affaibli les courages. Pour ne pas se livrer aux pensées douloureuses, elles sont entrées dans l'action, elles ont pris leur part de la défense nationale. Il faudrait de longues pages pour énumérer seulement les œuvres de secours matériel, d'aide morale, dont elles ont pris l'initiative et dont elles continuent les bienfaits. On les trouve partout où il y a quelque bien à faire, quelque mal à réparer, dans les hôpitaux, dans les ouvroirs, dans les soupes populaires, dans les orphelinats, partout où la tempête déchaînée des colères et des haines laisse une place encore et un rôle à l'amour et à la bonté.

Les plus pauvres prennent sur leur nécessaire, prélèvent jour par jour une petite somme sur leur allocation ou sur leur maigre salaire pour adoucir le sort de celui qui, là-bas, dans la tranchée, souffre le froid et la faim ; toutes, aux heures de loisir, de leurs mains agiles, tricotent des gilets, des caleçons, des chaussettes en lainage, qui enveloppent et réchauffent l'absent de la chaleur de leur tendresse. Dans les campagnes, les hommes sont partis, — les bras forts, les travailleurs vigoureux, — il reste les vieillards et les jeunes garçons. La femme n'ignore pas les durs labeurs, elle prend la direction de la ferme, elle ne mesure pas la besogne, elle la fait. On la voit penchée sur le sillon, guidant par la bride le cheval de labour, livrant la bataille qui, d'abord, doit être gagnée pour que l'autre ne soit pas perdue ; et la terre est labourée, hersée, sarclée, les semailles sont faites, la moisson est

coupée, les batteuses ronflent sur la plaine. Demain le blé donnera le pain, par lequel la femme encore ira là-bas soutenir ceux qui trouveront dans le fruit de son dur labeur des forces pour la bataille.

La tâche la plus rude, le plus pénible devoir, celui qui contraint le plus la nature et veut le plus de courage, ce n'est ni le travail de l'usine, ni le travail des champs, ni les privations, qui laissent le corps brisé et les membres bien las. Le plus grand effort moral reste secret, et c'est celui de supporter sans cris, sans révolte, dans le silence d'une angoisse toujours continue, la vie telle que l'ont faite aux pauvres gens les criminels qui ont déchaîné cette guerre détestable. Les lettres qu'on reçoit de la tranchée ne mentent pas, elles disent la vérité, et la vérité est terrible. Des femmes, beaucoup déjà, sont frappées, toutes sont menacées, et, dans le deuil des unes, les autres voient le présage de leur propre destin. Elles ne jouent pas la comédie de l'héroïsme, elles souffrent à plein cœur, mais elles cachent leurs larmes. Elles meurent lentement de la mort de ceux qu'elles aiment, dans le même esprit de sacrifice. Elles éprouvent la honte et la douleur de ce massacre imbécile, mais elles offrent, comme les hommes, leur vie, leur chagrin et leurs pleurs à la patrie, à tout ce qu'elle défend, avec l'espoir que la guerre enfin sera à jamais emportée dans cette mer de sang et de larmes.

*
* *

Après quinze mois de guerre, la France est aussi calme, aussi ferme, aussi résolue qu'aux premiers jours. Rien ne lui a été épargné, elle a tout surmonté; son passé répond de son avenir, elle y trouve la confiance nécessaire, et, quelle que soit l'épreuve, elle montera à la hauteur de son destin. Elle n'a épuisé ni son sang, ni son courage, ni ses vertus; son cœur est plein et sa volonté est entière. Après l'anxiété des premiers jours, où le flot des armées ennemies menaçait de tout submerger, elle a connu la victoire et ses grandes espé-

rances; à plusieurs reprises elle a cru briser la muraille dressée devant elle, et chaque fois la muraille, un peu plus loin, s'est refermée; dans la bonne et la mauvaise fortune, elle s'est contenue, et toujours elle s'est retrouvée prête à poursuivre la tâche jusqu'à son achèvement.

Hommes, femmes, enfants, le peuple tout entier est uni dans une même volonté de résistance. Il sait ce qu'il combat et ce qu'il défend; il sait qu'il combat la lourde hégémonie que l'Allemagne, dans son orgueil, prétend faire peser sur le monde, il sait qu'il défend ce qui fait sa raison de vivre, l'intégrité de son territoire, ses institutions républicaines, son indépendance économique et politique, les nations opprimées, la liberté de l'Europe, la paix entre les nations dans le respect du droit. Comme il a fait d'avance son sacrifice, comme il a jeté dans la fournaise ses biens, ses joies, ses amours, sa vie, il porte en lui une force morale, que rien ne peut épuiser et qui se renouvellera dans l'épreuve jusqu'à la victoire.

Gabriel Séailles,

Professeur à l'Université de Paris.

L'EFFORT MILITAIRE DE LA FRANCE

Malgré la difficulté de la tâche, il n'est pas impossible de parcourir déjà l'œuvre grandiose accomplie par le génie militaire de la France pour sauver l'univers de l'obsession allemande. Lorsque après cette lutte formidable, il connaîtra l'effort de notre pays, le monde s'étonnera.

Or, la France n'a pas accompli un miracle, elle a été simplement à la hauteur du rôle qui lui est dévolu depuis des siècles parmi les nations : sauver la civilisation de la barbarie et de l'hégémonie. Qu'on reconnaisse que déjà, avant la guerre, malgré les dissensions intérieures qui ont trompé l'Allemagne et la trompaient peut-être elle-même, la France s'imposait les plus terribles et écrasantes charges de guerre que les peuples eussent jamais connues. Avec une très faible natalité, avec une population de 39 millions d'habitants seulement, la République Française, quoique moins riche en hommes que l'Allemagne, l'Autriche, la Russie ou l'Angleterre, maintenait sous ses drapeaux des forces militaires égales ou supérieures à celles de ces États. Ainsi déjà la France, gardienne élue des libres destinées de l'Europe, faisait pour se hausser dans un grand effort, face à l'ennemi, incomparablement plus que ne devaient logiquement lui permettre sa constitution politique et sa population restreinte et stagnante.

Ne méritait-elle pas déjà, quarante-quatre ans après un premier sacrifice, l'honneur de verser son sang une fois encore à l'heure tragique choisie par le Kaiser pour poignarder l'Europe et distribuer ses dépouilles à son peuple de proie ?

Mais après l'expérience du premier mois de la guerre, on dut reconnaître que, pour être à même de tenir tête immédiatement aux formidables armées allemandes, il

n'eût fallu négliger aucune partie de cette science de l'organisation qui est tout le génie de l'Allemagne ; la préparation de l'ennemi était d'ailleurs en partie secrète : artillerie de siège puissante, mitrailleuses innombrables, formation immédiate de corps de réserve ; nous n'avions pas encore d'artillerie lourde ; la loi militaire nouvelle n'avait pas produit tous ses effets, nos réserves étaient encore insuffisamment organisées et instruites.

La France d'ailleurs, n'a, si l'on peut dire, commis qu'une noble faute. Elle était trop généreuse et trop vouée à l'amélioration de la vie sociale pour se discipliner et s'acharner comme l'Empire allemand dans la préparation de l'œuvre de mort. Son sacrifice pour le repos de l'Europe ne pouvait dépasser la limite de ses aspirations intimes et profondes pour la paix.

Il est inutile de revenir sur le degré de préparation de l'Allemagne, sur sa volonté de nous faire une guerre « au couteau », selon le mot de Bernhardi, sur la mission divine de son armée d'exterminer la race latine épuisée.

Le but avoué était de porter à la France un coup immédiat et écrasant qui l'eût abattue en quelques semaines, puis de retourner cet effort contre la Russie qui, découragée, se séparerait de la France ; enfin, à loisir, de réduire l'Angleterre.

Mais ce vaste plan, étudié pendant quarante ans jusqu'aux moindres détails, n'oubliait qu'une chose : la France virile, la France glorieuse par dix siècles d'histoire, la France à l'âme forte qui, sous des apparences d'agitation et de mobilité, maintenait secrètement intacte à la moindre menace de l'ennemi cette flamme d'héroïsme joyeux et de libre sacrifice qui est sa gloire.

Notre État-major préparait en silence la défense française. Il n'ignorait pas les difficultés de la tâche qui lui incombait. Il put renforcer le plan de concentration auquel il s'était sagement arrêté. La situation militaire des frontières de la France donnait lieu, en effet, à de nombreuses discussions : face à l'Allemagne, deux États

neutres, la Belgique et la Suisse, sont les deux défauts de notre cuirasse d'où les coups de l'ennemi pouvaient atteindre rapidement Paris. Or sa volonté d'offensive et d'invasion laissait à notre adversaire l'avance sur la concentration et par suite l'initiative stratégique. La valeur de la concentration française était dans la sagesse de la parade. Certes les nombreux avertissements des écrivains militaires allemands nous avaient renseignés sur la possibilité d'une violation de la neutralité belge. Mais il était nécessaire de laisser à la France, malgré sa situation stratégique défensive, la faculté de s'engager offensivement et nous n'avions pour cela que la frontière étroite d'Alsace-Lorraine ; d'ailleurs l'histoire dira si au moment suprême l'Allemagne n'a pas hésité avant de se ruer sur la Meuse wallonne, c'est-à-dire par ce fait même contre l'Angleterre.

C'est qu'elle disposait en effet en Lorraine d'un réseau ferré militaire très dense, capable de concentrer des masses énormes pour la prise de Nancy et l'attaque de notre ligne de forteresses Verdun—Toul—Épinal—Belfort. De notre côté, outre que nous n'avions pas l'avantage de la rapidité stratégique, puisque seule l'Allemagne était maîtresse de l'heure, certaines considérations morales voulaient que nos premiers pas fussent faits en Alsace, afin d'apporter aux pays annexés le « baiser de la France » ; la prise des têtes de pont du Rhin devait également favoriser nos opérations futures en Allemagne du Sud ; en Lorraine annexée, une offensive française pouvait jeter le trouble dans les projets ennemis et, en cas de succès, menacer les communications des armées allemandes opérant en Belgique méridionale.

Or, devant l'énigme de la direction et de l'effort ennemi, l'État-major français ne laisse rien à l'improvisation. Le plan de concentration massait, il est vrai, nos forces principales en Lorraine et en Woëvre, mais des variantes avaient été étudiées. Dès que la violation de la neutralité belge fut connue, l'exécution d'une de ces variantes permit au général Joffre de prendre une position d'attente de part et d'autre de la Meuse et de

la Moselle, massant ses forces afin de pouvoir les lancer aussi rapidement que possible à l'encontre des directions prises par l'ennemi. Si le sort des armées ne nous fut pas favorable lors de la première rencontre générale, les dispositions prises ou prévues, dès le début de la campagne, n'en permirent pas moins, douze mois plus tard et en dépit d'une dure retraite, un magnifique retour de fortune. Les chefs qui, à la Marne, vainquirent l'ennemi et brisèrent définitivement son plan d'offensive, synthétisaient dans leur esprit et dans leur âme non seulement les vertus traditionnelles de la race, mais aussi cette fermeté tenace et prudente de la France moyenne que le monde ignorait.

L'effort général initial de l'Allemagne dépassa certes nos prévisions. La mise sur pied de plus de 70 corps d'armée triplait presque les formations du temps de paix. Or, la France subit, d'août à novembre, le choc de 52 corps d'armée allemands (2.100.000 hommes), amenés successivement pour une bataille que l'ennemi avait prédite « sans lendemain ». Contre les premières masses (34 corps) merveilleusement outillées et organisées, nos 1.100.000 hommes immédiatement prêts ne pouvaient suffire, l'appui des 180.000 Anglo-Belges était faible et inconsistant ; aussi nos forces de réserve furent-elles peu à peu jetées dans l'action : deux semaines plus tard, la victoire devait venir couronner nos drapeaux.

Partant donc de la position d'attente qui lui permettait de faire face à l'effort principal de l'ennemi là où il se produirait, le général Joffre avait fait glisser ses armées vers le nord-ouest : la Ire (Dubail) tenait les Vosges de Belfort à Lunéville ; la IIe (Castelnau) occupait la Lorraine, de Lunéville à la Moselle ; la IIIe (Ruffey) se massait au sud-ouest de Longwy ; la IVe (de Langle), d'abord en réserve, s'avança jusqu'aux bords de la Semoy et la Ve (Lanrezac) se déplaça vers l'Entre-Sambre-et-Meuse. Il fallait attendre, d'une part, pour tenter l'offensive, la concentration des deux corps anglais achevée seulement le 21 août ; d'autre part, on espérait que la résistance des Belges permettrait une avance moins

rapide de l'ennemi et une jonction étroite des forces franco-anglo-belges. Tel fut l'esprit de la situation jusqu'au 20 août.

L'Allemagne de son côté, avec sa volonté d'offensive rapide et d'invasion territoriale, lançait une armée d'avant-garde de 120.000 hommes (von Emmich) composée d'éléments divers prélevés à la hâte et destinés à s'emparer immédiatement de la tête de pont de Liége et à faire de ce coin de Belgique violé un champ d'expérience de la nouvelle guerre (système de terreur, atrocités, attaques massives, artillerie de siège). Et tandis que le général Leman, après deux jours de résistance, repliait sa division sur le gros de l'armée belge établi sur la Gette, l'artillerie de siège allemande prenait position contre les forts et les réduisait à loisir. L'armée von Emmich, sa tâche remplie, le passage de la Meuse ouvert, se fondait dans les deux armées puissantes von Kluck et von Bülow, qui, concentrées sur Aix-la-Chapelle—Eupen, allaient librement s'avancer, la Ire sur Bruxelles, la IIe sur Huy et Namur. Une IIIe armée saxonne (von Hausen) marcha sur Dinant, la IVe (duc de Würtemberg) prit pour objectif la Semoy et Sedan, la Ve (Kronprinz) partit de Trèves pour attaquer Longwy et tenter l'investissement de Verdun, la VIe (Kronprinz de Bavière) reçut pour mission d'attirer notre armée en Lorraine sur un système défensif longuement étudié, la VIIe (von Heeringen) s'appuya sur le Donon et la Sarre et enfin un détachement d'armée (von Deimling) se tint en Alsace sur la défensive. Les grandes marches stratégiques ne commencèrent qu'après l'achèvement complet de la concentration, vers le 15 août, pour aboutir à la bataille générale livrée du 20 août au 24 août au delà de la frontière, de Mons à Sarrebourg.

Des événements préliminaires se déroulèrent aux ailes et au centre de l'immense front, à Haelen où, malgré le succès momentané de la division de cavalerie belge, il devint manifeste que l'armée belge serait impuissante à arrêter sur la Gette l'invasion méthodique de l'ennemi dont les forces étaient écrasantes ; à Dinant

où, le 15 août, une division française empêcha la cavalerie d'avant-garde allemande d'ouvrir aux armées d'invasion la trouée de l'Oise ; à Mangiennes, en Woëvre, où nos éléments de concentration refoulèrent un raid allemand ; à Lagarde, en Lorraine, où nous subîmes un léger échec ; à Saint-Blaise, dans les Vosges, où nos chasseurs s'emparèrent du premier drapeau allemand ; aux cols des Vosges dont l'armée Dubail s'empara ; enfin en Alsace où, réparant brillamment un premier échec qui nous avait fait perdre Mulhouse, le général Pau enlevait à Dornach 24 canons allemands et réoccupait Mulhouse le 19 août.

Malheureusement, cette brillante offensive en Haute-Alsace, qui eût pu nous amener à prendre position sur le Rhin et paraissait devoir compenser à notre droite ce que l'extrême gauche de la ligne des Alliés perdait par la prise de Liége, ne put être poursuivie ; les événements du 20 au 24 août en Belgique et en Lorraine provoquèrent la dislocation du détachement d'Alsace et le rappel de ses éléments vers notre extrême gauche menacée d'enveloppement.

Pendant que l'opinion publique suivait avec passion ces tâtonnements et ces mouvements d'avant-garde, le flot allemand submergeait la Belgique par des marches rapides et habilement dissimulées derrière un épais rideau de cavalerie. Le roi Albert, avec ses faibles divisions massées d'Aerschot à Namur, ne crut pas possible, le 18 août, d'attendre plus longtemps le secours de notre V[e] armée qui s'avançait vers la Sambre, retardée elle-même par la lenteur de la concentration anglaise au sud de Maubeuge. Il décida la retraite sur Anvers, réduit national de la Belgique ; dès lors, Bruxelles était ouvert à l'ennemi qui y entra le 20 août et lança sa cavalerie sur les routes de Flandre vers l'Escaut et la Lys. Tranquille sur sa droite, détachant deux corps de réserve au nord pour contenir les forces belges, l'armée von Kluck oblique vers le sud dans le but de tourner l'armée anglaise par l'ouest de Mons ; quant à l'armée von Bülow, elle allait disputer énergiquement les passages de la Sambre à notre

V[e] armée le 22 août, tandis qu'un de ses corps de réserve allait assiéger Namur et la division belge qui l'appuyait.

Au centre, entre la Meuse et la frontière allemande, nos deux armées de Langle et Ruffey s'engageaient au même moment dans des régions difficiles contre les armées du duc de Würtemberg et du Kronprinz. A gauche, en Lorraine annexée, l'armée de Castelnau et la gauche de l'armée Dubail poursuivaient une offensive facile contre les troupes de couverture bavaroises qui se repliaient suivant un plan prémédité vers les hauteurs qui dominent la Sarre et la Nied.

La bataille générale du 20 au 24 août allait s'engager ; elle devait amener la retraite de nos armées et l'abandon de la partie la plus riche de notre territoire national.

A notre droite, le général Dubail fut arrêté à Sarrebourg et au nord par de fortes positions défensives organisées à dessein depuis longtemps par l'ennemi ; le feu des gros obusiers allemands fixés sur ciment en rase campagne nous causa des pertes et nous interdit toute progression. Une région d'étangs, à l'ouest de Sarrebourg, eût pu protéger encore l'armée ; mais la situation du général de Castelnau à l'est de Metz rendit indispensable la retraite immédiate. En effet, les trois corps d'armée de Lorraine s'étaient heurtés le 20 août sur les hauteurs de Morhange à de puissantes fortifications de campagne, à toute une organisation défensive dont nos troupes éprouvèrent la cruelle surprise. Malgré la conduite particulièrement brillante du 20[e] corps de Nancy, nos forces, heureusement protégées par les défenses du Grand Couronné tenues par un groupe de divisions de réserve, durent se replier rapidement jusque derrière la Meurthe pour se reformer. Mais elles laissaient ainsi découverte l'aile gauche de l'armée Dubail, qui, par suite de la concentration de trois corps allemands dans la région de Lunéville, dut précipiter sa retraite jusqu'à la Mortagne.

Pour nos deux armées de l'Est, l'heure sublime du sacrifice sonne : grâce à la vaillance réfléchie de leurs

chefs, à la magnifique conduite des troupes. la sécurité de la grande retraite de Belgique à la Marne va être assurée ; la ligne de nos forteresses demeurera inviolable, et jusqu'au bout, jusqu'à la victoire, on tiendra.

C'est qu'en effet, nos échecs de Sarrebourg et de Morhange, le 20 août, allaient immédiatement trouver leur écho en Belgique. Notre centre s'y composait des deux armées Ruffey et de Langle, avec dix corps d'armée. Notre objectif était de repousser l'ennemi et de nous jeter ensuite, toutes forces réunies, vers Namur, sur le flanc gauche des armées allemandes de la Belgique centrale. Notre offensive ne réussit pas. Là aussi nous nous trouvâmes, vers Bertrix, en présence d'une puissante défensive insoupçonnée ; quelques fautes individuelles et collectives, les difficultés d'un terrain accidenté et boisé achevèrent de donner la supériorité à l'armée du duc de Würtemberg ; le général de Langle dut se replier sur Sedan—Stenay.

A sa droite, le général Ruffey, qui avait soutenu contre les forces du Kronprinz des combats très violents à Virton, à Saint-Vincent, à Rossignol, devait, lui aussi, malgré l'admirable tenue de ses unités et notamment du corps colonial fortement éprouvé, se retirer vers la Meuse.

Mais le choc le plus rude qui allait nous être porté devait se produire au delà de la Meuse, vers Mons et Charleroi. C'est là que les Allemands avaient massé les plus solides et les plus nombreuses troupes de l'Empire, les contingents du Brandebourg, de Poméranie, de Westphalie, la Garde prussienne, dans le but de réaliser la conception de Bernhardi : une attaque décisive d'aile et une manœuvre enveloppante contre notre gauche. Les trois armées von Kluck, von Bülow et von Hausen avec 500.000 hommes se ruaient sur les 350.000 Français et Anglais du général Lanrezac et du maréchal French. Le 22 au soir, au prix de pertes énormes, l'armée von Bülow s'empara des passages de la Sambre. Charleroi avait été pris et repris cinq fois et, malgré l'héroïsme de nos troupes d'Afrique et du 1er corps, les communications de notre armée furent

mises en péril par le fléchissement des unités en position à l'ouest de Charleroi et la prise de Dinant par l'armée saxonne. Namur également avait cédé, il fallut battre en retraite et gagner, le 24 août, la ligne Beaumont—Givet, en liaison avec l'armée anglaise qui, elle aussi, se sentait débordée par le violent effort de l'ennemi. Le maréchal French n'avait pu entrer en ligne que le 23 et, dès le soir, il se trouvait en présence de 150.000 hommes de l'armée von Kluck, qui arrivaient à marches forcées de Bruxelles, cherchant à envelopper les deux faibles corps anglais par Tournai. Dès le 24 au matin, le maréchal French se repliait en combattant pour venir appuyer sa droite sur le camp retranché de Maubeuge.

Ainsi s'achevait la première bataille générale de la campagne : nous étions refoulés sur notre frontière. Quarante-quatre ans de préparation intense permettaient à l'ennemi l'invasion de la France ; il devait cette victoire à la solidité et à l'instruction soutenue de ses corps d'armée actifs et de réserve, à son artillerie lourde, à ses mitrailleuses, à ses cadres subalternes nombreux, à sa discipline de fer. Mais, douze jours plus tard, tous ces avantages seront anéantis par la valeur du plan offensif du général Joffre, sagement conçu, rigoureusement exécuté, et par toute la beauté de caractère de la race française soulevée par le désir de vaincre.

Notre généralissime eut, après l'échec de Belgique, le rare mérite de ne pas s'obstiner et d'ordonner la retraite ; l'ennemi, exténué lui-même par son effort, pouvait difficilement nous poursuivre, et sa cavalerie n'eut aucun rôle.

Pourtant la France était dans une des situations les plus critiques de son histoire. L'armée la plus formidable que le monde eût jamais connue l'envahissait par toutes ses routes et allait converger vers Paris depuis Lille jusqu'aux Vosges. Notre aile gauche était menacée d'enveloppement, notre centre percé sur la Meuse, notre aile droite violemment attaquée et en danger de céder la ligne de la Moselle.

Or, au moment même où l'Allemagne, en pénétrant sur le sol de la France vaincue, semblait maîtresse des destinées du monde, notre généralissime concevait immédiatement, le 25 août, non pas un plan défensif sur de solides positions en arrière, mais une reprise générale d'offensive ; avec une sagesse et une science remarquables, une fermeté de caractère et une énergie rares, il abandonna une large zone de territoire pour donner le temps aux réserves stratégiques qu'il s'était ménagées de se déplacer et de se grouper en deux nouvelles armées qu'il créa. Une VI[e] armée (Maunoury) vint se concentrer au sud d'Amiens pour protéger l'aile gauche anglaise ; une IX[e] (Foch) forma jonction entre les armées Lanrezac et de Langle. La masse offensive était ainsi constituée solidement, l'armée anglaise encadrée, les armées de l'Est chargées de tenir héroïquement Nancy et la Mortagne contre l'enveloppement par la trouée de la Moselle.

La froide volonté du grand chef avait en quelques jours changé complètement la situation et assuré le succès de la bataille prochaine avant même qu'elle fût engagée entre Paris et Verdun. La France, déjà, était sauvée.

Selon le plan du généralissime, de violentes contre-attaques devaient se produire en effet sur la Somme, sur l'Oise, sur la Meuse. A la bataille de Guise, les 29 et 30 août, la V[e] armée rejeta l'armée de von Bülow sur l'Oise et infligea un sanglant échec à la Garde prussienne ; malheureusement, à notre extrême gauche, notre VI[e] armée, à peine concentrée sur la Somme et n'ayant pu terminer ses débarquements, se trouvait forcée à la retraite par l'attaque des colonnes très denses de von Kluck. D'autre part, entre ces deux armées, la retraite des Anglais sur Chauny, après leur échec du 26 à Cambrai, où ils n'échappèrent au désastre que grâce à l'héroïsme de leur cavalerie, creusait un trou au sud de Saint-Quentin : l'ennemi, trouvant le champ libre, continua son avance rapide, menaçant le flanc gauche de notre V[e] armée. La retraite générale s'imposait car, sur la Meuse, malgré une défense éner-

gique, les armées de Langle et Ruffey devaient elles-mêmes céder le terrain aux troupes du duc de Würtemberg et du Kronprinz; toutefois, les combats des bois de la Marfée et de Jaulnay, celui de Launois, de Fossé contribuèrent à ébranler la liaison des corps allemands. Le mouvement général de retraite fut ordonné jusqu'à la Seine. Le moral des troupes resta admirable ; à chaque horizon qui disparaissait s'augmentait la volonté de vaincre. Tout devait être subordonné à la préparation du succès de l'offensive.

L'aile droite de von Kluck descendait la vallée de l'Oise avec une audace téméraire. L'orgueil de cette ruée sur Paris fit commettre à l'État-major allemand la faute capitale : ignorant ou voulant ignorer la présence de notre VI[e] armée d'extrême gauche qui couvrait Paris, von Kluck se décida à négliger momentanément la capitale pour anéantir définitivement nos armées avant de commencer l'investissement; il obliqua sur Meaux, tandis que les autres armées allemandes s'enfonçaient dans le couloir entre Paris et Verdun.

Or, à cette date, 5 septembre, les conditions d'offensive recherchées par le général Joffre étaient remplies : nos V[e] et VI[e] armées encadrant l'armée anglaise n'avaient plus à craindre d'être tournées et, au contraire, l'armée von Kluck présentait son flanc droit à une attaque de la VI[e] armée Maunoury. Le 5 au soir, le général Joffre ordonne l'offensive générale pour le 6 au matin. « L'heure est venue, écrit-il, d'avancer coûte que coûte et de se faire tuer sur place plutôt que de reculer. »

L'armée Maunoury, jouant le rôle de surprise, attaque le plateau de l'Ourcq et gagne du terrain avec des réservistes qui ont une tenue superbe au feu ; mais von Kluck ramène brusquement deux corps du sud au nord, les lance violemment et avec succès dans la bataille. Nos troupes tenaces s'accrochent au terrain, prennent trois étendards, se renforcent, préparent une nouvelle attaque pour le 10 et voient, dès le matin, l'ennemi vaincu fuir dans la direction de l'Aisne. C'est qu'à ce moment, l'armée anglaise, à leur droite, partie du sud

du Grand-Morin, remontait vers le nord et menaçait d'enveloppement l'armée von Kluck. Le général Franchet d'Esperey, succédant au général Lanzerac à la Ve armée, avait également atteint la Marne après de violents combats, à Esternay et à Montmirail, contre von Bülow. Au centre, le général Foch tenait depuis Sézanne jusqu'au camp de Mailly et subissait le choc le plus violent. Par de savantes manœuvres, une sublime énergie, il réussit, malgré le recul de sa droite, à pousser audacieusement sur Fère-Champenoise une attaque de flanc d'ouest en est qui rompit l'ennemi. Décimés, les corps saxons et la Garde prussienne battirent rapidement en retraite ; le 11, nous passions la Marne.

A droite de Vitry, à Sermaize, l'armée du général de Langle n'était parvenue à avancer que le 10, ayant devant elle l'armée du duc de Würtemberg fortement retranchée. Enfin, le 12, après avoir été renforcée d'unités venues de l'est, l'armée de Langle passait la Marne à Vitry.

Adossée à la Meuse et à Verdun, l'armée du général Sarrail, remplaçant le général Ruffey, lutta héroïquement sur le front difficile de l'Argonne contre les forces du Kronprinz qui, décimées à Beauzée et à Triaucourt, finirent par se replier, le 14 septembre, vers Varennes et Consenvoye.

Ce magnifique résultat avait été facilité par la résistance épique des armées de l'Est qui tenaient ferme la ligne de la Meurthe et de la Mortagne. Avec de maigres divisions de réserve, le général de Castelnau tint sans fléchir les hauteurs du Grand Couronné de Nancy contre les masses bavaroises, et le Kaiser, qui rêvait une entrée solennelle dans Nancy, dut repasser la Seille. Quant à l'armée du général Dubail, elle livra des combats sanglants et légendaires sur la Mortagne, attaquant toujours, afin de maintenir continuellement en haleine l'ennemi, qui, le 12 septembre, s'avoua vaincu. A ce moment, nos armées se couvraient de gloire sur la Marne.

De Paris aux Vosges, l'ennemi fuyait. La France était sauvée.

La victoire de la Marne restera le coup d'arrêt définitif de la formidable offensive allemande. Après une retraite très dure, ce renversement de la situation ne peut s'expliquer que par un miracle de volonté de la France en danger. La grandeur de notre victoire sera proclamée par l'Histoire ; la Marne a libéré les peuples comme Valmy a libéré les hommes. La France suit ses destinées et le monde reconnaît qu'elle est sa voix la plus haute et comme sa conscience même.

Non seulement notre victoire, en brisant le plan allemand, jetait le trouble dans les conceptions germaniques, mais elle assurait désormais la libre préparation de la victoire finale et l'organisation matérielle des Alliés. L'ennemi, contenu pour toujours, ne pouvait plus avoir que des colères de captif. L'Angleterre a pu s'armer, grossir ses unités, de 60.000 hommes passer à 700.000 ; la Russie a pu former ses réserves, s'outiller, défier dans ses immenses domaines qu'on vienne jamais l'atteindre ; l'Italie a pris confiance ; nous-mêmes enfin, conscients de notre effort inouï, mais voulant mériter jusqu'au bout l'admiration du monde, nous avons, malgré la perte de nos plus riches provinces et la réduction de 80 °/₀ de notre industrie privée, improvisé en une année ce que l'ennemi a mis quarante-quatre ans à organiser ; cette merveille du génie français et de l'initiative française, en proie à la passion de vaincre et de délivrer la patrie, ne peut se comparer qu'aux heures frémissantes de la Révolution ; la nation, comme l'armée, s'est montrée digne du passé de la France.

L'ennemi, après s'être replié sur l'Aisne, s'y maintint dans des retranchements préparés à l'avance et repérés d'ailleurs par l'espionnage dès le temps de paix. La chute de Maubeuge lui fournit un renfort en hommes et en artillerie de siège ; malgré nos efforts, à Craonne notamment, nous ne pûmes déloger notre adversaire. C'est alors que, de part et d'autre, on chercha la solution en massant sur l'Oise des forces nouvelles ou prélevées sur le reste du front, dans un but d'enveloppement réciproque. Dans cette lutte, malgré la forme

concentrique et par suite avantageuse du dispositif allemand, nous eûmes encore une fois le dessus et nous réussîmes à relever notre front jusqu'à la mer. C'est une lutte de vitesse, tandis que, de l'Oise aux Vosges, la lutte de siège commence avec un caractère d'usure. Du 15 septembre au 20 octobre, les Allemands, de l'Oise à la mer, mirent en mouvement 800.000 hommes, auxquels nous dûmes opposer rapidement trois nouvelles armées françaises (de Castelnau, de Maud'huy et d'Urbal), l'armée anglaise venue de l'Aisne, enfin l'armée belge venue d'Anvers.

L'armée du général de Castelnau, à la fin de septembre, engagea des combats acharnés vers Lassigny et Roye, mais ne réussit qu'à maintenir ses positions. Sur la Somme, un corps de cavalerie et des divisions territoriales, puis l'armée de Maud'huy se trouvèrent en présence des forces de von Bülow qui cherchaient, par l'attaque d'Arras, à s'ouvrir une nouvelle route d'invasion sur Paris et surtout à gagner la mer; mais notre ligne resta inébranlable jusqu'à la fin d'octobre. Déjà, devant la menace allemande de nous déborder et de gagner Calais, le général Foch coordonnait nos opérations dans le nord, recevant des renforts, constituant peu à peu l'armée d'Urbal, la jetant immédiatement dans l'action. L'armée anglaise débarquait sur la Lys, l'armée belge arrivait sur la ligne de l'Yser. C'est qu'en effet, enfermé dans le camp retranché d'Anvers, le roi Albert n'avait pas tardé à y être assiégé. Dès le 28 septembre, un bombardement intense anéantissait successivement les défenses, et la retraite de l'armée de campagne fut effectuée sur Gand. Tandis qu'Anvers capitulait, le 10 octobre, les divisions belges, protégées par notre héroïque brigade de fusiliers marins, se repliaient sur l'Yser pour se reconstituer. Par la rapidité et l'ampleur des transports effectués, le commandement français fit preuve d'une incomparable maîtrise ; le but était atteint, une barrière définitive était constituée contre la dernière offensive ennemie : la victoire des Flandres allait couronner nos efforts.

Le Kaiser arrive à Courtrai; la presse allemande

signale la grande offensive décisive sur Calais, les généraux multiplient les exhortations : prendre Calais, c'est couper l'armée anglaise de sa base, c'est en outre viser l'Angleterre au cœur, c'est reprendre peut-être le chemin de Paris. Tourner notre gauche en longeant la mer, percer nos lignes sur Ypres, tel est le plan allemand : son échec sera complet.

Sur l'Yser, la résistance des faibles effectifs français soutenant l'armée belge fut admirable. Le duc de Würtemberg, malgré ses attaques acharnées et le passage d'un de ses corps sur la rive gauche, dut se retirer, vaincu par notre artillerie, notre vaillance et l'inondation lente venue de la mer. Jamais il ne put déboucher de Dixmude, défendu glorieusement par nos fusiliers marins.

A Ypres, pendant trois semaines, des attaques répétées, furieuses, en masses profondes, déferlèrent dès le 25 octobre contre les corps anglais qui tenaient le saillant d'Ypres ; sans le secours décisif des troupes françaises qui vinrent, dès le 31 octobre, encadrer nos alliés, Ypres eût été perdu. Du 4 au 8 novembre, l'arrivée de nouvelles divisions françaises permit d'énergiques contre-attaques ; nos zouaves firent merveille à Bixschoote, notre artillerie ouvrit dans les vagues d'assaut de l'ennemi des brèches sanglantes. Le 15 novembre, les attaques allemandes se ralentirent : c'était l'aveu de la défaite. 150.000 Allemands étaient tombés, 40.000 cadavres couvraient le champ de bataille d'Ypres. L'humiliation était profonde, l'annexion de la Belgique devenait impossible ; soutenues par la France, l'armée anglaise fraternisait et l'armée belge reprenait confiance.

La victoire des Flandres prolongeait la victoire de la Marne. La France, en face du colosse allemand qu'elle tenait en arrêt, se sentit désormais sûre d'elle-même, revivifiée à l'intérieur, confiante dans la victoire finale.

La puissance offensive des Allemands étant brisée, la guerre de positions et d'usure commence dès la fin de novembre. Or, derrière la fixité des fronts défensifs, où règne cependant une activité continuelle permettant

de grignoter l'ennemi moralement et matériellement, le commandement, maître désormais de l'initiative, va poursuivre un but nouveau et formidable : réorganiser l'armée et la nation en vue d'assurer la sécurité et la grandeur de l'avenir.

C'est pourquoi l'année qui vient de s'écouler, année d'attente, année de travail intensif pour la France, a permis de préparer les éléments de la victoire. L'Histoire ne fournit pas d'exemple d'une situation militaire à modifier aussi profondément en pleine guerre. Jamais un peuple n'eut une tâche aussi écrasante à accomplir en si peu de temps. L'œuvre de réforme portait sur l'armée comme sur la nation ; le commandement avait à mettre sur pied une tactique nouvelle, l'autorité militaire de l'intérieur à créer la mobilisation des ressources totales de la France. Le généralissime, le Gouvernement, les commissions parlementaires, l'armée et le peuple, dans une union intime d'efforts et avec un esprit de sacrifice admirable, ont aujourd'hui forgé l'arme qui vaincra l'Allemagne. Tout ce que l'ennemi a préparé, la France l'improvise. Elle a compris immédiatement la gravité mondiale de cette guerre prodigieuse ; l'Angleterre, d'abord étonnée de nos méthodes de combat, admire désormais sans réserve notre œuvre grandiose. Nous avons eu l'heureuse fortune de posséder à la tête de notre armée et de notre administration militaire des hommes nourris des plus saines et des plus nobles traditions françaises et élevés par la démocratie aux rangs suprêmes. Leur rôle était multiple : rajeunir les cadres supérieurs, créer de nouvelles armées, décupler la production des canons lourds, des munitions, améliorer le système défensif. Toute la France virile fut appelée sous les armes, réservistes des plus anciennes classes, jeunes gens des classes nouvelles. Pour la tâche patriotique le Parlement connut l'unanimité enthousiaste ; ses commissions, par un travail soutenu, prennent leur part au salut de la France. Les initiatives pour l'organisation de la production nationale aux besoins de la guerre, le souci de répartir équitablement l'impôt du sang, la spontanéité

de multiples comités privés, le travail agricole, commercial et industriel des femmes, des enfants et des vieillards, sont les preuves les plus éclatantes du trésor incomparable d'énergie dont est dépositaire la conscience française.

L'armée, inspiratrice de cette éclosion de volontés agissantes, continuait, de la Haute-Alsace à la mer du Nord, à créer de la gloire. Les chefs eurent le mérite rare d'adapter le soldat français vibrant d'offensive au caractère nouveau de la lutte difficile des tranchées et de lui inculquer cet esprit de ténacité, de patience et d'endurance dont le monde s'étonne.

Les fronts s'étendant jusqu'à la mer, aucune manœuvre n'était plus possible et la puissante fortification de campagne exigeait désormais des procédés d'attaque nouveaux, une préparation de plus en plus longue et minutieuse, des moyens matériels toujours plus considérables, des effectifs nombreux.

L'action intense, incessante, la vigilance, l'héroïsme qu'exige cette guerre d'immobilité souterraine, ont maintenu à un degré élevé le moral des troupes françaises. Les résultats que notre armée a obtenus depuis un an sont dus à ce fait que, désormais, l'initiative des opérations décisives lui appartient ; elle a pris un ascendant manifeste et acquis la conscience de sa supériorité. Jamais plus l'ennemi n'a réussi à nous dominer ; il s'est contenté parfois de contre-attaques qui ont presque toujours échoué ; et s'il méditait, pour le printemps de 1916, quelque attaque générale violente, nul doute qu'il se heurterait à un mur inébranlable.

Or, les offensives françaises ont pris une envergure plus grande au fur et à mesure que notre préparation nationale devenait plus intense. L'année 1915 a vu successivement et progressivement se dérouler des actions d'abord exclusivement locales, puis régionales, puis sur plusieurs régions à la fois ; il est évident que plus nos offensives deviennent formidables, plus elles tendent vers la décision qui est la rupture du front allemand ; la résistance de l'ennemi devient et deviendra logiquement plus mécanique qu'humaine. Chacune de

nos opérations nous valut un gain appréciable de terrain, coûta très cher à l'ennemi et l'obligea à maintenir devant nous des troupes qu'il projetait de transporter en Russie.

En Champagne (février-mars), le général de Langle infligea un rude échec au général von Einem ; 2 à 3 kilomètres en profondeur sur 7 kilomètres de front furent conquis sur l'ennemi et 10.000 cadavres allemands couvrirent le champ de bataille.

Ailleurs, Vauquois, Neuve-Chapelle, la redoute des Éparges furent enlevés.

En Artois, la grande bataille de mai-juin fut marquée par une progression de 4 kilomètres sur un secteur de 10 kilomètres, pour la prise de Carency, Ablain, Notre-Dame-de-Lorette, Neuville-Saint-Vaast. L'ennemi y amena successivement 300.000 hommes et en perdit 80.000 dont 8.000 prisonniers. Or, la présence sur notre front de forces allemandes nombreuses permit à nos vaillants alliés russes de garder leur liberté d'action au moment où le violent effort des Empires centraux se produisait vers le Dunajec.

En Alsace, le Braunkopf, l'Hilsenfirst, Metzeral et Sondernach tombèrent en notre pouvoir.

Mais la dernière et la plus mémorable date de cette longue guerre de siège est le 25 septembre. Ce jour-là, en Champagne et en Artois, après une préparation d'artillerie formidable, les vagues d'assaut bondirent hors des tranchées. L'âme collective de l'armée française se surpassa en cette journée. Sur 25 kilomètres, 140.000 Allemands furent mis hors de combat, 23.000 prisonniers et 121 canons furent capturés.

Le même jour et à la même heure, en Artois, nos troupes enlevaient Souchez, les forces anglaises Loos et Hulluch. L'ennemi, contre-attaquant quelques jours plus tard, fut écrasé sous notre feu et abandonna 10.000 cadavres.

L'atteinte matérielle et morale subie par notre adversaire dans cette bataille de septembre-octobre reste profonde. Désormais, une rupture stratégique du front allemand paraît possible.

Certes, cette campagne d'immobilité de 1915 ne nous a pas permis de réoccuper nos provinces envahies ; mais la nation tout entière a profité de la sécurité conquise pour accumuler, près de la blessure immense des tranchées, toutes les chances de victoire. Le résultat progressif de nos opérations prouve que l'Allemagne s'écroulera quand la préparation des Alliés sera elle-même décisive.

Si la France paie de son sang et de ses ruines de n'avoir pas voulu croire à la haine orgueilleuse de son ennemie héréditaire, elle a pris désormais conscience du terrible danger qu'elle a couru ; son magnifique et muet sacrifice l'a déjà sauvée du joug ; l'honneur, l'admiration du monde lui sont acquis et le pacte des Alliés est indissoluble.

Quand la paix s'étendra sur le vaste champ de bataille, puisse la victoire être assez glorieuse pour préserver à jamais les droits des peuples et venger la mort héroïque de tous les humbles tombés sur la terre de France.

Pierre Dauzet.

L'EFFORT INDUSTRIEL DE LA FRANCE

Plus la guerre se prolonge et plus il apparaît qu'elle exige des efforts d'organisation industrielle dont l'Histoire n'offre pas d'exemple. Avant le vingtième siècle, que fallait-il à une nation comme la France pour soutenir une guerre? des armées et de l'argent. L'argent procurait sans difficulté tout le reste. Aujourd'hui les Alliés ont les armées, ils ont l'argent, et pourtant cela ne suffit pas!

A des degrés divers ils en ont fait chacun l'expérience. Faute des munitions nécessaires, en particulier faute d'explosifs, l'armée anglaise du continent s'est vue peu à peu condamnée à l'inaction. Pour la même raison, les armées russes ont dû se retirer de la Galicie et de la Pologne. Nous-mêmes nous avons souffert de ne pas disposer de munitions et de matériel en quantité suffisante. L'armée la plus brave et la mieux commandée du monde est vouée au désastre, si elle n'est doublée d'une armée industrielle qui lui fournisse les moyens indispensables de la victoire.

La nation en armes doit donc comprendre, outre les millions d'hommes qui combattent ou qui sont sous les drapeaux, des centaines de mille ouvriers qui travaillent dans les usines à fabriquer les canons, les fusils, les mitrailleuses, les obus, les explosifs, les cartouches, les poudres, les avions, les automobiles, etc...

Si cette transformation de la guerre avait pu être prévue, les précautions nécessaires eussent été prises. La mobilisation industrielle aurait été préparée comme la mobilisation des armées et de la flotte. Aussitôt la guerre déclarée, un régime soigneusement réglé dans tous ses détails serait entré en vigueur. Dès le premier jour, chaque usine, grande ou petite, aurait su ce qu'elle avait à fournir, et le personnel indispensable

lui aurait été assuré. En même temps que la masse des hommes mobilisés pour l'armée rejoignait ses corps, les ouvriers affectés à la fabrication du matériel, et ceux-là seulement, auraient été mobilisés sur place comme des employés de chemin de fer ou des Postes et Télégraphes. Le Gouvernement allemand, qui avait prémédité la guerre de longue date, avait pris ses mesures sur ce point comme sur les autres.

En France, les choses n'ont pas pu se passer ainsi. La mobilisation de l'armée et de la flotte s'est bien accomplie en un ordre parfait, suivant des dispositions arrêtées depuis longtemps. Mais la mobilisation industrielle, dont la nécessité ne s'était pas imposée d'avance, n'a commencé que plus tard. Elle ne s'est faite d'abord que partiellement; il a fallu l'improviser. Elle s'est complétée peu à peu par des mesures successives, sous la pression des événements qui la rendaient de plus en plus urgente.

I — L'ORGANISATION

En fait, c'est au mois de septembre 1914, après la bataille de la Marne, que la question s'est posée dans toute sa gravité. La consommation des munitions dépassait, et de beaucoup, ce qu'on avait prévu : les approvisionnements qu'on avait cru suffisants s'épuisaient vite. L'artillerie lourde prenait une importance croissante : on en avait fort peu. Le problème était donc de construire le plus rapidement possible un matériel d'artillerie lourde — tout en utilisant les anciennes pièces que l'on possédait — et de produire des munitions et des explosifs en quantité suffisante pour satisfaire les demandes du grand État-major.

De quels moyens de production disposait-on pour répondre à ces besoins subitement accrus? Ni les ateliers et fabriques de l'État, ni les établissements de l'industrie privée, fournisseurs habituels du ministère de la Guerre, n'étaient en mesure d'y parer. En effet, au mois d'août, au moment de la mobilisation, on

n'avait gardé dans ces établissements que le contingent d'ouvriers strictement suffisant pour la production que l'on prévoyait ; on avait raisonné et agi pareillement en ce qui concernait l'outillage et les matières premières. Et voilà que, tout d'un coup, ces prévisions étaient démenties par la réalité, et qu'il fallait, de toute nécessité, produire dans le plus bref délai trois ou quatre fois, ou même davantage, ce à quoi on s'était attendu ! Le temps pressait. Comment sortir de cette difficulté angoissante ? Comment arriver à produire *dix*, par exemple, quand on s'était préparé à produire *deux ?*

Le problème a été résolu. D'une part, on a développé d'une façon intensive la fabrication du matériel et des munitions dans les établissements de l'État ; de l'autre, on a organisé cette fabrication dans l'industrie privée.

En ce qui concerne celle-ci, l'idée générale a consisté à répartir la France en plusieurs groupes. Dès le 20 septembre 1914, il a été institué un certain nombre de groupements à la tête desquels ont été placés des directeurs de grands établissements industriels et métallurgiques, de compagnies de chemin de fer, etc. Ces chefs de groupes ont été désignés par le ministre, il les a chargés de faire le recensement des ressources industrielles, chacun dans la région qui lui était assignée, afin d'utiliser les petits industriels, soit isolément, soit en les groupant, et afin d'obtenir ainsi le rendement maximum du personnel et de l'outillage existant dans chaque région.

Le nombre des groupes était d'abord de neuf ; il a été porté plus tard à quinze.

La plupart des chefs de groupe ont pris la totalité des commandes destinées à leurs groupes. Le ministère de la Guerre n'a donc eu affaire qu'à eux ; ce sont eux qui étaient responsables de la bonne exécution des commandes dans les delais convenus. A leur tour, ils repassaient une partie de ces commandes à des sous-traitants, qui possédaient dans la région des usines plus ou moins importantes.

Dans le groupe de Paris, on a procédé autrement. Il n'y a pas eu un marché unique passé avec le chef de groupe. Les grands établissements de construction d'automobiles ou de constructions mécaniques de la région de Paris ont traité chacun directement avec l'État. Il y a eu autant de marchés qu'il y avait d'industriels capables d'assurer les fabrications (plusieurs centaines).

Cette organisation générale fournissait un cadre pour la production intensive : restait à assurer cette production elle-même, et trois nouvelles questions se posaient : où trouver les matières premières, l'outillage et la main-d'œuvre nécessaires ?

1° *Matières premières*. — La situation était particulièrement difficile.

La plus grande partie des aciéries du Nord et de l'Est, qui produisaient en temps normal dans leurs fours Martin une quantité importante du métal nécessaire aux fabrications de l'artillerie, étaient aux mains de l'ennemi ; environ 70 % de la production normale de la métallurgie française faisaient défaut au moment où on en avait le plus besoin.

Heureusement, les établissements métallurgiques du centre de la France, dont la production est très inférieure en quantité à celle de l'Est et du Nord, se sont spécialisés, depuis une vingtaine d'années, dans la fabrication des aciers fins et des fournitures pour la Guerre et la Marine. Ils ont constitué un puissant et magnifique outillage. Grâce à eux, malgré l'occupation des bassins charbonniers et miniers du Nord et de l'Est par les Allemands, la production de l'acier Martin, c'est-à-dire de celui dont les fabrications d'artillerie ont le plus besoin, n'est réduite que de 44 %, tandis que celle de l'acier Thomas est réduite de 95 %.

Mais ce déficit, qui atteint presque la moitié, est encore très considérable. Il fallait le combler, et très vite. D'abord, on a réorganisé les usines métallurgiques qui pouvaient produire le métal nécessaire, et on a amené à cette fabrication un certain nombre d'usines qui ne l'avaient jamais entreprise. Puis, on a rallumé

tous les fours Martin qui étaient éteints depuis le commencement de la guerre. Enfin, des commandes importantes de matières premières furent passées en Amérique, en Angleterre et en Italie. C'est l'État qui a réparti la matière première dont on disposait entre les industriels intéressés : il avait été décidé tout d'abord que ce serait lui qui fournirait à l'industrie privée le métal nécessaire.

2° *Outillage.* — On a pourvu aux besoins principalement de deux façons : en adaptant à la fabrication des munitions des machines qui servaient auparavant à d'autres usages, et en important d'Amérique les machines nécessaires aux usines nouvelles que l'on a fondées.

3° *Main-d'œuvre.* — Beaucoup d'ouvriers des usines de l'État et des établissements de l'industrie privée avaient été mobilisés, et la main-d'œuvre dont on disposait était très insuffisante. Sur les conseils des chefs de groupe, les usiniers commencèrent par embaucher toute la main-d'œuvre civile disponible. Mais on était encore loin de compte ; il fallut rappeler à l'usine les ouvriers qualifiés qui étaient sous les drapeaux, et même un certain nombre de manœuvres. L'opération était délicate : elle a été accomplie avec beaucoup de soin, de façon à éviter toute apparence de faveur ou d'injustice. Les hommes ont compris que ce rappel à l'usine n'était en réalité qu'un changement d'affectation. Le ministre de la Guerre juge que leurs services comme ouvriers sont plus utiles que leurs services comme soldats, et il les rend à leur atelier dans l'intérêt de la défense nationale.

Les usines disposent maintenant de la main-d'œuvre qui leur faisait défaut. Des contrôleurs de la main-d'œuvre, qui sont presque tous des inspecteurs du travail, exercent une action très utile de surveillance et de protection sur les usines qui travaillent pour le ministère de la Guerre et sur leur personnel.

Enfin, partout où cela fut possible, on a fait appel à la main-d'œuvre féminine. En général, les chefs d'industrie en ont été satisfaits, et les ouvriers n'ont pas protesté.

Je n'entre pas dans le détail des difficultés techniques qu'il a fallu surmonter (fabrication des obus par le forage à froid, fabrication des calibres vérificateurs, chargement des obus, fabrication des gaines-relais, des fusées, etc.) et qui intéressent surtout les hommes du métier. Mais une question générale subsiste. La production une fois organisée et assurée, comment s'en fera le contrôle? Comment s'assurer que ce matériel et ces munitions, envoyés aux armées, rendront bien les services qu'on en attend, et que l'on n'est pas exposé à des mécomptes qui pourraient être terribles?

Le contrôle des fabrications de l'artillerie existait dès le temps de paix. Il était assuré par le service des Forges, dont les officiers inspectaient régulièrement les usines et veillaient à l'exacte exécution des commandes. Depuis le commencement de la guerre, ce service a été considérablement renforcé par des officiers, contrôleurs, aides-contrôleurs, etc. Deux inspections nouvelles des Forges ont été créées, et une nouvelle répartition du territoire a été faite entre les quatre inspections ainsi constituées.

En outre, le ministre a chargé plusieurs officiers supérieurs, relevant directement de lui, de missions spéciales dans des régions distinctes, afin d'assurer la bonne marche des opérations, d'aider de leurs conseils techniques les industriels et d'aplanir les difficultés de toute nature qui pourraient se présenter.

Enfin, le ministre a réuni fréquemment, dans des séances qu'il présidait lui-même, les chefs de groupe, les principaux industriels titulaires de commandes, les chefs de service de l'artillerie, les officiers chargés de missions spéciales, pour se faire rendre compte de la situation des fabrications et des difficultés rencontrées, et pour résoudre, d'un commun accord, le plus rapidement possible ces difficultés.

C'est ainsi que l'on est parvenu à suivre, à conseiller et à contrôler l'industrie privée qui travaille pour le ministère de la Guerre.

II — LES RÉSULTATS

Malgré toute la bonne volonté dont tout le monde était animé, depuis le ministre jusqu'au plus humble manœuvre, une période de tâtonnements était inévitable. Quantité d'usines devaient s'adapter à une production nouvelle pour elles : les patrons hésitaient devant des fabrications auxquelles ils n'étaient pas habitués ; les ouvriers devaient s'habituer à un emploi nouveau de leurs machines. Constamment des difficultés se produisaient, dont la solution n'apparaissait pas tout de suite. Parfois, les produits fabriqués se révélaient, à l'essai, médiocres ou inutilisables. Il s'agit, comme on sait, d'un travail extrêmement minutieux. La fabrication d'un obus est une œuvre de précision comme celle d'une montre. Un obus doit passer successivement dans soixante-dix ou quatre-vingts mains, depuis la réception des barres ou rondins d'acier jusqu'à la livraison finale aux ateliers militaires de chargement.

Cette période de tâtonnements a pris fin depuis longtemps. La création du sous-secrétariat d'État de l'artillerie et des munitions, en mai 1915, a eu aussitôt pour conséquence la coordination méthodique des efforts. Sous l'énergique impulsion de M. Albert Thomas, les ressources industrielles de la France ont été vraiment mobilisées, organisées, et, là où il l'a fallu, multipliées. L'adaptation des usines est désormais complète. Les hésitations des industriels ont fait place à un zèle actif, et l'esprit des ouvriers est excellent. Tous se sont rendu compte de l'importance capitale de leur tâche, du rôle décisif que la quantité des munitions joue dans cette guerre, et ils ne prennent de repos que juste ce qui est nécessaire pour le bon entretien de leurs forces.

Artillerie. — Pour les obus de 75, la production actuelle est largement satisfaisante. L'industrie privée

collabore ici très efficacement avec les établissements de l'État. Un constructeur d'automobiles a même créé de toutes pièces une immense usine modèle en vue de la fabrication des shrapnells de 75, et il a mis debout, en trois mois, des ateliers capables de fournir 1.000 shrapnells à l'heure. Les munitions destinées aux canons de 105, de 120 et 155 sont également fabriquées dans nos usines d'automobiles, comme aussi au Creusot et dans d'autres grands établissements soit privés, soit appartenant à l'État.

Production comparée par jour (chiffres relatifs)

	Au début d'août 1914	Au 15 mai 1915	Fin décembre 1915	Début février 1916
Fabrication d'obus vides de 75	100	1.400	2.900	3.040
Fabrication d'obus vides (tous calibres supérieurs au 75)	100	850	3.500	4.410
Poudres fabriquées en France	100	180	280	280
Explosifs fabriqués en France	100	700	1.770	2.230
Fabrication de mitrailleuses	100	2.300	6.500	8.800
Fabrication de canons de 75.	100	1.100	1.900	2.310

NOTA. — Le nombre de canons lourds existant aux armées a passé (en chiffres relatifs) de 100 au début d'août 1914 à 2.300 au début de février 1916.

Matériel de tranchées. — Ce matériel a dû être créé presque de toutes pièces. Au commencement de la guerre, on ne possédait guère que de vieux mortiers et des grenades de modèle suranné. C'était un matériel destiné à la défense rapprochée des fortifications permanentes. Grâce à l'activité des services de l'artillerie et du génie, et au concours des inventeurs, notre armée est dotée actuellement d'un matériel de

tranchées propre à lancer aux distances convenables de grosses masses d'explosifs. Ces matériels sont doublés par d'autres qui permettent, aux distances rapprochées, de suppléer au matériel de campagne. Les grosses bombes lancées par nos mortiers de tranchées sont analogues à ce que les Allemands appellent torpilles aériennes.

Nous avons de ces divers matériels tout ce que le général en chef a demandé, et on en fabrique davantage en prévision des pertes possibles.

Pour la lutte de tranchée à tranchée et pour l'attaque rapprochée, l'infanterie est munie de grenades à main de divers modèles beaucoup plus efficaces que les anciennes, et dont l'étude a été faite, soit par les services de la Guerre, soit par les combattants eux-mêmes, soit par de nombreux inventeurs. Des appareils en nombre considérable permettent de lancer ces grenades, soit par de vraies petites bouches à feu, soit par des appareils faisant usage de l'air comprimé, de la force mécanique, ou de mélanges explosifs gazeux. Ici encore, l'ingéniosité de l'esprit français s'est donné carrière. Les services de la Guerre n'ont eu qu'à exercer un choix pour faire fabriquer dans l'industrie privée les modèles répondant le mieux aux besoins.

La quantité actuellement disponible de ces grenades est tout à fait suffisante.

Aéronautique. — Sur ce point, les besoins de l'armée française, dès le début de la guerre, dépassaient de beaucoup ses ressources, et, en outre, le développement même des opérations a conduit à spécialiser des sortes différentes d'appareils pour des missions différentes. Sans parler des hydro-aéroplanes, il faut des avions faits exprès pour se mettre au service de l'artillerie afin de l'aider à régler son tir, d'autres avions pour exécuter des reconnaissances et d'autres enfin pour effectuer des bombardements.

Il a donc fallu construire des appareils de types divers : des avions fortement armés, munis de mitrailleuses ou de canons, des avions légers à grande vitesse, et des avions de charge capables de trans-

porter un poids utile considérable. Chaque modèle correspond à un emploi déterminé.

D'autre part, ce matériel principal doit être complété par un outillage accessoire : ateliers de réparations suivant les escadrilles, autos-canons et autos-mitrailleuses pour tirer sur les avions ennemis, instruments de télégraphie sans fil, etc.

Le nombre de nos aéroplanes en service sur le front a sextuplé depuis la mobilisation. Des types nouveaux sont apparus, avec des moteurs trois fois plus puissants que les anciens, ou même avec plusieurs moteurs. Le poids transportable a presque triplé ; le rayon d'action a doublé ; la vitesse, considérable, s'est accrue dans la proportion de 2 à 3.

Toutes nos escadrilles disposent, à terre, de tout ce qui leur est nécessaire. Des magasins de réserve importants ont été constitués.

L'industrie française commence à fournir des avions à nos alliés.

Automobiles. — Avant la guerre, on comptait que la réquisition suffirait à fournir l'armée d'automobiles. L'armée n'avait acheté directement qu'un nombre infime d'automobiles. L'État-major et le ministère n'avaient pas organisé la continuation de la fabrication des voitures et le service des achats.

Normalement, la mobilisation devait vider les usines. C'est en effet ce qui arriva. Presque tous les ouvriers étaient jeunes : ils partirent, et les usines furent réduites au dixième de leur personnel.

On s'est aperçu tout de suite du danger de cette situation. On a renvoyé dans les usines des ouvriers militarisés. Elles ont pu ainsi, non seulement fournir les pièces de rechange nécessaires, mais aussi des voitures neuves.

Mais l'organisation créée dans les premiers jours de la guerre fut bouleversée par la retraite. Le grand parc de Vincennes dut être évacué. Il entraîna avec lui les industriels militarisés qui durent établir de nouveaux ateliers en province.

D'autre part, les usines d'automobiles s'étaient trou-

vées propres à la production des obus, dont on avait le besoin le plus urgent. La production des automobiles fut reléguée au second plan pendant assez longtemps. Elle a repris maintenant une place plus importante.

Un autre obstacle est venu du manque subit des pièces que l'on achetait en Allemagne avant la guerre.

La fabrication des magnétos était presque monopolisée par les Allemands. L'État, après avoir réquisitionné le stock de la maison Bosch, s'est fait distributeur de magnétos. Les maisons françaises, fortement soutenues et encouragées, se sont mises à fabriquer en plus grand nombre. Des fabrications nouvelles s'établissent.

On a procédé de la même façon pour approvisionner les industries des métaux qui leur sont nécessaires.

L'organisation du travail industriel sous la direction de l'État a produit des résultats qui peuvent s'apprécier numériquement.

En dehors des voitures de tourisme mises à la disposition d'un certain nombre d'officiers de service, ou affectées à certains corps comme voitures de reconnaissance, les efforts des constructeurs portent sur deux catégories de véhicules : les *camions* et les *tracteurs d'artillerie*.

Un assez grand nombre de camions ont été fournis par la réquisition. Le nombre des camions fournis par l'industrie française est au nombre des camions réquisitionnés dans la proportion de plus de 4 à 3. Des derniers mois de 1914 aux premiers mois de 1915, la production mensuelle a plus que doublé. Il a fallu recourir, surtout pour les tracteurs, à la production américaine. Pour les camions, la proportion du matériel français au matériel américain est de 7 à 4.

En somme, la production française a largement fourni aux transports d'intendance, au service de santé, à l'aviation, à l'artillerie. Elle n'a pas seulement fourni à la France ; elle fournit en ce moment très largement à la Russie.

Conclusion. — Quelques chiffres donneront, pour ter-

miner, une idée de l'intensité actuelle de l'effort industriel français en ce qui concerne les fabrications de la guerre. A l'arsenal de Perrache, à Lyon, le nombre des ouvriers a triplé, et la fabrication des obus de tous calibres a augmenté dans la même proportion. Après avoir emprunté quelques terrains voisins à la Compagnie P.-L.-M., l'arsenal a exproprié des immeubles contigus, débordant même sur les quais du Rhône. Tout cet immense espace se couvre de forges et d'ateliers qui fonctionneront à bref délai. A Lyon encore, le grand hall de l'Exposition, interrompue par la guerre, a été transformé en un immense atelier où travaillent 5.500 ouvriers, dont 1.800 femmes, et on y travaille jour et nuit.

Les usines de Saint-Chamond occupent 9.000 ouvriers. On fabrique tous les jours des centaines de mitrailleuses, de fusils, de revolvers. On répare également les mitrailleuses prises à l'ennemi. L'usine fabrique sept fois plus de mitrailleuses qu'au début de la guerre.

A la grande manufacture d'armes de Saint-Étienne, il y avait avant la guerre un millier d'ouvriers. Il y en a 8.000 actuellement.

A la manufacture d'armes de Châtellerault, le nombre des ouvriers a sextuplé.

Aux ateliers de Tarbes, le nombre des ouvriers a passé de 1.800 à 11.000.

Les différents établissements militaires de Bourges, dont le personnel a augmenté dans une énorme proportion, produisent des explosifs, des canons, du matériel.

Les usines du Creusot, dont un cinquième seulement avant la guerre fabriquait du matériel de guerre, ne font plus autre chose. La production y a augmenté dans la proportion de 1,85 à 8,5.

Si l'on exprime par 100 le total du personnel des établissements privés travaillant pour la guerre au 15 juin 1915, il serait représenté par 259 le 1er février 1916.

Le nombre des usines, grandes ou petites, qui, dans toute la France, travaillent pour la guerre, se compte par milliers.

Lucien Lévy-Bruhl,

Professeur à l'Université de Paris.

CONCLUSION

Nous venons de dire, dans les pages qui précèdent, quel a été l'effort fourni par la France depuis seize mois : l'effort militaire, l'effort industriel et l'effort moral. Que me reste-t-il à dire pour conclure ?

Il me reste à dire tout d'abord que cet effort a été apprécié pleinement par les puissances neutres, et avant tout par la plus vaste de ces puissances, par celle dont les sympathies nous sont à la fois les plus précieuses et les plus indispensables : je veux dire les États-Unis.

Les circonstances ont voulu que, après avoir rassemblé les collaborateurs de ce livre, ce soit à New-York que j'en écrive la conclusion. J'ai pu, après avoir traversé le continent américain de New-York à San-Francisco et de San-Francisco à New-York, me rendre clairement compte des sentiments divers par lesquels l'Amérique a passé à l'égard des belligérants.

La conviction presque unanime de l'Amérique, au début de la guerre, a été que nous serions vaincus. C'est avec douleur que les Américains se résignaient à cette certitude, mais c'était une certitude pour l'immense majorité d'entre eux. La France était pour eux la douce France hospitalière, non seulement inépuisable créatrice de formes d'art, mais encore, mais surtout initiatrice incomparable dans l'art de vivre avec finesse, avec grâce, avec noblesse, de vivre en beauté. Mais parce que si fine, si gracieuse, si anciennement et si hautement civilisée, la France ne leur paraissait pas capable de subir l'effroyable choc de l'assaut allemand.

L'Amérique connaissait, non pas de loin, par les livres, mais pour les avoir vues agir sur son propre sol,

la force allemande, la méthode allemande, la discipline allemande, la prolificité allemande, l'irrésistible énergie conquérante de l'Allemagne. Elle avait vu l'Allemagne s'emparer à New-York, à Chicago, à Milwaukee, à Pittsburg, à Cincinnati, de l'industrie, du commerce, de la banque, élever des usines, construire des chemins de fer et des ponts, créer un nombre considérable d'entreprises prospères. Elle avait vu, en dehors des entreprises allemandes proprement dites, des régiments d'ingénieurs allemands, de fonctionnaires allemands, de professeurs allemands, de « clerks » allemands, d'ouvriers allemands, pénétrer dans les écoles, dans les administrations, dans les offices, dans les usines américaines. Et l'Amérique avait profité du labeur allemand, de la science allemande, autant qu'elle avait profité, plus qu'elle n'avait profité — l'art étant un objet de luxe — de l'art français. Et la lutte de l'Allemagne et de la France lui apparaissait comme la lutte inégale, et dont l'issue n'était pas douteuse, entre la force et la grâce, entre l'énergie et la beauté.

Et voici que l'événement donna un démenti éclatant à ces prévisions qui, en somme, étaient celles de toutes les puissances neutres. La guerre que personne en France n'avait attendue, que, en dehors d'une infime minorité, personne en France n'avait voulue, que la France avait fait l'impossible pour éviter, cette guerre avait été acceptée par l'unanimité du pays. Les dissensions, les troubles, la révolution, que nos adversaires avaient escomptés et que nos amis avaient redoutés, ne s'étaient pas produits. Les syndicalistes, les anarchistes, les socialistes, les soi-disant antipatriotes, tous, avaient répondu d'une seule voix, d'une seule âme : « Présent » ! Les hommes étaient partis sans ces cris : « A Berlin », sans ces chants belliqueux que l'on avait entendus en 1870, et qui sont plus encore des résultats de l'alcool que l'explosion d'un enthousiasme spontané. Ils étaient partis avec la conviction absolue « qu'il fallait y aller », et avec la résolution farouche « d'y aller », et d'y rester jusqu'à ce que la menace allemande fût définitivement conjurée, et

de sacrifier leur vie pour que leurs enfants, au moins, pussent vivre et travailler paisiblement sans sentir incessamment suspendue sur leur tête la perspective de l'agression. Et les femmes, les mères, les fiancées, les amies, les avaient laissés partir, sentant bien, elles aussi, qu'il fallait que la vieille querelle fût enfin vidée.

Et voici que la guerre s'était engagée, la plus terrible, la plus sanglante, la plus universelle que l'histoire eût connue depuis les invasions. Voici que la formidable industrie guerrière allemande qui, depuis quarante-quatre ans, avait préparé la guerre, non pas pour telle année, pour tel mois déterminé, mais pour n'importe quel jour, s'était mise à fonctionner : en dehors des armes connues, c'étaient les canons géants et les gaz asphyxiants; c'étaient les mines et les grenades; c'étaient, au lieu de la lutte en plein jour, en champ découvert, la guerre souterraine, la tranchée, les boyaux, où le soldat reste des semaines entières terré dans la boue, pour bondir soudain sur l'ennemi comme une bête sauvage ; c'étaient les sous-marins assassins.

Et voici que cette France qui s'était appliquée davantage aux arts de la paix qu'à l'industrie de la guerre, avait supporté le choc formidable sans défaillance. Non seulement son armée n'avait pas désappris les vieilles qualités françaises d'entrain, de mordant et de nerveuse bravoure, mais elle s'était, avec une merveilleuse souplesse, adaptée à la tactique de l'ennemi ; elle avait répondu à la formidable pression allemande par la plus opiniâtre ténacité ; elle s'était résignée à la guerre souterraine et y avait déployé ses habituelles qualités d'ingéniosité. Ce n'étaient pas seulement les officiers et les soldats de l'active qui avaient opposé à l'avance allemande une invincible résistance, c'étaient encore les officiers et les soldats de la réserve et de la territoriale en qui s'était réveillée soudain la vertu belliqueuse des ancêtres. Ce n'était pas une légende que ces « poilus » qui, couverts de vermine, ruisselants de boue, aveuglés par l'obscurité dans laquelle ils étaient condamnés à vivre, s'en allaient au-devant des

balles et des marmites, plus rapidement que leurs chefs ne le leur permettaient, égalant dans leur héroïsme inconscient les grognards immortalisés par Raffet et Charlet. Ce n'était pas une légende non plus que ces Marie-Louise, les printemps sacrés de la nation, qui couraient à la bataille, qui couraient à la mort, en chantant. Et ce n'était pas une légende enfin que ces mères et ces épouses qui supportaient sans faiblir les mortelles angoisses de l'attente et l'annonce des irréparables catastrophes. Non, ce n'était pas la douce France, la France hospitalière et joyeuse, qui apparaissait aux yeux du monde étonné, mais une France raidie dans ses lambeaux de boue, rougie de sang, invinciblement dressée debout par la conscience qu'il fallait qu'elle fût victorieuse. Et le monde, le Nouveau-Monde tout au moins, salua cette France-là avec un respect et un amour renouvelés. De tous les côtés, en Amérique, les témoignages de la sympathie la plus ardente affluèrent, affluent vers nous. De tous côtés s'organisent les œuvres pour nos blessés, s'accumulent les plus touchants témoignages d'affection. C'est telle dame élégante qui écrit à notre ambassadeur que, ne pouvant mettre à la disposition du Fonds Lafayette une somme suffisante, elle vend ses fourrures ; c'est un homme du peuple qui lui écrit que, dénué de toutes ressources, et ayant pour seul luxe le tabac, il renonce désormais à ses cigares et à sa pipe pour pouvoir envoyer ce qu'il économisera ainsi aux « frères de France ». La majeure partie de l'Amérique, il est permis de le dire, a pleinement souscrit à ce qu'écrivait, il y a peu de semaines, Governor Morris, à savoir que la France sortirait de cette guerre grandie et magnifiée.

A cette constatation, faite non pas par nous, mais par les spectateurs impartiaux du grand duel mondial, je ne veux ajouter que ceci qui commence à apparaître clairement aux yeux mêmes de nos adversaires : à savoir que l'effort français, tel que les différents collaborateurs de cette brochure viennent de le décrire, n'est pas un sursaut momentané et désespéré, mais que cet effort est un effort durable, un effort per-

manent qui ne s'arrêtera que le jour où sera terrassé définitivement l'ennemi. La France sait que cette victoire sera difficile à obtenir et sera chèrement achetée. Mais elle est décidée tout entière, d'une décision que rien n'ébranlera, à aller jusqu'au bout. Les semaines succéderont aux semaines, les mois aux mois, et, s'il le faut, les années aux années, les pertes s'ajouteront aux pertes, les larmes s'ajouteront aux larmes, les millions aux millions. Mais elle sera obtenue, la nécessaire victoire.

Victor Basch,

Professeur à l'Université de Paris.

TABLE DES MATIÈRES

NANCY, IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT — MAI 1916

PAGES D'HISTOIRE — 1914-1916

Souscriptions du Ministère de l'Instruction publique et du Gouvernement Belge

8e Série m

ALBERT PINGAUD

CONSUL GÉNÉRAL DE FRANCE

LE



DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

DE

L'ALLEMAGNE CONTEMPORAINE

(1871-1914)

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS | NANCY

5-7, RUE DES BEAUX-ARTS | RUE DES GLACIS, 18

106

Prix : 75 centimes.

LE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

DE L'ALLEMAGNE CONTEMPORAINE

(1871-1914)

Il a été tiré de ce volume cinquante-cinq exemplaires numérotés à la presse, dont :

5 sur papier du Japon (Nos 1 à 5);

50 sur papier de Hollande (Nos 6 à 55).

PAGES D'HISTOIRE — 1914-1916

Souscriptions du Ministère de l'Instruction publique et du Gouvernement Belge

8e Série k

ALBERT PINGAUD

CONSUL GÉNÉRAL DE FRANCE

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE L'ALLEMAGNE CONTEMPORAINE

(1871-1914)

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS | NANCY

5-7, RUE DES BEAUX-ARTS | RUE DES GLACIS, 18

1916

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
DE L'ALLEMAGNE CONTEMPORAINE
(1871-1914)

Quelques mois avant le début de la guerre actuelle, le vieux feld-maréchal von der Goltz, invité à adresser quelques paroles d'encouragement aux membres d'une société de préparation militaire, leur déclarait qu'il dépendait d'eux de faire que l'Empire allemand, fondé au prix de tant de sacrifices, restât dans l'avenir une création durable, ou ne représentât qu'un épisode éphémère dans les annales du monde.

Les armes alliées sont à l'heure actuelle en voie de réaliser le second terme de cette prédiction, et l'année 1916 verra vraisemblablement se fermer la parenthèse que les événements de 1870 avaient ouverte dans l'évolution européenne. Dès maintenant, la période comprise entre ces deux dates appartient au passé et relève de l'histoire. Si l'on en recherche les traits distinctifs, elle semble caractérisée pour l'Allemagne par la rapidité sans précédents de son essor économique.

Au début, celle-ci passait pour un pays pauvre, surtout agricole, vivant replié sur lui-même, n'ayant d'autres richesses que ses vertus militaires, donnant l'impression d'une vaste caserne. Après quarante-quatre années d'Empire, elle apparaissait comme une immense usine et un gigantesque comptoir commercial, comme un peuple d'ingénieurs, d'ouvriers et de négociants, couvrant le sol de ses manufactures, les mers de ses vaisseaux, les pays étrangers de ses exportations, pressé de faire déborder au dehors la production industrielle qu'il avait multipliée au dedans. Cette transformation s'est étendue à tous les domaines de la vie publique et privée ; en doublant les ambitions de l'Allemagne par ses convoitises, elle n'a pas été étrangère aux origines de la conflagration européenne. Elle semble dès maintenant assez complète et assez instructive pour qu'il ne soit pas prématuré d'en rechercher le point de départ et les conditions, — d'en marquer les principales étapes chronologiques — et d'en indiquer, pour terminer, les principaux résultats, les avantages et les périls.

LES CONDITIONS DE LA VIE ÉCONOMIQUE — LE PAYS

La prospérité matérielle d'un pays dépend à la fois de ses conditions physiques et de son caractère national, de ses richesses naturelles et du travail de ses habitants.

Au premier point de vue, l'Allemagne présente, par rapport aux nations voisines, des causes d'infériorité qui ont pesé sur son développement tant qu'elle est restée surtout agricole. On ne trouve en elle, ni l'exubérante fécondité de l'Italie du Nord, ni la variété de cultures de la France, ni les immenses terres à blé de la Russie, ni même la diversité d'aspects de la Monarchie austro-hongroise. Son territoire, placé sous un climat humide et froid, se répartit entre deux régions naturelles également ingrates : au Sud, une zone de plateaux qui forme comme le soubassement et le socle des Alpes ; au Nord une zone de plaines, plus large à l'Est qu'à l'Ouest, qui prolonge jusqu'à la mer la platitude monotone de la grande steppe russe.

Étalés en vastes espaces ondulés dans le pays bavarois, découpés par de profondes vallées dans le Wurtemberg, effondrés dans le pays de Bade en une vaste dépression dont le Rhin occupe le fond, les plateaux du Sud sont froids, venteux et stériles, au moins dans leur partie orientale ; arrosés par les torrents glacés qui descendent des Alpes, formés par les cailloux et les détritus qu'ils en ont reçus, ils offrent au regard une succession de sombres bois de sapins, de tourbières ou de terrains pierreux, recouverts d'une mince couche de végétation.

Bien que le climat en soit moins âpre, la plaine du Nord, composée de sables, d'argiles et de graviers, coupée de lacs, semée de landes et de bruyères, couverte de brumes ou balayée par des

vents humides, ne semble à première vue guère plus favorisée par la nature. C'est au prix d'un travail séculaire de défrichement, et plus tard par l'emploi intensif des engrais chimiques, qu'elle a pu être transformée en terres arables, d'un rendement supérieur même à celui d'autres régions plus fertiles. Au total, les espaces improductifs représentent le dixième et les forêts le quart de la superficie de l'Empire, les champs et les vignes en couvrent à peine la moitié et ne se prêtent guère qu'à des cultures pauvres (seigle et avoine, pommes de terre et betteraves).

L'Allemagne a donc semblé longtemps condamnée, par la défaveur de son sol et de son climat, à rester plus pauvre que les principales nations européennes; elle rachetait heureusement ces insuffisances par trois grands avantages, destinés à prendre toute leur valeur le jour où l'ère de la concurrence industrielle succéderait à celle de la production agricole. Ce sont ses richesses minérales, son système fluvial et sa situation géographique.

Tout d'abord, son territoire, si ingrat à la surface, recèle en ses profondeurs des quantités de combustibles minéraux qui représentent une source presque inépuisable de cette énergie mécanique dont le rôle est devenu prépondérant avec le développement du machinisme. Ses quatre grands gisements de Silésie, de Saxe, de la Ruhr et de la Sarre renferment une masse de houille et de

lignite dont le rendement annuel représente maintenant le cinquième de la consommation mondiale, et la placent au troisième rang des pays producteurs, à une assez longue distance encore des États-Unis, mais presque au même niveau que l'Angleterre. Par une heureuse rencontre, les plus considérables des bassins houillers sont accompagnés d'importants gisements de ce minerai de fer dont l'emploi est si général qu'il a pu être considéré, presque à l'égal du charbon, comme la matière première ou le « pain quotidien » de toute industrie ; les couches exploitées représentent presque le tiers de la production européenne, un peu moins du cinquième de la production du monde entier. En permettant à l'Allemagne de suffire à toutes les tâches, la possession de ces trésors naturels a constitué pour elle un inappréciable avantage et l'élément principal de sa fortune économique : « C'est sur le charbon et le fer que repose toute son existence », déclarait un jour, à la tribune du Reichstag, le ministre prussien Delbrück.

Son système hydrographique n'apparaît pas comme moins favorable à son activité commerciale que sa richesse minière à sa production industrielle. Ses grands fleuves semblent réunir toutes les conditions pour remplir ce rôle de « chemins qui marchent » que leur assignait Pascal. Leur manque de profondeur, auquel peuvent remédier d'ailleurs des travaux de dragage, se trouve amplement compensé par une régularité de régime étrangère

trop souvent aux cours d'eau français. Par leur direction parallèle et leur espacement régulier, la Vistule, l'Oder, l'Elbe, la Weser et le Rhin, tous orientés du Sud-Est au Nord-Ouest, semblent disposés par la nature pour desservir également toutes les régions de l'Empire. La faible altitude des reliefs qui les séparent se prête admirablement à leur union par des canaux transversaux, comme à l'établissement d'un système complet de navigation intérieure. Leur terminaison en larges estuaires permet d'autre part aux marées de se faire sentir et aux paquebots de remonter jusqu'à Stettin, Brême ou Hambourg, à 70, 80 ou 100 kilomètres de leur embouchure. L'Elbe et l'Oder aboutissent enfin à l'une des mers les plus commerçantes du monde, sur laquelle l'Allemagne a eu la bonne fortune de posséder une façade. Celle-ci trouve donc dans son réseau fluvial un moyen assuré d'écouler avec facilité les marchandises que son sol et son sous-sol la mettent à même de produire avec abondance.

Elle n'a pas tiré enfin de moindres avantages de sa position géographique comme région de transit. Sans être aussi privilégiée que la France, placée au carrefour naturel des nations occidentales, elle a vu à cet égard sa situation s'améliorer à mesure que la mise en valeur de nouvelles régions a déplacé vers le Nord le centre de gravité du trafic international, longtemps localisé dans le bassin de la Méditerranée. Elle occupe maintenant le centre de

l'Europe économique, tout en restant à portée de ses extrémités. C'est sur son territoire que viennent aboutir ou se croiser la plupart des grandes routes commerciales du monde : à l'Est, celle qui débouche sur les immenses espaces de la Russie et que l'ouverture du Transsibérien prolonge jusqu'à Vladivostok ; au Sud-Est, par la vallée du Danube, celle qui conduit à Constantinople, et que la construction de la ligne de Bagdad aura pour effet de rendre praticable jusqu'au golfe Persique ; au Sud, celles qui, à travers les défilés des Alpes, aboutissent à l'Adriatique ou à la Méditerranée et auxquelles l'ouverture du canal de Suez a donné une importance nouvelle ; à l'Ouest, celle qui mène par la Hollande aux ports de l'Angleterre. Au Nord enfin, l'Allemagne sert d'intermédiaire obligé entre les nations européennes et les États scandinaves, qui se trouvent à son égard dans le même état de dépendance économique que l'Espagne vis-à-vis de la France. Peu de situations semblent aussi propices à l'expansion extérieure d'un grand État.

LES CONDITIONS DE LA VIE ÉCONOMIQUE
LES HOMMES

Ces avantages géographiques, si précieux qu'ils parussent, ne pouvaient prendre leur valeur que s'ils tombaient dans le partage d'une race assez énergique et assez industrieuse pour les utiliser.

Après la part de la nature, quelle a été celle des hommes dans l'essor économique de l'Allemagne?

En cherchant les raisons psychologiques de ses succès, on a été parfois tenté de les ramener à la bonne organisation de son travail, à la perfection de son enseignement technique, à l'heureuse alliance qu'elle a su réaliser entre la science théorique et la pratique industrielle. Ne pas aller au delà de cette explication, c'est risquer de confondre les causes avec les moyens, le principal avec l'accessoire, les sentiments intérieurs qui animent l'effort de l'Allemagne avec les procédés qu'elle a mis en œuvre ou les organes qu'elle a employés. Elle ne s'est élevée si haut dans l'ordre économique que parce qu'elle y a appliqué certaines qualités, inhérentes à la race et déjà éprouvées dans d'autres domaines. On peut à première vue en distinguer deux dont procèdent toutes les autres.

Les Allemands désignent la première par ce terme de *Gründlichkeit* qui n'a pas d'équivalent exact en français, et qu'on ne peut guère traduire que par une périphrase : c'est l'habitude de faire tout à fond et rien à demi, le besoin d'aller jusqu'à l'extrémité de toutes les entreprises et de toutes les idées, sans se laisser arrêter par les obstacles, les objections ou les considérations d'opportunité. En présence d'une conception donnée, l'Allemand applique d'abord tout son entendement à la faire remonter jusqu'à ses principes les plus généraux, puis toute sa persévérance à la porter jusqu'à ses

conséquences les plus lointaines, de manière à en tirer à la fois la théorie la plus complète et le maximum de réalisation pratique. Qualité à la fois précieuse et décevante, puisqu'elle a sa source dans la ténacité et trouve son écueil dans l'exaltation déréglée de la volonté. Elle procure les grands résultats qu'inspirent les grands efforts, mais elle exclut ce sens de la mesure et cette modération qui seuls en garantissent le prix et la durée. Elle amène un certain déséquilibre mental dans les facultés de celui qui la possède, en les concentrant toutes sur le même objet ; par les excès où elle l'entraîne et la contrainte qu'elle lui impose, elle communique à ses œuvres quelque chose de tendu, d'artificiel et de précaire.

Les effets de cette faculté d'exagération se sont marqués dans tous les domaines où l'Allemagne du dix-neuvième siècle a exercé son activité. Au temps de sa grandeur intellectuelle (1780-1830), alors qu'elle cherchait moins à dominer le monde matériel par l'épée qu'à embrasser le monde moral par la pensée, elle a dépassé toutes les autres nations dans la voie de la spéculation ou de l'observation, mais elle s'y est avancée si loin qu'elle s'y est tour à tour égarée dans le rêve ou perdue dans le détail ; elle a enfanté, dans les sciences les découvertes les plus difficiles et les hypothèses les plus aventureuses, en philosophie les plus vastes des systèmes et les plus arbitraires des explications, dans les recherches de l'érudition des chefs-

d'œuvre de patience et de minutie inutile. — A l'époque héroïque de son épopée militaire, elle a trouvé en Clausewitz le théoricien le plus rigoureux des préceptes de la guerre, en Moltke leur praticien le plus impeccable, sur les champs de bataille leur application la plus heureuse ; mais en les érigeant en culte aveugle de la force, en prétendant les appliquer comme règle exclusive des relations internationales, elle a soulevé d'universelles inimitiés et elle a perdu dans le domaine politique toute la supériorité gagnée dans l'ordre militaire. — Enfin, lorsque arrivée au troisième stade de son développement elle mettra son ambition à s'enrichir après s'être rehaussée ou agrandie, elle manifestera le même acharnement de conception et de volonté uni à la même incapacité de penser avec modération et d'agir avec retenue : elle se montrera très âpre au gain, ingénieuse à le poursuivre, experte à exécuter avec un emportement tenace un plan conçu avec une logique aveugle, mais en même temps impatiente des obstacles ou des ajournements, plus pressée de faire vite que de faire bien, exposée à toujours compromettre ses succès par ses excès, en un mot, capable de tous les sacrifices pour atteindre la fortune, sujette à tous les entraînements pour vouloir la forcer.

Après cette tendance constante à l'hyperbolisme, le second trait dominant de la nature germanique semble être la faiblesse de ce sentiment de la personnalité qui est au contraire si développé

chez l'Anglo-Saxon. Incapable de se suffire à lui-même, l'Allemand cherche toujours en dehors de lui un recours et un appui. Cette tendance instinctive, dont le principe est constant et les effets variés, se tourne chez lui en esprit de soumission dans ses rapports avec ses supérieurs, en esprit d'association dans ses rapports avec ses égaux, en faculté d'imitation quand il s'applique à créer, en facilité d'assimilation quand il émigre hors de son milieu naturel. Ces conséquences diverses de la même lacune morale représenteraient de véritables causes d'infériorité dans une société fondée sur le libre développement des initiatives individuelles ; elles deviennent autant d'avantages pour la poursuite d'une œuvre fondée sur leur coordination. — C'est d'abord à cette discipline innée qu'on peut ramener ce sens de l'organisation dont on a voulu bien à tort faire le monopole de la race germanique. Organiser en effet, c'est diriger vers un objectif donné le maximum de forces, utilisées avec leur maximum de rendement ; et, pour concevoir cette utilisation, l'Anglais ou même le Français ne redoutent aucune comparaison. L'Allemand retrouve en revanche sa supériorité pour la réaliser, car son instinct de soumission lui fait accepter sans répugnance le rôle d'instrument passif entre les mains d'une volonté directrice : qualité précieuse entre toutes dans le monde du travail moderne. — L'esprit d'association, également signalé comme un trait distinctif de la nature

germanique, aura également pour effet de multiplier les efforts de chacun par le concours de tous. Après 1870, il se manifestera avec éclat par la création d'innombrables groupements, destinés, soit à garantir les bénéfices des producteurs (cartels ou trusts), soit à défendre les intérêts corporatifs des ouvriers (syndicats). — L'esprit d'imitation dont les Allemands se sont vu parfois reprocher l'excès, notamment dans le domaine de la langue et des mœurs, ne leur rendra pas de moindres services, lorsqu'il s'agira pour eux de créer de toutes pièces un nouvel organisme industriel et commercial. Il leur permettra en effet d'emprunter aux nations voisines des principes et des méthodes qui y avaient déjà fait leurs preuves, mais d'en pousser l'application jusqu'à des conséquences pratiques qu'elles n'avaient peut-être pas prévues. Dans la guerre actuelle, l'histoire de leur aviation militaire fournit de ce fait de curieux exemples. — Le manque de personnalité a eu enfin chez eux cette dernière conséquence qu'ils émigrent avec facilité, parce qu'ils s'assimilent avec aisance aux divers milieux où ils se fixent ; mais ils n'oublient pas leur patrie d'origine et deviennent les meilleurs pionniers de son influence et les clients les plus fidèles de ses produits. Les 3.500.000 d'entre eux qui se sont établis hors de ses frontières ont contribué puissamment à son expansion commerciale.

En résumé, au moment où après 1871 les Allemands allaient inaugurer une période de dévelop-

pement matériel, ils apportaient à la tâche nouvelle offerte à leur activité deux qualités rarement associées et dont l'union leur permettrait de la mener à bonne fin : l'obstination de la volonté dans la poursuite du but et la souplesse du caractère dans le choix des moyens. S'ils n'avaient pu jusqu'alors trouver leur emploi à ces forces morales dans l'ordre économique, c'est qu'auparavant ils étaient encore absorbés par le problème de leur unité politique; qu'ils se trouvaient partagés en petits États dont la diversité et la séparation se prêtaient mal à une action commune, et dont aucun n'était assez dominant pour imprimer aux autres une impulsion d'ensemble; c'est qu'enfin, au degré d'évolution matérielle qu'ils n'avaient pas encore dépassé, l'activité collective où ils excellaient avait moins de prix que l'initiative individuelle, qui représentait leur faible. Ces conditions d'existence vont se trouver changées à partir de 1871. L'unification politique dont le pays vient d'être le théâtre et la transformation industrielle dont il commence à devenir le foyer leur permettent désormais d'entreprendre un effort vers la richesse qui se poursuivra sans interruption, mais avec une intensité et des résultats divers, pendant quarante-quatre années.

Le développement chronologique s'en répartit entre quatre phases consécutives. — Au début et pendant une première période d'expériences (1871-1879), cet effort s'essaie et s'épuise en tentatives qui restent stériles, parce qu'elles sont encore pré-

maturées. — Il se réserve et se prépare ensuite en vue d'un essor nouveau pendant les années de recueillement (1880-1894) que lui impose la sagesse prévoyante du prince de Bismarck. — Survient alors une période d'ascension (1895-1907) au cours de laquelle l'Allemagne développe au dedans et répand au dehors les forces accumulées par son travail antérieur, envahit les marchés étrangers, s'affirme comme grande puissance industrielle et commerciale et fixe les principaux traits de son système économique. — La crise mondiale de 1907 marque enfin pour elle le début d'une dernière période qu'on pourrait appeler celle des entraînements; enivrée par le succès, elle y pousse jusqu'au paroxysme les excès d'une production qui dépasse ses ressources et d'une ambition qui se révèle supérieure à ses capacités, jusqu'au jour où une grande guerre européenne viendra mettre à une suprême épreuve la solidité de ses progrès.

LA PÉRIODE D'EXPÉRIENCES (1871-1879)

Lors de sa réunion en un grand Empire, l'Allemagne se trouvait encore fort éloignée du degré de prospérité matérielle qu'elle était destinée à atteindre un jour. Pendant le premier tiers du dix-neuvième siècle elle avait représenté surtout un pays agraire, dont les habitants étaient pour les quatre cinquièmes des cultivateurs. A partir de 1830, l'établissement de son unité douanière (1833),

la construction de ses premières voies ferrées, l'application de la vapeur aux machines, lui permirent de donner à son industrie une impulsion qui se traduisit, surtout après 1848, par une mise en valeur plus intense de ses bassins miniers, par la multiplication de ses usines, par la fondation de ses principaux établissements de crédit.

Ces progrès n'avaient pas été toutefois assez marqués pour altérer notablement sa physionomie primitive. Au milieu même de ses plus éclatants triomphes militaires, l'Allemagne de 1870 passait encore en Europe pour un pays pauvre et restait, par sa fortune, bien en arrière de l'Angleterre ou de la France. Le plus important et le mieux administré des États dont elle se composait, la Prusse, avait mis plus de quarante années à liquider les dettes laissées par les guerres du premier Empire, et elle n'y était parvenue que par des habitudes de rigoureuse parcimonie, dont l'exemple lui était donné par ses souverains mêmes : leur cour garda longtemps, même après 1870, une simplicité de mœurs toute bourgeoise. Le crédit de la Prusse était si peu assuré qu'au lendemain même de la guerre, elle éprouva plus de difficultés à contracter un emprunt que la France écrasée à trouver des prêteurs pour son indemnité de guerre. On put se demander un instant si ses victoires mêmes n'auraient pas pour effet de l'appauvrir plus encore que de l'illustrer.

Elles inspirèrent au contraire aux Allemands des

ambitions nouvelles. En exaltant leur orgueil de race, longtemps assoupi auparavant, elles leur persuadèrent que les qualités auxquelles ils les devaient trouveraient leur emploi dans tous les domaines et leur permettraient de suffire à toutes les entreprises. Élevés par leurs succès au rang de grande puissance politique, ils devaient naturellement se laisser entraîner à poursuivre la même supériorité dans l'ordre économique ; si elle ne fut pas expressément formulée, l'idée de compléter leurs victoires militaires par un Sedan commercial commença à obséder leur esprit. L'établissement de leur unité semblait leur en faciliter les moyens, en substituant sur leur territoire la communauté de monnaies, de législation et de chemins de fer aux particularismes qui avaient si longtemps entravé l'activité de leurs échanges. La guerre même leur procurait les ressources indispensables à un essor industriel. Les milliards d'indemnité arrachés à la France avaient été en grande partie rejetés dans la circulation par les gouvernements sous forme de constructions, de grandes commandes aux usines ou de remboursements de dettes. Des disponibilités sans précédents se trouvèrent ainsi brusquement introduites sur le marché national.

La tentation de les accroître au lieu de les asseoir devait être chez les Allemands d'autant plus irrésistible qu'à ce moment déjà le sens de la mesure n'était pas leur qualité dominante. La période

immédiatement consécutive à la guerre de 1870 a laissé dans leur histoire économique le nom de *Gründerzeit* (époque des fondations) et le souvenir d'une activité intense et stérile. Elle fut marquée par une ruée vers la richesse que manifestèrent à la fois de grandioses constructions, un mouvement d'affaires démesuré et de premières tentatives d'expansion extérieure. — Ce fut d'abord le temps où apparurent sur le sol de l'Allemagne les premiers spécimens de cette architecture ostentatoire et empruntée qui devaient s'y multiplier de nos jours et qui semblaient conçus bien moins pour satisfaire à un service public que pour symboliser la force extérieure du nouvel Empire : ponts monumentaux, gares colossales, casernes crénelées aux allures Moyen Age, et, dans les villes, rues entières en style néo-grec, Renaissance ourococo. — Une fièvre de spéculation, dont les effets évoquaient les souvenirs du système de Law, s'abattit en même temps sur le monde des affaires, d'où elle gagna toutes les classes de la population. De toutes parts se fondèrent des sociétés par actions pour développer les richesses naturelles du pays, augmenter le rendement de ses bassins miniers, acheter des terrains ou construire de nouveaux quartiers dans ses villes subitement agrandies. Dans la seule région du Nord et au cours des deux années 1871 et 1872, il ne s'en fonda pas moins de 724, représentant un capital de 3 milliards de marks. — Enfin, comme une occasion s'offrait à elle

de faire connaître au monde des échantillons de sa production renouvelée, l'Allemagne industrielle n'eut garde de la laisser échapper : elle décida de prendre une part active à l'Exposition universelle qui devait s'ouvrir à Philadelphie en 1876.

Aucune de ces tentatives prématurées ne devait être couronnée de succès. Édifiées à la hâte avec des briques recouvertes d'un placage, les bâtisses officielles qui datent de cette époque s'effritèrent bientôt, se couvrirent de lézardes et durent pour la plupart être refaites au bout de quelques années. — Dans le domaine des affaires, l'abus du crédit entraîna ses effets ordinaires dans un pays où manquait encore la richesse acquise : le grand krach qui se déclara en mai 1873 à la Bourse de Vienne s'étendit en octobre suivant à celle de Berlin, amena la faillite d'un grand nombre d'entreprises qui n'avaient pas de réserves, et par contre-coup la ruine de petits ménages qui leur avaient confié leurs économies. L'on a pu soutenir sans trop d'exagération que les pertes amenées par cette catastrophe financière compensaient presque les gains réalisés avec l'indemnité de guerre française. — Sur le terrain commercial enfin, la première offensive de l'Allemagne n'avait pas été plus heureuse : à l'Exposition de Philadelphie, ses produits étaient qualifiés par son représentant, le professeur Reulleaux, de *schlecht und billig* (mauvais et bon marché) : condamnation sommaire et dédaigneuse, devenue bientôt proverbiale, et qui leur resta long-

temps attachée, même après qu'elle avait cessé d'être justifiée.

L'Allemagne retombait d'autant plus lourdement de ce premier élan vers la fortune qu'elle avait nourri de plus hautes ambitions. A défaut des bénéfices attendus, elle en retirait du moins une instructive leçon, dont elle sut comprendre la portée : c'était que la grandeur économique d'un pays ne s'improvise point par un acte subit de volonté ou un sursaut de l'esprit d'entreprise, mais s'acquiert au prix d'un patient travail de préparation. — Tout n'avait pas été d'ailleurs perdu dans l'inutile effort auquel elle venait de se livrer ; les charbonnages, sur lesquels s'étaient surtout portés les placements, y trouvèrent le commencement de leur prospérité, les plus solides ayant été épargnés par la débâcle. La crise elle-même, plus financière encore qu'industrielle et plus superficielle que profonde, n'avait pas suffi à atteindre les forces vives de la nation. Les courbes des indices qui traduisaient les mouvements de la vie matérielle se relevaient lentement après une brusque dépression, mais avec les fluctuations habituelles aux périodes où le développement économique est encore mal réglé. La population, dont le rapide accroissement devait devenir l'une des forces principales de l'Empire, s'augmentait suivant une proportion de plus en plus satisfaisante (1 °/₀ par an pendant la période 1871-1875, 1,14 °/₀ de 1876 à 1880) et passait en dix ans de 41 à 45 millions, alors que

celle de la France restait stationnaire. La production de houille et celle du fer, par où peut se mesurer l'activité industrielle d'un pays, s'étaient, pendant la même période (1871-1879), élevées respectivement d'un quart environ, l'une de 29.000 à 42.000 milliers de tonnes, et l'autre de 1.500 à 2.200. Les chiffres globaux du commerce extérieur oscillaient autour de 6 milliards, sans marquer d'orientation très sensible vers la hausse, et ceux des exportations progressaient lentement, mais régulièrement d'un septième environ (2.492 millions de marks en 1872 et 2.820 en 1879, avec une moyenne de 2.682 pour l'ensemble de la période); l'émigration enfin, ce thermomètre des conditions du travail dans un pays, s'était chiffrée par plus de 100.000 unités pendant chacune des deux années de crise (1872-1873); elle redescendait à 47.000 en 1874 et à une moyenne de 42.000 pendant la période quinquennale suivante (1876-1880).

Dans l'ensemble, l'Allemagne se rétablissait donc de la secousse qui l'avait ébranlée, et qu'elle semblait en état de surmonter victorieusement ; mais comme cette amélioration n'était pas plus rapide que le mouvement de sa population, elle continuait à donner l'impression d'un pays besogneux. A cette même époque, Bismarck se déclarait frappé de sa pauvreté persistante au milieu de sa grandeur militaire. Si elle trompait les pronostics pessimistes de ses ennemis, trop pressés de la

représenter comme en train de se ruiner par des armements supérieurs à ses ressources, elle n'avait pas répondu davantage aux espérances de ceux qui rêvaient pour elle une ère brillante de développement matériel. Occupée pendant toute cette période à s'adapter aux conditions nouvelles de sa vie politique, elle ne s'y était encore enrichie que d'expérience.

LA PÉRIODE DE RECUEILLEMENT (1880-1894)

Ce fut à ce moment (1879) qu'un changement de politique douanière, inauguré par son chancelier, vint préparer une reprise économique en favorisant l'accroissement de ses forces de production. En 1870, les relations commerciales de l'Allemagne étaient régies, comme celles de la France, par des traités tarifaires, conclus sur la base de concessions réciproques avec les nations étrangères, et qui en fait ne frappaient les importations que de droits infimes ou fort modérés. Ce système libre-échangiste présentait un triple inconvénient : pour le budget impérial, que les recettes douanières, destinées à devenir sa principale ressource, alimentaient insuffisamment ; pour l'agriculture, à laquelle les blés et les bois russes et autrichiens faisaient sur le marché national une concurrence que le perfectionnement des voies de communication rendait chaque jour plus dangereuse ; enfin pour l'industrie elle-même, hors d'état de lutter contre

l'invasion des produits manufacturés ou des charbons et des fers anglais. Les deux premières considérations furent sans doute prédominantes sur l'esprit de Bismarck, qui tenait avant tout à flatter le parti agrarien, dont il sortait, et à pourvoir l'Empire de recettes indépendantes des contributions des États; mais la troisième ne lui était pas indifférente, en lui permettant de rallier à sa politique une partie de la bourgeoisie manufacturière. Après de vives discussions, il réussit à obtenir du Reichstag le vote d'un tarif unique et autonome, dont l'Allemagne conservait la pleine liberté et qui relevait très sensiblement les droits sur les importations. A l'abri de ces barrières douanières, l'industrie germanique allait enfin se fortifier et pouvoir conquérir sur la concurrence étrangère la maîtrise du marché intérieur.

Elle ne devait toutefois recueillir qu'à la longue le bénéfice de ce régime. Tout changement brusque introduit dans la politique commerciale d'un pays a pour premier effet d'en troubler profondément l'économie publique par le désaccord qu'il amène entre les habitudes anciennes et la règle nouvelle. La France en avait fait l'expérience après 1860, l'Allemagne devait l'éprouver à son tour après 1879. Elle passa tout d'abord par un moment de crise, ou au moins de malaise, qui parut un instant donner raison aux adversaires de la réforme bismarckienne, et que décelèrent bientôt d'irrécusables indices.

L'effectif annuel des émigrants, descendu jusqu'à 23.000 en 1877, se releva brusquement en 1881 jusqu'à 221.000, chiffre le plus considérable qu'il ait jamais atteint, dépassa encore 200.000 en 1882, et se maintint à une moyenne de 171.000 pendant la période 1880-1885, de 97.000 pendant la période suivante (1886-1890). Cette déperdition des forces vives du pays, jointe à un fléchissement fâcheux de la natalité, donna lieu à des surprises désagréables lors des recensements quinquennaux : celui de 1885 permit de constater que l'accroissement moyen de la population était tombé du taux annuel de 1,13 °/₀, enregistré en 1880, à 0,70 °/₀, soit une diminution de plus d'un tiers ; en 1890, il ne ressortait encore qu'à 1,07 °/₀ et n'avait pas encore regagné tout le terrain perdu. On put se demander un instant si l'Allemagne n'était pas en train de perdre ses avantages démographiques qui avaient fait jusqu'alors sa plus incontestable supériorité. — Le mouvement des affaires ne donnait pas, au moins au début, de résultats beaucoup plus encourageants. Après quelques variations sans portée véritable, les chiffres du commerce extérieur étaient revenus en 1885 presque au même niveau (5.877 millions de marks) qu'en 1880 (5.821) et ceux des exportations marquaient d'une date à l'autre une régression encore plus accentuée (2.911 millions contre 2.977).

Les inquiétudes que pouvait éveiller ce marasme passager du marché se dissipèrent toute-

fois avec la fin de la période de transition entre l'ancien et le nouveau régime douanier. Les heureux effets de celui-ci commencèrent à se dessiner et l'impulsion qu'il avait donnée au travail national à se traduire par des chiffres. Si les statistiques du commerce ou de la population étaient restées jusqu'alors un peu décevantes, la production de la houille s'élevait lentement, et par une progression continue, de 47.000 milliers de tonnes en 1880 à 77.000 en 1894, soit une augmentation de près du double, tandis que celle de la fonte, suivant un mouvement ascensionnel plus marqué encore, passait de 2.700 à 5.350. Nul fait ne montre mieux comment les manufactures allemandes avaient su profiter de la protection qui leur était accordée. Après 1885 enfin, le mouvement des échanges commerciaux, un instant ralenti, semblait reprendre lui-même un nouvel élan. Après avoir atteint en 1881 le sixième milliard, au-dessous duquel il était temporairement descendu en 1885 et 1886, il dépassait en 1888 le septième milliard, et cette fois à titre durable; les résultats acquis sur ce terrain semblaient désormais à l'abri d'un retour de la fortune. Les exportations, qui s'étaient abaissées en 1885 jusqu'à 2.911 millions, se relevaient à partir de cette date et s'avançaient en 1890 jusqu'au maximum de 3.410 millions. C'est à la même période enfin qu'appartient un petit fait demeuré d'abord inaperçu parce qu'il semblait fortuit, mais dont l'avenir devait accentuer la signification. Pour

la première fois depuis 1870, les chiffres du commerce allemand dépassèrent ceux du commerce français : passagèrement en 1884 et 1885, définitivement à partir de 1887. C'était la réalisation partielle de ce rêve d'un « Sedan commercial » qu'avaient caressé, au lendemain de la guerre, les précurseurs du pangermanisme. Ainsi la réforme bismarckienne affirmait ses mérites par ses résultats, et les faits apportaient une réponse péremptoire aux critiques dirigées naguère contre son auteur.

L'année même où celui-ci disparaissait de la scène politique, certains signes de stagnation tendaient à prouver que son système économique ne répondait plus à toutes les données d'une situation nouvelle. Les exportations, après avoir atteint leur maximum en 1890, retombaient en 1894 au même niveau qu'en 1881 et même un peu au-dessous (3.051 millions au lieu de 3.094). Comme d'autre part les importations augmentaient régulièrement, il s'était peu à peu creusé entre les unes et les autres un écart de plus d'un milliard, exprimant un déséquilibre croissant entre les capacités de production et les facultés d'expansion du travail national. Ce phénomène ressortait avec plus de netteté encore si l'on décomposait en ses éléments constitutifs le mouvement général du commerce. Tandis que les achats de « matières premières nécessaires à l'industrie » s'élevaient d'un tiers entre 1880 et 1894 (1.148 et 1.666 millions), les ventes d'objets fa-

briqués avaient légèrement diminué entre ces deux dates (1.924 et 1.878 millions) : preuve évidente que l'activité des usines allemandes n'était plus en rapport avec la largeur de leurs débouchés extérieurs.

C'est qu'en réalité le système du tarif autonome, conçu en vue d'une situation donnée, avait épuisé ses avantages et ne répondait plus aux changements qu'elle avait subis. Il constituait au point de vue commercial un moyen de défensive efficace contre les concurrences étrangères, mais un instrument d'offensive fort imparfait pour conquérir les marchés extérieurs ; il convenait à une industrie naissante, préoccupée de développer en toute sûreté son outillage, mais ne suffisait plus à une industrie assez développée pour éprouver le besoin de se répandre au dehors. En soustrayant les nations étrangères à toute obligation réciproque, il les laissait libres d'élever à leur fantaisie leurs barrières douanières et même, ce qui n'était pas moins fâcheux, d'en faire varier à chaque instant la hauteur : de là pour les exportateurs allemands l'impossibilité, soit de surmonter les droits protecteurs qui leur étaient opposés, soit même de pouvoir les prévoir, afin d'y accommoder leurs prix. Les périls de cette situation apparurent surtout après 1890, alors que la Russie manifesta l'intention de fermer ses frontières aux produits étrangers, que l'Angleterre parlait de conclure une union commerciale fermée avec ses colonies, que l'Amérique du Nord

et la France entraient dans les voies de la politique protectionniste, l'une par le vote du bill Mac-Kinley, l'autre par l'adoption du tarif général de 1892. Ces menaces allaient provoquer encore un changement du régime douanier, destiné à devenir le point de départ d'une ère nouvelle, plus féconde encore que les précédentes.

Une tendance naturelle à expliquer les grands effets par des desseins préconçus et longuement poursuivis nous porte volontiers à croire que la transformation économique dont l'Allemagne présentait le spectacle avant la guerre actuelle, a commencé au lendemain même de son unité, pour se poursuivre d'un mouvement égal et ininterrompu jusqu'à nos jours. Cette manière de voir, conforme à la logique un peu simpliste de l'esprit français, ne s'accorde qu'en partie avec les faits. En 1894, à la veille du vingt-cinquième anniversaire de sa fondation, au moment où il venait de dépasser la moitié de son existence probable, les progrès matériels de l'Empire allemand, sans doute satisfaisants et méritoires, ne dépassaient sensiblement en rapidité, ni ceux des pays voisins, ni le mouvement même de sa population. C'est pendant la seconde période de son histoire qu'ils allaient s'accélérer au point de modifier profondément sa physionomie : et c'est la soudaineté même de cette évolution qui devait en constituer le risque.

LA PÉRIODE D'ASCENSION (1895-1907)

Le moment, en effet, était venu pour l'Allemagne de récolter les fruits de son labeur silencieux. Les treize années qui encadrent le début d'un siècle nouveau (1895-1907) représentent pour elle une période de développement sans précédents encore dans son histoire ; multipliant d'un furieux élan ses efforts et sa production, elle va devenir le foyer industriel et le centre d'exportation le plus actif de l'Europe, aspirer au rang de nation maritime et coloniale, et s'élever par les chiffres de son commerce à la seconde place parmi les grandes puissances économiques du monde.

Cette période d'expansion — qui s'est prolongée en réalité jusqu'à nos jours, mais dans laquelle la crise mondiale de 1907 marque un point d'arrêt — devait être inaugurée par un revirement du régime douanier, comme la première l'avait été par l'achèvement de l'unité politique et la seconde par l'adoption d'un tarif protectionniste.

Les inconvénients de cette dernière mesure, déjà sensibles du temps de Bismarck, n'avaient pas tardé à s'accentuer après lui. Son successeur Caprivi comprit que le moment était venu où la muraille douanière élevée autour de l'Allemagne devenait plus préjudiciable à son essor extérieur que profitable à ses forces de production : il fallait à tout prix ouvrir des débouchés extérieurs à l'activité de

ses manufacturiers. Cette nécessité inspira le retour au système des traités de commerce tarifaires et à long terme. Les premiers furent conclus (1891) avec les alliés politiques de l'Allemagne, et tendaient à compléter la Triple Alliance par une sorte de *Zollverein* économique. Cette conception ayant été élargie, d'autres furent signés de 1891 à 1894 (valables pour la plupart jusqu'en 1906), avec la Belgique, la Suisse, l'Espagne, la Russie, la Roumanie et la Serbie ; comme la clause de la nation la plus favorisée en étendait en fait les dispositions à presque tous les autres grands pays, ils avaient pour résultat un retour au libre-échange mitigé.

S'ils facilitèrent la reprise des affaires, ils représentent toutefois les conditions extérieures plutôt que les causes profondes de cette surabondance de force créatrice qui s'est manifestée, à partir de 1894, par le débordement de l'industrie allemande en dehors de ses frontières. Ces causes sont-elles d'ordre moral, et doit-on les ramener, comme on a parfois tenté de le faire, à l'esprit d'entreprise de la race? On comprendrait mal alors pourquoi elles ont tant tardé à produire leurs effets. Il semble plus conforme à la réalité de les chercher dans un phénomène d'ordre physique, par où s'affirme la dépendance toujours plus étroite qui rattache, chez les nations modernes, le développement de la richesse à celui de la population. A son origine (1871) l'Empire allemand comptait 41 millions d'habitants ; après un quart de siècle, le recense-

ment de 1895 accusait un total de 52 millions, sans cesse grossi par un apport annuel de 730.000 unités. La population rurale n'ayant pas participé à cet accroissement, il se trouvait dans les villes toute une génération nouvelle de plus de 10 millions d'Allemands, que la terre ne suffisait plus à faire vivre, ni l'émigration à absorber, dont les bras demandaient un emploi, et qui constituaient une armée toute prête pour le travail industriel. A l'obligation de les occuper sans réduire la part de leurs aînés s'ajoutait celle de les nourrir sans appauvrir le pays. Comme les produits alimentaires nécessaires à leur subsistance devaient être en grande partie achetés au dehors, l'Allemagne avait besoin, sous peine d'un déséquilibre croissant dans sa balance commerciale, d'en solder le prix en vendant à l'étranger des quantités équivalentes de produits fabriqués.

C'est donc, comme on le voit, sous l'action de causes presque mécaniques, pour obéir à une nécessité impérieuse bien plus qu'à un dessein préconçu, que l'Allemagne a dû s'engager à partir de 1894 dans la voie de l' « industrialisation ». Fabriquer et exporter en masse devenait pour elle une question d'existence autant que d'enrichissement. Elle était d'ailleurs dans les meilleures conditions possibles pour réaliser l'entreprise que lui imposait sa situation. Ses excédents de population lui assuraient un personnel ouvrier en nombre surabondant, et par suite une main-d'œuvre à bon marché ; les traités

de commerce avaient abaissé pour elle le prix des matières premières en réduisant certains droits d'importation ; suivant l'expression bismarckienne, elle se trouvait désormais « en selle », il ne lui restait plus qu'à « chevaucher hardiment ».

*
* *

C'est le spectacle qu'elle va désormais donner à l'Europe ; pendant les dernières années du siècle, on verra sur son territoire les volontés se tendre vers la richesse, les créations les plus diverses se succéder, les centres ouvriers grossir démesurément, la terre se couvrir d'usines nouvelles, les voies de communication se multiplier, les marchandises se presser vers leurs débouchés, et en général l'activité économique prendre une rapidité d'allures qui ne laissait pas d'inspirer quelque inquiétude mêlée à une admiration forcée. Ce mouvement, particulièrement intensif de 1896 à 1900, se ralentit légèrement pendant la crise de 1900-1902, surmontée d'ailleurs avec succès, pour s'accélérer de nouveau jusqu'en 1908. Pour en mesurer l'importance et l'amplitude, il n'est de meilleur moyen que d'en fixer les deux termes par quelques chiffres, comparés ensuite avec ceux des périodes précédentes.

La création de sociétés par actions, qui représente un premier signe extérieur du mouvement des affaires, n'avait absorbé que 2.122 millions

(soit 141 1/2 par an) de 1880 à 1894, car les bailleurs de fonds restaient encore sous l'impression des pertes que leur avaient fait éprouver les krachs de la *Gründerzeit*. La confiance s'étant ranimée à partir de 1895, ces chiffres doublent pour monter à une moyenne annuelle de 328 millions, soit pour l'ensemble de la période à un total de 4.277. En 1907, les capitaux réunis de toutes les sociétés existantes dépassaient déjà 14 milliards (contre 12 en France).

La production de la houille, qui, dans un pays dépourvu de forces hydrauliques, traduit avec une exactitude presque mathématique l'activité des manufactures, était de 79.000 milliers de tonnes en 1895; elle s'élevait d'une façon continue jusqu'à 143.000 en 1907. Les quantités extraites entre ces deux dates se chiffraient par 1.417.000 milliers de tonnes (soit 109.000 par an), alors que de 1871 à 1894, pendant une période plus longue du double, elles étaient restées très inférieures à ce total (1.265.000 milliers de tonnes, soit 52.700 par an).

Plus rapide encore avait été la progression constatée dans la production de la fonte, estimée à 5.400 milliers de tonnes en 1895, montée à 12.800 en 1907, exprimée d'une date à l'autre par une moyenne annuelle de 8.800, correspondant à un total de 114.000. Pendant les deux périodes précédentes réunies, la moyenne n'avait été que de 3.200 et le total que de 77.000.

Sans suivre une courbe ascendante aussi rapide,

les chiffres du commerce général, et spécialement ceux des exportations, s'engageaient également sur une pente ascensionnelle plus rapide et plus constante qu'elle ne l'avait jamais été. D'un terme à l'autre de la période d'essor, les premiers passaient de 7.670 millions de marks à 15.495. De 3.051 millions en 1894 les seconds s'élevaient dès l'année suivante à 3.424; trois ans leur suffisaient ensuite pour dépasser le 4e milliard (4.011 en 1898) et quatre pour atteindre le 5e (5.130 en 1903); le 6e était réalisé en 1906 (6.479) et le 7e dès 1907 (7.095). A cette date, les importations s'étaient donc accrues de 107 % depuis le début de la période. Leur chiffre brut ne traduisait d'ailleurs qu'imparfaitement le progrès industriel auquel elles répondaient, et que leur composition seule permet de mesurer exactement. La proportion des objets fabriqués à l'ensemble s'était peu à peu élevée de 41 % (1872) à 61 % en 1907, et leur valeur totale de 1.026 millions à 4.809. Leur vente avait donc quintuplé depuis la fondation de l'Empire.

Dans tous les domaines où il s'était exercé, l'effort économique de l'Allemagne était donc devenu en 1907 deux fois plus intense qu'en 1895, et les résultats auxquels il avait abouti égalaient ou dépassaient en quantité tous ceux qui avaient été enregistrés pendant les vingt-quatre années précédentes. De plus, et pour confirmer une fois encore la solidarité des divers phénomènes par où

s'affirme la vitalité d'un peuple, à ces conquêtes industrielles ou commerciales répondaient presque aussitôt des progrès parallèles dans l'ordre démographique. Le taux annuel d'accroissement de la population, dont on a rappelé plus haut le fléchissement à partir de 1880, remontait après 1890 à 1,50 °/₀, c'est-à-dire à un degré qui n'avait jamais été et ne devait plus être atteint, et se maintenait encore à 1,46 °/₀ après 1895. Le chiffre brut des naissances continuait d'augmenter, avec un insensible, mais irrésistible mouvement de marée, pour s'élever au-dessus du deuxième million dès 1898 et laisser sur le nombre des décès des excédents qui, à partir de 1900, oscillaient entre 800.000 et 900.000 unités par an. En revanche, l'effectif annuel des émigrants qui, de 1890 à 1895, comportait encore une moyenne annuelle de 80.000 personnes, tombait, dans la période quinquennale suivante, à 25.000, c'est-à-dire à son taux le plus bas. De toutes parts se multipliaient donc les indices d'une prospérité croissante.

*
* *

Ce serait toutefois donner une idée incomplète de ce développement matériel que de se borner à le mesurer par des chiffres. Au point de vue industriel comme au point de vue commercial, il présente certains traits caractéristiques qui lui assignent une

place à part dans le mouvement économique européen, et qui méritent d'être étudiés de plus près.

Le point de départ semble en avoir été la nécessité pour l'Allemagne d'une forte exportation. Malgré l'accroissement constant du nombre de ses habitants, son marché intérieur ne pouvait plus suffire à sa production, dont la puissance augmentait encore plus vite que les facultés d'achat de son peuple. Force lui était donc, pour vendre toutes les marchandises sorties de ses usines, d'en écouler le surplus sur les marchés étrangers. Or elle les trouvait occupés par des nations anciennes, réputées déjà par leur valeur commerciale, et qui s'y étaient fait une place prépondérante : le seul moyen de s'y implanter à leurs côtés, c'était de vendre meilleur marché qu'elles. Cette obligation apparaissait d'autant plus impérieuse qu'elles fournissaient depuis longtemps les classes aisées, habituées à leurs produits ; la seule clientèle qui restât à prendre, au moins au début, était donc celle des classes populaires, amenées par les progrès généraux de l'aisance publique à contracter de nouveaux besoins, mais désireuses de les satisfaire au meilleur compte possible, et volontiers disposées à accepter de la « camelote », à condition de ne pas la payer trop cher. Nécessité de fabriquer et de vendre à bas prix pour surmonter des concurrences toujours redoutables et toujours renaissantes, tel a donc été le fait primordial qui a dominé le mouve-

ment économique de l'Allemagne dans la dernière phase de son histoire.

Il a d'abord déterminé les conditions de la production. Le prix de revient d'un objet manufacturé est d'autant plus bas que la fabrication en est entreprise sur une plus vaste échelle, parce que les frais généraux d'une usine ne s'accroissent pas proportionnellement aux quantités de marchandises qui en sortent. Un grand établissement industriel est donc à ce point de vue plus rémunérateur qu'un petit et présente en outre l'avantage de mieux résister aux crises économiques. Cette vérité d'évidence, dont les Allemands de 1895 semblaient pénétrés, entraînait pour eux plusieurs conséquences. L'initiative des particuliers n'étant pas suffisante, alors que la richesse était moins répandue que maintenant, pour fonder de grandes entreprises, il fallut y suppléer par l'association : la plupart de celles qui remontent à cette époque étaient l'œuvre de sociétés par actions. — Comme l'ampleur avec laquelle elles furent conçues dépassait les disponibilités liquides de leurs commanditaires, les frais de premier établissement durent en être avancés, le plus souvent par des banques qui y voyaient un placement avantageux de leurs capitaux : le crédit se trouvait donc à la base de la plupart de ces créations. — Comme les premiers succès obtenus sur les marchés étrangers avaient pour effet de redoubler l'âpreté de la concurrence en suscitant de nouveaux efforts parmi les nations

rivales, il fallait, pour la soutenir, un abaissement du prix de revient qui ne pouvait être obtenu que par un agrandissement des usines ou par un perfectionnement de leur outillage ; pour éviter des appels de fonds trop répétés aux actionnaires, les premiers bénéfices réalisés durent être employés à cet effet : et par là l'industrie allemande semblait condamnée à se développer toujours pour se maintenir ; son extension indéfinie était pour elle une condition de vie.

Les mêmes nécessités tendaient à lui faire abaisser, après ses prix de revient, ses prix de vente, de manière à ne lui laisser que des bénéfices très minimes ; pendant longtemps elle devait s'attacher bien plus à faire beaucoup d'affaires qu'à en conclure de bonnes. Dans certains pays où elle était décidée à prendre pied coûte que coûte, et où il fallait avant tout tuer la concurrence étrangère, elle dut même se résigner à vendre à perte au début, sauf à élever ses prix sur le marché intérieur ; c'était la pratique généralisée du *dumping,* emprunté aux mœurs commerciales américaines. Ces procédés artificiels devinrent, quand l'emploi s'en généralisa, l'objet de conventions spéciales, les *cartels,* dont les participants limitaient à la fois, par une contrainte volontaire, et les quantités qu'ils devaient produire et les tarifs auxquels ils devaient les vendre. Le mécanisme et l'action infiniment complexes de ces associations exigeraient une étude spéciale ; il suffira d'indiquer que, par

cette violence faite au jeu naturel de l'offre et de la demande, leur existence communiquait au marché quelque chose de tendu et de factice. — Fondée sur le crédit et orientée vers l'avenir, grevée à la fois par les dettes qu'elle avait contractées dans le passé et les hypothèques qu'elle prenait sur ses bénéfices futurs, l'industrie allemande apparaissait donc dès le début comme reposant sur des bases un peu étroites pour le développement auquel elle aspirait.

Ce furent également les nécessités de la lutte contre la concurrence étrangère qui fixèrent les méthodes commerciales. Elles s'inspirèrent de cette conception si naturelle, mais si souvent perdue de vue par les négociants anglais et français, qu'aucun gain n'était négligeable ni aucune peine superflue lorsqu'il s'agissait de conquérir des marchés sur des rivaux bien plus que de réaliser des bénéfices immédiats. C'est cette préoccupation dominante qui a fait le succès de l'exportation allemande et à laquelle on doit rapporter les principales qualités dont on lui reconnaît communément le mérite : l'empressement dans les offres de service, l'exactitude dans les livraisons et les facilités dans les paiements.

Pour recruter des clients, le principe adopté fut de solliciter leurs ordres au lieu de les attendre, comme leurs anciens fournisseurs se laissaient trop souvent entraîner à le faire, et de n'épargner aucune dépense et aucun effort pour leur occasion-

ner le minimum de peine et de dérangement. Tous les moyens furent mis en œuvre à cet effet : visites de commis voyageurs qui, sans être plus persuasifs que leurs collègues français, présentaient sur eux la supériorité de se trouver plus nombreux, mieux rémunérés et mieux soutenus dans leurs initiatives; utilisation de tous les moyens de réclame et de publicité que multipliait l'ingéniosité américaine; enfin et surtout, envoi de prospectus et de catalogues où le client retrouvait non seulement l'emploi de la langue, mais encore des monnaies et des mesures qui lui étaient familières; n'ayant ainsi aucun travail de traduction ou de transposition à accomplir pour connaître la nature et le prix de revient des marchandises offertes à son choix, il laissait trop souvent déterminer ses préférences par le principe du moindre effort.

Sa commande une fois lancée, il pouvait être assuré de la recevoir dans le délai fixé, sans aucun de ces retards qu'entraînait parfois, chez les rivaux de l'Allemagne, une fabrication trop étroitement mesurée aux besoins présents. Éprouvait-il le désir de voir modifier en quelques détails les modèles qui lui avaient été soumis? Il n'avait à redouter de s'entendre objecter, ni l'impossibilité de procéder à ce changement, ni la disproportion entre l'insignifiance du gain qu'il procurerait et l'étendue de la dépense qu'il nécessiterait. Il avait affaire à des fournisseurs disposés à se plier à ses goûts et non à lui imposer les leurs.

Trouvait-il enfin, dans un pays où l'argent est rare et les habitudes de crédit répandues, certaines difficultés à payer au comptant le montant de ses commandes? Soutenus dans leur effort financier par des banques d'exportation ingénieusement organisées, les négociants allemands lui accordaient, pour attendre le moment où il serait en état de s'acquitter, toutes les facilités que comportaient les usages locaux. Après avoir été attiré par l'insistance de leurs offres, il se laissait ainsi retenir par la complaisance de leurs procédés, sans trop rechercher si elle répondait à l'excellence de leurs produits. Il finissait peu à peu par faire en leur faveur de la propagande auprès de ses voisins, animés comme lui du désir d'éviter tout effort de recherche et tout sujet de contestation; et peu à peu, par l'effet d'une lente infiltration, l'exportation germanique réussissait à pénétrer un nouveau marché.

Comme on le voit, les méthodes d'expansion commerciale allemandes s'inspiraient des mêmes idées que les méthodes de production. Elles supposaient de la part de ceux qui les employaient une vigilance constante, un effort toujours renouvelé d'accommodation : et à ce titre elles pouvaient être recommandées comme un modèle à imiter. Elles présentaient, d'autre part, le caractère d'être un peu dispendieuses et de nécessiter des frais de premier établissement qui ne leur permettaient pas d'attendre trop longtemps leur succès.

*
* *

Organisée sur ces bases, l'activité économique de l'Allemagne nouvelle s'est exercée dans toutes les directions, mais en se portant de préférence sur certains produits dont elle s'est fait une spécialité, sinon un monopole, et sur certains pays où elle a fini par acquérir une sorte de domination commerciale.

Parmi ses spécialités, on peut ranger en première ligne les trois ordres d'entreprises qui répondaient plus ou moins à ses principales ressources naturelles dans les règnes minéral, animal ou végétal : l'industrie métallurgique, l'industrie textile et l'industrie sucrière.

La présence simultanée de considérables gisements de houille et de minerais dans son sous-sol devait faire de l'Allemagne une des principales nations sidérurgiques du monde. A ce point de vue, elle est maintenant la première en Europe, ayant distancé dans les dernières années l'Angleterre, qui n'était dépassée elle-même que par les États-Unis. C'est là l'aspect de sa vie économique qui frappe d'abord l'observateur et que rendent sensible aux yeux, soit la multiplication sur son sol de fonderies, de forges et d'usines de toute sorte, soit la vue de ces établissements géants comme ceux de Krupp à Essen, qui prennent en quelques années l'importance et les dimensions de grandes villes. Pen-

dant le quart de siècle qui s'étend entre 1885 et 1910, la production de la fonte s'est accrue de 301 °/₀ (alors que celle du monde entier ne s'élevait que de 238 °/₀), et avec une rapidité telle que les mines de fer nationales sont devenues bientôt incapables d'y suffire. Quant à celle de l'acier, elle était en 1910 égale au 22 °/₀ de la production totale, inférieure de moitié à celle des États-Unis, mais supérieure du double à celle de la Grande-Bretagne, qui avait tenu longtemps la tête du mouvement industriel, et des trois quarts à celle de la France. Bien que l'Allemagne trouve en elle-même, en raison de sa population et de son activité, de larges débouchés à sa fabrication métallurgique, elle en déverse sur l'étranger, sous forme d'objets plus ou moins travaillés, de fils, de barres, de plaques, de poutrelles et de rails, des quantités dont la valeur s'est élevée, au cours de sa période d'ascension, de 182 millions de marks en 1895 à 435 en 1907.

Avec les produits de cette industrie, ceux de ses établissements textiles représentent le plus gros contingent de ses exportations : 734 millions en 1895 et 921 en 1907. Dans cet ordre d'entreprises, l'Allemagne était moins favorisée au point de vue des matières premières ; elle devait faire venir son coton des Indes, des États-Unis et d'Égypte, et pour la laine, elle était devenue tributaire de l'Argentine et de l'Australie, sa richesse en moutons ayant diminué de moitié entre 1873 et 1892.

Malgré l'obstacle de ces servitudes, malgré les crises amenées par la concurrence étrangère et le protectionnisme américain, l'industrie cotonnière, appuyée sur de vieilles traditions, accrue presque de moitié par l'annexion de l'Alsace-Lorraine, vivifiée par le triomphe de la grande production mécanique, a pris un prodigieux essor que met en relief le développement de ses exportations : 84 millions en 1895 et 432 en 1917. L'Angleterre, les Pays-Bas et la Suisse étaient ses principaux clients. Les exportations de soies, moins actives, montaient, pendant la même période, de 128 à 204 millions.

Plus encore que les industries textiles, celle du sucre est devenue, grâce à des progrès rapides, une industrie vraiment nationale ; elle fournit un exemple d'autant plus typique des résultats obtenus par un effort incessamment poursuivi qu'elle a conquis la maîtrise du marché mondial au détriment de la France, restée, jusque vers 1880, la grande nation sucrière de l'Europe. Le développement s'en est poursuivi pendant quarante ans et peut se mesurer par quelques chiffres afférents aux termes extrêmes de cette période. En 1871, on comptait dans l'Empire 2.250.000 tonnes de betteraves traitées ; en 1911, 15.750.000 tonnes, soit plus de sept fois davantage : proportion qui doit en réalité être doublée, puisque, dans l'intervalle, on avait trouvé le moyen d'augmenter de plus de 100 °/o le rendement industriel de chaque bette-

rave. En 1911, l'Allemagne fournissait plus du tiers de la production sucrière mondiale, plus que la Russie, trois fois et demie plus que la France. Ces quantités dépassant de beaucoup sa consommation, qui pourtant avait augmenté des quatre cinquièmes par tête d'habitant, elle en écoulait les deux tiers sur le monde entier, et pour une valeur qui, depuis une vingtaine d'années, se maintient au niveau moyen de 200 millions de marks.

Les trois grandes industries que l'on vient de passer en revue présentaient ce caractère commun d'être anciennement implantées sur le sol allemand, et d'y avoir reçu seulement une impulsion nouvelle par le développement du machinisme. D'autres, plus récentes parce qu'elles doivent leur origine aux dernières découvertes de la science, méritent d'être signalées pour montrer comment l'Allemagne a su les exploiter dès leur apparition et y acquérir une supériorité incontestée. Celle des machines, favorisée par l'abondance du fer, a progressé à pas de géants dès que les autres sont devenues plus actives, parce qu'elle fournissait à toutes leurs moyens de fabrication. Si l'Allemagne reste encore tributaire de l'étranger pour ses instruments agricoles, ses machines à vapeur et surtout ses locomotives ont commencé à envahir les marchés mondiaux dès la fin du siècle dernier, et son exportation quadruplait de 1895 à 1907, passant de 91 à 402 millions de marks.

L'industrie électro-technique donne lieu aux mêmes constatations, bien que l'essor en soit plus tardif et date du moment où le problème du transport de la force électrique à distance a pu être considéré comme résolu (1891). L'Allemagne n'a dès lors rien négligé pour être la première sur ce nouveau champ de concurrence internationale. Dans l'espace de neuf années (1890-1899), ses onze principales sociétés productrices portaient leur capital social de 20 à 412 millions. Bien qu'elle dût faire venir du dehors les 72 °/₀ du cuivre nécessaire à ses usines, elle se mettait à fabriquer et à exporter avec une hâte fiévreuse les machines et les lampes électriques, les appareils et les câbles téléphoniques. Elle se spécialisait également dans l'électrification des chemins de fer, et monopolisait en fait, sauf en Angleterre et en France, l'entreprise de la plupart des lignes qui se construisaient en Europe d'après ce principe.

C'est également à un monopole de fait qu'ont abouti les progrès techniques qu'elle a réalisés dans la fabrication des produits chimiques, spécialement des matières colorantes extraites de la houille. Dès 1907, près de 10.000 établissements de ce genre employaient 76.000 ouvriers, et l'exportation dépassait une valeur de 400 millions. A cette prospérité subite on peut mesurer les heureux effets de cette alliance de la science et de la pratique que l'on a souvent notée comme un des traits caractéristiques de l'industrie allemande. La plu-

part des grandes usines entretiennent tout un corps de chimistes, occupés uniquement à simplifier les procédés de fabrication ou à trouver de nouveaux moyens de remplacer les produits de la nature par ceux du travail humain. Deux exemples peuvent montrer combien sur certains points cette activité a été féconde. En 1895, l'Allemagne achetait encore au dehors 21 millions d'indigo naturel; en 1907, elle n'en recevait plus que 1 million, mais en revanche exportait 42 millions d'indigo artificiel. De même, c'est elle qui était arrivée à fournir les sept huitièmes de l'alizarine qui se consomme dans le monde. Et l'alizarine n'est autre que l'équivalent scientifique de cette couleur garance dont étaient teints jusqu'à maintenant les pantalons de nos soldats. Ce sont ses chimistes qui permettent à l'Empire de prolonger sa résistance actuelle, en appliquant leurs recherches à la fabrication artificielle des matières premières nécessaires à la confection des explosifs.

Après cette rapide analyse de l'activité industrielle de l'Allemagne, il n'est pas sans intérêt d'indiquer dans quelles directions s'est surtout exercée son activité commerciale, liée par un rapport plus étroit qu'on ne le croit à sa politique extérieure. Ses exportations se sont portées pour les quatre cinquièmes sur l'Europe, la plus riche et la plus peuplée des cinq parties du monde; mais elles se sont réparties d'une manière assez inégale entre les différents États. Parmi les voisines

de l'Allemagne, l'Angleterre et l'Autriche étaient, en 1895, ses principales clientes, l'une avec 678 millions d'achats, l'autre avec 436; elles le sont demeurées en 1907, à la fin de la période envisagée, avec 1.060 et 717 millions, sans que leur part proportionnelle se soit accrue. Par contre, les ventes en Hollande, déjà fort importantes par rapport à la petitesse du pays, doublaient pendant ces treize années (245 et 452 millions), tandis qu'elles *triplaient* en Belgique (159 et 343) : constatation que la guerre actuelle rend singulièrement suggestive. Au Nord, l'Allemagne devenait peu à peu la maîtresse du marché suédois (77 et 187 millions), et elle accomplissait en Russie, à la faveur du traité de commerce de 1894, un travail de pénétration commerciale qui devait porter de 221 à 501 millions le chiffre de ses ventes; la France aurait peut-être eu le droit d'en montrer quelque jalousie si elle-même ne s'était en même temps laissé envahir dans des proportions presque aussi fortes (203 et 449 millions) par les produits germaniques.

Si c'est avec l'Europe centrale et septentrionale que les exportateurs allemands faisaient le plus d'affaires, c'est dans le Midi et dans l'Orient que leurs progrès ont été le plus rapides. Aucun exemple ne montre mieux avec quelle vigilance ils savaient pressentir et surveiller l'ouverture de nouveaux marchés pour y évincer ou y devancer leurs rivaux. Quand l'Italie s'engagea dans une guerre de tarifs avec la France, ils saisirent avec

empressement cette occasion de substituer sur son marché leur influence commerciale à celle de sa voisine. A quel point ils y réussirent, c'est ce que montrent les chiffres de leurs ventes en 1907, comparés à ceux de 1895 : 311 millions contre 83 ; elles avaient donc presque quadruplé en treize ans. Si brillants que fussent ces résultats ils semblaient éclipsés encore par ceux qui avaient été obtenus dans les pays balkaniques, nouvellement nés à la vie économique. Si pendant la même période les exportations allemandes se contentaient de doubler en Turquie (39 millions en 1895 et 81 en 1907), elles passaient en Grèce de 4 millions à 11, en Bulgarie de 4 à 11, en Serbie de 2 à 14.

Bien que ce record de hausse ne parût à première vue ne devoir être cité que comme une exception, il devait pourtant être approché, égalé ou même dépassé dans certains pays d'Afrique et d'Amérique, alors en pleine période de croissance : en Égypte (6 et 39 millions), en Argentine (36 et 179), à Cuba (3 et 24), au Mexique (16 et 59), en Uruguay (9 et 33). Sur toutes les régions du globe les produits germaniques se déversaient par torrents ou pénétraient par lente infiltration. Il n'en était aucune, si éloignée qu'elle parût, où le négociant allemand ne cherchât à s'ouvrir des débouchés et à justifier l'orgueilleuse devise qu'il s'était complaisamment attribuée : *Mein Feld ist die Welt*, c'est le monde entier qui est mon champ d'action.

*
* *

L'accroissement si rapide du mouvement d'affaires avec l'étranger devait avoir pour conséquences probables, ou au moins désirables, un développement équivalent de la marine marchande. L'Allemagne pouvait sans doute recourir pour son exportation à l'entremise des nations maritimes qui l'avoisinaient et en particulier de la Hollande : et c'est ce qu'elle se vit forcée de faire au début. En dehors de la question d'amour-propre, deux raisons d'ordre pratique la poussèrent à se libérer de cette servitude : tout d'abord, le désir d'enlever à des étrangers et d'assurer au travail national les bénéfices que pouvait procurer le transport de ses marchandises, la crainte de laisser échapper la moindre occasion de gain, le besoin de conquérir une indépendance économique aussi complète que possible; et, d'autre part, l'idée qu'exprimait le vieil adage anglais *Trade fellows the flag,* le trafic suit le pavillon; ou, en d'autres termes, une flotte nationale représente pour un pays, non seulement un moyen de transport, mais encore un instrument de propagande commerciale.

Comme l'exportation elle-même, la marine marchande de l'Allemagne eut des débuts modestes et qui, au moment de la fondation de l'Empire, ne laissaient guère prévoir sa prospérité future. En 1882, elle ne comportait encore que 982.000 tonnes

nettes de registre. Pendant vingt-cinq ans, elle progressa lentement, d'un tiers environ, d'une façon assez continue toutefois pour dépasser dès 1889 la flotte de commerce française à laquelle elle était primitivement inférieure. Mais à partir de 1895 son essor suit et devance même celui du pays. L'Empereur semble avoir voulu lui donner une impulsion personnelle et lui tracer un programme quand il prononce les paroles fatidiques que les Parisiens ont pu, à l'Exposition de 1900, lire sur le fronton de la section allemande : « C'est sur mer qu'est notre avenir. » Comme pour se conformer à ce mot d'ordre, les armateurs déploient une fiévreuse activité et multiplient des constructions dont le tonnage total s'élève brusquement de 1.502.000 unités en 1896 à 2.629.000 en 1907. Encore faut-il noter que ces chiffres globaux s'appliquaient à l'ensemble de la navigation, et que la part des bateaux à vapeur avait monté de 879.000 à 2.096.000 tonnes. L'effectif des équipages passait pendant ce temps de 40.000 à 70.000 matelots.

Si impressionnantes que parussent ces données statistiques, elles ne prenaient toute leur valeur que par comparaison avec les périodes antérieures comme avec les pays étrangers. L'augmentation de tonnage constatée en dix ans (1896-1906) dépassait de plus du double celle qui avait été enregistrée pendant le quart de siècle précédent. Elle se chiffrait entre ces deux dates par 292 °/₀, alors que la plus-value n'avait été que de 159 °/₀ pour la

marine de commerce anglaise, de 145 °/₀ pour la marine française, de 191 °/₀ pour la moyenne du monde entier. La flotte allemande représentait en 1895 le 6,5 °/₀ et en 1905 le 9,9 °/₀ du tonnage de toutes les autres. Si elle se trouvait encore bien en arrière de celle de l'Angleterre, elle venait après celle des États-Unis, de la Norvège et de la France, qui n'arrivait plus que la cinquième sur la liste. L'Allemagne avait enfin, dans la limite des prévisions raisonnables, le résultat qu'elle avait si ardemment poursuivi : elle effectuait désormais sous son propre pavillon les deux tiers de son trafic maritime.

A l'accomplissement de cette œuvre elle avait apporté les principes et les méthodes qu'elle avait éprouvés déjà dans son développement industriel, et vers lesquels la portaient son esprit d'association et ses goûts de grandeur. Au lieu de se disperser en de multiples entreprises, ses armateurs s'étaient organisés en grandes compagnies qui, par la puissance de leurs capitaux et la coordination de leurs efforts, paraissaient mieux en mesure que les petites de résister aux crises et de surmonter les concurrences, toujours actives sur les routes de la mer. Les deux plus renommées, le *Norddeutscher Lloyd* et la *Hamburg-Amerika Linie,* qui distancent de beaucoup toutes les autres, peuvent être regardées par l'importance de leur flotte comme les plus considérables du monde, si l'on excepte le grand trust nord-américain formé en 1903. Le capital de

la première, fondée à Brême en 1857, est passé par des augmentations successives de 12 à 125 millions de marks, et sa flotte ne comprend aujourd'hui pas moins de 467 unités, jaugeant 846.000 tonnes brutes. La seconde, qui a son siège à Hambourg, possède à l'heure actuelle un capital plus élevé (150 millions) et un nombre de vaisseaux moindre (179), mais avec un tonnage un peu supérieur (948.000 unités). Toutes deux couvrent à l'envi les mers les plus lointaines d'un réseau chaque jour plus serré de leurs grandes lignes de navigation, auxquelles de nombreux bâtiments, en chantier au moment où la guerre a éclaté, devaient assurer une vitalité nouvelle. Elles s'étaient spécialisées au début dans le transport des marchandises, plus lucratif que celui des voyageurs; mais leur réputation date surtout des années comprises entre 1880 et 1885, alors qu'elles inaugurèrent pour les communications avec l'Amérique ces grands paquebots rapides qui, sans cesse agrandis et transformés, s'efforcèrent de battre toujours tous les records de confort et de vélocité. Leurs conditions de succès doublèrent d'ailleurs du jour où la complaisance de la France leur permit de faire escale à Cherbourg et d'y déposer les voyageurs américains qu'aurait effrayés la perspective de poursuivre leur route jusqu'aux ports allemands ou même hollandais.

Après avoir poussé si activement ses constructions navales, l'Allemagne devait être amenée,

pour devenir dans toute la force du terme une puissance maritime, à développer dans la plus large mesure possible l'activité et le trafic de ses ports. Elle ne négligea rien à cet effet et, de 1897 à 1906, dépensa pour les améliorer 1.250 millions de marks. Ces travaux, entrepris sur une grande échelle, augmentèrent de 75 °/₀ la capacité de Hambourg, de 50 °/₀ celle de Brême et quadruplèrent celle d'Emden. Hambourg représente maintenant un des plus grands *emporia* du monde, le premier du continent, et, après avoir dépassé Anvers, Liverpool et Rotterdam, il rivalise avec Londres et New-York.

De 1896 à 1908 le mouvement général des ports passait de 23 à 43 3/2 millions de tonnes, s'accroissant six fois plus vite que le chiffre de la population. Dès 1905 l'Allemagne apparaissait dans les statistiques internationales au quatrième rang pour l'importance de son commerce par mer, bien qu'une partie de son propre trafic empruntât encore la voie hollandaise. Si l'on se rappelle qu'elle était déjà la deuxième pour l'importance de sa flotte, on ne peut que rendre hommage à la vigueur de création avec laquelle elle a su, malgré la défaveur de sa position, s'improviser puissance maritime en dépassant des États qui, comme la France, étaient mieux placés qu'elle pour conserver la supériorité.

*
* *

Pour employer toute la surabondance de force qu'elle croyait sentir en elle, il ne lui restait plus qu'à devenir, à l'exemple de ses voisines, une puissance coloniale. Elle eut cette ambition après toutes les autres, mais trop tardivement pour pouvoir la réaliser dans sa plénitude. Elle n'intervint dans le partage du monde extra-européen que lorsque les territoires les plus fertiles en étaient déjà distribués, et elle ne sembla saisir tous les avantages de ses annexions que lorsqu'il n'était déjà plus temps de les étendre. Le prince de Bismarck, qui avait inauguré pour elle la politique d'expansion coloniale, était en effet très éloigné d'en être un partisan convaincu. Il ne se décida à y engager son pays que sous la pression de la haute finance et du haut négoce, dans la crainte de paraître rester en arrière du mouvement qui y entraînait les autres pays, et avec la volonté de suivre au lieu de devancer les entreprises privées de ses nationaux. La nécessité de seconder leurs initiatives et de protéger leurs premiers établissements, les sollicitations des chefs indigènes, l'exemple des autres nations colonisatrices l'amenèrent peu à peu à élargir ses projets primitifs. De 1884 à 1890, l'acquisition par traités de Togo, du Cameroun, du Sud-Ouest Africain et de l'Afrique Orientale dans le continent noir, de la Nouvelle-Guinée et d'une partie de Samoa en Océanie accrurent le territoire allemand d'une étendue de 2.650.000 kilomètres carrés, cinq fois supérieure

à sa superficie, et sa population de 11 millions de nouveaux sujets. Bien que par ses dimensions cet empire colonial se plaçât immédiatement après ceux de l'Angleterre et de la France, il paraissait pauvre, habité par des peuplades arriérées, en grande partie insalubre, et bien des Allemands se demandaient si l'acquisition valait les sacrifices qu'elle avait coûtés, si les recettes en couvriraient jamais les frais.

Cet état d'esprit se modifia du tout au tout quand un changement de règne vint imprimer à la politique allemande de nouvelles directions, et le développement de l'industrie lui montrer l'urgence de nouveaux problèmes comme la nécessité de nouveaux débouchés. Impatient d'illustrer son règne par des annexions territoriales impossibles désormais à trouver en Europe, l'Empereur Guillaume II les chercha outre-mer, imposa à la Chine (1897) la cession à bail de Kiao-tcheou et prit ainsi l'initiative de cet ébranlement du monde jaune qui devait aboutir à la révolte des Boxers et coûter en frais de guerre 200 millions à l'Allemagne. Le rachat à l'Espagne des Carolines et des Mariannes (1899) lui valut d'autre part une satisfaction d'amour-propre plutôt qu'un sérieux avantage matériel. L'empire colonial allemand, désormais constitué, avait atteint les limites qu'il ne semblait pouvoir plus dépasser sans empiéter sur d'autres possessions européennes.

Au moment même où il devenait impossible à agrandir, on apercevait mieux les raisons qui le

rendaient nécessaire à garder et à mettre en valeur. Il pouvait contribuer efficacement à assurer l'indépendance économique de l'Empire en fournissant sur son propre territoire des débouchés à ses émigrants, des matières premières à ses industriels et des marchés de vente à ses exportateurs. De sérieux efforts furent tentés, avec un succès très inégal, pour faire rendre aux colonies, à ce triple point de vue, les services qu'on se croyait en droit d'en attendre. Sans doute leur commerce général s'accrut avec une rapidité qui répondait aux prévisions les plus optimistes, passant de 58 millions en 1900 à 269 dès 1906 ; mais le trafic direct avec la métropole entrait dans ce total pour une somme à peine supérieure à un cinquième. Par contre, la plupart des « pays de protectorat », placés sous des climats tropicaux ou malsains, se révélèrent comme impropres au peuplement ; la population blanche ne devait jamais y dépasser 28.000 âmes (1913), dont la moitié dans l'Est Africain. Leur production en denrées coloniales (cacao, café, caoutchouc, arachides) ne représentait encore en 1912 que le 6 °/₀ des quantités importées annuellement par la métropole pour son industrie. Enfin la culture du coton, sur laquelle les filateurs comptaient pour rendre leurs usines indépendantes du marché américain, n'avait encore donné que des espérances au moment où éclata la guerre actuelle. La constatation de ces insuffisances et le désir d'y suppléer par l'acquisition de territoires plus riches

devaient, en éveillant de nouvelles convoitises, compter parmi les causes d'où est sorti le conflit européen.

Malgré les mécomptes auxquels elles exposèrent leurs auteurs, ces tentatives d'expansion coloniale méritaient d'être signalées comme un indice et une dernière conséquence du phénomène qui caractérise essentiellement l'évolution de l'Allemagne au cours des années que l'on vient de passer en revue. Au lieu de borner ses ambitions à nourrir ses habitants avec les produits de son sol, elle se mettait désormais à les enrichir par l'activité de ses manufactures et la vente au dehors des objets qui y étaient fabriqués. On avait vu déjà s'ébaucher cette transformation au lendemain de la guerre de 1870 ; elle ne s'était précipitée et définitivement accomplie qu'après l'avènement de Guillaume II. Sans avoir encore épuisé tous ses effets en 1907, elle se manifestait déjà sous une forme sensible dans la physionomie extérieure du pays. — Dans l'espace d'un quart de siècle l'Allemagne était devenue méconnaissable. Le voyageur qui la parcourait vers 1880 y retrouvait encore, surtout dans le Sud, les principaux aspects qui en avaient fait longtemps le charme traditionnel : des campagnes paisibles et fertiles, mises en valeur par un travail incessant, une vie rurale active et régulière, beaucoup de petites villes endormies dans la gloire de leurs monuments archaïques, le culte de leur réputation intellectuelle ou militaire, le silence de

leurs promenades ombreuses propices à la rêverie; et enfin chez les hommes comme dans les choses, sur les visages comme dans les divers incidents de l'existence courante, tous les signes extérieurs de cette insouciance, de cet amour du plaisir tranquille, de cette *Gemütlichkeit* dans laquelle on avait vu longtemps la faculté dominante de la race germanique. — Vingt-cinq années plus tard, un voyage en chemin de fer à travers les plaines de l'Allemagne du Nord offrait au regard un tableau tout différent. Des campagnes pelées, souillées de détritus des manufactures, sillonnées de tramways électriques, de voies ferrées ou de fils télégraphiques, encombrées de monticules de charbons, couvertes par places de bâtiments d'usine, réduites au rôle d'annexes industrielles des centres urbains; des horizons découpés par le profil des élévateurs, dentelés par le hérissement des hautes cheminées, brouillés par la stagnation d'immenses panaches de fumée; aux abords des villes, des légions de wagons de marchandises, alignés à perte de vue sur des voies de garage; à l'arrivée, des gares monumentales, unissant le maximum de prétentions architecturales au maximum de commodités pratiques; à l'intérieur, des quartiers neufs présentant à l'œil l'interminable perspective de leurs voies rectilignes bordées de maisons bâties toutes sur le même modèle; parfois, au milieu de cette monotonie, une colossale usine élevant sa masse de briques rouges au milieu des

façades blanches des habitations voisines ; dans les grandes artères une circulation intense, une agitation fiévreuse, des physionomies trahissant la tension continuelle de l'esprit : tels étaient les divers aspects dont l'ensemble composait un type de paysage reproduit à des centaines d'exemplaires dans les régions industrielles de l'Allemagne du Nord, particulièrement dans la Saxe et les provinces rhénanes. En se transformant, ce pays semblait s'être dénationalisé et certaines de ses provinces les plus prospères ressemblaient désormais à un morceau détaché des États-Unis.

LA PÉRIODE DES ENTRAINEMENTS (1908-1914)

Bien que l'Allemagne semble à première vue avoir progressé d'une façon continue depuis 1895 jusqu'à nos jours, il n'est pas malaisé de discerner dans son développement, au cours des années 1908 et 1909, un bref temps d'arrêt et même un léger recul, qui semble d'ailleurs lui servir à prendre un nouvel élan, suivi d'un nouvel essor. Cet instant de crise marque pour elle le début d'une ère de prospérité plus brillante en apparence que les précédentes, plus précaire peut-être en réalité et au cours de laquelle elle tend jusqu'à les briser tous les ressorts de sa force économique. C'est alors qu'elle multiplie ses entreprises, double ses bénéfices, progresse par bonds au lieu de s'élever par degrés jusqu'à des chiffres d'affaires qui

marquent autant de records dans ses annales statistiques. Mais c'est aussi le moment où elle s'abandonne à l'entraînement de ses ambitions, caresse l'espoir de trouver des victoires commerciales pour tous ses désirs, compromet peut-être la solidité de ses assises économiques pour avoir voulu pousser trop loin le développement de ses ressources et semble présenter, sous la forme d'un sourd malaise, les signes précurseurs d'une crise que la guerre viendra à la fois prévenir et dénouer. Elle ressemble à un propriétaire qui ajouterait sans cesse de nouveaux étages à sa maison, sans se préoccuper d'en élargir proportionnellement les bases : la façade en offrira plus de prise aux tempêtes sans que les fondations en présentent plus de résistance aux ébranlements.

Au début de cette dernière période, elle venait de rencontrer des difficultés extérieures ou intérieures qui auraient dû lui servir d'avertissement sur les dangers éventuels de sa politique d'expansion à outrance. D'une part, elle en aperçut les inconvénients lorsqu'elle intervint dans les affaires du Maroc, sous le prétexte d'empêcher ce marché de se fermer à ses exportations ; ses prétentions troublèrent un instant ses rapports avec les nations voisines, ébranlèrent son prestige et aboutirent à Algésiras à un demi-échec diplomatique. D'autre part, elle ressentit, d'autant plus vivement que le champ de ses intérêts extérieurs était plus étendu, le contre-coup de la crise mondiale qui, après

s'être déclarée en Amérique en 1906, avait ensuite gagné tous les États européens : et par là apparaissait le péril d'un système qui, en multipliant ses clients au dehors, multipliait en même temps ses risques et ses chances de pertes. S'étant d'ailleurs remise assez rapidement d'une alerte qui n'avait pas atteint les sources profondes de sa vitalité, elle sembla en oublier les enseignements, reprit avec une ardeur nouvelle une course aux exportations dont elle mit désormais son amour-propre à forcer les allures, et parut d'abord récompensée de sa témérité par des résultats qui dépassaient les prévisions les plus optimistes. C'est ce que montrait au premier coup d'œil un regard jeté sur la pente toujours plus rapide des courbes de ses indices économiques.

Tandis que sa population continuait à s'augmenter automatiquement de 800.000 unités par an, atteignant au début de 1915 le total formidable de 68 millions d'habitants, sa production de houille, restée à peu près constante de 1907 à 1909 (143.000 et 152.000 milliers de tonnes), s'élevait dès 1910 à 162.000 et dès 1912 à 174.000 (sans compter 80.000 de lignites). A ces totaux imposants, qui traduisaient l'intensité croissante du travail industriel, la France ne pouvait opposer à la même date que le chiffre modeste de 41.000 milliers de tonnes de combustibles minéraux. — La production de fonte, plus satisfaisante encore, progressait en cinq ans de près d'un tiers (12.875

tonnes en 1907, 17.617 en 1912), devenant près de quatre fois supérieure à ce qu'elle était en France (4.944). — Plus que tous les autres ordres d'entreprises économiques, le commerce extérieur avait souffert du ralentissement apporté dans les transactions mondiales par la crise de 1907 ; il venait d'atteindre pour la première fois le record du seizième milliard quand il subit l'année suivante (1908) un fléchissement d'un milliard et demi et tomba à 14.558 millions, sans pouvoir regagner en 1909 son niveau antérieur. Mais, dès 1910, il rebondissait pour s'élever à de telles hauteurs qu'il gagnait près d'un cinquième en quatre ans. Il s'approchait en effet du dix-septième milliard (16.954 millions) en 1910, dépassait le dix-huitième en 1911 (18.231), sautait au vingtième en 1912 (20.117), et au-dessus du vingt et unième en 1913 (21.404). Les chiffres enregistrés pour les six premiers mois de 1914 semblaient présager des résultats plus brillants encore pour l'ensemble de l'année.

Le mouvement des exportations, dont les objets fabriqués représentaient toujours la part principale (65 °/₀), s'était accéléré suivant le même rythme pendant la même période (7.094 millions en 1907, 6.481 en 1908, 7.644 en 1910, 10.197 en 1913). Certains détails de leur destination méritent d'être notés pour montrer, tantôt comment elles achevaient de pénétrer et d'envahir certains pays, tantôt comment elles réussissaient à s'ouvrir l'ac-

cès d'autres qui leur étaient restés longtemps fermés. Tandis que dans l'ensemble elles augmentaient d'un peu moins d'un tiers (147 °/o), cette moyenne était largement dépassée sur certains marchés : elles avaient plus que doublé en Russie (437 millions en 1907, 880 en 1913), à la faveur de l'avantageux traité de commerce de 1904, en Espagne (65 et 143) et dans les pays balkaniques : Roumanie (68 et 140), Bulgarie (14 et 30), Grèce (11 et 24). En France même elles s'étaient accrues de 176 °/o (449 et 789). — En dehors d'Europe, elles s'élevaient également au-dessus de leur niveau moyen dans certains pays neufs, alors en pleine période d'épanouissement économique, tels que la Chine, la Corée, le Canada, la Colombie, la République Dominicaine, le Salvador et la Nouvelle-Zélande. Mais le phénomène le plus caractéristique de leur développement outre-mer semblait être, sinon leur importance relative en quantités, au moins la rapidité presque vertigineuse de leur progression dans les colonies françaises. On ne peut mieux s'en rendre compte qu'en comparant leurs chiffres de 1913 à ceux de 1904, de manière à embrasser une période de dix années. Ce court espace de temps leur avait suffi pour se multiplier par sept en Algérie (0,9 et 6,2 millions de marks), par neuf en Nouvelle-Calédonie (0,2 et 1,9), par trois en Indo-Chine, à Madagascar et en Tunisie. Au Maroc même, que la France était si âprement accusée de vouloir « tunisifier », c'est-à-dire fermer

au commerce étranger, les importations allemandes atteignaient 13 millions en 1913, alors qu'elles n'étaient que de 2 1/2 en 1904 ! Dans l'ensemble de nos colonies et pays de protectorat (Maroc compris), elles avaient quadruplé, passant de 7,6 millions à 29,7. Aucun fait ne montre plus clairement combien l'Allemagne était peu gênée, dans ses tentatives de pénétration commerciale, par des tarifs dont elle ne cessait de dénoncer le caractère prohibitif.

Les deux tiers de son trafic empruntant la voie de mer, il était naturel que sa flotte marchande s'accrût dans une proportion équivalente ; cette fois, cette proportion même devait être dépassée. Si, de 1908 à 1913, le tonnage général ne s'élevait que d'un dixième environ (de 2.790.000 tonnes à 3.153.000), cette augmentation se chiffrait par un cinquième (2.095.000 et 2.655.000 tonnes) pour les vapeurs, les seuls navires qui dussent désormais compter dans la concurrence internationale. A ce point de vue, la flotte commerciale était, à la veille de la guerre actuelle, trois fois supérieure à celle de la France. — Il n'était pas enfin jusqu'aux colonies où l'Empire ne trouvât pendant cette période de prospérité des compensations aux déboires que lui avaient causés, soit la lenteur de leurs progrès, soit la lourdeur des sacrifices d'argent (379 millions) nécessités par la répression de la révolte des Herreros (1904-1907). Il voyait doubler le chiffre de leur commerce (217 millions en 1907, 464 en 1912),

la longueur de leurs lignes ferrées (1.988 et 4.176 kilomètres), et trouvait même, alors que leurs frontières semblaient pour longtemps fixées, le moyen de les agrandir d'une étendue égale à la moitié de sa propre superficie (295.000 kilomètres carrés) au moyen des territoires congolais arrachés en 1911 à l'esprit de conciliation de la France.

Après avoir ainsi réalisé, sur tous les terrains, des progrès si rapides que leur imagination aurait, quelques années auparavant, à peine osé les concevoir, il ne restait plus aux Allemands qu'à en dresser le bilan. L'occasion leur en fut offerte en 1913 par la double célébration du centenaire des guerres de libération et du vingt-cinquième anniversaire de l'avènement au trône de leur Empereur. Ils publièrent à ce propos des brochures de circonstance — dont les plus caractéristiques étaient celle de la *Dresdner Bank* et celle de M. Helfferich, le ministre des Finances — destinées à établir et à présenter au public le mémorial de leurs conquêtes économiques; ils tentaient d'y démontrer, à grand renfort de tableaux récapitulatifs et de comparaisons statistiques, qu'aucune autre nation européenne n'en avait réalisé de pareilles pendant la même période et en si peu de temps. Il y avait une forte part d'artifice dans cet essai de démonstration mathématique, car, si les chiffres ont leur importance quand ils sont complets, ils ont aussi leur mirage quand ils sont choisis arbitrairement parmi les seuls qui puissent donner

lieu à des conclusions favorables. Telle était l'impression que laissaient certaines lacunes faciles à constater dans la réunion de ceux qu'avaient assemblés les apologistes officiels de l'Allemagne de Guillaume II.

Le plus heureux résultat qu'ils auraient pu enregistrer échappait d'ailleurs aux prises de leur statistique : c'était, pour les grandes entreprises fondées une vingtaine d'années auparavant, la possibilité de solder avec leurs gains la plupart de leurs frais de premier établissement et de mettre de côté les sommes qu'elles consacraient auparavant à les amortir. Événement naturel et insignifiant à première vue, mais qui devait être gros de conséquences politiques. L'existence de ces réserves naissantes mettait désormais l'industrie et la haute banque allemandes à l'abri d'un retour subit de la fortune et les délivrait de l'appréhension et du risque de succomber à la première crise grave qui les éprouverait. Ce sentiment nouveau de sécurité a eu peut-être plus de part qu'on ne le croit aux origines de la guerre actuelle, car c'est précisément à partir de cette date que la diplomatie impériale prit ces allures de témérité agressive qui devait la rendre inévitable.

*
* *

Si l'ensemble de ces progrès matériels forçait l'admiration ou au moins l'étonnement, leur éclat

extérieur ne pouvait dissimuler aux yeux d'un observateur averti les faiblesses morales qui en représentaient la conséquence et la contre-partie. Leur continuité avait peu à peu développé chez ceux qui les avaient réalisés cette confiance illimitée en eux-mêmes, cet entraînement d'ambition et ce mépris des impossibilités qui ont pour effet ordinaire d'inspirer les hardiesses les plus fécondes ou de conduire aux pires catastrophes. Dans toutes les directions de la vie économique allemande, on pouvait discerner à partir de 1910, sinon des signes de décadence dans les faits, au moins des symptômes d'une mégalomanie un peu morbide dans les esprits. Il serait facile d'en énumérer un grand nombre, il suffira d'en citer les plus caractéristiques.

La mégalomanie technique devait d'abord exercer ses ravages dans un pays qui avait porté jusqu'à son extrême limite le perfectionnement de son réseau de voies ferrées ou fluviales. Rien ne paraissant plus désormais impossible à l'art de leurs ingénieurs, les Allemands, après s'être d'abord attachés à seconder la nature par le travail humain, ne reculèrent pas devant l'ambition de la corriger. Un exemple bien curieux devait en témoigner. La Hollande possédait sur eux l'avantage d'être maîtresse du cours inférieur de leur plus grand fleuve et d'en pouvoir à leur gré régler la navigation ou même fermer l'accès. Cette infériorité géographique, dont leurs pères s'étaient accommodés,

leur parut une servitude et une humiliation intolérables après qu'ils étaient devenus une grande nation. Pour la faire cesser, quelques-uns imaginèrent de détourner le Rhin avant son entrée sur le sol des Pays-Bas et de lui creuser un lit artificiel qui en maintiendrait les eaux en territoire allemand, pour les conduire déboucher dans la baie de Jade; la situation serait ainsi retournée au détriment de la Hollande, entraînée dans la dépendance économique de l'Empire. Si démesurée que parût cette fantaisie de quelques patriotes échauffés, le projet, dont l'exécution devait coûter un milliard, fut pris au sérieux et examiné par des spécialistes qui en dressèrent les plans (exposés en 1912 à Dusseldorf).

Sans donner lieu dans l'ordre financier à des manifestations aussi significatives, la mégalomanie allemande s'y traduisait par l'extension démesurée du crédit, l'abus de la spéculation, la recherche du gain facile, rapide et abondant. Escomptant à l'avance les bénéfices à venir, les banques augmentaient sans mesure les avances qu'elles consentaient aux grandes entreprises industrielles, ou vendaient des titres aux particuliers sans en exiger le paiement intégral. Ainsi s'accusait chaque jour davantage, entre les capitaux disponibles et le mouvement d'affaires, une disproportion qui rendait fort douteuse la résistance éventuelle du marché aux crises politiques et économiques : on s'en aperçut lors de l'alerte de 1911, qui rendit certaines liquidations

difficiles et mit en relief l'un des points vulnérables de la puissance de l'Empire. Il était visible dès ce moment que les Allemands exigeaient de leur organisation financière un rendement exagéré.

Au point de vue industriel, les progrès incessants de leur production les rendaient chaque jour davantage tributaires de l'étranger pour la fourniture de certaines matières premières telles que le fer, le cuivre, le coton et le caoutchouc. C'était là, suivant l'expression d'un de leurs députés, le « talon d'Achille » de leur industrie. Cette conséquence naturelle de leur développement matériel leur fit bientôt l'effet d'une injustice particulière du sort, dont ils avaient le droit d'obtenir le redressement par tous les moyens. Le plus efficace leur parut l'emploi généralisé de cette méthode d'intimidation qui leur avait servi à obtenir en 1911 la cession d'une partie du Congo français. Pour la justifier, les journaux officieux invoquèrent une doctrine, imaginée pour la circonstance, qu'ils qualifièrent avec une audace ingénue de « doctrine de l'équilibre », mais qui était en réalité celle du pourboire, telle que l'avait définie Bismarck quand il en reprochait l'emploi à Napoléon III. D'après cette conception, lorsque l'Allemagne voyait une puissance rivale en voie d'obtenir un accroissement de territoire continental ou colonial, elle se trouvait en droit d'en réclamer une partie ou d'exiger ailleurs des avantages équivalents, afin que la proportion de leurs forces respectives ne fût pas modi-

fiée à son détriment. On voit au premier coup d'œil à quelles immixtions continuelles dans les affaires des autres, à quels abus de la force, à quels conflits futurs pouvait conduire l'application de cette théorie, d'autant plus insoutenable que les Allemands s'étaient bien gardés de l'invoquer vis-à-vis de l'Angleterre, lors de sa guerre contre les Boers.

Dans le domaine des relations commerciales, ils s'inspiraient du même esprit pour résoudre un problème analogue, celui des débouchés, qu'ils estimaient vital pour leur avenir économique. Ils surveillaient avec soin la politique douanière des pays qui leur servaient de champs d'expansion, et savaient le plus souvent s'en accommoder, comme le prouvait avec éclat l'exemple des colonies françaises. Malgré leurs facultés d'adaptation à cet égard, ils vivaient dans l'obsession de se trouver à un moment donné à court de clients. D'une part, ils rencontraient sur tous les marchés du monde des concurrents dont la rivalité commençait à leur paraître plus redoutable que la barrière des tarifs. D'autre part, l'accroissement constant de leur population ouvrière entraînait une extension équivalente de leurs manufactures et, par suite, leur imposait la nécessité de multiplier dans la même mesure l'activité de leur commerce extérieur. Ils tenaient donc pour un principe invariable qu'aucun marché d'exportation n'était négligeable, et qu'aucun effort ne devait être épargné pour y répandre

leurs produits. De là à vouloir en imposer le placement, il n'y avait qu'un pas, facile à franchir vis-à-vis d'États peu capables de défendre leur indépendance économique.

Beaucoup d'Allemands cédèrent à cette tentation et s'évertuèrent à découvrir pour leurs marchandises des sphères d'influence où leur écoulement serait assuré, abondant et presque obligatoire. Ils avaient d'abord pensé en trouver dans l'Afrique du Nord, où la solution donnée aux affaires du Maroc leur en enleva l'espérance. Le marché de l'Afrique Équatoriale ne pouvant être que d'un rendement lointain, ils portèrent leurs vues sur l'empire ottoman et particulièrement sur l'Asie Mineure, qu'un chemin de fer construit par leurs soins ouvrait alors au trafic, et dont les richesses naturelles, connues ou cachées, semblaient présenter pour l'avenir des perspectives illimitées de développement. Mais pour en faire une annexe économique de l'Empire, il fallait en conserver le libre accès, et à cet effet réunir dans une même communauté économique tous les États intermédiaires : l'Autriche, que l'Allemagne avait déjà entraînée dans son orbite, et les pays balkaniques, où ses premiers essais de pénétration commerciale donnaient des résultats encourageants. Assemblés sous son égide, ces divers États formeraient un bloc, destiné par sa situation à dominer l'Europe et à y contre-balancer d'autant plus efficacement l'hégémonie industrielle des États-Unis

qu'ils leur enlèveraient le monopole du coton et du pétrole. Ainsi naquit dans les esprits cette conception de la *Mittel-Europa* que la guerre actuelle a eu seulement pour effet de développer et de préciser. Chose digne de remarque, c'est à un Anglais que les Allemands crurent devoir en faire remonter la première idée, de même que plus tard ils allaient, si l'on en croit la légende, emprunter à Conan Doyle la conception de la guerre sous-marine. Ils invoquaient avec complaisance ce témoignage d'un haut fonctionnaire colonial britannique : « Si j'étais Allemand, écrivait Sir Henry Johnston dès 1903, je me plairais à voir dans mes songes d'avenir un grand Empire austro-germanique, disposant de deux débouchés principaux, Hambourg et Constantinople, et ayant des ports sur la Baltique, la mer du Nord, l'Adriatique, les mers Noire et Égée. Ce serait une confédération d'États, étendant son influence sur l'Asie Mineure et la Mésopotamie. Constituer cet *imperium* ininterrompu des bouches de l'Elbe à celles de l'Euphrate, ce serait là une noble tâche, et digne d'une grande nation. » C'étaient là sous une plume désintéressée les grandes lignes d'un programme qui n'a été que trop exactement suivi ; l'exemple de la Serbie a montré tout récemment encore quel prix attachait l'Allemagne à écarter les obstacles qui en entraveraient l'exécution.

Aussi bien une évolution profonde s'était-elle dessinée dans l'esprit public, à la suite de la crise

économique de 1907 et surtout de la crise politique de 1911. Jusqu'alors les milieux industriels et commerciaux avaient représenté, en Allemagne comme partout ailleurs, un élément de paix parce qu'ils en avaient besoin pour leurs affaires ; leur politique étrangère semblait inspirée de la maxime de Bismarck que leur pays, désormais « saturé » de territoires, ne devait chercher qu'à se développer sans s'étendre. Ces sentiments pacifiques firent place à des tendances envahissantes quand il leur parut que leur puissance de production et d'expansion dépassait les limites trop étroites dans lesquelles les traités leur permettaient de l'exercer. Peu à peu pénétra dans les esprits l'idée d'une guerre où ils gagneraient à la fois des annexions qui leur procureraient des terres riches en matières premières, des traités de commerce qui leur ouvriraient des débouchés nouveaux, des indemnités dont le versement imprimerait une impulsion nouvelle à l'industrie.

Dans l'ordre moral comme dans l'ordre matériel, cette dernière période de leur histoire avait donc été caractérisée pour les Allemands par l'outrance avec laquelle ils avaient poussé à l'extrême toutes leurs entreprises et toutes leurs idées; s'abandonnant à l'enivrement du succès comme à l'entraînement de la force, ils n'avaient rien cru impossible à leur esprit d'initiative, et s'étaient engagés de ce fait dans une voie au bout de laquelle ils pouvaient rencontrer de sérieux mécomptes. Les signes

d'embarras ou d'inquiétude que présentait leur pays au début de la guerre n'étaient sans doute pas assez accentués pour qu'elle ait eu pour origine, ainsi qu'on l'a parfois avancé, le besoin de sortir d'une situation inextricable et d'éviter une faillite imminente. Mais on pouvait se demander sans trop se hasarder si, en développant hors de toute mesure avec sa force intérieure ses facultés d'expansion, l'Allemagne ne s'exposait pas à succomber un jour à l'excès de ses entreprises.

LES RÉSULTATS DE L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

Quels que dussent être ses risques d'avenir, l'évolution par laquelle elle avait passé depuis 1870 apparaissait en 1914 comme assez avancée pour que les résultats en ressortissent avec netteté. La transformation qu'elle avait subie pouvait se résumer d'un mot. Au moment de son unification, elle était encore un pays en majorité agricole ; après quarante-quatre années d'empire, elle appartenait au contraire au type des États industriels : de là une série de conséquences géographiques et sociales de nature à profondément modifier sa physionomie primitive.

L'importance qu'y avaient prise l'industrie et le commerce s'était d'abord marquée par le changement de proportion des divers éléments qui composaient sa population. Ces modifications, toujours difficiles à saisir avec exactitude, se dégagent, pour

une période de vingt-cinq années, des trois recensements par professions que le Gouvernement impérial avait fait exécuter en 1882, 1895 et 1907. La classe agricole comptait en 1882 19,2 millions d'unités, soit le 43 °/₀ du nombre total des habitants ; en 1907, 17,7 millions seulement, soit le 29 °/₀. Son importance numérique avait donc diminué de plus de 1 million, et sa proportion à l'ensemble d'un quart. Tout opposée avait été l'évolution des classes adonnées à l'industrie et au commerce ; pendant la même période, leur effectif s'était élevé de 20,6 à 34,7 millions de personnes, représentant le 56,3 °/₀ au lieu du 45 °/₀ de la population totale. — Une autre statistique, plus sommaire, mais plus récente, établie lors des dernières élections au Reichstag (1912), permet d'évaluer en gros la proportion actuelle de ces deux éléments sociaux. Sur 397 circonscriptions, 116 étaient agrariennes, 206 industrielles et 75 mixtes, ce qui revient à dire qu'il y a maintenant en Allemagne deux fois moins de cultivateurs que d'ouvriers et d'employés de commerce.

Une autre transformation sociale, qui devait avoir une portée morale et politique, s'était dessinée à l'intérieur même de la classe industrielle ; elle apparaissait encore comme une conséquence forcée de ce mouvement de concentration qui caractérisait le développement économique de toute l'Allemagne. Tandis que les petits établissements (occupant moins de 50 ouvriers) voyaient en vingt-cinq ans (1882-1907) leur personnel passer de 1,6 à 5,4 mil-

lions d'unités, en douze ans seulement (1895-1907) celui des grandes usines (occupant plus de 1.000 ouvriers) progressait de 653.000 à 3.100.000. Pendant cette dernière période, l'effectif total des salariés s'élevait de 7 millions à 10,2 millions, alors que les travailleurs indépendants établis pour leur compte ou à domicile (*selbstständig*) ne s'accroissaient que dans des proportions insignifiantes ou disparaissaient même dans certaines industries. Or les premiers, enrégimentés à l'usine comme à la caserne, enfermés dans des cadres rigides, réduits au rôle de machines animées, perdaient peu à peu toute personnalité ; les seconds représentaient le travail libre et par suite le sentiment d'individualisme qu'il contribue à développer. Les progrès de la grande industrie aboutissaient donc en dernière analyse à renforcer au sein des masses cet esprit de discipline et de caporalisme qu'elles devaient déjà à leur éducation militaire.

*
* *

Ils entraînaient en même temps d'autres conséquences d'ordre géographique. Avec la proportion numérique entre les différentes classes, ils modifiaient l'importance relative des diverses régions ; ils avaient favorisé le Nord aux dépens du Sud, dans le Nord même l'Ouest aux dépens de l'Est, et pour l'ensemble du territoire, les villes aux dépens des campagnes.

L'activité industrielle s'est en effet manifestée sous des formes diverses dans les diverses régions qui composent l'Empire allemand. Par la pauvreté de leur sous-sol et le relief de leur sol, celles qui sont situées au Sud du Mein semblent désavantagées par rapport aux autres. D'une part, elles souffrent d'une pauvreté en combustibles minéraux, à laquelle n'ont pu encore remédier leurs tentatives d'utilisation des forces hydrauliques. D'autre part, le prix de revient de ceux qu'elles doivent faire venir du Nord se trouve lourdement grevé par des frais de transport considérables, leur relief accidenté se prêtant mal à la facilité des échanges. Dans ces conditions, les habitants, forcés de suppléer par leur ingéniosité à la défaveur de leur position, se sont adonnés surtout aux industries fines, où l'abondance de la force motrice a moins d'importance que l'invention et le travail individuels, et où l'on demande aux ouvriers moins d'être nombreux que de se montrer habiles. Ils se sont groupés à cet effet en usines moyennes ou en petites agglomérations dont le type se trouve dans les vallées du Wurtemberg. — Dans le Nord au contraire, où abondent la houille et le fer, se sont établies les grandes entreprises extractives et métallurgiques qui, ayant besoin de beaucoup de matières premières, emploient beaucoup de bras, attirent et fixent un nombreux personnel et aboutissent à la formation de colossales usines comme la maison Krupp. En un mot l'industrie, s'étant développée

dans le Nord sous la forme quantitative tandis qu'elle prenait dans le Sud la forme qualitative, y a provoqué un afflux constant de population.

La même opposition se retrouve, un peu moins accentuée, entre les deux groupes de territoires que sépare le cours de l'Elbe. Celui de l'Est, désigné dans la presse rhénane par le vocable un peu péjoratif d'*Ost-Elbierthum,* est resté la citadelle du parti agrarien ; à part quelques districts miniers de la Silésie méridionale, il ne comprend guère que des provinces rurales, Prusse, Poméranie, Schleswig, Brandebourg, Posnanie, Silésie. — Hérissé au contraire de cheminées d'usines, le groupe de l'Ouest présente, notamment en Saxe et autour de Dusseldorf, tous les caractères d'une véritable surindustrialisation, entraînant un mouvement correspondant de surpeuplement. Sur les 352.000 mineurs employés en 1911 dans le district minier rhénan-westphalien, 129.000 venaient des provinces de l'Est et 27.000, dont 18.000 Autrichiens, des pays étrangers. Cette immigration intérieure contribuait à modifier sans cesse, au bénéfice de l'Allemagne Occidentale, l'équilibre démographique de l'Empire.

Ce lent déplacement des populations peut se traduire, d'ailleurs, par quelques chiffres propres à en faire ressortir l'importance et les effets. Sur une moyenne de 1.000 Allemands, 258 habitaient en 1871 les pays situés au Sud du Mein (Bavière, Wurtemberg, Bade, Hesse, Alsace-Lorraine,

Hohenzollern) : cette proportion était tombée à 205 au recensement de 1910. 332 représentaient au début les populations à l'Est de l'Elbe (moins la capitale) : leur nombre était descendu à 287 quarante-quatre ans plus tard. Enfin la part de l'Allemagne Occidentale montait pendant la même période de 390 à 467 unités, celle de Berlin s'élevant, pour des raisons surtout politiques, de 21 à 30. De ces chiffres se dégage avec évidence cette conclusion que l'importance relative de la Prusse n'avait fait que s'accroître dans l'Empire par l'effet mécanique du développement de la population, et que les lois de l'évolution économique de l'Allemagne concouraient au même résultat que les directions de sa politique intérieure.

Le développement de la grande industrie devait avoir enfin pour dernier effet, comme dans tous les pays où il s'est produit, cette concentration urbaine qui a été générale en Europe au cours du dix-neuvième siècle, mais qui semble s'être accomplie avec plus de rapidité en Allemagne que partout ailleurs. C'est en effet dans les villes que s'établissent d'ordinaire les usines les plus importantes pour être à portée des grandes voies de communication ou en mesure de trouver sur place un personnel ouvrier abondant ; et celles mêmes qui se fondent en dehors ne tardent pas, en se développant, à donner naissance à des cités nouvelles. Ce phénomène que les économistes allemands ont appelé la « course vers les villes » (*der*

Zug nach die Städte) s'est accéléré au cours des dernières années au point de retourner complètement la proportion primitive entre l'élément rural et l'élément urbain. Le premier qui représentait en 1871 les deux tiers de l'ensemble n'en représente actuellement que le tiers. Le second a donc entièrement absorbé le surplus de population qu'une longue période de paix avait procuré à l'Allemagne.

La répartition semble en avoir obéi aux mêmes lois qui gouvernaient toute l'évolution économique. Parmi les villes (la statistique allemande donne ce titre à toutes les localités de plus de 2.000 habitants), ce ne sont pas les petites ni même les moyennes, mais les grandes dont l'accroissement a été extraordinairement rapide et presque foudroyant. La population réunie des trois principales capitales allemandes (Berlin, Munich, Dresde) et des trois grandes cités prussiennes (Hambourg, Breslau, Cologne) comptait, en 1871, 1.814.000 âmes; ce total était monté au recensement de 1910 à 5.175.000; encore ne comprend-il pas la banlieue de Berlin, presque aussi peuplée que la commune elle-même. — Les agglomérations de plus de 100.000 habitants n'étaient, en 1871, qu'au nombre de 8, renfermant 2.032.000 unités, soit le 5 °/₀ de la population totale; en 1910 elles n'étaient pas moins de 48 (contre 15 en France), peuplées de 13.810.000 âmes et représentant le 23 °/₀ de l'ensemble. Sur ce nombre, une dépassait le million,

6 le demi-million, 9 le quart de million. — Certaines régions dont le développement industriel a été particulièrement intense donnent l'impression d'un pullulement de centres urbains comme il n'en existe nulle part en Europe. C'est ainsi que le bassin houiller de la Ruhr (en y ajoutant Cologne) assemble, sur une superficie à peu près égale à celle des départements de Seine-et-Marne et de Seine-et-Oise réunis, dix villes de plus de 100.000 habitants et une de plus de 500.000. La province de Dusseldorf, qui en occupe le centre, présente une densité de 624 habitants par kilomètre carré, la plus élevée qui ait été constatée dans l'ancien continent sur une pareille étendue. Il y a là comme un phénomène de congestion démographique qui n'est pas sans causer quelques alarmes aux économistes ou aux moralistes, et dont on ne trouverait l'équivalent que dans certains districts des États-Unis. En ce sens encore, l'Allemagne moderne semble s'être américanisée en se développant.

LES AVANTAGES DE L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

A-t-elle surtout gagné ou perdu à la métamorphose qu'elle a subie? Telle est la principale question qu'en suggère aussitôt l'exposé. Ce sont les avantages qu'elle en a retirés qui semblent les plus apparents. Ils peuvent se ramener à deux : les progrès de son industrie l'ont rendue à la fois plus homogène et plus riche.

Ils ont d'abord contribué puissamment, quoique indirectement, à renforcer son unité morale, assez précaire lors de la fondation de l'Empire, par les changements qu'ils ont apportés dans le genre de vie de ses habitants. A l'époque agricole, ceux-ci restaient volontiers fixés au sol dont ils tiraient toute leur subsistance, et auquel les tenaient rattachés les liens de la propriété, ceux du travail, ou la difficulté de trouver dans d'autres régions des bénéfices assez supérieurs pour justifier un déplacement. Ils vivaient ainsi dans des milieux fermés et comme en vase clos, sans pénétration réciproque entre voisins, s'ignoraient d'une région à l'autre et gardaient, avec leur esprit de localité, les instincts de particularisme qu'avaient développés en eux des siècles de divisions politiques — Il en a été autrement du jour où l'industrialisation de l'Allemagne en a rendu la population plus instable. En devenant ouvriers, les paysans ont perdu cet amour de la terre qui faisait leur immobilité, et se sont laissé entraîner par l'appât du gain à quitter sans peine leur pays d'origine, pour se déplacer sans cesse, selon les fluctuations du marché, vers les centres qui leur offraient des salaires plus rémunérateurs. Il s'est établi ainsi entre les différentes régions un courant de circulation continu, dont peuvent donner une idée certaines statistiques exprimant, pour chacune des provinces prussiennes, la proportion des habitants qui n'en sont pas originaires. En vingt années (1880-1900), cette

proportion s'est élevée en moyenne de 10 à 20 °/₀ du total ; elle a même atteint le taux normal de 50 à 60 °/₀ dans les villes hanséatiques, dont l'activité commerciale provoque un afflux constant d'éléments étrangers. Ce mouvement d'échanges permanent a mêlé les diverses populations de l'Empire, leur a appris à se connaître, leur a fait oublier peu à peu leurs antipathies locales pour prendre une conscience commune. C'est par là que s'explique en grande partie la disparition, au cours de la guerre actuelle, des tendances particularistes que le sentiment du danger national n'avait pas suffi à étouffer pendant la guerre de 1870.

*
* *

Cet avantage, si appréciable qu'il soit, n'est pourtant pas le plus important que l'Allemagne moderne ait retiré de sa transformation ; elle lui a dû surtout de devenir plus riche. Constater ce résultat semble au premier abord énoncer un truisme, car un grand pays, de même qu'un particulier, ne peut en quelques années doubler à la fois ses facultés de travail, son activité de production et son chiffre d'affaires, sans augmenter en même temps, et par une conséquence forcée, le montant de sa fortune. Cette vérité d'évidence a pourtant trouvé en France des contradicteurs, peut-être parce qu'elle avait été compromise par des exagérations en sens contraire. Les uns n'ont voulu voir

dans la prospérité extérieure du nouvel Empire qu'un simple *bluff* ou une création artificielle, destinée à succomber à la première crise un peu prolongée. Ils ont été détrompés par la résistance économique qu'ils lui voient opposer à une guerre dont la longueur dépasse toutes les prévisions. D'autres s'autorisent de ce que les capitaux allemands, pour la plupart engagés dans l'industrie, sont difficilement mobilisables, pour leur refuser ce caractère de richesse acquise qui seul en assurerait la solidité. C'est là tirer d'un principe juste des conclusions un peu aventurées, car certains signes extérieurs dont on ne peut méconnaître la valeur semblent trahir l'existence en Allemagne de réserves toujours croissantes : l'augmentation du nombre des rentiers ou des retraités (7,1 millions en 1882, 11,3 millions en 1907); celle du chiffre des dépôts de caisses d'épargne (5.687 millions en 1886, 16 1/2 milliards en 1911), enfin le montant des valeurs étrangères achetées en Allemagne (16 milliards en 1906) ou des capitaux allemands engagés dans des entreprises industrielles à l'étranger (16 à 17 milliards). En fait, rien n'est plus délicat, et à certains égards plus chimérique, que de vouloir évaluer avec précision la fortune privée d'un peuple et surtout la comparer avec celle de ses voisins. Il n'existe en effet aucun appareil enregistreur assez rigoureux pour la mesurer sans erreur, et surtout assez uniforme pour trouver partout son emploi. On ne peut que se borner à dégager les données

du problème, en s'attachant à fournir sur chacune d'elles des indications qui serrent d'aussi près que possible la réalité.

Trois éléments sont à considérer dans l'estimation de la richesse privée d'un pays : la valeur en capital qu'elle représente, les revenus annuels qu'elle produit et enfin les disponibilités que laissent ces revenus, et qui se transforment ensuite en épargnes quand on en a déduit les dépenses obligatoires de l'existence courante.

La fortune en capital de l'Allemagne a été l'objet, dans ce pays même, des appréciations les plus divergentes, puisqu'elle a été successivement estimée à 350 milliards par Steinmann-Bucher dès 1909, à 310 par le Dr Helfferich en 1913, à 270 par le professeur Ballod en 1912, à 230 par un économiste renommé, le Dr Riesser, en 1909. L'écart même de ces chiffres montre avec évidence à quel point les deux premiers ont dû être exagérés. En publiant les siens, Steinmann-Bucher se proposait d'ailleurs, comme il l'avoue lui-même dans la préface de la brochure où il les présentait à ses compatriotes, de leur inspirer une confiance qui leur manquait encore en leurs forces financières et de les préparer en même temps au nouvel effort fiscal qu'allait leur demander le Gouvernement allemand. Quant aux conclusions du Dr Helfferich, elles semblent également influencées par le souci politique de présenter à l'Europe un tableau aussi favorable que possible de l'activité allemande sous le règne de Guillaume II.

Elles manquent d'ailleurs de rigueur, puisqu'elles représentent une moyenne assez arbitrairement fixée en deux modès de calcul fort différents ; et elles ne sont à retenir que pour établir les bases de la note à payer par l'Allemagne après la guerre. Si le ministre des Finances est tenté de contester ces données comme supérieures aux ressources réelles de son pays, il sera facile de lui opposer son propre témoignage.

Il faut chercher, pour se rapprocher de la vérité, des évaluations plus précises par leur méthode et moins intéressées par leur objet. A ce double point de vue, la plus sûre à laquelle on puisse se rapporter semble être celle qu'un haut fonctionnaire impérial, le conseiller de Gouvernement Rudolf Martin, publiait dans les *Grenzboten* de 1908, à une époque où l'impartialité de son jugement ne risquait d'être faussée ni par une loi fiscale à préparer, ni par un anniversaire souverain à célébrer. Comme base de ses calculs, l'auteur s'en tenait très sagement aux résultats de l'impôt sur le capital (*Ergänzungssteuer*) qui existe en Prusse et qui représente le seul inventaire méthodique et officiel de la fortune nationale. Cet impôt portait en 1908 sur un capital de 90 milliards, auxquels M. Martin en ajoutait 10 pour représenter les lacunes intéressées des déclarations des contribuables, et 30 pour correspondre aux exemptions prévues par la loi en faveur des petits capitaux ou des biens des personnes morales. Il obtenait

ainsi un total de 130 milliards de marks. En 1911 (dernière année pour laquelle nous ayons des statistiques complètes), la base de l'impôt était de 104 milliards, que l'adjonction des divers suppléments précédemment indiqués et calculés d'après la même proportion faisait monter à 148 milliards. Il ne restait plus, pour tirer de ces données une conclusion applicable à toute l'Allemagne, qu'à les multiplier par le coefficient qui exprimait le rapport de la population prussienne à celle de l'Empire tout entier. On arrivait ainsi à un chiffre rond de 240 milliards, équivalent à 300 milliards de francs.

Il semble assez malaisé d'en tirer une comparaison avec la France, où la plupart des évaluations reposent sur une base toute différente, celle de l'annuité successorale, et aboutissent à des résultats manifestement inférieurs à la réalité. En 1908, M. E. Théry, qui avait pour la première fois tenté un dénombrement par catégories des divers éléments de la fortune française, obtenait un total de 287 milliards de francs, que son accroissement normal devait porter à 300, trois années plus tard (1911) [1]. Sans prétendre à une précision impossible en pareille matière, on ne se hasarde donc pas trop en avançant que, peu de temps avant la guerre, la fortune de l'Allemagne et celle de la France étaient

(1) De tous récents calculs publiés par un autre statisticien, M. René Dupin, donnent également pour la même année un chiffre tout voisin : 285 milliards.

à peu près égales et se chiffraient par 300 milliards; ou, en prenant la moyenne par tête d'habitant, que les Allemands étaient d'un tiers moins riches que les Français, puisqu'ils étaient d'un tiers plus nombreux.

Ils retrouvaient par contre l'avantage si l'on considérait, non plus leurs capitaux, mais leurs revenus : la surabondance et l'activité de leur population ouvrière représentent en effet pour eux la plus féconde des sources de bénéfices ; et d'un autre côté leurs revenus sont le plus souvent employés en valeurs industrielles, plus rémunératrices que les fonds d'État. Là encore il semble imprudent de citer des chiffres précis, et la plupart des économistes s'en sont abstenus. Cette difficulté n'a pourtant pas arrêté le D[r] Helfferich qui, en s'appuyant sur les données fournies par l'impôt sur le revenu prussien, et en leur faisant subir les majorations d'usage, indique pour toute l'Allemagne un total général de 43 milliards de marks. Comme, en cherchant les chiffres correspondants pour la France, il ne trouve que celui de 20 milliards (25 milliards de francs) donné il y a quelques années déjà par M. Leroy-Beaulieu, il en conclut un peu à la légère que son pays, contrairement à l'opinion commune, s'enrichit deux fois plus vite que le pays voisin. L'exagération de cette conclusion montre le vice du raisonnement et l'inconvénient de vouloir comparer deux quantités avant d'avoir trouvé préalablement leur commune me-

sure. Des calculs plus méthodiques et plus serrés, établis à propos du grand impôt de guerre de 1913, faisaient ressortir les revenus de l'Allemagne comme supérieurs d'un cinquième environ à ceux de la France, les uns et les autres se chiffrant respectivement par des maximums de 35 milliards et de 28 milliards de marks. Il est probable que cette solution, adoptée et reproduite par des économistes italiens au cours de la guerre actuelle, est à la fois la plus raisonnable et la plus voisine de la vérité.

Cette supériorité des revenus allemands semble d'ailleurs devoir s'atténuer, sans qu'on puisse préciser toutefois dans quelle mesure, si l'on recherche quelle part des bénéfices réalisés est retenue chaque année, après paiement de toutes les dépenses nécessaires, pour être convertie en épargnes. L'Allemagne dépense plus que sa voisine parce que ses habitants, plus prolifiques, y ont de plus nombreuses familles à entretenir et que, d'autre part, ses collectivités s'y montrent plus prodigues pour le fonctionnement des services publics. Quant au montant exact des sommes qu'elle peut ainsi mettre chaque année de côté, il a été l'objet d'évaluations qui varient de 3 jusqu'à 10 milliards, ce qui est assez dire leur caractère approximatif. Dans cette incertitude, le plus sage semble être de s'en tenir aux données, déjà utilisées précédemment, de l'impôt sur le capital prussien. Il portait, comme on l'a vu, sur une somme de 90 milliards de marks en

1908, et de 104 en 1911 ; c'est entre ces deux dates, une augmentation annuelle de 4.135 millions pour la Prusse, soit de 6.740 ou de 8 milliards de francs pour l'Empire.

Lorsque l'impôt a fonctionné pour la première fois en 1896, l'inventaire de la richesse nécessité par son établissement accusait un capital de 63 milliards, qui devait s'accroître de 40 °/₀ en quinze ans, alors que, durant la même période, la population prussienne ne s'augmentait que de 20 °/₀. Pendant les dernières années, la fortune de l'Allemagne a donc progressé deux fois plus vite que le nombre de ses habitants, et c'est là la principale conclusion à retenir des chiffres souvent contradictoires qui en expriment le montant. Au lendemain de 1870, elle passait pour un pays dont les vertus militaires et les promesses d'avenir formaient la seule richesse. En 1914, elle représentait par son industrie une grande puissance économique et elle était en voie de devenir par ses capitaux une grande puissance financière.

LES INCONVÉNIENTS DE L'EVOLUTION ÉCONOMIQUE

Ces brillants résultats avaient été toutefois acquis trop promptement pour ne pas être rachetés par les inconvénients communs à toutes les œuvres humaines accomplies sans le secours du temps : fai-

blesses souvent relevées, en Allemagne aussi bien qu'en France, et qu'il n'est pas inutile de signaler en terminant.

Au point de vue économique, l'Allemagne ne s'était enrichie qu'en débordant au delà de ses frontières pour se mêler chaque jour plus intimement, par le jeu de l'importation et de l'exportation, au mouvement mondial. C'était là l'origine et en même temps le danger de sa prospérité croissante. Elle est devenue d'autant plus vulnérable qu'elle s'est montrée plus envahissante et, en développant le réseau de ses intérêts extérieurs, elle a augmenté dans la même proportion l'étendue de ses risques; elle s'est imposée aux pays étrangers, mais, par un retour fatal, elle est tombée à leur égard dans un état de dépendance que font ressortir quelques chiffres significatifs.

En 1913, elle consacrait plus du tiers de ses revenus (10 milliards de marks) en achats au dehors. D'après une statistique semi-officielle, le cinquième environ de sa population (plus de 12 millions d'habitants) vit entièrement du commerce extérieur sous ses diverses formes et se trouverait sans moyens d'existence si ce trafic venait à s'arrêter. De cette solidarité d'intérêts avec des pays dont elle était autrefois indépendante, il résulte qu'elle ressent bien plus vivement qu'auparavant les contre-coups des grands événements économiques qui se déroulent parfois très loin de ses confins : sa prospérité peut se trouver affectée par

des insuffisances de récolte en Australie comme par des grèves en Angleterre, par des tempêtes de bourse aux États-Unis comme par des épidémies dans les régions tropicales.

Les inconvénients de cette dépendance apparaissent avec une netteté plus grande encore, si l'on examine séparément les deux courants d'importations et d'exportations qui la caractérisent. Tout d'abord, l'Allemagne doit faire venir du dehors, faute de les produire en quantités suffisantes, une grande partie des matières premières nécessaires à son industrie ou des denrées indispensables à son alimentation. Les statistiques de 1912 font ressortir la lourdeur croissante de ce tribut payé à l'étranger. On y voyait figurer : dans la catégorie des objets de consommation, un peu plus d'un milliard pour les céréales, 188 millions pour les œufs, 148 pour les fruits, 118 pour le beurre, 103 pour le riz, 62 pour les vins, 134 pour le tabac; dans celle des spécialités étrangères, 664 pour le coton, 421 pour les articles de droguerie, 219 pour le café, 193 pour les soies, 146 pour le caoutchouc, 69 pour le pétrole; dans celle des matières premières, 672 pour les peaux, 511 pour les laines, 325 pour les bois de construction, 346 pour le cuivre; et enfin, comme les richesses naturelles du pays commençaient à être dépassées par les besoins de sa production, 238 pour les minerais de fer et 193 pour les houilles. On devine quelle servitude représentait pour l'Allemagne l'obligation

de se trouver à la merci d'autrui pour des fournitures aussi considérables.

Le problème de ses exportations n'était pas pour elle moins compliqué, puisqu'elle était forcée de les développer toujours davantage pour occuper le surcroît de sa population ouvrière. Il y a maintenant entre l'activité de ses usines et les conditions des marchés extérieurs un rapport de cause à effet tellement étroit que l'une enregistre et exagère, comme un instrument de précision trop sensible, les moindres oscillations des autres. Un relèvement d'un centime sur un tarif étranger peut se traduire par une réduction d'un mark sur les salaires de certaines industries; la fermeture d'un marché exotique amènerait la ruine complète de certains villages de la Saxe qui vivent uniquement de certaines spécialités d'exportation. L'Allemagne avait réussi jusqu'ici à surmonter ces difficultés en inondant certains pays de ses marchandises; le moment devait venir où ils en seraient tellement saturés qu'ils ne pourraient plus en absorber et chercheraient même à en limiter la diffusion.

Suivant qu'elle était le fait des États ou des particuliers, cette réaction de l'étranger sur l'Allemagne se produisait sous la double forme des restrictions douanières, qui commençaient à se multiplier au cours des dernières années, ou de la concurrence économique, destinée à devenir la grosse difficulté de l'avenir.

On sait quelle force ont prise depuis un quart de

siècle les courants protectionnistes dans la plupart des grands États. Ils se sont manifestés aux États-Unis par le vote de taxes presque prohibitives pour certains articles, en France par le tarif de 1910, qui a aggravé celui de 1892, en Portugal, en Hollande et en Suède par de sensibles relèvements de droits (1911), en Angleterre par le projet, trop souvent agité pour n'être pas un jour réalisé, d'union douanière entre la Métropole et les colonies. Dans les comptes rendus annuels qui représentaient les cahiers de leurs doléances, les membres des chambres de commerce allemandes ne cessaient d'exprimer leurs inquiétudes au sujet de ces « murs douaniers » qu'ils voyaient peu à peu s'élever autour de leur pays, et qui menaçaient de fermer l'un après l'autre les divers domaines ouverts jusqu'alors à leur activité.

Habiles à tourner par des procédés artificiels les prohibitions douanières, ils se trouvaient impuissants à l'égard d'un autre péril qui tenait au jeu même des forces de travail en présence dans le monde. Le développement ou le réveil économique de plusieurs nations étrangères aggravait chaque jour les conditions de concurrence contre lesquelles ils avaient à lutter. En Europe, le marché britannique, un instant envahi par leurs produits, semblait se ressaisir et se fermer à certaines spécialités qui y avaient trouvé longtemps un débit courant. Dans le Nouveau Monde, l'industrie des États-Unis commençait à déborder sur l'Amérique

du Sud. Dans l'Extrême-Orient, le Japon se signalait chaque jour par de nouveaux progrès économique et devenait à son tour un centre puissant de production. Il fallait enfin prévoir le cas où la découverte de nouveaux gisements de houille, l'utilisation des forces hydrauliques, l'éducation de la main-d'œuvre indigène mettraient d'autres pays d'outre-mer en situation de devenir producteurs à leur tour, et d'expédier des marchandises en Europe au lieu d'en recevoir. Sans le vouloir, l'Allemagne contribuait d'ailleurs à préparer cette évolution, puisqu'à l'exportation des objets fabriqués, elle ajoutait, comme principale spécialité, celle des machines nécessaires pour les confectionner; elle fournissait ainsi à ses clients le moyen de se passer d'elle plus tard. Au milieu même de ses prospérités commerciales, il n'était donc pas impossible de prévoir pour elle, quoique à une échéance assez éloignée, une crise économique analogue à celle dont avait souffert l'Angleterre au lendemain des guerres napoléoniennes, en présence de pays auxquels le blocus continental avait appris à se suffire à eux-mêmes.

Ces prévisions pessimistes ne s'appliquaient d'ailleurs qu'à l'hypothèse favorable d'une paix prolongée. Mais que devait-il advenir de l'Allemagne si elle se voyait par une guerre générale coupée de ses communications avec ses marchés d'exportation et réduite à l'isolement économique? Cette question ne pourra être considérée comme

résolue qu'avec la fin des hostilités, et les réponses qui y sont données maintenant paraissent forcément suspectes, comme prématurées ou intéressées. Il n'en est que plus curieux de rechercher comment elle était envisagée par les esprits avant de se poser dans les faits. La gravité semblait en avoir échappé à l'opinion commune, persuadée sans doute qu'une guerre européenne serait courte et que la neutralité de l'Angleterre maintiendrait ouvertes les routes de la mer. Quelques publicistes, plus clairvoyants que leurs compatriotes, avaient néanmoins poussé un cri d'alarme et appelé leur attention sur les dangers de leur optimisme. Dans un ouvrage où il étudiait précisément les conséquences pour l'Allemagne de son expansion mondiale (1) l'un d'eux, le Dr Arndt, rappelait d'abord comment, d'après l'exposé des motifs du programme naval présenté au Reichstag en 1900, un blocus maritime suivi devait, *même si sa durée ne dépassait pas un an,* anéantir pour de longues années la navigation commerciale allemande. Après avoir reproduit cette sinistre prédiction d'un document officiel, l'auteur poursuivait en ces termes : « Si le blocus devait se prolonger quelque temps, il en résulterait un désastre économique dont l'étendue dépasse l'imagination. Que ferait notre industrie, si elle était privée de ses plus importantes matières premières, et si l'exportation de ses produits lui était interdite?

(1) P. Arndt, *Deutschlands Stellung in der Weltwirtschaft,* p. 85.

D'innombrables usines devraient se fermer et des millions d'ouvriers être congédiés. On a établi plus haut qu'un cinquième environ de la population allemande vit du commerce extérieur. Une crise économique d'une horreur sans précédents régnerait dans tout le pays. L'économie publique de l'Allemagne est unie à celle du reste du monde par des liens si forts et si nombreux que les couper serait véritablement lui ouvrir les veines. » Il semble qu'il n'y ait rien à ajouter à ce témoignage déjà ancien et par suite désintéressé.

*
* *

Dangers de crise en temps de paix et de catastrophe en temps de guerre, tels étaient donc les risques qui résultaient pour l'Allemagne nouvelle de son industrialisation. Les conséquences morales de sa transformation matérielle, moins visibles peut-être, n'étaient pas moins profondes, car la manière de vivre d'un peuple conditionne et détermine sa façon de penser. En s'enrichissant, elle avait pris quelques-uns des travers communs aux sociétés trop exclusivement vouées au culte de leurs intérêts : l'abaissement des idées, la recherche de la jouissance immédiate, la diminution de l'élévation privée coïncidant avec l'accroissement de la puissance publique, la grossièreté des goûts s'ajoutant au raffinement des prétentions, l'habitude de ramener toutes les valeurs morales à des questions

matérielles et de préférer en toute chose la quantité à la qualité, enfin et surtout l'affaiblissement de cette précieuse vertu démographique à laquelle elle devait une grande part de ses succès économiques : sa fécondité semblait décroître dans la mesure où sa fortune se multipliait.

Il semble à première vue difficile de formuler cette constatation sans s'exposer au reproche de paradoxe, puisque l'Allemagne passe encore pour l'un des pays les plus prolifiques de l'Europe et que sa population s'augmente régulièrement de 800.000 unités. Sa supériorité n'est pourtant évidente que par rapport à la France et sa situation apparaît comme beaucoup moins brillante par comparaison avec les autres nations. Sa natalité est largement dépassée maintenant, non seulement en Russie et dans les États balkaniques, dont la légendaire fécondité ne s'est pas démentie, mais encore en Autriche-Hongrie et même dans les pays latins, comme l'Italie, l'Espagne, le Portugal et la Roumanie. — Considérées dans le passé, les données de l'évolution démographique allemande se présentent comme suit :

PÉRIODES décennales ou années	NAISSANCES		DÉCÈS		EXCÉDENT DES NAISSANCES	
	Moyenne annuelle	Proportion p. 1000	Moyenne annuelle	Proportion p. 1000	Moyenne annuelle	Proportion p. 1000
1871-1880	1.744.000	40,7	1.232.000	28,8	512.000	11,9
1881-1890	1.798.000	38,2	1.247.000	26,5	551.000	11,7
1891-1900	1.964.000	37,3	1.233.000	23,5	731.000	13,9
1901-1910	2.061.000	33,9	1.195.000	19,7	866.000	14,3
Année 1910. . . .	1.982.000	30,7	1.103.000	17,1	879.000	13,6
Année 1911. . . .	1.927.000	29,5	1.187.000	18,2	740.000	11,3
Année 1912. . . .	1.925.000	29,1	1.085.000	16,4	840.000	12,7
Année 1913. . . .	1.894.000	»	1.060.000	»	834.000	»

Un coup d'œil jeté sur ce tableau montre d'abord que, si l'excédent moyen annuel des naissances sur les décès a augmenté d'un tiers depuis 1871, il a subi un notable fléchissement au cours des trois dernières années. Cette diminution ne peut être attribuée à l'accroissement des décès, devenus moins nombreux, grâce aux progrès du bien-être et de l'hygiène, à mesure qu'augmentait la population totale. Le chiffre brut n'en a cessé de décroître et le coefficient s'en est abaissé de près de moitié depuis la fondation de l'Empire. C'est donc par le mouvement des naissances qu'il faut expliquer ces premières manifestations de décadence démographique. Celles de 1911, 1912 et 1913 étaient en recul sensible, non seulement sur la période décennale immédiatement antérieure, mais même sur les années précédentes, et il faut remonter jusqu'en 1892 pour retrouver des chiffres aussi bas que ceux de 1912. En fait, la courbe de la natalité, c'est-à-

dire de la proportion des naissances par 1.000 habitants, n'a cessé de baisser depuis 1870, et s'est même inclinée assez rapidement au cours des dernières années pour qu'on puisse prévoir le moment où elle rejoindra celle de la natalité française, qui descend plus lentement, étant partie de moins haut. Autant qu'on peut le prévoir, pendant longtemps encore l'Allemagne conservera sur notre pays l'énorme supériorité numérique qu'elle doit à l'avance acquise durant le dernier demi-siècle. Au moins cessera-t-elle de l'accroître et la verra-t-elle même peut-être diminuer. Les premiers symptômes de stérilité qu'elle présente à cet égard ne sont pas sans alarmer ses hommes d'État.

Au moment même où elle pouvait concevoir de légitimes inquiétudes sur sa principale source de vitalité naturelle, elle risquait de se laisser entraîner par une altération correspondante de l'esprit public à vouloir abuser des forces qui lui restaient. C'est ici que son histoire économique semble rejoindre son histoire politique et que l'exposé de son développement industriel apparaît comme la préface obligée du récit des événements actuels. Les intérêts matériels se montrent d'ordinaire plus pacifiques que les passions nationales, parce qu'ils redoutent dans la guerre un arrêt de leur développement. Mais il peut se présenter au contraire des situations où ils deviennent plus intraitables, parce que celles-ci se laissent souvent tromper par des satisfactions d'amour-propre, tandis que ceux-là

ne se contentent que de réalités. Tel devait être le cas pour l'Allemagne moderne, dont le système économique reposait sur l'expansion extérieure, qui voyait dans l'accroissement constant de ses exportations une condition d'existence et dans la conquête de marchés étrangers une nécessité de son développement. Elle était condamnée à devenir envahissante par le seul fait qu'elle devenait prospère ; l'âpreté de ses convoitises commerciales servait, tantôt à dissimuler et tantôt à exalter les sentiments qui avaient jusqu'alors inspiré sa politique extérieure.

En 1894 déjà, ce n'était pas une simple coïncidence qui avait fait concorder le début de son essor industriel avec la fondation de la Ligue pangermaniste. Mais c'est à partir de 1900, c'est-à-dire du moment où son système économique se développe dans sa plénitude, qu'elle semble oublier les conseils de modération laissés par Bismarck pour pratiquer la *Weltpolitik,* c'est-à-dire pour chercher à répandre partout son influence, à se créer des intérêts dans les pays les plus lointains, sans tenir compte des situations acquises par d'autres nations avec lesquelles elle se préparait ainsi d'inévitables conflits. Son attitude dans les affaires du Maroc et dans les questions balkaniques, à laquelle remontent les origines lointaines de la guerre actuelle, n'a été que la première manifestation de cet état d'esprit.

Ces prétentions extérieures se fondaient sur deux

considérations principales, dont le besoin de débouchés commerciaux n'était que la plus apparente. Pour trouver à l'exportation germanique les possibilités d'expansion que semblaient lui refuser désormais les grands pays d'Europe et d'Amérique, il était sans doute nécessaire de lui assurer, par des annexions déguisées, des sphères d'influence où elle régnerait en maîtresse ; et elle ne pouvait les trouver que dans des régions mi-civilisées comme le Maroc ou la Mésopotamie, où la souveraineté politique était mal assise et mal définie, mais qui par là même se prêtaient aux compétitions des puissances européennes : de là pour l'Allemagne une source de frottements continuels et de conflits permanents avec ses concurrentes. — Là n'était pourtant pas pour elle l'objet principal de ses appétits territoriaux. Ils visaient par-dessus tout à assurer à son industrie la libre disposition des matières premières dont elle ressentait si cruellement la privation. Ce n'était pas sans amertume qu'elle se voyait contrainte de faire venir du dehors la presque totalité du coton nécessaire à ses filatures et la moitié des minerais de fer employés par sa métallurgie. Quelle obsession pour elle que la lourdeur de ce tribut annuel payé à l'étranger et dont le poids pouvait être même augmenté à leur gré ! Et quelle tentation que celle de vouloir corriger l'injustice de la nature à son endroit en enlevant à leurs détenteurs occasionnels les trésors naturels dont elle se croyait certaine de faire un

meilleur emploi! Au début de l'affaire d'Agadir, les cercles pangermanistes avaient commencé une active propagande pour l'annexion à l'Empire du Maroc Occidental, qu'ils supposaient recéler de précieuses et abondantes mines de fer. L'une des raisons dominantes qui leur faisaient désirer l'absorption économique de la Mésopotamie était l'espérance d'y trouver enfin le coton nécessaire à leurs manufactures. Quelles convoitises ardentes, quoique inavouées, n'a pas dû enfin éveiller dans leurs âmes le spectacle des trésors cachés que l'ingénieuse initiative de nos métallurgistes avait su découvrir à leurs frontières mêmes et mettre en exploitation dans le bassin de Briey!

Cette rapide esquisse de la transformation morale du peuple allemand permet, en terminant, de mesurer quelle part revient aux causes économiques dans la crise où il a brusquement précipité l'Europe. Son développement industriel n'a sans doute pas amené directement la guerre, mais il a puissamment contribué à créer l'état d'esprit qui devait la rendre probable, désirable, inévitable. Du jour où les Allemands se sont laissé envahir par le culte exclusif des intérêts matériels et où ils se sont aperçus que leurs ambitions étaient supérieures à leurs moyens, ils se sont empressés, avec la puissance d'illusion particulière à leur race, d'ériger leurs convoitises en principes et de s'imaginer que leurs revendications constituaient des droits. De ce que leur population

subissait un accroissement sans précédents, ils ont conclu qu'ils étouffaient dans leurs frontières et que rien ne pouvait légitimement les empêcher de déborder au dehors. Du jour où la guerre leur a semblé devoir leur apporter un moyen de résoudre, sous la forme d'avantages tangibles et d'annexions profitables, toutes leurs difficultés économiques, elle leur est apparue, non comme une aventure, mais comme une affaire dont les bénéfices dépasseraient de beaucoup les risques. — Loin de retenir l'Allemagne militaire dans une voie qui n'avait d'autre issue qu'une conflagration européenne, l'Allemagne industrielle s'y est également engagée, espérant y trouver la satisfaction définitive de ses intérêts. Elle a donc sa part de responsabilité dans une catastrophe qui menace d'anéantir, avec la grandeur et l'unité politique de l'Empire, les résultats économiques acquis au prix d'un demi-siècle de labeur ininterrompu et de vingt années de succès éclatants.

NANCY, IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT — JUIN 1916

PAGES D'HISTOIRE — 1914-1916

8e Série n

Les Chansons de la Guerre

Rondeau-Préface de HUGUES DELORME

LOUIS ALBIN — ANDRÉ ALEXANDRE — GEORGES ARNOULD — GEORGES BALTHA — JEAN BASTIA — DOMINIQUE BONNAUD — TH. BOTREL — LUCIEN BOYER — C.-A. CARPENTIER — HUGUES DELORME — JEAN DEYRMON — DUBUS — L.-A. DUTHU — P. FICHTER GUY-PERRON — VINCENT HYSPA — EUG. LEMERCIER — JEAN MADY — GEORGES MANOIR PAUL MARINIER — LÉON MICHEL — G. MONVOISIN — G. MORIN — OCTAVE PRADELS RAOUL PONCHON — XAVIER PRIVAS — CHARLES QUINEL — RIP — JEAN SAPEUR VALENTIN TARAULT — EDMOND TEULET — VICTOR TOURTAL — PAUL WEIL

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS | NANCY

5-7, RUE DES BEAUX-ARTS | RUE DES GLACIS, 18

109

Prix : 1 fr. 25

Les Chansons de la Guerre

Il a été tiré de ce volume cinquante-cinq exemplaires numérotés à la presse, dont :

5 sur papier du Japon (Nos 1 à 5);

50 sur papier de Hollande (Nos 6 à 55).

Série n

Les Chansons de la Guerre

Rondeau-Préface de HUGUES DELORME



LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS
5-7, RUE DES BEAUX-ARTS

NANCY
RUE DES GLACIS, 18

1916

RONDEAU-PRÉFACE

Quand sur le sol de notre douce France
Naitra la Paix, les verts lauriers au front,
Fêtant l'orgueil de cette délivrance,
Les chants d'amour par milliers la suivront...
En attendant l'heure auguste et bénie,
Braves rythmeurs de couplets, Chansonniers,
Hurlant de rage ou vibrant d'ironie,
A chaque exploit nouveau vous frissonniez ;
Et ceux du front comme ceux de l'arrière,
Jeunes et vieux, avec un même cœur,
Vous honorez d'une chanson guerrière
La Terre aimée et l'Idéal vainqueur...
Tel, animé d'un généreux délire,
Humble jadis, soudain hausse le ton,
Et, sans vouloir toucher la grande lyre,
Fait œuvre utile avec son mirliton...
Qu'elle ait poussé dans la sombre tranchée
Ou vu le jour aux coteaux montmartrois,
Notre chanson n'est pas effarouchée,
Et fait la nique aux préjugés étroits.

Son verbe franc pétarade et claironne
Sans s'arrêter aux mots trop délicats,
Car elle sait, depuis Pierre Cambronne,
Qu'un bref juron suffit en bien des cas.
Elle déferle en un fracas de houle,
Ou, clair ruisseau, murmure un gazouillis :
C'est Sambre-et-Meuse, *et puis c'est* Viens, Poupoule,
Refrain cocasse ou grave du pays.
Hymnes d'amour et de foi, cris de haine
Clamés bien haut ou fredonnés tout bas,
A vos accents chaque soldat s'entraîne
Pour le succès d'héroïques combats,
Et quand du sol de notre douce France
Naîtra la Paix, les verts lauriers au front,
Fêtant l'orgueil de cette délivrance,
Des chants encor, par milliers, la suivront.

Hugues Delorme.

Les Honneurs du Front

OU

BAIONNETTE AU CANON

Air : *Pan, pan, l'Arbi...,* Sonnerie
militaire et Chant des zouaves.

Pan, pan ! les gars,
Tirons bien, tirons dans l'tas !
On nous fait les honneurs du front
Pour leur taper dans l'macaron.
Allons-y fort, cré nom d'un nom !
Chargeons !... baïonnette au canon !
Nous avons les honneurs du front !

V'là trop longtemps que l'barbare Guillaume
Faisait l'crâneur sous sa moustache en l'air,
Et que d'sa bott', dont on sentait l'arome,
Il appuyait dur le talon de fer ;
V'là trop longtemps qu'il opprimait l'Alsace,
Mais un beau jour l'Europe a dit : « Assez ! »
Et pour le Droit, la Liberté, la Race,
Sur les Pruscos l'clairon nous a lancés !

Pan, pan ! les gars ! etc.

L'Kaiser ayant dégoûté tout le monde,
Nous avons eu tout d'suite de bons copains :
Russes, Anglais et Belges à la ronde
Sont avec nous pour lui coller des « pains ».
Tous les poilus ont mis dans leur caboche
Qu'c'était l'moment ou jamais d'en finir,
Et qu'il fallait avoir raison du Boche
Pour assurer la paix de l'avenir.

Pan, pan ! les gars ! etc.

Zut à la mort et narguons la souffrance !
Suivons le rude exemple des aïeux,
Et remplissons pour notre mère France
Le grand Devoir comme l'ont fait nos vieux.
Ceux de l'an Quatorze écrivent de l'Histoire
Aux nobles plis des drapeaux triomphants,
Et de leur sang ils signeront la gloire
De la Patrie et de leurs régiments.

Pan, pan ! les gars ! etc.

Louis Albin,
Ancien du 3e zouaves. — 1870.

(*Bulletin des Armées*, 10 décembre 1915.)

Boche à la Mode

Air : *Ah! vous dirai-je, maman!...*

Les bell's dames de Munich
Ont des nouvell's mod's très chic :
Leur corsage est bleu de Prusse
Avec par'ments couleur puce
Et boutons « poux de landwehr »,
Lesquels ont vraiment grand air.

Pour économiser l'drap,
Leur jupe ne bouffe pas,
Et comme ell's n'ont pas de poche
Ell's manqu'nt de mouchoirs de Boche,
C'qui les oblig' quelquefois
A s'moucher avec leurs doigts.

Leur chapeau, de grâce est plein :
Il a la forme « Zepp'lin »,
Et porte une grande hélice
Jaune ou couleur de réglisse,
Faite en plumes de canard
Dont l'pér' Wolff fournit sa part.

De l'en-cas, l'manche indigo
Représent' l'aigle prusco
A cinq pattes et trois têtes ;
Quand tout est si cher, sal' bête,
Comment s'payer a-t'ell' pu,
Trois patt's et deux têt's de plus ?

Les gross's Teutonn's veul'nt ainsi
Embêter notre Paris ;
Mais les Parisiennes, toutes,
En c'moment, ah ! c'qu'ell's se f...
De la mod' ! Qui l'aurait cru,
Ell's ne song'nt qu'à leurs poilus !

André Alexandre.

Le Cuistot

Air : *La Boiteuse.*

I

Vous vous d'mandez quel est l'typ' mal bâti
Qui peut avoir un' tell' gueul' d'abruti ;
Je vais vous dire en deux mots mon affaire :
J'étais vidangeur, mais d'puis l'début d'la guerre
C'est moi qui suis l'cuistot
D'la compagnie ; j'en suis d'venu marteau.
J'ai un pantalon
Qu'est p't'ètr' un peu long,
Un' capote si courte
Que j'ai l'air d'un' tourte,
Un képlar cassé,
Des godass's percées,
Un' sacrée limace
Qu'est couvert' de crasse.
Mais qué qu'ça peut fout', nom de nom !
Pourvu que l'rata, il soit bon.

II

Quand j'ai touché tout' mes distributions,
Je m'débrouill' pour arranger les portions;
C'est pas commod', souvent il faut qu'je m'batte
Avec les os, le gras et les mille-pattes;
Quand tout est apprêté,
I'n'rest' pas souvent grand' chose à béqu'ter.
J'allum' le fourneau,
I'fum', le chameau,
Ça n'veut pas brûler;
Je m'mets à gueuler.
Plus je gesticule,
Tant moins que ça brûle,
L'doublard qui rapplique
Me trait' de bourrique.
Mais qué qu'ça peut fout', nom de nom!
Pourvu que l'rata, il soit bon.

III

Quand tout est cuit, fayots, bidoche et jus,
Je m'mets en d'voir de chercher mes poilus;
Vous croyez p't'êtr' que c'est un' chose facile,
Ah! nom de nom! c'que j'm'en suis fait d'la bile
En cherchant les tranchées!
Ça, c'est idiot, ell's sont toujours cachées!
J'renvers' mes gamelles,
Je ramasse un' pelle;
Quant aux z'haricots
I'm'coul'nt tous dans l'dos;

J'voudrais m'arrêter,
Je m'fais marmiter,
I'rentr' de la terre
Dans mes pommes de terre.
Mais qué qu'ça peut fout', nom de nom !
Pourvu que l'rata, il soit bon.

IV

Juste au moment où j'allais lâcher l'pain
J'dégot' enfin l'endroit où les copains,
Las de m'attendre et de crier famine,
Commençaient à fair' tous une sal' bobine ;
Je leur cri' tout joyeux :
Y a du bath', les gars, vous allez êtr' heureux.
J'leur donn' la bidoche,
I' m'appell'nt galoche ;
Je sers les fayots,
I' m'trait'nt de ballot ;
Quant aux pomm's de terre
Ils les fout'nt en l'air ;
L'jus n'est plus très chaud,
I' gueul'nt comm' des veaux :
Le sergent-major
On va l'fout' dehors,
C'qu'on est mal nourri
Dans c'te compagnie !
J'vous dis que j'suis d'venu marteau,
Mais c'est sal'ment chic d'être cuistot.

LE DOUBLARD.

(L'Écho des Marmites.)

La Chanson des Éclopés

Air : *A Saint-Lazare.*

Les éclopés vont se traînant
    A l'ambulance.
Ils sont encore en clopinant
    Pleins de vaillance.

Les gens qui luttaient, autrefois,
    Le ventre vide,
N'avaient pas au coin des grands bois
    L'air plus sordide.

Leurs vieux fusils sont tout rouillés,
    Quelle souffrance !
Ils semblent de vieux chiens mouillés
    Gardant la France.

Ils se coucheraient n'importe où,
    Sur la grand'route.
Ils ont travaillé pour un sou
    Sans aucun doute.

Clopin-clopant, toussant, crachant,
Souvent en panne,
Ils vont, s'appuyant en marchant
Sur une canne.

L'ambulance est chez le bon Dieu,
Dans une église.
Prenez courage, pauvres vieux,
La nappe est mise.

R. M.

Ambulance de Frevin-Capelle
(Pas-de-Calais).

(*Fantasio.*)

La Bonne Épouse

Air : *Le Pendu* (Mac-Nab).

Une femm' venait de se rendre
Près de son mari, sur le front.
Quand longtemps on a dû s'attendre,
Se revoir ça semble bien bon !
Un passant, jaloux de ses charmes,
Dit : « Des Lois soyons le soutien,
Et courons chercher les gendarmes } *bis*
Pour arrêter cet entretien ! » }

Le gendarme, sans prendre haleine,
Enfourcha son grand cheval blanc,
Et courut chez son capitaine,
Lui conter la chose en tremblant :
« Une femme vient de se rendre
Près de son mari, c'est affreux !
Courons vite afin de surprendre } *bis*
Et de punir ces amoureux ! » }

L'officier, frisant sa moustache,
Répondit soudain, se levant :
« Vraiment, c'est une noble tâche
Que d'appliquer le Règlement !

Quoi de meilleur pour un gendarme
Que d'séparer un couple uni ?
Hâtons-nous de donner l'alarme } *bis*
Avant que ceux-là n'aient fini ! » }

Au logis on accourt en troupe,
On s'arrête en soufflant un peu.
« Pan ! Pan ! Ouvrez !... Ça vous la coupe ?
Allez ! Au poste, sacrebleu ! »
Mais la dame, avec un sourire,
Dit : « On peut m'conduire en prison,
Dans neuf mois, je dois vous l'prédire, } *bis*
Y'aura du neuf à la maison ! » }

X...

(*L'Écho des Tranchées.*)

Les Auxiliaires

Air : *Le Pendu.*

Un matin du mois de septembre
On convoqua les réformés,
Et tous ceux qu'avaient leurs quat' membres
Fur'nt versés dans l'service armé.
Mais, comme il fallait satisfaire
Les électeurs et l'opinion,
On versa dans l'auxiliaire } *bis*
La moitié d'la population. }

Mais les bons conseils de réforme
N'avaient pas fini d'travailler,
Car on leur dit sans autre forme
Que tout était à r'commencer.
Et par une autre circulaire
On ordonna de fair' passer
Une visite aux auxiliaires } *bis*
Au moment d'en incorporer. }

Pour cadeau de nouvelle année
La République demanda,
Afin d'renforcer son armée,
Un certain nombre de soldats.
Pour retrouver des militaires
Capables de manier l'flingot,
On r'visita les auxiliaires } *bis*
Qui se trouvaient dans les dépôts.

Ça devint bientôt un usage
D'ajouter à chaque décret,
En supplément au bas d'la page,
Un p'tit article qui disait :
Que tous les servic's auxiliaires
Seraient convoqués à nouveau,
Qu'tout c'qu'était fait était à r'faire } *bis*
Et qu'cett' fois ce s'rait bien plus beau.

Dans le dédal' des ministères
On entassa lois sur projets,
Et tour à tour à sa manière
Chacun expliquait les décrets.
Pour solutionner les affaires,
Afin de tout raccommoder,
On déclara qu'les auxiliaires } *bis*
Seraient tenus de repasser.

Le calme venait de renaître
Quand un beau jour le pèr' Dalbiez,
Qui désirait se fair' connaître,
Décida de tout embrouiller.

Et dans un projet admirable,
Basé sur la contradiction,
Décréta qu'les mobilisables
S'raient astreints à la revision. } *bis*

Quand nous s'rons tous à la frontière
Et que les Boch's seront r'poussés,
Mêm' si nous somm's couchés par terre
Nous ne s'rons pas encor fixés.
Dans l'fracas de la mélinite,
On entendra crier encore :
Faut leur fair' passer la visite,
Peut-être bien qu'ils n'sont pas morts. } *bis*

X...

Brise du Soir

Romance

I

Après quelques étapes dures,
Quand on entre au cantonnement,
Chacun délace ses chaussures
Et se repose, pieds au vent.
Tous ces pieds nus, ça m'influence,
La poésie éclate en moi
Pour m'inspirer cette romance
Que je fredonne avec émoi :

Ah ! Ah !... Ah ! Ah !...
Brise du soir, brise si pure,
Où monte aux cieux l'âme des fleurs,
J'aime à respirer tes senteurs
Quand tu t'épands sur la nature.

II

Derrière un faible abri de branches
Il est un endroit qui m'émeut.
C'est un trou bordé par deux planches
Et que l'on remplit peu à peu.

J'aime à rêver là, solitaire,
Tenant mon papier à la main,
Et dans le nocturne mystère
J'y chante jusqu'au lendemain :

Ah ! Ah !... Ah ! Ah !...
Brise du soir, brise si pure,
Où monte aux cieux l'âme des fleurs,
J'aime à respirer tes senteurs
Quand tu t'épands sur la nature.

III

Choux pourris, tronçons de barbaque,
Épluchures, rats morts, vieux os,
Souvent forment un grand cloaque
Où fourmillent les asticots.
Quand près de ces choses je passe,
Souvent l'on me voit m'arrêter ;
Je lève les yeux vers l'espace,
Et puis je me mets à chanter :

Ah ! Ah !... Ah ! Ah !...
Brise du soir, brise si pure,
Où monte aux cieux l'âme des fleurs,
J'aime à respirer tes senteurs
Quand tu t'épands sur la nature !

X...

(*L'Écho des Tranchées*, octobre 1915.)

Le Cuistau

Air : *Petite Brunette aux yeux doux.*

Hautain, majestueux, il trône
Devant le rata qui ronronne
En faisant de petits glouglous.
Cher cuistau, prince du saindoux,
La gueule est son champ de bataille,
Le lard, la graisse, sa mitraille,
Le « singe » et les « fayots » itou,
Cher cuistau, prince du saindoux.

Debout, les gars ! Voilà la « gnole » !
Nos quarts se tendent vers la fiole
Qu'il caresse de gestes doux.
Comme un prêtre disant sa messe,
Avec dévotion il nous verse
La liqueur si chère aux Pitous.

Son costume est un vrai poème.
Vient-il du Chili, de Bohême,
De Mongolie ou Tombouctou ?
Sa couleur ferait plutôt croire
Qu'il fut trempé dans la Mer Noire
Et porté par quelque Zoulou.

J'aime mon cuistau. Je le chante.
Qu'il neige, qu'il pleuve, qu'il vente,
Que le canon tonne en courroux,
Mon cuistau cuit toujours debout.
Narguant les balles, les marmites,
Dans la tranchée : aimable gîte,
La sienne vient tout doux, tout doux.
Cher cuistau, prince du saindoux.

X...

(*Le Matin.*)

Avec une Faveur

Air : *Dans du papier de soie.*

I

Ne croyez pas que j' divague,
Mais c'est l'chancelier d'l'Emp'reur
Qui m'a suggéré c'tte blague
Quand il a dit d'son honneur :
J'l'ai mis dans du papier d'soie
Avec un' faveur
Et j'le port' toujours sur moi
Du côté du cœur !

II

Au Kronprinz — quel nom macabre —
Quelqu'un demande surpris :
« Qué qu't'as donc fait d'ton grand sabre ? »
Et le Kronprinz répondit :
J'l'ai mis dans du papier d'soie
Avec un' faveur
Mais j'le port' toujours sur moi
Du côté du cœur !

III

Souv'nez-vous du Winterfeld...e
— Ce Boch' qu'on a r'fait vivant —
Eh bien ! ce maréchal feld...e
S'bat contre nous et pourtant...
  On l'mit dans du papier d'soie
    Du côté du cœur !
  On y a mêm' donné la croix
    D'la Légion d'honneur !

IV

Au vaillant p'tit Mann'quenpiss
On d'mandait c'qu'était dev'nu'
La Gard' Prussienn' qu'a tant d'vic'
Il répondit, ingénu :
  J'l'ai mis' dans du papier d'soie
    Avec un' faveur
  Et j'la port' toujours sur moi
    Du côté du cœur !

V

Si par hasard on demande
A nos amis de London :
« Ousqu'est donc la flotte all'mande ? »
L'amiral anglais répond :
  « J'l'ai mis' dans du papier d'soie
    Avec un' faveur
  Et j'la port' toujours sur moi
    Du côté du cœur ! »

VI

Prend-on un officier boche,
Un d'ceux qui tuent les enfants,
On lui fait r'tourner ses poches...
Puis ensuit' comm' châtiment :
On l'met dans du papier d'soie
Avec trop d'faveur
Et on l'promène avec soi
A côté du cœur.

VII

François-Joseph crie : « J'ai l'trac ;
Si ça continue, bonsoir !
Ils n'me laiss'ront, ces Cosaques,
Que mon derriér' pour m'asseoir. »
J'l'ai mis dans du papier d'soie
Avec un' faveur
Et j'le port' toujours sur moi
Du côté du cœur !

VIII

Un embusqué patriote,
Muni d'un brassard très chic,
Crie d'une âm' de sans-culotte :
« Mon élan patriotiqu'
J'l'ai mis dans du papier d'soie
Avec un' faveur
Et j'le port' toujours sur moi
Du côté du cœur ! »

IX

Le Bon Dieu, qu'est un brave homme,
En voyant tout's les sal'tés
D'son ancien copain Guillaume,
S'dit, maint'nant, très embêté :
J'l'ai mis dans du papier d'soie
Avec un' faveur
Mais j'le port'rai plus sur moi
Du côté du cœur !

X

Enfin... après cette guerre,
Quand les Boch's un' fois dehors
Me d'mand'ront c'que j'ai pu faire
D'leur fameux traité d'Francfort :
J'l'ai mis près d'mon papier d'soie
Avec un' faveur
Et j'm'en servirai quéqu'fois
D'l'autr' côté du cœur !

Georges Arnould.

Les Parisiens pendant la Guerre

Air : *D'quoi qu'on s'plaint ?*

I

L'Parisien a sal' caractère,
Faut qu'il ronchonn', même en c'moment,
Parc'qu'on éteint tout's les lumières,
C'est à caus' des Zepp'lins, sûr'ment.
Ça n'empêche pas qu'à leur guise
Les Boch's nous laiss'nt tomber des paings !
Mais comm' ça, on a la surprise
De n'pas savoir d'où qu'ça nous vient !

D'quoi qu'il s'plaint
L'Parisien ?
Ses affaires
Sont prospères,
Il s'endort le soir dans son lit
Et il s'réveille au paradis !
D'quoi qu'il s'plaint
L'Parisien ?

II

C'est vrai que notre Bois d'Boulogne
Maint'nant est à jamais fini.
Mais, puisqu'il fallait c'tte besogne
Pour la défense de Paris !
Tout's les demi-mondain's, en masse,
N'y vienn'nt plus prendre leurs ébats.
On a mis des vach's à la place :
Vous voyez bien qu'on n'y perd pas !

D'quoi qu'il s'plaint
L'Parisien ?
Ses affaires
Sont prospères,
Au lieu d'un' seul' belle Otéro
On a plusieurs bell's aux taureaux !
D'quoi qu'il s'plaint
L'Parisien ?

III

Y a des matinées nationales !
Vraiment l'théâtre est bon marché.
Pour sept sous on a une stalle,
Pour treiz' sous un' baignoir' grillée.
On vous en donn' pour votr' galette...
L'programm' déborde — y a qu'à choisir
Et l'on vous r'ssert tout's les vedettes
Qu'on n'avait pas vu's d'puis l'Empir' !

D'quoi qu'il s'plaint
L'Parisien ?
Ses affaires
Sont prospères
Il n'se donn' pas un seul concert
Sans qu'y ait quinz' fois Yvett' Guilbert ! ...
D'quoi qu'il s'plaint
L'Parisien ?

IV

Autrefois, fallait qu'on traverse
Tout Paris pour s'faire écraser !
Eh bien ! maintenant, c'est l'inverse,
Y a plus besoin d'se déranger.
Installé sous sa port' cochère
Y a qu'à attendr' sans s'fair' de bil'
Qu'il passe un chauffeur militaire
Qui vous écrase à domicil' !

D'quoi qu'il s'plaint
L'Parisien ?
Ses affaires
Sont prospères
Les cochers vous d'mand'nt un louis
Pour traverser la plac' Clichy !
D'quoi qu'il s'plaint
L'Parisien ?

V

Et puis voyez, l'amour — en somme —
Est presque pour rien maintenant.
Y a tell'ment d'grues, pour si peu d'hommes,
Qu'ell's vous font des prix épatants !
Voyez combien ell's se démènent
Pour satisfair' la clientèl',
Que, tout comm' la Samaritaine,
Ell's accept'nt les bons Dufayel ! ! !

D'quoi qu'il s'plaint
L'Parisien ?
Ses affaires
Sont prospères
Ell's vous font quéqu'fois, sans compter,
Un p'tit cadeau par d'ssus l'marché !
D'quoi qu'il s'plaint
L'Parisien ?

VI

Bref... on peut s'croir' propriétaire
Puisqu'on ne pay' plus son loyer.
On laisse l'eau, tout' la nuit entière,
Couler sur la pierre à évier !
On peut jouer la « Prièr' d'un' Vierge »
Votr' chien... peut enfin vous venger
En f'sant pipi sur la concierge
Qui n'peut pas vous donner congé !

D'quoi qu'il s'plaint
L'Parisien ?
Ses affaires
Sont prospères
Qu'import' l'argent que vous perdez
Si l'proprio est em... bêté !
D'quoi qu'il s'plaint
L'Parisien ?

Georges ARNOULD.

(Janvier 1916.)

La Critique des Opérations

Air : *Sur le Pont d'Avignon*

Au café d'Avignon,
Les vieux messieurs causent, causent...
Au café d'Avignon,
En coupant des manillons.

— Ah ! fait le percepteur, Mòssieu...
Votre Joffre... il a froid aux yeux.
Si j'étais Joffre, moi... comment
Que j'enlèverais l'Allemand...
Atout... Je lui dirais : Brigand !...
Sur-atout... Veux-tu foutr' le camp !...
Non, Môssieu, ya pas de « peut-être ».
Atout, atout et pique-maître.

Au café d'Avignon,
Les critiques causent, causent...
Au café d'Avignon,
Quinteux, rèches et grognons.

Le régisseur du Casino,
Plus loin, avec les dominos
Met en scène le grand combat.
Les dominos posés à plat,
Les Français du côté recto...
Les Boches du côté verso...
Les Français avancent comm' ça...
Les Boches reculent comm' ça...
Les Russes pendant ce temps-là
S'établissent sur la Bzoura...
Les Russes sont représentés
Par la carafe d'un côté,
Et les Autrichiens le sont par
Le pyrogène d'autre part...
Les Russes opèrent comm' ça,
Les Hongrois détalent comm' ça,
Et pour l'hiver tout est fini ;
Défaite made in Germany.
L'instituteur dit, important :
Nous n'aurons la paix qu'au printemps.
Le pharmacien s'en mêle : Non !
Le tout dernier coup de canon,
Est pour la Noël, c'est certain,
A dix heures dix du matin.

Au café d'Avignon,
Les stratéges causent, causent...
Au café d'Avignon,
Sur les opérations.

Il faut encor, de temps en temps,
Lire l'article compétent
Des spécialistes niais
Dans les journaux avignonnais,
Qui donnent des conseils, tout fort,
Aux chefs du Grand État-Major...
« A votre place, sarpejeu !
« Moi, je ferais ceci... moi, je... »
Avec cette autorité qu'ont
Les journalistes d'Avignon.

. . . .

Et Madame Alpha, la somnam-
Bule occulte, vaticinant
Et révélant (c'est plus aisé)
L'avenir mieux que le passé :
...Un aigle s'ouvrira le corps...
...Un homme blanc viendra du Nord...
...Trois fois les corbeaux renaitront...
...Alors les juments vêleront...
...Et Guillaume deviendra fou...
...En attendant, c'est quarant' sous...
Et les poires y vont comptant
De leur pognon, toujours contents,
Inspirant autour du trépied
Et la Pythie et la pitié.

Sur les ponts d'Avignon,
Les aveugles causent, causent...
Les sourds-muets d'Avignon
Échangent leurs opinions.

Puis il faut entendre au marché
La belle-mère du boucher,
Tout en achetant ses poireaux,
Apprécier nos généraux
D'après les portraits qu'elle a vus
Dans *Le Miroir* et dans *J'ai Vu !*
— Un tel ?... Ah ! non ! Il me dit rien !...
— Tel autre !... Ah ! ma chère, il est bien...
— Mais Pau me plaît. C'est un bon gros...
...Vous me mettrez des haricots...
Pau, ça me rappelle Henri IV.
En v'la z'un qui savait se battre !...
...Des choux de Bruxelles ?... Mais z'oui !
Tout pour la Belgique aujourd'hui !...
Vous savez, ça va mal, ma chère :
Les Allemands sont sur l'Ysèr..e.
Peut-être que Grenoble est pris...
...Vous m'y joindrez des salsifis.
Vous savez qu'on a fusillé
Un colonel qu'a zoublié
De lire un pli !... L'on a bien fait !
...Vous m'y joindrez quelques navets.

Au marché d'Avignon,
Les commères causent, causent...
Au marché d'Avignon,
Guerre, gloire et court-bouillon.

Et ne croyez pas qu'Avignon
Soit ici simplement le nom

D'une seule localité...
Avignon c'est une entité,
C'est la province et c'est aussi
Paris que je veux dire ici...
Tous les aigris, tous les grognards,
Tous les compétents, les bavards
Qui disent entre eux : Ah ! ça, mais !...
Ça ne finira donc jamais !...
Qu'on y aille !... D'ailleurs, jadis,
En mil huit cent soixante-dix,
Ils avaient vingt ans révolus
Et n'y sont pas allés non plus...
Et les fils de ces hommes-là
Ressemblent tant à leurs papas
Qu'eux aussi disent : « Allons-y ! »
Mais sans demander de fusil.

Dans tous les Avignons,
On critique, on jase, on cause,
Dans tous les Avignons,
Sont des sots et des grognons.

Jean Bastia.

Le Zeppelin de Nancy

(Lettre écrite la nuit de Noël 1914,
après le passage d'un zeppelin sur
la capitale lorraine.)

Air : *Ah! Badaboum!* (G. Tiercy.)

Cher ami, j'vous écris à cinq heur's du matin
Nous v'nons de recevoir la visit' d'un Zepp'lin
Ah ! Badaboum ! Badaboum ! Badaboum !
Quel chahut ! Quel potin par cett' nuit de Décembre !
Je n'ai jamais rien vu d'pareil — même à la Chambre
Ah ! Badaboum ! Badaboum ! Badaboum !

Je dormais, bien au chaud, dans le creux d'mon mat'las
Quand j'entends quelque chos' qui tombe avec fracas
Ah ! Badaboum ! Badaboum ! Badaboum !
Je m'dis « Qu'est-c'qui peut bien tomber d'un' tell' manière
Et j'espérai qu' c'était la piéc' d'un d'mes confrères
Ah ! Badaboum ! Badaboum ! Badaboum !

Mais après l'premier coup, il en arrive un s'cond
Ça d'venait abusif, je cours sur mon balcon
Ah ! Badaboum ! Badaboum ! Badaboum...
En criant : C'est pas l'heur' pour battre les carpettes
J'vais app'ler les agents, si la chos' se répète
Ah ! Badaboum ! Badaboum ! Badaboum !

Sur ces mots, un' tell' mass' dégringola du ciel
Que j'crus qu' j'allais r'cevoir au moins la tour Eiffel
Ah ! Badaboum ! Badaboum ! Badaboum !
Et qu' je jugeai prudent de rentrer dans ma d'meure
En faisant environ du quatre-vingts à l'heure
Ah ! Badaboum ! Badaboum ! Badaboum !

Le boucan continuait — et l'orchestre dans l'air
S'obstinait à nous f... d'la musiqu' de Wagner
Ah ! Badaboum ! Badaboum ! Badaboum !
Gamm's chromatiqu's avec des septièm's diminuées
Qui m'ont paru plutôt des huitièm's augmentées
Ah ! Badaboum ! Badaboum ! Badaboum !

C'était bien un Zepp'lin — cett' fois j'en doutais pas
Et je dégringolai sur la plac' Stanislas
Ah ! Badaboum ! Badaboum ! Badaboum !
Où le vieux roi d'Pologne avec son doigt de bronze
Semblait compter les coups, six, sept, huit, neuf, dix, onze !
Ah ! Badaboum ! Badaboum ! Badaboum !

Quant au fameux Zepp'lin — je n'l'ai pas aperçu...
— Mais j'l'ai bien entendu et mêm' je l'ai sent*u*
Ah ! Badaboum ! Badaboum ! Badaboum !
Ses produits répandaient une odeur un peu forte
Qu'est c'qu'il avait mangé pour sentir de la sorte
Ah ! Badaboum ! Badaboum ! Badaboum !

Nous r'çûm's vingt-deux obus — ce fut un beau travail
Mêm' que l'Églis' Saint-Epvre y perdit son vitrail
Ah ! Badaboum ! Badaboum ! Badaboum !
Que l'vieux François-Joseph nous offrit pour étrennes
Car ce papa gâteux est d'la Maison d'Lorraine
Ah ! Gagaboum ! Gagaboum ! Gagaboum !

Quand il fut satisfait d'avoir fait tant d'pétard
Le Zepp'lin s'éloigna, caché par le brouillard
Ah ! Badaboum ! Badaboum ! Badaboum !
Tel un chien qui s'cavale après avoir, en douce
Déposé ses ordur's sur un fauteuil — sans housse
Ah ! Badaboum ! Badaboum ! Badaboum !

— Monsieur, c'est dégoûtant, me dit ma vieill' portière
Ils ont j'té leurs sal'tés dessus la *Pipin*ière
Ah ! Badaboum ! Badaboum ! Badaboum !
L'arbre où j'allais rêver le soir des beaux Dimanches
Le *Zèbre* du Liban, ils-y-ont cassé trois branches
Ah ! Badaboum ! Badaboum ! Badaboum !

Heureus'ment, conclut-ell', que leurs obus géants
N'ont fait qu' de p'tits dégâts, n'ont pas tué plus d'gens
Ah ! Badaboum ! Badaboum ! Badaboum !
Que s'ils étaient tombés sur les îl's Baléares
— Beaucoup de bruit pour rien, comm' dit *Shakes-péare*
Ah ! Badaboum ! Badaboum ! Badaboum !

Dominique Bonnaud.

*Les Poilus du 20e*

CHANSON-MARCHE DU 20e CORPS

Aux Braves du Général Curières de Castelnau.

Musique d'Aristide **Bruant.**

C'est nous qu'on voit partout où c'qu'y a d'la casse,
D'la Marne au Rhin et d'la Meuse à l'Yser !
Partout les Boch's y foir'nt dans leur limace
Quand l'vingtièm' corps fait sa parti' d'concert !

Ohé ! les Alboches,
Ho ! les têt's de pioches,
V'la les forts ténors,
Les Poilus du vingtième corps !
Gare à vos carcasses,
V'la l'vingtièm' qui passe,
C'est nous les Costauds
A Curières, à Curières,
C'est nous les Costauds
A Curièr's de Castelnau !

De l'Est à l'Ouest, on s'amène en rapide,
On s'cogn' dar' dare et puis on r'mont' dans l'train !
Mais on s'en fout, on a les reins solides,
Ça peut durer jusqu'à la Saint-Glin-glin !

(*Au Refrain*)

Faut voir les Boch's comment qu'on les arrose :
Nos Soixant' quinze en font du saucisson.
Y a pas moyen vraiment d'en faire autr' chose,
Tell'ment ils ont de sal's têt's de cochon !

(*Au Refrain*)

Pour essayer d'nous déloger d'Amance,
Guillaume est v'nu, puis il est reparti
Après s'êtr' fait balancer en cadence,
En nous disant : Au revoir et merci !

(*Au Refrain*)

Mon vieux Guillaum', tu n'as vraiment pas d'chance,
Toi qui parlais d'fair' la barbe aux poilus...
Ils t'ont prouvé dans tout's les circonstances
Qu'y n'se laiss'nt pas couper les poils du nez !

(*Au Refrain*)

Tu connaîtras les poilus du vingtième !
Quand on les voit on s'dit : Ça va barder !
Ceuss's qu'ont pas d'barbe ils sont poilus quand même,
J'te conseill' pas d'venir les emm....der !

(*Au Refrain*)

Quand on défile aussi les femm's nous r'gardent,
Les vieux briscards saluent notre drapeau...
Ça leur rappell' le drapeau d'la vieill' Garde
Pour qui jadis ils s'fir'nt trouer la peau!

(*Au Refrain*)

Dominique Bonnaud, Georges Baltha.

Rosalie

Chanson a la gloire de la terrible baïonnette française

Aux Camarades de mon Régiment,
le 41e d'Infanterie, à Rennes.

Rosalie, c'est ton histoire
Que nous chantons à ta gloire,
Verse à boire !
Tout en vidant nos bidons,
Buvons donc !...

Rosalie est si jolie
Que les galants d'Rosalie,
Verse à boire !
Sont au moins deux, trois millions.
Buvons donc !

Rosalie est élégante :
Sa robe-fourreau collante,
Verse à boire !
La revêt jusqu'au quillon.
Buvons donc !

Mais elle est irrésistible,
Quand elle surgit, terrible,
Verse à boire !
Toute nue : baïonnette.. on !
Buvons donc !

Sous le ciel léger de France,
Du bon soleil d'espérance
Verse à boire !
On dirait le gai rayon.
Buvons donc !

Elle adore entrer en danse
Quand, pour donner la cadence,
Verse à boire !
A préludé le canon.
Buvons donc !

La polka dont ell' se charge
S'exécute au pas de charge,
Verse à boire !
Avec tambours et clairons.
Buvons donc !

Au mitan de la bataille
Elle perce et pique et taille,
Verse à boire !
Pare en tête et pointe à fond.
Buvons donc !

Et faut voir la débandade
Des guerriers de Prusse et d'Bade,
Verse à boire !
Des Bavarois, des Saxons.
Buvons donc !

Rosalie les cloue en plaine :
Ils l'ont eue, déjà, dans l'aine...
Verse à boire !
Dans l'rein bientôt ils l'auront.
Buvons donc !

Toute blanche elle est partie,
Mais, à la fin d'la partie,
Verse à boire !
Elle est couleur vermillon,
Buvons donc !

Si vermeille et si rosée
Que nous l'avons baptisée
Verse à boire !
« Rosalie » à l'unisson.
Buvons donc !

***

Rosalie ! sœur glorieuse
De Durandal et Joyeuse,
Verse à boire !
Soutiens notre bon renom.
Buvons donc !

Sois sans peur et sans reproches
Et, du sang impur des Boches,
Verse à boire !
Abreuve encor nos sillons !
Buvons donc !

Nous avons soif de vengeance :
Rosalie ! verse à la France
Verse à boire !
De la Gloire à pleins bidons !
Buvons donc !

Th. Botrel.

(*Les Chants du Bivouac.* Payot, édit., Paris.)

Les Mains bénies

A nos dévouées Ambulancières

Air : *Petits Chagrins*

I

Comme elles sont douces vos mains
Qui nous soignent aux lendemains
De nos tueries !
Comme elles s'empressent vers nous
Avec des frôlements si doux,
Vos mains d'amies !

II

Et qu'elles sont blanches aussi !
Et si fines, toutes, et si
Patriciennes !
Comme elles ont de petits doigts
Courageux, vifs, malins, adroits,
Vos mains de reines !

III

Qu'elles sont bonnes quand, le soir,
Nos plaintes montant dans le noir,
Mal étouffées,
Et qu'avec des gestes jolis
Elles bordent nos petits lits
Vos mains de fées !

IV

Et qu'elles sont tendres encor
Quand, nous disputant à la Mort
Et de sang teintes,
Elles refont un pansement...
Si doucement... si tendrement,
Vos mains de saintes !

V

Et voilà pourquoi tous nos gâs,
Se croyant revenus, là-bas,
Dans leurs chaumières,
S'endorment en disant : « Maman !... »
Tout en serrant, dévotement,
Vos mains de mères !

Théodore BOTREL.

(*Chansons de Route*. Payot, édit., Paris.)

Notre Blonde

Air : *Auprès de ma Blonde.*

Quand le soleil inonde
Nos champs et nos forêts,
La France est une blonde
Qui dort dans les genêts.
Nulle autre part au monde
Nous n'aurions de plaisir.

Refrain :

Ah ! pour notre blonde
Qu'il fait bon, fait bon, fait bon,
Ah ! pour notre blonde
Qu'il fait bon servir !

Elle est encore plus belle
Au moment du blé mûr,
Ou quand elle étincelle
Sous les raisins d'or pur !
En trésors elle abonde,
Nous n'avons qu'à choisir. (*Refrain.*)

La voyant si jolie,
Le Kaiser la voulut !
Mais à donner sa vie
Chacun se résolut,
Et ce soudard immonde
N'a pas pu réussir ! (*Refrain.*)

Ceux qui sont morts pour elle
Ont le sort le plus beau,
Car la France immortelle
Les berce en leur tombeau.
Sous la terre profonde
Écoutez leur soupir. (*Refrain.*)

Mais la guerre finie,
Les lauriers vont fleurir...
Notre France meurtrie
Soudain va resplendir !
Sur la terre et sur l'onde,
Pour nous, quel avenir ! (*Refrain.*)

Lucien Boyer.

Au Bois Le Prétre

Interprétée par Mlle Jane Pierly

Air : *Au Bois de Boulogne* (Aristide Bruant).

I

Je vais chanter le bois fameux,
Où, chaque soir, dans l'air brumeux,
Rode le Boche venimeux
A l'œil de traître :
Où nos poilus au cœur altier,
Contre ce bandit de métier,
Se sont battus sans lâcher pied :
Le bois Le Prêtre !

II

On est terré comme un renard,
On est tiré comme un canard,
Si l'on sort, gare au traquenard
Où l'on s'empêtre...
Dés que l'on quitte son bourbier
On reçoit un lingot d'acier,
Car l'on est chasseur et gibier
Au bois Le Prêtre !

III

Tous les arbres y sont hachés,
Et des Bavarois desséchés,
Là-haut, sont encore accrochés
Sur un vieux hêtre.
Ils y sont pour longtemps, dit-on,
Car, même le vautour glouton
Vous a le dégoût du Teuton,
Au bois Le Prêtre !

IV

Là-bas, le fauve, c'est le pou.
Ce que l'on se gratte, c'est fou !...
D'abord, on lutte avec la pou-
Dre de pyréthre.
Puis aux « totos » on s'aguerrit,
Et l'on conclut avec esprit :
— Plus on a de poux, plus on rit,
Au bois Le Prêtre !

V

On est sale, on est dégoûtant,
On a tout de l'orang-outang,
On rit de ressembler pourtant
A cet ancêtre !
Dans la boue on vit et l'on dort,
Oui, mais se plaindre, on aurait tort :
La boue ! Elle a des reflets d'or
Au bois Le Prêtre !

VI

Si, du canon bravant l'écho,
Le soleil y risque un bécot,
On peut voir le coquelicot
        Partout renaître...
Car, dans un geste de semeur,
Dieu, pour chaque Poilu qui meurt,
Jette des légions d'honneur
        Au bois Le Prêtre !

(Couplet facultatif.)

VII

Après la guerre nous irons
Et nous nous agenouillerons,
Sur chaque croix nous écrirons
        En grosse lettre :
« Ci-gît un gars plein d'avenir,
Qui, sans un mot, sans un soupir,
Pour la France est tombé martyr
        Au bois Le Prêtre ! »

Lucien BOYER.

La Mitrailleuse

Voyez-vous ce monstre endormi
Dont l'œil rond, ouvert à demi,
A comme une lueur railleuse ?
— C'est la mitrailleuse.
Dans le réduit qu'elle défend
On dirait un jouet d'enfant...
Oh ! l'hypocrite !... Oh ! la menteuse !
— C'est la mitrailleuse !

Les canons se trompent parfois
Et les fusils sont maladroits ;
Mais elle est précise et fameuse !
— C'est la mitrailleuse.
Elle suit l'homme pas à pas :
C'est une implacable faucheuse...
— Oh ! la mitrailleuse !

Le jour, doucement, sans répit,
On la bichonne, on la fourbit,
Car elle a du vice, la gueuse !
— C'est la mitrailleuse.
Sous terre cachant ses amours,
Elle fait patte de velours
Comme une tigresse amoureuse...
— Oh ! la mitrailleuse !

Aussitôt qu'arrive la nuit,
On entend, sous le ciel qui luit,
Un long cri de femelle heureuse !
— C'est la mitrailleuse.
Et dans le cœur des imprudents
Elle crache toutes ses dents
Comme une goule furieuse...
— Oh ! la mitrailleuse !

Lorsque revient le matin clair,
Là-bas, le long des fils de fer,
On voit une hécatombe affreuse :
— C'est la mitrailleuse.
Et, se pâmant dans son terrier,
Elle contemple ce charnier
Avec une joie orgueilleuse...
— Oh ! la mitrailleuse !

Qui nous prouve infailliblement
Que c'est le vampire allemand
Qui fit cette guerre odieuse ?
— C'est la mitrailleuse.
Mais qui n'empêchera jamais
De voir fleurir pour nous, Français,
La Justice Victorieuse ?
— C'est leur mitrailleuse !

Lucien Boyer.

(*La Guerre en Chansons.*)

Sidi

Chanson créée par Mlle I. Bordoni dans *Le Bel Artilleur.*

Air : *Lettre à Nini.*

Le canon tonne,
L'écho résonne
Et la colonne
Va vers le Nord...
Sidi s'étonne,
Sidi frissonne
Et s'abandonne
Au gré du sort...

Près de Dixmude,
L'hiver est rude
Sans l'habitude
De ce froid-là :
Sidi toussote,
Sidi grelotte,
Sidi sanglote :
« Mon Sahara !... »

Sur la Grand'Dune,
Dans la nuit brune,
Aucune lune...
Mais, au réveil,
Le jour va luire...
Chagrin bien pire,
Sidi soupire :
« Y a pas soleil... »

Triste surprise,
L'aurore est grise
Et l'on s'enlise
A chaque pas...
Mais la main prête
Sur la gâchette,
Sidi, qui guette,
Ne se plaint pas.

Son œil s'accroche
Au sale Boche
Qu'il sent tout proche
Et qu'il veut voir ;
Montant sa garde,
Sidi regarde,
Mine hagarde...
Puis vient le soir.

Sidi s'allonge ;
Le même songe
Toujours le ronge,

Il en a peur !
Le pauvre en crève,
De ce doux rêve
Qui vient sans trêve
Hanter son cœur...

C'est le mirage
Du paysage,
Le beau rivage
Borné d'azur !
Ce sont les plantes
Très odorantes
Montant, géantes,
Vers le Ciel pur !

C'est la lumière
Blonde et légère,
Vivante et claire
Du soleil d'or !...
...Mais tout s'efface...
Vision fugace...
Froid comme glace,
Sidi s'endort...

C.-A. Carpentier.

(Février 1915.)

Les Grenadiers de Nuremberg

CHANSON-DUO CRÉÉE PAR Mme M. YRVEN ET Mlle I. BORDONI DANS *Le Bel Artilleur.*

Air : *Le Soldat de plomb* (*Mam'zelle Nitouche*).

Les Grenadiers étaient d'beaux hommes
Qui venaient tout droit d'Nuremberg :
A la frontièr', fallait voir comme
Tout ça débarquait du ch'min d'fer !
« Nous traverserons la Belgique,
Dir'nt-ils, c'est l'affair' d'un moment ! »
Au Roi des Belg's fir'nt cett' supplique :
« Laissez-nous passer gentiment ! »
Mais Lui, l'arme au bras, de planton,
Fier et solide comme un lion,
Resta sourd à l'invitation !
— Et pourquoi donc !

— Parc' que c'était (*bis*), c'était pas un soldat d'plomb !
Parc'qu'il n'était (*bis*), qu'il n'était pas en plomb !
Non !
Ah ! oui ! Ah ! oui ! Ah ! quel beau soldat } (*bis*)
Oui-da ! }

Ah ! godfordom ! godferdec ! potferdec !
Marchez sur Liége,
Fait's-en le siège,
Et si cela sourit à votre bec,
Prenez l'bouchon avec,
Sec !

Les Grenadiers, au pas de l'oie,
Marchaient plutôt rapidement,
Et tous s'écriaient avec joie :
« Nous s'rons d'main à Paris sûr'ment ! »
Soudain, sur la Marne, on s'arrête...
Plus moyen d'avancer d'un pas...
Et v'là qu'une énorme tempête
Éclat' sur eux avec fracas !...
A cet ouragan furibond,
Les Grenadiers perd'nt leur aplomb
Et tomb'nt dans les Marais d' Saint-Gond !
— Et pourquoi donc !
— Parc' qu'on avait... (*bis*) l' soixant'-quinz' et l'cent-vingt long !
Parc' qu'on avait... (*bis*) fait cracher nos canons !
Bzi !
Baoum ! Baoum ! Ah ! les bons canons ! } (*bis*)
Cré nom ! }
Boum ! Badaboum, badaboum, badaboum !
Voyez, Kronprinz,
Not' soixant'-quinz',
Et si cela sourit à votre bec,
Nos baïonnett's avec,
Sec !

Le troisième acte de l'histoire
Va nous conduire au dénouement :
Sous notre implacable Victoire
Succomb'ra l'Grenadier all'mand !
Tout doucement, on les grignote...
Eux, ils grignot'nt du pain KK
Et du chocolat à la crotte
Qu'ils baptis'nt crott's en chocolat !...
Les bataillons, les escadrons,
Très piteusement rentreront
Comme dans un' boîte en carton...
— Et pourquoi donc !
— Parc' qu'ils n'auront (*bis*) plus d'or, de cuivr' ni de plomb !
Parc' qu'ils n'auront (*bis*) plus de cuivr' ni de plomb !
Bon !
Adieu ! Adieu ! les pauvr's Grenadiers, Crédié ! } (*bis*)
Adieu ! Adieu ! (*Rire.*)
Les Zeppelins, « Quat' cent vingt », Sous-marins,
Tous les engins
Du Magasin !...
Et le Kaiser, avec son vilain bec,
S'ra dans la boîte avec,
Sec !

C.-A. CARPENTIER.

(Février 1915.)

Voici l'Avril

Air : *La Sérénade du Passant.*

Mignonne, voici l'Avril !...
Que d'humains sont en péril !
Que de peuples en querelles !
Les obus sous le ciel bleu
Partout voltigent au lieu
Des plumes de tourterelles !...

Comme, les avrils derniers,
Tes gais chapeaux printaniers
T'allaient bien, dans la lumière !...
A présent, selon tes vœux,
Tu caches tes blonds cheveux
Sous la coiffe d'infirmière !...

Dans un restaurant, le soir,
Au Bois l'on venait s'asseoir.
Ta grâce, des courtisanes
Faisait pâlir la beauté.
Alors, tu prenais du thé...
Tu fais prendre des tisanes !...

Blâmant ton rire moqueur,
Je te traitais de « sans-cœur ».
Pardonne mon insolence.
Du cœur !... Qui peut en avoir
Plus que vous quand le devoir
Vous appelle à l'ambulance ?...

On fixait, silencieux,
Les mille étoiles qu'aux cieux
La belle saison fait naître...
Quand l'astre est à son déclin,
Pour guetter un zeppelin
On se met à sa fenêtre !...

Que ce singulier avril
Soit pourtant béni, car il
Prépare entre mille choses
— O mignonne, souriez ! —
Pour les hommes, des lauriers,
Et pour les femmes, des roses !...

Hugues Delorme.

(Le Petit Journal.)

Une Soirée au Beuglant

(Ou le sabotage de la *Marseillaise* dans les Caf' Conc')

Chantée par l'Auteur au Moulin de la Chanson.

Air : *Le Violon brisé.*

I

Certes, nous somm' tous patriotes,
Mais on en abuse vraiment
Pour nous servir des choses idiotes,
Dans les caf' conc' et les beuglants.
Sous l'nom d'chansons patriotiques,
On nous sort de telles inepties,
Qu'on les croirait vraiment fournies
Par quelque usine germanique !

Refrain.

Et ça n's'rait rien de nous offrir
Ces niaiseries si peu françaises,
Mais l'plus fâcheux, c'est que pour les couvrir,
On fait donner la *Marseillaise !*

II

Un typ' vous cont' l'histoire atroce
De l'enfant au fusil de bois :
Ah ! je vous jur', le pauvre gosse,
Il l'assassine un' second' fois ! !
Après, c'est un' gross' dame en nage,
Qui doit peser dans les trois cents,
Et qui vous braille éperdûment :
« Rentrez chez vous, Teutons sauvages ! »

Refrain.

Et comm' les siens ont fichu l'camp
De son corsag', pour être à l'aise,
D'un geste noble, ell' les refourr' dedans...
Alors on joue la *Marseillaise ! ! !*

III

Puis un' gommeuse en rob' vert tendre,
Égrène des sous-entendus
Qu'ell' doit êtr' seule à n'pas comprendre,
Tellement elle a l'air congru :
Ell' vous raconte, très sérieuse,
Qu'elle était plisseuse autrefois,
Mais que, ayant grandi, ma foi !
Alors elle est dev'nue biaiseuse.

Refrain.

Et tout à coup elle s'écrie :
« Pour le pays, s'il faut que j'biaise,
Je biaiserai et le jour et la nuit...
Alors on joue la *Marseillaise !*

IV

Après ça, un idiot vous lance
La sérénad' des Asticots :
Ceux-ci, à la fin d'la romance,
Partent pour bouffer les Pruscots :
Et vous vous dites : Ah ! les sal' bêtes ! !
Avant de s'en aller là-bas,
Ah ! Bon Dieu, pourquoi qu'elles ont pas
Bouffé l'auteur et l'interprète !

Refrain.

Soudain l'idiot s'met à chialer :
Ses asticots qu'ont l'âm' française,
D'bouffer du Boch' sont morts empoisonnés...
Alors on joue la *Marseillaise ! ! !*

V

Puis entre, sans dire un' parole,
Un homm' serpent, maigr' comme un clou :
Il fait avec ses deux guibolles
Un nœud double autour de son cou :
Il se tortill' comme un reptile,
Sa têt' prend la plac' de ses reins :
Vous pensez : Celui-là, au moins,
Laiss'ra la *Marseillais'* tranquille ! !

Refrain.

Mais pour montrer, de façon claire,
Que dans cett' pose il est à l'aise,
Le nez piqué au milieu d'son derrière,
Alors il chant' la *Marseillaise !*

VI

Et pendant toute la soirée,
Vingt fois ainsi çà recommence :
La *Marseillaise* est massacrée,
Y a même des gens qui la dansent :
Et entre deux refrains canailles,
On se demand' si c'est bien là
Ce chant sublime que là-bas
Nos soldats chant'nt sous la mitraille ? ?

Refrain.

Et moi qui me flattes pourtant
D'avoir, mon Dieu, l'âme française,
J'trouv' que d'la jouer ainsi dans les beuglants,
C'est saboter la *Marseillaise* ! ! !

Jean Deyrmon.

Souvenirs d'Argonne

CHANSON INTERPRÉTÉE PAR L'AUTEUR AU *Moulin de la Chanson*

Air : *Sous Napoléon.*

I

Quand dans la forêt d'l'Argonne on s'installe,
Le premier mouv'ment est de s'demander
Si les ingénieurs de la Capitale
N'sont pas v'nus exprès pour la saboter :
Y a là des tranchées, des trous, des cratères,
Y a des fils de fer, y a des abatis,
Et tout ça vous fait foutr' le nez par terre,
Bref, c'est tout à fait Paris en petit :
Et s'il y avait là quelques marchands d'vin,
On croirait qu'on est Plac' Saint-Augustin.

II

Comme habitations, on a des cottages
Très avantageux, jugez-en plutôt :
On n'paie pas d'impôt, on n'paie pas d'fermage
Et l'on a tout l'temps le derrièr' dans l'eau :

En fait d'mobilier, un lit de fougères,
Tous ensemble on couch' sans aucun' fierté :
Alors bien tassés dans sa taupinière,
On sent ce que c'est qu'la fraternité :
Et l'on sent surtout c'que c'est qu'des poilus,
Qu'ont pas pu s'laver d'puis trois mois et plus !

III

Pourtant les jours pass'nt encore assez vite,
Y a des distractions, même assez variées :
Tenez, par exemple, on fait d'l'entérite :
Dam ! cela s'explique, on vit *enterré ! !*
Puis y a les séanc's de musique alboche,
Marmit's et shrapnells : ça, c'est des sal' trucs :
Ça fait du boucan, et c'est vraiment moche,
Bref, c'est à peu près, comme chez Astruc :
Sauf qu'on peut r'cevoir cinquant' ball' dans l'nez,
Tandis qu'avec lui, faudrait les donner !

IV

Vous pensez qu'là-bas, la femm', c'est un mythe :
Ça, c'est comm' le beurre, on n'sait plus c'que c'est :
Pourtant, quoiqu'on viv' comm' des cénobites,
Ça n'vous empêch' pas souvent d'y penser ;
Et l'soir quand on dort, l'esprit vagabonde.
Alors vous rêvez que vous êt's aimé,
Que vos doigts caress'nt un' chèr' tête blonde...
Mais v'lan ! un juron vous fait sursauter :
La chèr' tête blond', c'est un d'vos poilus,
Dont vous tripotez le menton velu !

V

Quand on prend aux Boch's un' tranchée d'leur zone,
Avant d'la quitter, ils en retir'nt tout :
Pourtant ils y laiss'nt un' certaine faune,
Dont le nom, ma foi, rime avec époux :
En légions serrées ces bètes voraces
Grimpent à l'assaut de nos brav' trouffions,
Et d'autorité, un' fois dans la place,
Ell' proclam'nt leur naturalisation :
Et comm' tout bon Boch' naturalisé,
Y a plus mèche après d's'en débarrasser !

VI

Et avec tout ça, dans cett' guerr' cruelle,
On connaît des heur's quelquefois bien belles :
On n'en r'vient pas tous lieut'nant-colonel,
Mais on en r'vient bon, humain, fraternel :
On aim' ses poilus. Eux, ils vous adorent ;
On a les mêm's pein's, les mêmes espoirs ;
On s' bat pour le mêm' drapeau tricolore,
Et tous, on est sûr d'apprendre, un beau soir,
Que Joffre a encor' su trouver le truc
Pour mettre au Kaiser son pied dans le... *klŭck !!!*

Jean Deyrmon.

Les Cadets de l'Argonne

Air : *Le Bal de l'Hôtel de Ville.*

Puisque Rostand a célébré
Les Cadets de Gascogne,
Je puis bien chanter à mon gré
Les Cadets de l'Argonne.
Ohé ! Cyrano,
Écoute aux créneaux
Tous ces « poilus » farouches
Répéter au feu,
Comme toi, morbleu :
« A chaque fois je touche. » (*bis*)

Tu peux les voir, tous ces héros,
Redresser leur moustache
Et conserver, même « aux boyaux »,
Leur chic et leur panache.
Pendant qu'en leurs trous,
Les Boch's rats d'égout
S'enterrent à leur aise,
Les nôtr's ont les yeux
Fleuris de ciel bleu,
O gué, à la française ! (*bis*)

Dans son costume de gala
Le « Poilu » fait merveille
Et, galamment, salue très bas
Les ball's au bruit d'abeille.
Quand des percutants
Prélude le chant,
Il fait la révérence ;
Puis vient à son tour
En ses fins atours
Ouvrir lui-mêm' la danse. (*bis*)

On le voit, au Four-de-Paris,
Déguster la cervoise
Et charger cent fois sans répit
Ni peur, à la gauloise.
Dans l'ombre des bois
Aux fourrés sournois
Où la ruse chemine,
Pétillant d'entrain
Il siffle un refrain
Malgré sapes et mines. (*bis*)

DUBUS.

(*Le Rigolboche,* Pâques 1915.)

Le Petit Homme

Air : *Il était un p'tit homme.*

Il était un p'tit homme
Tout habillé de gris,
    Carabi,
Qui s'appelait Guillaume,
Guillaume le manchot,
    Carabo,
Et très vaguement,
Pas pour bien longtemps,
Empereur allemand.
Il voulut, s'rasant à Berlin,
Changer de patelin.

Prenant des voi's nouvelles.
Connu's seul'ment de lui,
    Carabi,
Il passa par Bruxelles,
Pour venir à Paris,
    Mon ami,
Et pour se r'trouver,

S'mit à déchirer
Quelque chiffon d'papier...
Histoir' de reconnaîtr' son ch'min
S'il reculait l'lend'main.

Il arrive à la porte,
La porte de Paris,
  Carabi,
Mais « le diable l'emporte ! »
Il rencontr' Gallieni,
  Maunoury,
D'accord avec Pau,
Joffre et Castelnau,
Qui lui tannent la peau :
Là, il reçoit en bon vaincu
De grands coups d'pied dans l'Klück.

Jugez un peu d'sa peine
Et d'sa colère aussi,
  Carabi,
Il s'écrie : « Oh ! qu'ça m'gêne
D'avoir le bras si p'tit,
  Mon ami,
Je n'peux pas m'gratter
Ni me soulager
Où ils vienn'nt de taper ;
Mein Gott m'a joué un sal' tour
En m'faisant l'bras si court. »

N'ayant pu fair' la fête
Dans notr' Paris joli,
    Carabi,
Guillaum' tourna la tête
Du côté de Varsovi',
    Mon ami,
Mais l'kronprinz narquois
Lui dit : « Dans c't'endroit,
On n'mang' que son r'pas froid.
Je crois qu'les cousins d'Petrograd
Nous en f... pour notr' grad'. »

Lieutenant L.-A. Duthu.

(Sur le Front.)

Lettre d'une Coquette à son Poilu

Air : *Ce qu'une femme n'oublie pas.*

Mon pauvre loulou, ta dernière lettre
M'a fait bien d'la pein' car ell' sent l'cafard ;
La guerr' c'est pas ros' mais il faut s'soumettre,
Tout l'mond' dit : « Fallait qu'ça vienn' tôt ou tard ! »
Moi qui m'suis fait fair' par ma couturière
Un costum' tailleur en joli drap bleu,
Tu gâch's mon bonheur ; maintenant j'espère
Qu'ta correspondanc' va changer un peu !

Tu m'dis qu't'es pas fort, qu'tu t'sens la têt' vide,
Que tu dépéris d'plus en plus chaqu' jour ;
Pourtant, dans l'civil, t'avais l'air solide,
Prends courag', cela n'peut durer toujours...
Si tu me voyais ! Une adroit' modiste
M'a fait un amour de petit chapeau :
Allons, mon gros chou, ne sois pas si triste,
La dam' du troisièm' en fait des yeux d'veau !

J'apprends à l'instant, de source certaine,
Qu'les Boch's ne peuv'nt pas tenir bien longtemps,
Patient' donc un peu, la paix est prochaine,
C'n'est plus qu'une affair' de deux ou trois ans ;
Quand tu reviendras, tu r'trouv'ras, j't'assure,
Ta p'tit' femme coquette aux dessous soyeux,
Mais plus d'idé's noir's, chéri, j't'en conjure
J'perdrais l'goût du chic, ça, ce s'rait affreux !

P. Fichter.

(*Le Rigolboche*, 10 janvier 1916.)

Ah! les Cuistots!

Air : *Ah! mes enfants.*

Parmi tous les poilus marchant vers la Victoire,
On peut voir circuler, ne cherchant pas la Gloire,
Les bons cuistots,
Se dém'nant effarés, perdus dans les percos,
Les marmit's, les gamell's, les sacs et les fayots.
Ah ! les cuistots !

Graisseux d'un bout à l'autre, avec leurs noires mains
Ils tripot'nt copieus'ment la bidoch' des copains,
Ah ! les cuistots !
En roulant de gros yeux, aussi ronds que des boules,
C'qui fait croir' que l'parfum d'leur cuisin' rend maboule !
Ah ! les cuistots !

Le matin, ils vous dis'nt, d'un p'tit air entendu :
Tout à l'heur', les copains, j'vais vous faire un bon jus,
Braves cuistots !
Mais au moment de l'boire, on voit dans la gamelle
Qu'ils l'ont confectionné avec de l'eau d'vaisselle.
Sacrés cuistots !

Les voyant préparer de sympathiqu's fayots,
L'eau vous vient à la bouch', pensant : c'est l'bon fricot,
Fameux cuistots !
Vous vous d'mandez ensuit' levant les yeux au ciel
Si c'sont des haricots ou des bill's de shrapnells.
Bougres d'cuistots !

Dans un plat où l'matin on a lavé du linge
Ils tritur'nt sans pudeur des ratatouill's de singe,
Ah ! les cuistots !
Si, là-d'dans, vous trouvez de tout p'tits animaux,
Cyniqu's, ils vous répond'nt : les miens sont bien plus beaux !
Cochons d'cuistots !

Dans ce damné métier ils deviennent bavards,
Surtout lorsqu'ils ont bu quelques vieux coups d'pinard,
Poivrots d'cuistots !
Ils vous donn'nt des tuyaux sur les opérations
Et vous plaqu'nt en hurlant : v'là la distribution !
Dingos d'cuistots !

Lorsque vous poireautez aux tranchées, l'ventre creux,
Comptant sur un' bonn' soupe ou sur un plat fameux
Des bons cuistots,
Ils arriv'nt essoufflés, salués par des pruneaux
Ayant renversé tout en tombant dans l'boyau !
Sacrés cuistots !

Pourtant, pardonnons-leur, montrons-nous généreux
En songeant qu'ces pauv's typ's font toujours de leur mieux,
Pauvres cuistots !
Mais souhaitons qu'chez eux, lâchant plats et bassines,
Ils ne mettent jamais la main à la cuisine.
Ah ! les cuistots !

P. FICHTER.

(*Le Rigolboche*, 1er janvier 1916.)

L'Assaut

Air : *Le Bal de l'Hôtel de Ville.*

Un jour, avec son régiment
Traversant un village,
Certain général allemand
Devint blême de rage,
Entendant des cris
Dont il fut surpris,
Plus surpris qu'on ne pense,
Car, par quatre fois,
Une étrange voix
Criait : Vive la France ! (*bis*)

Alors s'adressant aux soldats,
Qui le suivaient dociles,
Il leur dit : L'insolent vivat
Vient de ce domicile.
Mais cré nom de nom !
A coups de canon
Je ferai la réplique.
Aussitôt la voix
Répéta trois fois :
Vive la République ! (*bis*)

Lors il fit cerner la maison
Par quatre batteries
Composées de vingt-six canons
De lourde artillerie ;
Le canon tonna,
La maison croula
Avec son toit de chaume,
Mais sous les débris
Retentit un cri,
Le cri : A bas Guillaume ! (*bis*)

Alors les Prussiens (courageux
Car ils étaient en nombre)
Bondirent en vrais furieux
Au milieu des décombres ;
Ils cherchaient partout,
L'air à moitié fous.
Soudain leur chef s'élance
Sur... un perroquet,
Dont le beau caquet
Criait : Vive la France ! (*bis*)

Le général, mis en échec
Par ce doux volatile
Qui lui fit faire avec son bec
Un assaut inutile,
Cria sans pitié :
« Sera fusillé,
A genoux... sur sa cage ;
Mais en attendant
Ce joyeux moment
Il servira d'otage. » (*bis*)

Près de Gand ayant assisté
En cage à la bataille,
Jacquot revit la liberté
Grâce à notre mitraille
Brisant ses barreaux,
Si bien que l'oiseau
Vert, couleur d'espérance,
En poussant ce cri :
Au revoir et merci !
S'envola vers la France. (*bis*)

GUY-PERRON.

(*Bulletin des Armées*, 7 novembre 1914.)

De la Tranchée

Air : *Lettre tendre* (Fragson).

I

De ma tranchée-abri, je vous écris, ma chère ;
Charmant pied-à-terre,
Ma tranchée est pareille à celles qu'il y a
Dans la rue du Qua-
Tre-Septembre, à Paris ; seulement on n'y voit
Pas passer le tramwoy.
A vivre dans ces trous, comme de vieux termites,
On devient Trouglodytes.

II

A part ça, tout va bien. Comme sur des roulettes
Ça barde et ça pète.
Nos baïonnettes font de la pénétration
Dans ces gros Teutons.
Hier, nous avons pris (ça c'est un beau chopin)
La cote trente-cinq ;
Nous avons regretté, tous autant que nous sommes,
Son absence de pommes.

III

Il pleut de gros obus, l'air est plein de caresses,
Il en pleut sans cesse;
Il pleut des petits pois, ce légume est vraiment
Peu tendre à présent ;
Il pleut du feu, du fer, des marmites de plomb,
C'est un sacré bouillon,
On ne peut pas sortir. Je n'ai pas, chére amie,
Le moindre parapluie.

IV

Vous le voyez, ma chère, il fait un temps superbe
Pour dîner sur l'herbe.
Il pleut dans la tranchée, on prend des bains de pied,
Oui, mais sans café ;
Quelques bons poilus voient refleurir leurs oignons,
C'est une distraction ;
Moi, je n'ai pas d'oignons. — Ah ! ça c'est bien ma veine !
Priez pour qu'il m'en vienne.

V

L'Aisne a quitté son lit. Nous voudrions nous autres
Rentrer dans le nôtre.
Je ne vois plus rien à signaler sur le front
Qu'un petit bouton.
Ce soir nous coucherons sur nos positions :
Deux jolis mamelons.
Je pense à vous... Adieu. Vite je vous embrasse
De profil et de face.

VI

P.-S.

Dans la sombre tranchée où pour vous je soupire,
En pinçant ma lyre,
Les Zéphyrs amoureux, parfumés et légers,
Entrent sans frapper;
Papillonnant ainsi que vous, mon cher amour,
Ils font trois petits tours,
Et puis s'en vont vers vous, emportant sur leurs ailes
Mes frêles ritournelles.

Vincent HYSPA.

(Le Petit Journal.)

Paris qui bavarde

Air : *Petits Chagrins* (Paul Delmet).

En chansonnier vraiment très chic,
J'habite, en haut d'la ru' Lepic,
Un' chouett' cahute,
C'est là, qu'les pieds dans mes chaussons,
Je compose un tas de chansons
A la minute.

Pour acheter mes provisions,
Moi-mêm' je fais mes commissions,
Cela m'amuse ;
Tout en marchandant des poireaux,
Des tomates, des choux nouveaux,
J'taquin' la Muse.

Je vais de marchand en marchand,
J'écoute parler, en marchant,
Les ménagères
Qui chinent tout haut le Kaiser,
Ça, tout en marchandant des her-
Bes potagères.

Elles lui lancent plus d'un trait,
L'une dit, devant son portrait :
« Minc' de moustache !
Il a bien un' caf'tièr' d'All'mand ! »
Et l'autre ajoute, simplement :
« C'qu'il a l'air vache ! »

— Bonjour, ma chère, et votr' mari ?
— Ah ! n'm'en parlez pas, l'pauv' chéri
Est à la guerre,
Les premiers jours, ça m'accabla,
Mais, comme il n'était jamais là,
Ça n'me chang' guère.

— Le mien était toujours chez nous,
C'était le modèl' des époux,
Ce cher Alcide !
Il m'a laissé' seul', quel ennui !
Il m'manque et c'est surtout la nuit
Qu'ça m'fait un vide !

— Vous savez qu'Machin s'est rendu,
Not' pays est encor vendu...
Ah ! les crapules !
— C'que vous dit's là, c'est positif !
— Où ça qu'on prend l'apéritif ?
— Chez la mèr' Jules.

— Comment qu'ça va, la môm' Cricri ?
— Pas mal. Et votr' petit Henri ?
— Et votr' Nénesse ?
— Il est dans l'Est, avec Julo...
— Ah ! vraiment, c'est pas rigolo
Pour leur ménesse.

Pour sûr que c'est bien ennuyeux,
On ne rencontre plus qu'des vieux
Dans la soirée,
Ils vous ont tous un air fâché,
En temps d'guerr', tout l'monde est fauché ;
C'est la purée !

— Ah ! j'ai des nouvell's du fiston,
Je sais où se bat mon Gaston,
Il vient d'm'écrire :
Il est à R..., à côté d'T...,
Sur les bords du Z..., non loin d'D...,
Mais faut pas l'dire !

Les satisfaits, les mécontents,
Ne cherchent qu'à tuer le temps,
Moi, je m'attarde
Et je me dis, tout en rêvant :
« Autant en emporte le vent,
Paris bavarde ! »

Eug. Lemercier.

(*Le Bonnet Rouge*.)

Les Blancs des Journaux

Air : *La Complainte de Fualdès.*

D'puis quelque temps, quel dommage!
Quand on achète un journal,
On voit, c'est phénoménal,
Au beau milieu de la page,
Un' place, un vide, un trou blanc
Et c'est tout à fait... troublant.

Le lecteur se prend la tête,
Devient d'abord soucieux,
Puis il roule de grands yeux
En s'écriant : « Est-ce bête!
Pourquoi voit-on ces blancs-là?
Vasistas? Qu'est-c' que c'est qu'ça? »

— J'ai deviné, dit un gosse
Qui veut être à la hauteur,
C'est, pour sûr, un rédacteur
Qui devait avoir la cosse;
Et ce typ'-là, mon salaud,
Il a pas fait son boulot!

— Non, dit un jeune homme, un cancre,
L'article fut supprimé,
On ne l'a pas imprimé
Pour économiser l'encre,
Mais, à cause de ce trou,
On n'en a pas pour son sou.

— C'est pas ça, dit une poule,
Une môme aux yeux pervers,
Quand on regarde au travers,
On se gondole, on se roule,
On doit voir — c'est folichon —
Quelque chose de cochon.

Derrière la page blanche,
Un vieux monsieur, allumé,
Tourne un tison enflammé,
C'est en vain qu'il se démanche,
Il répète : « Nom de D... !
Moi, je n'y vois que du feu. »

— Gi ! dit un voyou cynique,
On a réservé ce coin
Pour ceux qu'en auront besoin,
C'est lisse et très hygiénique
Si l'on a soin d'employer
Le côté blanc du papier.

Enfin, un dernier de dire :
« Vous faussez pas l'entend'ment,
Ces blancs-là sont simplement
Pour les gens qui n'sav'nt pas lire,
Il faut bien, les malheureux,
Qu'on fass' quelque chos' pour eux. »

Moi, rajustant mes bésicles,
Je dis à mes frèr's et sœurs :
« Ces blancs-là vienn'nt des censeurs
Qui suppriment les articles ;
Or, ces messieurs-là, ma foi,
Ils n'sav'nt pas toujours pourquoi. »

. . . .
. . . .
. . . .
. . . .

(C'quatrain-là, j'l'ai pas rimé
Pour qu'il n'soit pas supprimé.)

Eug. Lemercier.

Dans la Tranchée

« Dans les tranchées, spécialement aménagées, les Poilus ne s'apercevront pas de l'hiver. » (*Les journaux.*

Air : *A Saint-Lazare.*

I

Les civils jusqu'au bout tiendront,
Nous somm's tranquilles.
Leurs journaux cri'nt sur tous les tons :
« Vous fait's pas d'bile,
L'hiver sera p't-êtr' rigoureux,
Mais cett' année
Vos poilus n's'ront pas malheureux
Dans la tranchée.

II

« On a pris tout's les précautions,
C'est magnifique !
Plus d'sacs à terre, plus de gabions :
Ciment et brique.
Presque personn' dans les boyaux
Pour la veillée,
Un guetteur pour cinquant' créneaux
Dans la tranchée.

III

A l'abri des bombardements
Les plus terribles,
Dans des souterrains épatants
Les autr's paisibles
Attend'nt stoïqu's les évén'ments
Près d'la ch'minée ;
Ils sont joyeux, nos brav's enfants,
Dans la tranchée...

IV

Joyeux et gais ! Assurément
Vous pouvez l'dire,
De nos misèr's nous somm's souvent
Premiers à rire.
On y a parfois malgré soi
L'âm' chavirée,
On y souffre, on y meurt parfois
Dans la tranchée.

V

Nous souffrirons l'temps qu'il faudra
Sans cri, sans plainte,
On les tient bien, on les aura,
Soyez sans crainte ;
Vos clients lisant, épatés,
Vos blagu's risquées,
Vont dir' : « Mais ils sont embusqués
Dans la tranchée. »

VI

Non ! il vaut mieux ne pas sortir
Vos bell's histoires,
L'civil sans ell's pourra tenir,
Nous osons l'croire.
Si vous enviez notr' vi' d'château,
De fleurs jonchée,
V'nez, y a des plac's et des flingots
Dans la tranchée.

Jean Mady.

(*Le Rigolboche.*)

« *Taisez-vous !... Méfiez-vous !...* »

Air : *Il ne répondit rien.*

Un poilu partait, gai permissionnaire.
Il lut dans le train l'avis salutaire,
Et dans le wagon il choisit son coin
En ne disant rien... rien... rien !

Un civil qu'était dans le coin en face
Lui dit poliment : « Pardon, c'est la place
De ma femm', elle fait ses petits besoins... »
L'poilu n'disait rien... rien... rien !

Il prit un autr' coin et le train démarre.
Le civil s'écrie : « Dir' que ces barbares
De notr' Paris sont encor si peu loin ! »
L'poilu n'disait rien... rien... rien !

L'civil continue : « Cette affreuse guerre
Chez nous comm' chez eux amén' la misère,
Si ça dure encore on va crever d'faim. »
L'poilu n'disait rien... rien... rien !

La femm' du civil tout à coup s'écrie :
« Quand par leurs obus ils vous asphyxient,
Comment faites-vous pour tenir si bien ? »
L'poilu n'disait rien... rien... rien !

Ell' ajoute alors : « C'est vrai, je suis bête,
Vous les repoussez à la baïonnette,
Devant vous ils se sauv'nt comm' des lapins ! »
L'poilu n'disait rien... rien... rien !

Le civil enfin qui tient à l'entendre,
Dit : « Ils sont trop forts, vous devez l'comprendre.
Anglais, Serbes, Russ's, Nippons, Italiens,
Contr' eux on n'peut rien... rien... rien ! »

Se rapprochant d'eux pour pas qu'sa voix s'perde,
L'poilu simplement leur répondit : « Flûte ! »
Et ce petit mot suffisant très bien,
Il n'ajouta rien... rien... rien !

Jean Mady.

(*Le Rigolboche*, 10 décembre 1915.)

Les Tribulations d'un Mobilise

Air : *Quand je passais la revision.*

Quand j'eus rejoint mon régiment
Dès les premiers jours de la guerre,
L'major me dit, en arrivant :
« Inapt' ! J'vous vers' dans l'auxiliaire !
Vous êt', sans vous désobliger,
Un peu foutu comm' l'as de pique.
Je n'veux pas d'homm' qui peuv'nt flancher,
Car faut sauver la République ! »

On m'renvoie chez moi et je r'prends
La direction d'ma p'tite affaire,
Quand dix jours après, subit'ment,
J'suis convoqué comme auxiliaire.
J'arrive tell'ment fatigué
Que l'major, en me voyant, tique
Et dit : « C't'auxi, faut l'réformer,
Il n'sauv'rait pas la République ! »

On m'renvoie chez moi, et je r'prends
Mon petit commerce au plus vite,
Lorsqu'un nouveau décret Mill'rand
M'oblige à r'passer la visite.
Je me r'mets nu devant monsieur l'maire
Et j'm'entends dire, entre deux fliqu's :
« C't'homme-là est bon pour l'auxiliaire,
Il faut sauver la République ! »

Re-rentré chez moi, je r'attends,
Prêt à re-quitter ma famille,
Bientôt on m'appelle à Lorient,
Où je me re-redéshabille !
L'major, sans plus m'examiner,
Dit : « C't'auxiliaire est magnifique !
Je l'verse dans l'service armé,
Car faut sauver la République ! »

Depuis, je n'm'épat' plus de rien,
Car j'en ai fait bien davantage,
J'ai été zouav', mécanicien,
Sapeur, dragon, planton d'garage,
J'ai fait d'l'auto, j'ai fait d'l'avion,
Et, plein d'une ardeur magnifique,
J'ai contribué, simple troufion,
Dam' à sauver la République !

Georges MANOIR.

(*Le Rigolboche*, 10 juin 1915.)

Les Refrains du Père Magloire

C'était un petit vieux ; on l'appelait Magloire ;
On le voyait passer sans savoir son histoire.
Or, toujours un refrain alerte et guilleret,
Par quelque temps qu'il fît, sur ses lèvres errait.
Je lui dis un beau jour : « On voit bien que la guerre,
Inlassable chanteur, ne vous a coûté guère,
Ou bien que, n'ayant rien, vous n'avez rien perdu ! »
Voici ce que le petit vieux m'a répondu :

Air : *Le Vieux Mendiant* (P. Delmet).

J'avais une belle maison
Se mirant aux eaux de la Meuse ;
Je comptais bien, à ma façon,
Y finir ma vieillesse heureuse.
Ah ! ma maison aux toits pointus
Qu'en fit-on ? Soit dit sans rancune !
Une ruine ! N'y pensons plus
Et chantons : « Au clair de la lune ! »

J'avais deux gars, deux beaux garçons,
Mon orgueil, mon soutien sur terre,
Espoir des futures moissons,
Tout l'amour de leur vieux grand-père.
Mes petits gars, qu'en ai-je fait ?
Deux héros luttant dans la plaine
Pour reprendre Metz ; c'est parfait !
Et chantons « La Marche Lorraine ! »

Je possédais quelques écus
Que j'avais sauvés de la guerre ;
N'ayant plus qu'eux j'y tenais plus
Qu'à tous les châteaux de naguère.
« Ah ! tes écus ! m'a dit quelqu'un,
Qu'en as-tu fait, mon vieux Magloire ?
— Je les ai donnés pour l'emprunt ! »
Et chantons « Le Pèr' la Victoire ! »

Et maintenant je n'ai plus rien,
Ni maison, ni gars, ni fortune ;
Je ne conserve pour tout bien
Que le droit d'errer sous la lune.
Mais je suis content malgré tout
Car, dans ma vieille âme française,
J'ai fait mon devoir jusqu'au bout
Et je chante « La Marseillaise ! »

Paul Marinier.

La Frontière de chez nous

Air : *La Rosière de chez nous.*

Connaissez-vous la frontière,
La frontière de chez nous ?
Elle est faite de bruyère,
La frontière, (*bis*)
De marjolaine et de houx,
La frontière de chez nous.

Si belle était la frontière,
La frontière de chez nous,
Que la voulaient tout entière,
La frontière, (*bis*)
Les Germains au cœur jaloux,
La frontière de chez nous.

Ils ont franchi la frontière,
La frontière de chez nous,
Et, la gardant prisonnière,
La frontière, (*bis*)
L'ont fait gémir sous leurs coups,
La frontière de chez nous.

Refleurira la frontière,
La frontière de chez nous.
En de beaux jours elle espère,
La frontière, (*bis*)
Nous reviendra malgré vous,
La frontière de chez nous.

Rejoindra l'autre frontière,
La frontière de chez nous,
Que le Rhin bordait naguère,
La frontière, (*bis*)
La berçant de ses remous,
La frontière de chez nous.

C'est là que notre frontière,
La frontière de chez nous,
Nous attend dans la bruyère,
La frontière, (*bis*)
La marjolaine et le houx,
La frontière de chez nous.

Léon Michel.

(*Bulletin des Armées*, 17 janvier 1915.)

Cerises de France

A la mémoire de J.-B. Clément

Air : *Le Temps des Cerises.*

Quand nous chanterons le temps des cerises,
Notre cher pays sortira vainqueur
De la lutte amère ;
Les belles auront l'âme plus légère
Et les combattants de l'ivresse au cœur.
Quand nous chanterons le temps des cerises,
Revivra joyeux le pays vainqueur.

Il semble bien loin, le temps des cerises,
Les soirs de combats où l'on va rêvant
Aux heures cruelles.
Verrons-nous lever les moissons nouvelles,
Les épis trop lourds courbés sous le vent ?
Il semble bien loin, le temps des cerises,
Les soirs de combats où l'on va rêvant.

Nous allons cueillir les rouges cerises,
De nos champs d'honneur symbole éclatant;
Cerises vermeilles,
Cerises de France aux roses pareilles,
Tombant sous la feuille en gouttes de sang...
Nous allons cueillir les rouges cerises,
De nos champs d'honneur symbole éclatant.

Quand il reviendra, le temps des cerises,
Dans l'enivrement du joyeux retour
Souriront les belles.
Par ce long exil nos âmes fidèles
Ne craindront jamais les peines d'amour.
Quand nous reverrons le temps des cerises,
Renaîtront pour nous la paix et l'amour.

Nous aurons toujours au temps des cerises
Le cher souvenir, que l'on garde au cœur,
De la délivrance.
Cerises d'amour, cerises de France,
Bouquets de corail faits pour le bonheur,
Nous aurons toujours au temps des cerises
Le cher souvenir que l'on garde au cœur.

Léon Michel.

(*Bulletin des Armées*, 2 mai 1915.)

Les Tutus de Guerre

Air : *L'Anatomie.*

Mes chers parents, c'est des tranché's
Que j'vous envoi' cett' babillarde,
Je l'ai écrit' pour qu'vous sachiez
Que j'vais bien, je n'suis pas malade.
Aussi ne vous tourmentez pas
A mon sujet, car j'vous assure
Que la guerre, plus que ça va,
Plus qu'on voudrait que cela dure.

Figurez-vous que, dans l'bull'tin
Des armé's de la République,
Nous avons tous lu ce matin
Une affair' qui s'ra rud'ment chic-que :
La direction de l'Opéra,
Voulant pour nous fair' quelque chose,
A demandé aux petits rats
De nous offrir leur tutu rose.

Et pour permettre aux bons poilus
De mettr' sur leur figure un voile.
On va leur donner les tutus
De nos plus charmantes étoiles...
Sûrement qu'ça nous protég'ra
Contr' les piqûr's d'un tas d'bestioles,
Et je suis sûr qu'avec c'truc-là
On s'amus'ra comm' des p'tit's folles.

La nuit, pendant qu'on dormira
Avec un tutu sur la tête,
Il est certain que l'on croira
Qu'on est en train de fair' la fète.
Alors ce s'ra très rigolo,
On croira voir des ballerines
Et l'on réveill'ra les poteaux,
En soulevant leur fin' mouss'line.

Vous voyez donc, mes chers parents,
Que notre vie n'est pas morose
Et que, pour passer notre temps,
On invente un tas de bonn's choses.
Cett' guerre est pleine d'imprévu,
Après les masques, les voilettes,
Les danseus's se l'mett'nt sur le...tutu,
Les poilus se l'mett'nt sur la tête.

G. Monvoisin.

(*La Rigolboche*, 30 août 1915.)

Fleurs de Tranchées

Air : *Lettre à Colombine.*

I

Ma Ninette tant adorée,
Je t'écris du fond d'un gourbi,
A cent pas d'un Boche estourbi
Voilà deux mois par un Arbi ;
Au loin dans la plaine dorée,
Le soleil luit, c'est un bonheur,
Ses rayons réchauffent le cœur,
On se sent plus fort et meilleur.

II

Quand je laisse aller ma pensée
En arrière de quelques mois,
J'ai peine à croire que je sois
Si loin de toi, car je te vois
Contre la fenêtre adossée,
Quittant ton ouvrage des yeux
Pour surveiller l'ébat joyeux
De nos trois marmots dans leurs jeux.

III

Depuis, pourtant, dans les tranchées,
J'ai passé de bien mauvais jours,
Les pieds dans l'eau, dans l'eau toujours,
Les membres gelés, les doigts gourds ;
De ces dates si rapprochées
Il ne reste qu'un souvenir
Que je veux ne pas retenir
Puisque le printemps va venir.

IV

Ce matin, j'ai fait la cueillette
Pour toi, sur le bord d'un talus,
D'une humble fleur, une, pas plus,
Qu'avec un doux baiser, inclus,
Je t'envoie. Garde ma fleurette :
Elle te parlera de moi...
Je ne puis te cacher l'émoi
Qui m'étreint... Garde-la sur toi.

V

Si quelque jour, Nine chérie,
On me dit mort au champ d'honneur,
N'aie point de cris, point de douleur ;
Sur ma fleurette verse un pleur,
Puis dis-toi : c'est pour la Patrie.
Puisqu'on doit mourir, il est beau
De sacrifier son sang, sa peau,
Pour sauver l'honneur du drapeau.

G. Morin,
Sergent au 17e territorial.

(*L'Écho des Tranchées.*)

Pour régler les Comptes

Air connu.

Le Kaiser s'voit dans d'beaux draps !
é, i, a
A l'Ouest il se sent bouclé,
a, i, é
A l'Est, il se sent rousti,
a, é, i
Au Sud, kif kif bourriko,
é, i, o
Partout, il se sent fichu !
a, é, i, o, u.

Bientôt comme il lui faudra
é, i, a
Payer tous les pots cassés
a, i, é
Et les intérêts aussi...
a, é, i
Comme il n'aura que la peau,
é, i, o
Voilà c'que f'ront nos poilus :
a, é, i, o, u.

Dans un' cage on l'promèn'ra,
é, i, a

Un' fois mus'lé, ligoté,
a, i, é
De Petrograd à Paris,
a, é, i
Pour deux sous — voyez tableau !
é, i, o
Recett' : des millions d'écus.
a, é, i, o, u.

Avec quoi l'on r'bâtira
é, i, a
Tous les pauv' pat'lins brûlés
a, i, é
Tous les monuments détruits,
a, é, i
On rhabill'ra les petiots
é, i, o
Qu'il avait laissés tout nus !
a, é, i, o, u.

Et comme encore, il rest'ra
é, i, a
Des millions inoccupés,
a, i, é
De l'ex-emp'reur de Bochie ;
a, é, i
On f'ra de c'joli rabiot
é, i, o
Des rent's pour tous les poilus !
a, é, i, o, u.

(*Bulletin des Armées*, septembre 1915.) Octave Pradels.

Tel Père, tel Fils

« Les princes ont été appelés au chevet de l'Empereur, malade. »
(*Les journaux.*)

Air : *Mon père était pot.*

On sait que ce « minus habens »,
Ce syndic des bélîtres,
Ou, si vous voulez, le Kronprinz,
Pour lui donner son titre,
Passe, loin des camps,
Les trois quarts du temps,
A faire des manilles,
En vidant des pots,
Avec ses suppôts
Et autres belles filles.

Or donc, il était ces jours-ci
A faire ses bamboches
Habituelles, quand voici
Surgir un de ses Boches,
Un vieux gros major
D'hussards de la Mort,

La face convulsée,
Et qui demandait
A voir mon cadet
Pour affaire pressée :

« Prince, dit-il, je suis porteur
D'une triste nouvelle :
Hélas ! notre cher Empereur
Se meurt de mort cruelle.
Quand je l'ai quitté,
En réalité
Il n'avait plus qu'un souffle ;
A peine il pouvait
— Sauf votre respect —
Éteindre une camoufle.

« Toutefois — m'a dit le doctor —
Bien qu'il n'espère guère,
L'Empereur n'est pas assez mort,
Certes, pour qu'on l'enterre ;
Mais il est bien bas.
Donc, ne tardez pas.
Et que si Votre Altesse
Veut le voir vivant,
Qu'elle vienne avant
Ce soir, car l'heure presse.

« — Eh bien, mon Dieu ! fit le Kronprinz,
Esquissant sur sa face
Un vague sourire — de Reims, —
Que veut-on que j'y fasse ?

Nul n'est éternel...
Et mon paternel
Non plus que tout le monde.
Et c'est bien mon tour,
Parlant sans détour,
D'être empereur du monde.

« Enfin... pauvre papa, tant pis !
— Ajouta-t-il, cynique, —
Tout en jetant sur le tapis
La manille de pique.
Mais s'il n'est pas feu,
Qu'on l'amuse un peu,
Et surtout qu'on lui *die*
Que dans un instant
J'arrive, le temps
De finir ma partie. »

Raoul Ponchon.

(*Le Journal*, 17 janvier 1916.)

« Qué Cochon d'Enfant ! »

(Même air.)

« Nous châtions nos vices chez nos enfants. »

Ne m'parlez pas d'Son Altesse,
    Disait l'Empereur
C'est, parlant par politesse,
    Un' petite horreur !
Sans sa couardise immonde,
    Déjà d'puis longtemps
Je s'rais empereur du monde...
    Qué cochon d'enfant !

J'l'avais mis, dans le principe,
    D'mon état-major.
Il commandait mon équipe
    D'hussards de la Mort,
Qui sont ma meilleure carne.
    V'là-t-il pas qu'il m'en
F...ich' les trois quarts dans la Marne.
    Qué cochon d'enfant !

Si je l'envoie en Champagne,
Il me boit mon « Mumm » :
Mince — fait-il — de Cocagne !
Nunc est bibendum.
Quand il prévoit du grabuge,
Dans son culbutant
Il s'oublie... Un vrai déluge !
Qué cochon d'enfant !

Quand il est sur la Vistule,
Il s'croit sur l'Yser.
N'sachant mêm' pas, la crapule,
Lir' son *Bædeker.*
Mais partout, comme un apache,
Il s'fait des présents,
Il se soûle comme un' vache !
Qué cochon d'enfant !

Chaque fois qu'à l'improviste
Je vais sur le front,
Je trouve mon stratégiste
Dans les environs,
A quinze ou vingt pieds sous terre,
Qui fait son sultan
Avecque des bayadères...
Qué cochon d'enfant !

Lui fais-je une remontrance
D'vant ses officiers,
Il m'dit — comme on fait en France —
« Papa, tu m'fais suer. »

Il me parle de... Cambronne.
N'est-ce pas dégoûtant,
Pour un princ' de la couronne ?
Qué cochon d'enfant !

Si, de temps en temps, j'lui colle
Quinze jours d'arrêts,
Il rit comme un' petit' folle,
C'est c'qu'il désirait...
Pour lui, ça s'passe en orgies,
Avec des feignants ;
Même on éteint les bougies...
Qué cochon d'enfant !

Que deviendra mon empire
Quand je n's'rai plus là ?
J'n'y veux pas penser. Et dire
Qu'j'en ai six comm' ça !
Des enfants, beaux et prospères,
Qui f'raient des cur'dents
Avec les os de leur père !
Qué cochons d'enfants !

Raoul Ponchon.

(*Le Journal.*)

A nos Blessés

MUSIQUE DE FRANCINE LORÉE-PRIVAS

(*Publiée par la revue* Paris qui chante.)

Ils sont partis de leurs villages
Sans larmes dans leurs bons yeux clairs.
Ils ont laissé des êtres chers,
Ayant au cœur tous les courages ;
Ils sont partis, refrain joyeux
Ou chanson guerrière à la bouche,
Portant en eux l'espoir farouche
De revenir victorieux.

Ils sont partis sans défaillance,
Prêts à lutter jusqu'à la mort,
Pour briser le puissant effort
De l'ennemi, par leur vaillance.
Ils sont partis, pleins de fierté,
En soldats de la cause humaine,
Pour délivrer de toute chaîne
La justice et la liberté.

Ils se sont tous conduits en braves,
Et, citoyens forts de leurs droits,
Ils ont opposé des exploits
Aux férocités des esclaves.
Et nous jouirons des bienfaits,
Semés par leurs gestes de gloire,
Quand nous chanterons la victoire
Due aux miracles qu'ils ont faits.

Dans la lutte acharnée et dure
Dont ils ont supporté le poids,
Ils ont, dans l'Argonne ou l'Artois,
Récolté plus d'une blessure.
Mais la fierté brille à leur front,
Et leur cœur s'ouvre à l'espérance
De combattre encor pour la France
Dès que leurs forces renaîtront.

Honneur aux mutilés, nos frères,
Que la gloire n'a pas trahis,
Ils ont sauvé notre pays
Des griffes de nos adversaires !
Que les actes de ces guerriers
Restent gravés dans nos mémoires :
Ils ont sauvé nos territoires,
Nos familles et nos foyers !

Xavier Privas.

(18 septembre 1915.)

Aux Femmes de France

MUSIQUE DE FRANCINE LORÉE-PRIVAS

(*Publiée par la revue* Paris qui chante.)

Femmes du doux pays de France,
Qu'un féroce ennemi vient de frapper au cœur,
Mes sœurs d'angoisse et de souffrance,
Je m'incline devant votre immense douleur.

Mères, épouses, fiancées,
Colombes dont la joie a déserté les nids,
Femmes que la guerre a blessées,
Je vous admire et vous vénère et vous bénis.

Je vous bénis et vous vénère,
Car, pleines d'un stoïque et noble et saint orgueil,
En holocauste salutaire,
Vous offrez au pays, peine, torture et deuil.

Je vous bénis et vous admire,
Car, afin d'abaisser la morgue des bourreaux,
Vous subissez l'affreux martyre
De porter, sans pleurer, le deuil de nos héros.

Mères, épouses, fiancées,
Sœurs et filles des preux tombés au champ d'honneur,
Que vos douloureuses pensées
S'apaisent dans l'espoir d'un avenir meilleur.

Car ceux qui dorment dans la gloire,
Et dont l'humanité retiendra les hauts faits,
Ont assuré notre victoire
Et le règne futur du Droit et de la Paix.

Xavier Privas.

Lettre d'Alsace

Chantée par Mlle Germaine Kym au théatre de l'Odéon

A mon Maître et Ami
Paul FERRIER.

Air : *Les Bords du Rhin* (Henrion).

Mon aimée aux si jolis yeux,
Quand le facteur, d'un air joyeux,
Te remettra cette missive,
Avec mon bataillon alpin
Nous serons près, tout près du Rhin,
Dont nous apercevons la rive.

Les ennemis sont fatigués;
Nous, les poilus, on est très gais.
Et je n'ai qu'un but, ma chérie :
Nous voir bientôt, tous, triomphants,
Car c'est vous trois que je défends :
Mon fils, ma femme et ma patrie,

Sur notre carte du salon,
Montre bien à notre Léon
L'endroit où bataille son père.
Dis-lui que, soldat aujourd'hui,
Si son papa dort loin de lui,
C'est pour le sauver de la guerre.

Fais-lui voir le Rhin glorieux
Que traversèrent nos aïeux
Au bruit de leur clairon sonore;
Puis de Strasbourg le dur chemin
Où, partout, flottera demain
Notre fier drapeau tricolore.

Du temps passé, mon cher amour,
Te rappelles-tu ce beau jour :
(C'était au printemps, il me semble),
Tous les deux, le cœur plein d'émoi,
Moi, charmé d'être près de toi,
Nous relisions Musset ensemble.

L'auteur disait, superbement :
« *Nous l'avons eu leur Rhin all'mand.* »
Ils n'ont rien perdu pour attendre...
Puisque par nous, par nos canons,
Bientôt, peut-être, nous allons,
Et pour toujours, le leur reprendre.

Le Rhin de Kléber, de Marceau,
Malgré la tranchée et l'assaut,

Nous l'aurons repris cette année ;
Et, dans ce joli rêve d'or,
Très las loin de vous je m'endors
Avec votre image adorée.

Bonsoir ! ma femme et mon garçon.
Dans le nid de notre maison,
Gardez-moi bien chaude ma place...
Je vous embrasse avec ferveur.
Sur tes yeux je mets tout mon cœur.
A bientôt !... Avec notre Alsace !

Charles Quinel.

La Question des Balkans

Couplets chantés par Mlle Marguerite Deval,
dans *L'École des Civils*, a l'Athénée

Air nouveau d'E. Lassailly.

I

Les journaux parlent des Balkans,
En termes clairs et convaincants ;
Voici c'que, d'une âme sereine,
On lisait, y a deux mois à peine :
Les Roumains sont avec les Grecs,
Les Bulgar's marcheront avec,
Pour aider, d'un élan superbe,
Les Monténégrins et les Serbes...
Venizélos, Tak' Jonesco,
Lahovari, Philippesco,
N'aimant pas beaucoup les All'mands,
Nous sont fidèl's assurément.
Oui, mais Ferdinand de Cobourg...
On dit qu'il tutoie Hindenbourg...
Il est pourtant de sang français,
Son peuple est russe, eh bien, qui sait ?...
Il se pourrait que les Bulgares
Tournent cosaqu's sans crier gare,

Mais les Turcs sont leurs ennemis,
Les Bulgar's sont donc nos amis,
A moins, car l'ami n'fait pas l'moine,
Qu'on n'leur donn' pas la Macédoine,
La Macédoine étant aux Grecs,
Faudrait la leur prendre en cinq secs,
C'est vrai qu'les Serbes comm' ceux-ci,
Ont un peu d'Macédoine aussi,
Et qu'les Turcs, vous vous en doutiez,
Veul'nt la Macédoine en entier...
Si Radoslawoff est adroit,
On donn'ra, j'pense, à qui de droit,
Ce qui lui r'vient, et pour cela,
Il n'y a qu'à céder Cavalla !
On n'sait pas à qui pour l'moment...
C'est peut-être à Marghiloman !

Air : *Les Suites d'un premier lit.*

Je n'sais pas si je m'fais comprendre
Mais c'est ainsi, y a quelque temps,
Qu'on s'exprimait pour nous apprendre
Ce qui s'passait dans les Balkans.

II

Tout à coup, grand chambardement !
On nous expliq'ça très clair'ment
En des communiqués limpides
Qui sont compris des plus stupides :

Les Grecs gard'nt la neutralité,
Le Roi venant de s'aliter.
Les Bulgar's, experts en traîtrise,
Attaqu'nt la Serbie par surprise !...
Veniz'los et Tak' Jonesco,
Lahovari, Philippesco
N'aiment toujours pas les All'mands,
Mais y en a qui pens'nt autrement...
Faisant des châteaux en Espagne,
Ferdinand s'est mis en campagne.
On dit que déjà le Kaiser
Lui a fichu la croix de fer !
De Saloniqu' sans crier gare,
Les Alliés tomb'nt sur les Bulgares,
Car les Bulgar's ont pour amis
Les Turcs qu'étaient leurs ennemis,
Ceux-ci par des traités idoines
Leur cédant tout' la Macédoine,
Avec des tas d'salamalecs,
Bien qu'la Macédoin' soit aux Grecs,
Et que les Serb's aient, jusqu'ici,
Toujours leur Macédoine aussi,
Pendant que froid'ment les Alliés
En occup'nt au moins la moitié...
Je n'sais pas qui s'ra qui de droit,
Mais il va s'trouver à l'étroit !
Radoslawoff, de ce coup-là,
Vient d'cavaler à Cavalla,
Où sont arrivés justement
Veniz'los et Marghiloman !...

Air : *La Fille de ma Tante.*

Tout ça je le suppose,
Commence à s'éclaircir.
Quand on comprend les choses
Ça fait toujours plaisir !

RIP.

La Danse Macabre

CHANTÉE PAR Mlle JANE MARNAC, DANS *L'École des Civils*, A L'ATHÉNÉE

« ...Le Kaiser veut qu'on danse à Berlin, comme si de rien n'était. » (*Les journaux.*)

Sur les motifs de *La Danse Macabre* de SAINT-SAËNS.

Pour fêter chez eux
Leurs triomphes merveilleux,
Le Kaiser veut
Qu'on s'amuse un peu :
Bien obéissants,
Les Boch's donn'nt des bals persans
Étourdissants
Et dis'nt en valsant :

« Dansons, c'est parfait,
L'Emp'reur le veut en effet,
Il sait c'qu'il fait :
Dansons d'vant l'buffet !
Dansez et mimez
La dans' du ventre affamé ;
Faut s'distinguer !
Ohé ! soyons gais !...

— ... Mais dites-moi, Monsieur Bochmann,
Ach ! C'est-y vrai ce que dit Bethmann ?
Est-c' que les Alliés veul'nt la paix ?
Est-c' qu'ils sont vraiment battus tout à fait ?
— Fait's attention, Madam' Burkart,
Y a l'agent d'police qui nous *recarte !...*
Et s'il ne nous voit pas danser,
Ach ! Ma bonn' chér' dam', qu'est-c' qu'il va penser ?

— ... Dansons, c'est parfait,
L'Emp'reur le veut en effet,
Il sait c'qu'il fait :
Dansons d'vant l'buffet !
Dansons le cancan,
Nous dansons sur un volcan,
Nous cess'rons quand
L'agent fich'ra l'camp...

— ... Monsieur Boch'mann, les Russ's reviennent,
Et les Autrichiens song'nt à prendre... Vienne !
Les Français sont sûrs de leur fait,
Et chez les Anglais, ça sent bien mauvais !...
— Fait's attention, Madam' Burkart,
Des oreilles ennemies nous *recartent.*
Vous voyez ce cul-d'jatt', là-bas :
Les agents l'engueul'nt parc' qu'il ne dans' pas !

— ... Dansons, c'est parfait,
L'Emp'reur le veut en effet,
Il sait c'qu'il fait :
Dansons d'vant l'buffet !

Dansons à pas lents
Le quadrille des uhlans,
Militair'ment
Comm' de bons All'mands !...

— ... Monsieur Boch'mann, on dit comm' ça,
Que l'on va manquer mêm' de pain KK.
Nos billets d'banqu', le chancelier
Les appell' maint'nant des chiffons d'papier !
— Fait's attention, Madam' Burkart,
J'crois que l'agent veut vous mettre en carte [1].
J'n'ai pas mangé depuis trois jours
Mais comm' les fakirs, faut tourner toujours !

— ... Dansons, c'est parfait,
L'Emp'reur le veut en effet,
Il sait c'qu'il fait :
Dansons d'vant l'buffet !
Dansons le tango,
Dansons à tir'-larigot,
Comm' des dingos,
Voilà les sergots ! — »

Air : *Les Pioupious d'Auvergne.*

C'est ainsi qu'les Boches
S'amusent chez eux.
Soit dit sans reproche,
On pourra fair' mieux.

---

(1) *Ou :* Je crois que l'agent de polic' nous *recarte.*

Un peu de patience,
Un jour quelle danse !
Ça n's'ra pas banal,
La p'tit' saut'rie finale !

Nos pioupious, pas besoin qu'on les invite !
Le canon tonn'ra ;
Pour sûr, on dans'ra ;
Ils tremp'ront la soup' dans les gross's marmites ;
Joffr', pour conduir' l'bal,
Aura son bâton d'maréchal !

Rip.

Bouquet à l'Aimée

Air : *Le Temps des Cerises.*

J'ai cueilli pour vous, proche ma tranchée,
Ces pervenches bleues, gage d'amour pur,
Qu'avril fait renaître.
En vous les offrant, je crois reconnaitre
Le bleu de vos yeux, pareil à l'azur.
J'ai cueilli pour vous, proche ma tranchée,
Ces pervenches bleues, gage d'amour pur.

Et quand viendra mai, ô ma tendre amie,
Je vous offrirai du muguet tout blanc
Cueilli dans les Flandres,
Parmi les grands bois où, depuis novembre,
Nous luttons pour tous, alertes, confiants.
Et quand viendra mai, ô ma tendre amie,
Je vous offrirai du muguet tout blanc.

Si je vois juillet, baigné de lumière,
Mon envoi sera de coquelicots
    Aux rouges pétales.
Fleurs de Messidor, cueillies sous les balles,
Et pourpres du sang de tous nos héros.
Si je vois juillet, baigné de lumière,
Mon envoi sera de coquelicots.

Et toutes ces fleurs, aux couleurs de France,
Feront un bouquet frais et glorieux,
    Si, la mort brutale
M'emportant un jour, dans une rafale,
En pensant à vous, j'ai fermé les yeux.
Et toutes ces fleurs, aux couleurs de France,
Feront un bouquet frais et glorieux.

Jean Sapeur.
5e génie, sur le front.

(*Bulletin des Armées,* octobre 1915.)

Histoire du Dernier Louis d'or

Chantée par Mme Alice Bonheur

Air : *Halte au Village.*

C'était un de nos joyeux fêtards,
Et *Maxim's* était son domicile ;
Il avait, dit-on, le louis facile,
Aimant la noce et le pétard !
Au mois d'août de la dernière année,
A la fin d'une ardente journée,
Il prit gaîment
Le chemin de son régiment !
Il partit, plein d'espérance,
Emportant avec lui
Son dernier louis...
Quand il s'agit de la France,
Dans tout fêtard, oui-da,
Vit un soldat !
Ah ! le grand jour
Où, le front grave,
A leurs amours
Ont dit « adieu » nos jeunes braves !

Chaque képi,
Chaque canon, chaque fusil,
Se parait d'un bouquet fleuri,
Et les cœurs, alentour,
Vibraient au son des tambours !

. . . .

... Le fètard, faisant son devoir,
Est frappé d'une balle, un soir...
Celle-ci rencontre la poche :
Sur le louis, elle ricoche,
Et n'a plus aucun pouvoir...
La pièce jolie
Devient ainsi le fétiche pieux
Du soldat glorieux
Qui, jadis, la donnait pour prix d'une folie...
Lui, l'âme ravie,
Au combat marche, crâne et sans peur,
Portant toujours sur son cœur
Ce louis qui lui sauva la vie !...

. . . .

... Mais un cri s'est élevé,
Un appel est arrivé :
« Souscrivez ! » (*bis*)
C'est l'Emprunt de la Victoire,
Et le petit soldat
Pense tout bas :
« Pour sauver le territoire,
« Se battre jusqu'au bout
« Ce n'est pas tout ! »

La pièce d'or
Quittant la poche
Connut alors
Du vaguemestre la sacoche,
Et le soldat
Dit : « Mon pays était déjà
Le plus brave, eh bien ! il sera
Désormais, grâce à l'or,
Le plus riche et le plus fort ! »

Valentin Tarault.

Vive le Son du Canon!

Au Capitaine
Ernest LEFRANÇOIS.

Air : *La Carmagnole.*

I

Puisque Guillaume l'a voulu,
Que tout Français soit un « poilu »,
Du cœur sous le téton
Et du poil... au menton,
Chantons à la française
Vive le son, vive le son,
Chantons à la française
Vive le son du canon !

II

Le Kronprinz lui avait promis
Les Tours Notre-Dame et Paris ;
Mais le coup a manqué
Grâce à nos canonniers...
Chantons à la française
Vive le son, vive le son,
Chantons à la française
Vive le son du canon !

III

Qu'on soit du Havre ou Parigot,
Chacun peut tenir un flingot :
Dans la tranchée entrons
Sans tambours ni clairons...
Chantons à la française
Vive le son, vive le son,
Chantons à la française
Vive le son du canon !

IV

Le Soixante-Quinze, un amour,
S'éveille sur le point du jour ;
Et quand il a parlé,
Ah ! comme c'est perlé...
Chantons à la française
Vive le son, vive le son,
Chantons à la française
Vive le son du canon !

V

La France sait ce qu'elle veut ;
C'est la paix du monde, parbleu !
Patience, c'est tout :
La victoire est au bout
Avec nos deux provinces,
Vive le son, vive le son,
Avec nos deux provinces,
Vive le son du canon !

Edmond Teulet.

Lettre d'un P'tit Soldat à son Copain

CHANTÉE PAR L'AUTEUR AU CABARET DE *La Chaumière*

Air : *Ah! badaboum.*

J'mets la main à la plum' pour t'écrir', ma vieill' branche,
Pendant que les boulets tombent en avalanche
Ah ! Badaboum ! Badaboum ! Badaboum !
Et ça craque, et ça pèt', quel pétard, mes aïeux !
Dam', comm' feu d'artifice on n'peut guèr' trouver mieux.
Ah ! Badaboum ! Badaboum ! Badaboum !

La tranchée d'où j't'écris n'a qu'trois mètr's de surface :
Évidemment, c'est pas le grand Hôtel-Palace
Ah ! Badaboum ! etc...
Pas besoin d'ascenseur pour monter jusqu'en haut,
Et pis, si y a pas l'gaz, nous avons toujours l'eau.
Ah ! Badaboum ! etc...

D'temps en temps nous sortons pour dir' bonjour aux Boches ;
Qu'est-c' que nous leur mettons à tout's ces têt's de pioches !
Ah ! Badaboum ! etc...
Mais l'Boch', c'est comm' les ch'veux d'Madame Éléonor,
Tant plus qu'on en zigouill', tant plus qu'y en a encor !
Ah ! Badaboum ! etc...

Maint'nant j'ai des r'lations qu'est pas dans un' musette,
C'est même un député qu'est mon voisin d'couchette,
Ah ! Badaboum ! etc...
Ah ! c'lui-là comm' gaîté il n'est jamais à court,
Quand on s'embêt' de trop il nous fait un discours.
Ah ! Badaboum ! etc...

L'autr' jour, il nous parlait de l'impôt sur la rente,
Tu parl's si on s'tordait quand, à deux mètr's cinquante,
Ah ! Badaboum ! etc...
V'là qu'un obus éclat' ! Tu crois qu'il a fait l'mort ?
Pas du tout, l'animal, il a crié plus fort.
Ah ! Badaboum ! etc...

Y a aussi un Anglais, ah ! c'lui-là, quel chic type !
Chaqu' fois qu'il tue un boche il faut qu'il fume un' pipe ;
Ah ! Badaboum ! etc...
Il en fum' jusqu'à trent' les jours qu'il est en train.
Dam', tu sais, l'Bonnet Rouge, il n'a qu'à s'manier l'train
Ah ! Badaboum ! etc...

L'Servic' des Post's va mieux, du moins on nous l'annonce ;
Pourtant, ça fait cinq lettr's que j't'envoie sans réponse.
Ah ! Badaboum ! etc...
Mais quand j'te dis cinq lettr's, j'pens' que tu m'a compris
Et qu'tu n'vas pas m'dir' : Mang' pour faire un mot d'esprit !
Ah ! Badaboum ! etc...

En fait d'lettres, mon vieux, je vais finir la mienne.
Je t'embrass' sur l'œil gauche en attendant la tienne.
Ah ! Badaboum ! etc...
Mais, pour que tu m'répond's cett' fois un peu viv'ment,
Je t'envoie mon adresse avec des renseign'ments.
Ah ! Badaboum ! etc...

C'est de V... près de K... que j't'écris, mon vieux frère,
Un joli p'tit villag' situé au nord d'R...
Ah ! Badaboum, etc...
Au sud nous avons B..., à l'est nous avons T...,
Et les Boch's sont à Z, le village à côté.
Ah ! Badaboum ! etc...

Demain nous d'vons partir pour X..., et je crois même
Que nous pass'rons par Q... à moins qu'ce soit par M...
Ah ! Badaboum ! etc...
En tous les cas, mardi, nous s'rons sûr'ment à O...
Si tu n'm'as pas compris, c'est qu'tu n'es qu'un ballot...
Ah ! Badaboum ! etc...

Victor Tourtal.

Naturalisé

INTERPRÉTÉ PAR L'AUTEUR A *La Chaumière.*

Air : *L'Alibi.*

I

C'était c'qu'on appelle un homme
Bien posé dans son quartier,
Cent dix-neuf rue du Sentier.
Je dois avouer en somme
Qu'il était des mieux cotés,
Membre d'un tas d'Sociétés.
A part ça, c'bon citoyen
Était un Autrichien.

II

Quand se déclara la guerre,
Il se souvint — quell' déveine —
Qu'il était natif de Vienne.
Et, comme il ne tenait guère
A partir en permission
Dans un camp d'concentration...
Il s'mit à chercher un joint
Pour rester dans son coin.

III

Surtout que l'Préfet d'Police
Avec son zèl' coutumier
Fouillait quartier par quartier,
Et tous les gens de la Duplice
Étaient aussitôt coffrés
Avec leurs biens séquestrés.
Notre homm' se fit, c'est un truc,
  Naturaliser Turc.

IV

Mais bientôt v'là qu'la Turquie
Se met avec les Pruscos ;
Notre homm' se dit : quès-aco ?
Ce s'rait vraiment d'la folie
D'quitter Paris désormais,
Car c'est l'moment ou jamais
D'y gagner un peu d'argent...
  Faut rester, c'est urgent.

V

Oui, mais le Préfet d'Police,
Plein d'ardeur et d'dévouement,
F'sait la chasse aux Ottomans.
Notre homm' se dit, plein d'malice :
Il faut que je m'fass' viv'ment
Une têt' de neutr' bienveillant...
Alors il se fit dardar
  Turaliser Bulgar'.

VI

Mais zut ! V'là qu'la Bulgarie
Se met avec les Pruscos ;
Il faillit dev'nir dingo.
Comme j'ai déjà trois patries,
Un' de plus, s'dit-il, ma foi,
Ça m'en f'ra quatr' au lieu d'trois.
Il faut donc que j'cherche un joint
  Pour rester dans mon coin.

VII

Surtout que l'Préfet d'Police
De plus en plus sur les dents
Foutait les Bulgar' dedans.
Donc il se dit, plein d'malice :
Les Bulgar' ils me font tarter ;
Je vais encor' permuter.
Alors il s'fit en cinq sec
  Naturaliser Grec.

VIII

Mais soudain dans la coulisse
On dit qu'le Grec va flancher.
Notre homm' s'affal' sur l'plancher,
Surtout que l'Préfet d'Police
Qui ne dort ni jour ni nuit...
(Mais ça, j'vous l'ai déjà dit)
Cett' fois, s'dit-il éperdu :
  J'crois bien que j'suis foutu.

IX

Mais soudain dans sa caboche
Il eut un éclair génial,
Et subito l'animal
S'fit naturaliser Boche.
C'était plutôt du culot.
Eh bien ! le plus rigolo
C'est qu'il avait trouvé l'joint
Pour rester dans son coin,
Car depuis c't' époque il vit
Bien tranquill' à Paris.

Victor Tourtal.

Le Carnet de la Semaine.

Pauvres Civils !

CHANTÉE PAR L'AUTEUR A *La Chaumière.*

Air : *La Fille du Savetier.*

Je suis ou plutôt je n'suis plus
D'une classe de non poilus,
Et j'avoue qu'il est difficile
D'exister dans la vie civile ;
Comm' nos soldats se batt'nt fort bien,
Ma femm' me trait' de propre à rien ;
Chaqu' fois qu'les Boches se font rouler,
Ah ! ce que je m' fais engueuler.

Un' gross' dame dans le tramway
Sur la guerre un jour pérorait :
Ah ! dit-ell' c'est un vrai scandale,
Un' campagn' d'hiver est fatale.
S'il le faut, dis-je timidement,
La gross' mère répliqu' rageus'ment :
M'sieur sans dout' n'a rien à risquer :
Ah ! c'que je m' suis fait engueuler.

Un autr' jour où l'communiqué
Ne m'incitait pas à êtr' gai,
Je vais au Café où l'on cause,
Il paraît qu' j'avais l'air morose,
Les habitués me crient en chœur :
Vous allez, espèc' de traqueur,
S'mer la peur, morbleu, soyez gai !
Je m' suis fait encore engueuler.

C'est vrai, dis-je, prenons l'air gai,
A quoi sert de s'décourager ?
D'autant plus qu' tout va bien en somme.
J'dis ça tout haut, mais un bonhomme
M'dit : J'habite en Somm' moi, Monsieur,
Et y a pas de quoi êtr' joyeux ;
En c'moment peut-on être gai ?
Ah ! c'que je m'suis fait engueuler.

Alors je jurai d'être muet,
Mais ma bell'-mèr' m'interrogeait
J'répondis pour n'pas fair' fauss' route :
« Oui... non... ah... peut-être !... sans doute ; »
Ell' s'écrie : A la vérité
Dit's tout d' suit' qu' vous vous en foutez,
Vous èt's neutr', quell' mentalité !
Ah ! c'que je m'suis fait engueuler.

Pour comble, je vois des poilus
Qui s'étaient vaillamment battus
L'un d'eux m'dit en riant : Petit père,
Croyez-vous qu'nous aurons la guerre ?

Oui, dis-j', faut la fair' jusqu'au bout :
Qu'est-c' que j'allais prendr' ? Pas du tout.
Compt' sur nous, m'dis'nt-ils sans s'troubler,
Et ceux-là n' m'ont pas engueulé.

Paul Weil.

TABLE

NANCY, IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT — JUILLET 1916

Le Traité de Francfort. *Étude d'histoire diplomatique et de droit international,* par Gaston May, professeur à l'Université de Paris. (Ouvrage récompensé par l'Académie des Sciences morales et politiques.) 1910. Un volume in-8 de 360 pages, avec 3 cartes dans le texte, broché . . . . **6 fr.**

L'Allemagne et le Droit des gens, *d'après les sources allemandes et les archives du Gouvernement français,* par Jacques de Dampierre, archiviste-paléographe. 1915. Volume in-4, avec 103 gravures (vues, portraits, fac-similés de documents) et 13 cartes . . . . **6 fr.**

Les Violations des lois de la guerre par l'Allemagne (Publication faite par les soins du ministère des Affaires étrangères). 1915. Volume grand in-8 de 208 pages, avec de nombreuses photographies. . . . **1 fr.**

La Guerre à l'allemande, par Jeanne et Frédéric Régamey. 2e édition. 1915. Volume in-12 . . . . **1 fr. 50**

Culture et Kultur, par Gaston Gaillard. 2e édition. 1915. Volume in-8. **3 fr.**

La Neutralité de la Belgique, *Le Livre gris.* Préface de Paul Hymans, ministre d'État. Volume in-12 de 168 pages, broché. . . . . **1 fr.**

Réponse au Livre blanc allemand. « Die völkerrechtswidrige Führung des belgischen Volkriegs » du 10 mai 1915. Publication du ministère de la Justice et du Ministère des Affaires étrangères belges, 1916. Volume in-4 de 527 pages. . . . . **15 fr.**

La Réponse du Gouvernement belge au Livre blanc allemand du 10 mai 1915 : *Die völkerrechtswidrige Führung des belgischen Volkerkriegs.* Étude analytique de la publication officielle du gouvernement belge, dar Fernand Passelecq,, directeur du Bureau documentaire belge. 1916. Volume in-12 . . . . **60 c.**

La Belgique industrielle et commerciale de demain, par Robert Billiard, industriel, ingénieur des constructions civiles. Préface de Henri La Fontaine, sénateur de Belgique, professeur de droit international, lauréat du prix Nobel. 1915. Un volume grand in-8 de XXII-276 pages, br. **4 fr.**

La Violation du Droit des gens en Belgique. *12 rapports de la Commission d'enquête.* Préface de J. Van den Heuvel, ministre d'État. *Avec des extraits de la lettre pastorale de S. Ém. le cardinal* Mercier, *archevêque de Malines.* 1915. 7e mille. Un volume grand in-8 de 168 pages, avec 5 planches hors texte, broché. . . . . **1 fr. 25**

— 2e volume. *Rapports 13 à 22 de la Commission d'enquête. Fac-similés de carnets de soldats allemands. Correspondance du cardinal Mercier, etc.* 1915. 5e mille. Un volume grand in-8 de 196 pages, broché . . . . **1 fr. 50**

L'Épopée serbe. *L'Agonie d'un Peuple,* par Henry Barby, correspondant du *Journal.* 1916. Volume in-12, avec 20 illustrat. hors texte et 1 carte. **3 fr. 50**

Une Visite à l'Armée anglaise, par Maurice Barrès, de l'Académie Française. 1915. Un volume in-16 jésus de 120 pages. . . . . **1 fr. 25**

La France en Guerre, par Rudyard Kipling. Traduit de l'anglais par Claude et Joël Ritt. 1915. Volume in-16 jésus, avec 2 photographies. **1 fr. 25**

La France de Demain, par Lucien de Bonnefon. 1915. Broch. in-12. **30 c.**

Les Ports de commerce français, par Albin Huart, membre de la Société d'économie politique. Préface de M. Daniel Bellet, professeur à l'École des Sciences politiques. 1911. Un volume in-12 de 261 pages, avec une photographie et 3 planches hors texte, broché . . . . **2 fr. 50**

Les Grands Ports extra-européens et le Commerce international, par Émile Chantriot, docteur ès lettres. 1910. Br. in-8 de 66 pages. **1 fr. 25**

